



En colère, les petits patrons s'estiment délaissés

► De nombreux dirigeants de petites entreprises se disent incompris et mal représentés par les responsables politiques et les organisations patronales

► Ces « petits » patrons, qui composent 99 % du tissu économique, sont excédés par un débat budgétaire et fiscal centré sur les « ultrariches »

► Ils reprochent à l'exécutif et aux parlementaires d'avoir installé, depuis la dissolution de juin 2024, un climat d'incertitude néfaste pour leurs affaires

► Le Medef étant accusé de ne défendre que les grands groupes, le collectif « Trop c'est trop » veut se faire entendre des candidats à la présidentielle

► Cet électorat est de plus en plus sollicité par l'extrême droite, mais aussi par LFI, qui a convié leurs représentants à discuter

PAGE 14

BLOQUER L'ARMÉE RUSSE LA MISSION IMPOSSIBLE DU GÉNIE MILITAIRE UKRAINIEN

► Dans le Donbass, une ligne de barbelés, de pièges et de fossés balafre le paysage

► Malgré des défenses de plus en plus élaborées, les Russes avancent

PAGE 4



Une ligne de défense construite en 2025, près de la route entre Zaporijia et Pavlohrad (Ukraine), le 27 janvier. JEDRZEJ NOWICKI POUR « LE MONDE »

PFAS

Deux industriels du Rhône assignés en justice pour « réparation »

Près de 200 riverains demandent plus de 36 millions d'euros à Arkema et Daikin Chemicals, suspectés d'être à l'origine d'une des plus importantes pollutions aux PFAS

PAGE 5

Médicaments

Biogaran, géant des génériques, cédé à un fonds étranger

Bercy a autorisé le groupe pharmaceutique Servier à céder sa filiale, qui réalise 30 % des ventes de médicaments génériques en France, à BC Partners, dont le siège est à Londres

PAGE 12

Syrie Un accord entre Damas et les Kurdes du Rojava

APRÈS TROIS SEMAINES de batailles qui ont vu Damas reprendre le contrôle de près de 80 % des territoires aux mains des Kurdes, dans le nord-est de la Syrie, le gouvernement de transition syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont annoncé, vendredi, un accord global pour l'intégration progressive des forces militaires et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de

l'Etat syrien. Une victoire pour Damas, qui restaure son autorité sur les territoires administrés par les FDS et enterre le rêve d'une autonomie kurde au Rojava. Dans le sud-est de la Turquie, de l'autre côté de la frontière, les Kurdes se disent « lâchés » par leurs alliés et inquiets du sort que les gouvernements turc et syrien entendent réserver à cette population.

PAGES 2-3

Nancy

Derrière un incendie mortel, la piste du narcotrafic

PAGE 11

Géopolitique

Entre le Liban et la Syrie, la quête d'un nouveau départ

PAGES 16 À 18

Idées

Notre déclin démographique est-il si mauvais ?

PAGES 28-29

Le « protest folk » de Jesse Welles, de TikTok aux Grammy Awards



Dans le métro, à New York, en février 2025. SACHA LECCA/ROLLING STONE/GETTY

À L'HEURE où la politique menée par Donald Trump réveille la tradition américaine de la *protest song*, le guitariste et chanteur de folk Jesse Welles, 33 ans, se distingue par la publication de huit albums en deux ans et quatre nominations aux Grammy Awards,

dont la cérémonie est prévue dimanche soir à Los Angeles. Une consécration pour le gamin de l'Arkansas, dont les compositions ont d'abord connu un succès fulgurant sur TikTok, Instagram ou YouTube.

PAGE 20

Politique

Ces jeunes maires et mères qui font bouger les lignes

« Le Monde » a recueilli le témoignage d'élues aux avant-postes du renouvellement générationnel et de la féminisation des équipes communales

PAGES 6-7

Rencontre

Gabriella Papadakis, « petit soldat » du patinage

La championne de danse sur glace, qui a fait ses adieux à la compétition en 2024, retrace sa carrière d'athlète et son parcours de femme dans un livre

PAGE 26



Turquie : les Kurdes se disent « lâchés » par leurs alliés

La solidarité avec les Kurdes du Rojava, en Syrie, se double de craintes sur le sort que les Etats turc et syrien entendent réserver à cette population

REPORTAGE

DIYARBAKIR, SURUÇ ET VAN (TURQUIE) -
envoyé spécial

Le convoi de voitures roule à tombeau ouvert sur les routes boueuses, s'arrête quelques instants au point de contrôle des militaires lourdement armés avant de rejoindre le prochain village, tout aussi perdu sur ces terres de désolation et de misère que le précédent. Descente des véhicules, poignées de main, ils sont une dizaine de personnes à sillonner ainsi cette région kurde du Sud profond turc, frontalière avec la Syrie, pour rencontrer les habitants. Les regards sont lourds, les voix pressées. Tous parlent de cette odeur de guerre qui flotte dans les airs depuis des jours, en dépit de l'accord conclu, vendredi 30 janvier, entre les forces kurdes du Nord syrien et les autorités de Damas.

Hommes et femmes, les membres de la caravane sont des militants de la branche locale du parti turc prokurde DEM, troisième force politique du pays, venus de Suruç, ville jumelle de Kobané, en Syrie. Située en face, à moins de 5 kilomètres, la ville kurde symbole de la victoire contre les djihadistes du nord-est de la Syrie est encerclée, depuis le 21 janvier, par les forces du pouvoir central syrien. Sa colline et ses maisons grises au toit plat se discernent sans mal, derrière le mur frontalier construit par les Turcs.

Comme tous ici, Cemal (son nom a été modifié) a la parole inquiète. A 26 ans, membre du DEM, il dit faire du porte-à-porte depuis cinq jours pour sensibiliser les habitants sur l'éventualité d'un nouveau conflit. « Si la guerre devait éclater, elle aurait des répercussions bien au-delà des frontières de notre région. » Dès la prise des deux quartiers kurdes

d'Alep, Achrafieh et Cheikh-Maqsoud, le 10 janvier, il a vu la présence policière et militaire turque augmenter à Suruç. L'avancée des forces syriennes et le siège de Kobané n'ont fait qu'attiser les tensions, dit-il. « Une trêve a été décrétée et les négociations ont beau avoir avancé, les milices islamistes, appuyées par le régime de Damas, soutenu par Ankara, harcèlent les positions kurdes. C'est comme si, tout d'un coup, les grandes puissances avaient décidé de lâcher les Kurdes d'un même élan. »

Le 22 janvier, Cemal a rejoint plus de 10 000 personnes sur la route qui mène de Suruç à la frontière en signe de solidarité avec les habitants de Kobané. La présence du député et coprésident du DEM, Tuncer Bakirhan, n'a pas empêché les forces de l'ordre de disperser le rassemblement à coups de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Ces scènes se sont répétées à Van, à Nusaybin, à Mardin. Avec, à chaque fois, ce sentiment de colère et d'impuissance, nourri par l'accumulation des violences et l'absence d'issue politique claire.

« NOUS SOMMES DÉSORMAIS SEULS »

Au centre de Suruç, les locaux du DEM ne désemplissent pas. Ils sont des dizaines à entrer et à sortir de la salle principale pour trouver un peu de chaleur et regarder une des chaînes kurdes qui diffuse en boucle les manifestations pour la défense du Rojava, la région sous administration autonome du nord et de l'est de la Syrie. « Les Etats-Unis de Trump nous ont abandonnés. Un point c'est tout. Nous sommes désormais seuls », lance un vieil homme d'une voix sèche.

Comme tant d'autres ici, Avni Çelik porte une tristesse infinie dans les yeux. Lui a perdu sa femme le 10 octobre 2015. Elle était allée manifester à Ankara contre l'intervention militaire turque en Syrie lorsqu'un dou-

« LES PAYS OCCIDENTAUX DOIVENT CESSER DE CONSIDÉRER LES KURDES COMME UNE SIMPLE CARTE GÉOPOLITIQUE DEVENUE OBSOLETE »

TÜLAY HATIMOĞULLARI
députée



ble attentat-suicide perpétré par une cellule de l'organisation Etat islamique (EI) a fait plus de 120 morts et 500 blessés. « Je sais ce dont Daech [acronyme arabe de l'EI] est capable, souffle-t-il. C'est grâce aux jeunes Kurdes que les djihadistes ont été vaincus en Syrie. Maintenant qu'ils ont fait le sale boulot, tout le monde nous lâche. » Un sentiment partagé par la députée Tülay Hatimoğulları, coprésidente du DEM : « Les pays occidentaux doivent cesser de considérer les Kurdes comme une carte géopolitique, utile hier dans la lutte contre l'EI, désormais obsolète. Là où les Kurdes s'affaiblissent, Daech se renforce. Cela représente un risque non seulement pour la Syrie et le Moyen-Orient, mais pour l'Europe et le monde. » Coprésident de la branche locale du DEM, Avni

Çelik a marché, le 22 janvier, comme tous les autres pour Kobané. « On a simplement voulu agir et apporter de l'aide, parce qu'ils n'ont plus d'eau ni d'électricité, mais les autorités turques nous ont empêchés. »

Cette séquence a un air de déjà-vu. En 2014, lors du siège de Kobané par l'EI, Suruç s'était là aussi mobilisée. Et, déjà, les autorités turques avaient interdit les accès avant d'ériger ce long mur resté fermé depuis : « L'histoire se répète, dit-il. A l'époque aussi, en Turquie, le gouvernement était en discussion avec le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] pour trouver une solution à la question kurde. » Le responsable fait référence au « processus de résolution », le cycle de négociations engagé depuis un an par Ankara avec Abdullah Öcalan, le leader

En Syrie, accord et désescalade entre Damas et les Kurdes du Rojava

Le texte prévoit l'intégration des forces et de l'administration kurdes au sein de l'Etat en échange d'avancées en matière de droits nationaux

DAMAS - envoyée spéciale

L'horizon d'une guerre entre Damas et les forces kurdes s'éloigne. Le gouvernement de transition syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont annoncé, vendredi 30 janvier, un accord global pour l'intégration progressive des forces militaires et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien. Il s'agit d'une victoire pour Damas, qui restaure son autorité sur les territoires administrés par les FDS et enterre le rêve d'une autonomie kurde au Rojava. Les Kurdes obtiennent néanmoins des avancées majeures en matière d'autonomie locale et de droits nationaux.

Sur X, Elham Ahmed, une haute dirigeante de l'administration autonome kurde, a exprimé sa « profonde gratitude aux médias », notamment « les Etats-Unis et la France, qui ont déployé des efforts considérables » afin de parvenir à cet accord. Les Etats-Unis ont salué une « étape historique » dans l'unification de la Syrie. La France, par la voix du prési-

dent Emmanuel Macron, a « félicité » les deux parties et affirmé qu'elle « appuiera pleinement » la mise en œuvre de l'accord.

Après trois semaines de bataille, qui ont vu Damas reprendre le contrôle de près de 80 % des territoires aux mains des Kurdes dans le Nord-Est syrien depuis la guerre civile (2011-2024), un cessez-le-feu permanent est instauré. L'armée syrienne et les FDS doivent se retirer des points de contact le long de la ligne de front. Les autorités syriennes ont fixé un délai d'un mois pour reprendre le contrôle des institutions locales, des postes-frontières, de l'aéroport de Kamechliyé, des champs pétroliers et gaziers, ainsi que des camps et centres de détention qui accueillent les membres de l'organisation Etat islamique (EI) et leurs familles.

« Vérifications de sécurité »

Lundi, des unités relevant du ministère de l'intérieur doivent se déployer à Hassaké, une ville à majorité arabe, et à Kamechliyé. Le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, a précisé, à la télévision kurde syrienne Ronahi TV, qu'une force affiliée au gouverne-

ment syrien se déploiera dans les deux villes, le temps de superviser l'intégration au sein du ministère de l'intérieur syrien des Asayiches (les forces de sécurité intérieure kurdes), qui seront chargées de la sécurité locale.

Les autorités syriennes ont accepté la création d'une division militaire dans la province d'Hassaké, comprenant trois brigades, composée de combattants et de combattants des FDS, rattachées au ministère de la défense. Le ministre de l'information syrien, Hamza Al-Mustafa, a précisé que les combattants des FDS seront intégrés « sur une base individuelle après avoir effectué les vérifications de sécurité nécessaires ».

Les institutions locales créées par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Aanes) et leurs employés seront intégrés aux institutions de l'Etat syrien. Les Kurdes obtiennent le poste de gouverneur de Hassaké et des postes de commandement au sein de l'armée. Les champs pétroliers de Rmeilane et d'Al-Suweidiya, ainsi que l'aéroport de Qamishli seront transférés à l'Etat dans un délai de dix jours, selon Damas. L'accord garantit égale-

ment les droits nationaux, civils et éducatifs du peuple kurde, et le retour des personnes déplacées dans leurs régions respectives. Le 16 janvier, le président de transition, Ahmed Al-Charaa, a publié un décret qui fait de la langue kurde une langue nationale, reconnaît la fête de Nowrouz comme jour férié, et annule les mesures prises après un recensement en 1962 pour déchoir de leur nationalité des dizaines de milliers de Kurdes. Ce décret est « un pas positif sur lequel il faut construire pour obtenir une reconnaissance de ces droits au sein de la Constitution », a commenté au Monde Abdulkarim Omar, le représentant de l'AANES à Damas.

Une frange dure chez les Kurdes

La mise en œuvre de cet accord est un enjeu de taille, alors que de nombreux détails doivent encore faire l'objet de négociations. « Nous sommes conscients que certains groupes sont mécontents de cet accord et nous partageons ce mécontentement. Nous l'avons respecté pour mettre fin au conflit, mais nous avons promis à notre peuple de poursuivre la lutte jusqu'à ce que tous nos acquis soient

garantis », a déclaré le général Abdi à la télévision Ronahi TV.

Depuis la signature de l'accord-cadre entre Damas et les FDS, le 10 mars 2025, une frange dure au sein des forces kurdes, notamment composée de dirigeants du PKK, est pointée du doigt comme faisant obstacle à l'avancée des négociations. « Nous avons le sentiment que Mazloum Abdi n'est pas décisionnaire. Les Kurdes sont sérieux dans les négociations mais, lorsqu'il faut passer à la mise en œuvre, ils vont à Qandil [où sont réfugiés les dirigeants du PKK au Kurdistan irakien] et tout change », déplore dans Le Monde Ahmad Zeidan, le conseiller presse du président Al-Charaa. Côté kurde, cette division est niée. « Ce sont des excuses des autorités de Damas pour ne pas s'engager envers ce qu'ils ont signé », assure Abdulkarim Omar.

Soumis à la pression militaire de Damas, et aux pressions diplomatiques notamment américaines, les dirigeants kurdes ont choisi d'accepter un accord qui leur est tout de même bien plus favorable qu'une précédente version présentée par Damas, le 18 janvier. Des observateurs pointent que le PKK pourrait opter

pour préserver ses forces plutôt que d'engager une guerre dévastatrice en Syrie, alors que des négociations sont en cours avec le pouvoir turc. Le président de transition, Ahmed Al-Charaa, a, pour sa part, fait preuve de flexibilité, à la suite d'un appel avec le président américain Donald Trump, le 28 janvier. Il a tout à perdre en termes d'image et de soutien alors que la mobilisation prokurde s'est intensifiée aux Etats-Unis et en Europe. Jeudi, les sénateurs républicain Lindsey Graham et démocrate Richard Blumenthal ont introduit une proposition de loi devant le Congrès américain en défense des Kurdes.

Le président syrien a rempli ses principaux objectifs – la reconquête des territoires à majorité arabe de Rakka et de Deir ez-Zor, ainsi que des principaux champs pétroliers et gaziers du pays –, et ne souhaite pas une guerre au cœur des villes kurdes, qui maintiendrait un foyer de guérilla permanente pour le PKK. « M. Al-Charaa est prêt à donner beaucoup aux Kurdes contre leur soumission. Les Turcs, pour le moment, le laissent faire », conclut un bon observateur. ■

HÉLÈNE SALLON



historique du mouvement incarcéré depuis 1999. «Ankara est ouvertement alignée sur Damas, ce qui n'aide pas à faire avancer les négociations», regrette Avni Çelik.

Le bureau de Keskin Bayindir est situé dans un quartier éloigné du centre-ville de Diyarbakir, la grande ville kurde de ce Sud-Est turc située à trois heures de route de Suruç. Député et coprésident du Parti démocratique des régions (DBP), un parti frère du DEM, il revient du Rojava voisin. Il a fait le voyage avec une délégation d'élus et des défenseurs des droits turcs «pour casser l'image d'isolement de l'enclave». Le dirigeant admet avoir été pris au dépourvu par la rapidité avec laquelle les puissances occidentales ont changé leur fusil d'épaule. «Ils ont attaqué avec les loups et pleuré avec le propriétaire», glisse-t-il, amer, reprenant un proverbe kurde. «Avec tous ces événements, je ne sais pas comment les négociations à Ankara vont se poursuivre.»

SENTIMENT D'UNITÉ RAREMENT ATTEINT

Mercredi, lors d'une cérémonie, le maire de Diyarbakir, Dogan Hatun, a annoncé avec les conseillers municipaux faire don de leurs salaires aux habitants de Kobané. «Nous, Kurdes, nous ne voulons pas la guerre, a-t-il déclaré. Que ceux qui veulent nous tuer sachent que nous résisterons.» Auprès du Monde, l'édile insiste sur le fait que rien n'avancera dans les discussions avec Ankara tant que persisteront des tensions dans la région kurde syrienne. Selon lui, les revers récents sur le terrain ont créé une vague d'émotion inédite et un sentiment d'unité kurde rarement atteint : «Jamais on a entendu autant de voix des quatre régions kurdes [de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran] aller dans un tel même sens.» Une allusion aux propos très fermes en faveur de la population kurde du Rojava de Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan irakien.

Cofondateur du centre de recherche Rawest, Reha Ruhavioglu est un fin connaisseur de la région. Installé à Diyarbakir, il a publié une enquête au printemps 2025 pour signaler le fort degré d'opinion favorable vis-à-vis du processus de négociation lancé par Ankara avec le PKK. Près de 60 % des Turcs et 80 % des Kurdes disaient alors approuver la démarche. Des taux aujourd'hui en baisse, assure-t-il, au regard du peu d'avancées dans les discussions et des récents événements, «très démoralisants pour les Kurdes». «L'Etat turc n'a pas compris l'importance et le lien émotionnel des Kurdes pour le Rojava», avance-t-il, avec l'espoir «qu'un jour» les dirigeants finiront par le comprendre. A Suruç, vendredi soir, un convoi de camions transportant des aides pour Kobané a été bloqué à la frontière. ■

NICOLAS BOURCIER

Des familles et des proches de personnes disparues brandissent leurs portraits, lors d'une manifestation, à Diyarbakir (Turquie), le 24 janvier.

BILAL SECKIN/MEI/SIPA

Vox capitalise sur la colère agricole espagnole en Aragon

L'accord commercial avec le Mercosur est devenu, en ce début de cycle électoral, un levier politique pour la formation d'extrême droite

MADRID - correspondance

Le vent glacial qui balaie la place centrale de Calatayud, en Aragon, dans le nord-est de l'Espagne, n'a pas refroidi l'enthousiasme du petit millier de personnes rassemblées, samedi 24 janvier, pour assister à un meeting de Vox. En campagne pour les élections régionales du 8 février, la formation d'extrême droite espère confirmer la dynamique enregistrée lors du scrutin régional en Estrémadure, en décembre 2025, où elle avait recueilli 16,9 % des voix, six points de plus qu'en 2023. Les sondages laissent entrevoir une progression comparable.

Dans le public, de nombreux agriculteurs. Si l'Aragon est une région à la pointe en matière de logistique – Saragosse, sa capitale, est devenue la première plateforme d'Europe –, le secteur primaire y conserve un poids significatif (6,8 % du PIB régional). Calatayud, ville de 20 000 habitants, est historiquement liée à l'arboriculture fruitière et à la vigne. Lorsque le candidat local de Vox, Alejandro Nolasco, lance à la tribune : «Vous trouvez normal de manger des poires d'Afrique du Sud ou des oranges d'Egypte?», avant de dénoncer les importations liées au Mercosur, l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et des pays d'Amérique du Sud, «qui ne respectent pas les règles phytosanitaires imposées à nos agriculteurs», les applaudissements fusent.

L'accord européen avec le Mercosur est devenu, en ce début de cycle électoral, un levier politique de premier plan pour Vox. La formation s'est de longue date posée en défenseur du monde rural, mais le pacte, qui a suscité de nouvelles mobilisations d'agriculteurs sur les routes espagnoles jeudi 29 janvier, lui offre une occasion inédite de canaliser un

vote de protestation. En Aragon, région de 1,3 million d'habitants frontalière de la Catalogne, l'industrie porcine, l'une des plus importantes du pays, se sent particulièrement menacée.

Sur les réseaux sociaux, Vox accuse socialistes et conservateurs «d'applaudir comme des phoques» le Mercosur, qu'il qualifie de «ruine pour les campagnes». Ses six eurodéputés, membres du groupe Patriotes pour l'Europe ont soutenu, le 21 janvier, la décision du Parlement européen de renvoyer l'accord devant la Cour de justice de l'UE.

Quadrillage serré du territoire

A Calatayud, Luis Sanchez, 61 ans, exploite une ferme de 40 hectares, où il cultive pommes, poires et raisin. Ses doléances sont celles de nombreux agriculteurs européens : des normes toujours plus contraignantes, des charges sociales en hausse pour les saisonniers, «des Roumains, des Maliens, de bons travailleurs», et des revenus «divisés par deux en dix ans». Il a participé aux manifestations organisées par les syndicats agricoles contre l'accord. «Je n'ai rien contre les Latino-Américains, ils sont à moitié espagnols après tout, mais ils doivent respecter les mêmes contraintes que nous», explique-t-il. Pour lui, Vox est la seule formation à défendre ses intérêts.

Le dirigeant du parti, Santiago Abascal, est aussi présent en ce matin glacial. Depuis plusieurs semaines, il sillonne l'Aragon, bien avant l'ouverture officielle de la campagne, comme il l'avait déjà fait en Estrémadure, une stratégie qui s'était révélée extrêmement payante. Parka marron et casquette de chasseur, il affirme avoir déjà visité trente-six communes avant de dérouler les thèmes chers à son parti, dénonçant la «mafia du bipartisme» et l'immigration «venue remplacer les Espagnols». Un discours qui trouve

En Aragon, l'industrie porcine, l'une des plus importantes du pays, se sent particulièrement menacée

un écho à Calatayud, où 21 % de la population est étrangère, une proportion qui compense l'exode rural dans cette région parmi les moins peuplées du pays (28,3 habitants au kilomètre carré).

«Aucun parti n'a tenu autant de meetings que Vox. Aucun candidat ne prend la peine d'aller dans les petits villages, observe Carmen Lumbierres, professeure de sciences politiques à l'université nationale d'éducation à distance, qui vit en Aragon. Quand Santiago Abascal arrive, c'est un peu comme si Tom Cruise venait les voir.» A l'inverse, souligne-t-elle, la candidate socialiste, Pilar Alegria, ancienne porte-parole du gouvernement du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, se limite à «des rencontres très ciblées avec des groupes définis à l'avance». Ce quadrillage serré du territoire est ensuite largement relayé sur les réseaux sociaux.

Santiago Abascal se montre particulièrement virulent envers le Parti populaire (PP, droite), qui gouverne l'Aragon depuis 2023, d'abord avec le soutien de Vox. Il dénonce «l'arnaque du PP, qui a donné de l'oxygène au PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol]». Les relations entre les deux formations se sont rompues à l'été 2024, comme dans quatre autres régions où des accords avaient été conclus. L'incapacité à s'entendre avec Vox sur le budget régional a conduit le président de l'Aragon, Jorge Azcon, à convoquer des élections anticipées.

Ces premières échéances s'inscrivent dans une manœuvre plus large du Parti populaire visant à accélérer le calendrier électoral et à affaiblir Pedro Sanchez avant la fin de son mandat, en 2027. D'autres scrutins suivront dans des régions où le vote rural est déterminant : en Castille-et-León, le 15 mars, très affectée par les incendies de l'été 2025, puis en Andalousie, en juin. Des territoires dirigés par les conservateurs, qui espèrent y consolider leur pouvoir pour s'en servir de tremplin national.

Mais la stratégie ne semble pas produire les effets escomptés. «Tandis que le PP se demandait comment exploiter les difficultés de Pedro Sanchez, notamment les affaires de corruption auxquelles il est confronté depuis un an, Vox l'a devancé avec une force qu'il n'avait pas anticipée», analyse Carmen Lumbierres. Selon elle, la poussée de l'extrême droite ne se limite pas aux campagnes : elle pourrait aussi «exploser» dans les zones périurbaines de Saragosse, comme cela s'est produit en Estrémadure autour des villes de Badajoz et de Caceres, anciens bastions socialistes.

«Le PP progresse face au PSOE, mais moins fortement que prévu, poursuit la politologue. Cela l'oblige à durcir son discours.» Elle cite le déplacement de la présidente de la région de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, figure de l'aile droite du parti, venue prier à la cathédrale de Saragosse le 25 janvier, un geste symbolique destiné à contenir la popularité croissante de Vox. La bataille s'annonce rude au sein de la droite pour s'attribuer le mérite d'un éventuel renversement de Pedro Sanchez. «Car Vox, qui n'a jamais caché son ambition de supplanter le Parti populaire, ajoute Carmen Lumbierres, regarde déjà vers les prochaines élections nationales.» ■

ISABELLE PIQUER

La liberté de la presse en question après l'arrestation de journalistes aux Etats-Unis

Les deux personnes interpellées couvraient les manifestations anti-ICE à Minneapolis

WASHINGTON - correspondant

Procédure judiciaire précipitée et bâclée. Atteinte probable au premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression. Et, pour couronner le tout, sarcasme de la Maison Blanche. L'arrestation du journaliste Don Lemon, dans la soirée du jeudi 29 janvier à Los Angeles, constitue une nouvelle borne dans l'instrumentalisation politique de la justice par le pouvoir exécutif. L'ancien présentateur de la chaîne CNN, qui anime une émission sur YouTube, a été relâché dans l'après-midi de vendredi, après son inculpation.

Don Lemon est accusé d'avoir participé, le 18 janvier, et pas seulement assisté, à l'intrusion de manifestants dans une église de Saint Paul, une ville située de l'autre côté du fleuve Mississippi, au sud-est de Minneapolis (Minnesota). Une autre journaliste indépendante, Georgia Fort, également présente, a été arrêtée, puis relâchée vendredi. Elle a diffusé une vidéo sur les réseaux sociaux, alors que les agents frappaient à sa porte au petit jour. Le Comité

pour la protection des journalistes (CPJ) a condamné une «attaque flagrante» contre la presse.

Les manifestants entrés dans l'église entendaient dénoncer les opérations policières en cours à Minneapolis et les abus lors d'arrestations de personnes supposées en situation illégale, symbolisés par la mort de Renee Good et par celle d'Alex Pretti sous les balles de policiers d'agences fédérales chargées de l'immigration. L'administration Trump considère cette intrusion comme une attaque contre un lieu de culte. Le pasteur qui officiait dans la Cities Church était aussi un employé de l'United States Immigration and Customs Enforcement (ICE), l'une des agences chargée de l'immigration. Le ministère de la justice a retenu des poursuites contre huit participants pour avoir porté atteinte aux droits des croyants et violer la liberté de culte. «Si vous violez ce droit sacré, on viendra vous chercher», a réagi, vendredi, la ministre de la justice, Pam Bondi.

Mais un premier magistrat ayant étudié la demande d'arrestation n'avait retenu ses argu-

ments que pour trois personnes visées. Un second juge, sollicité en urgence, s'est ému de la précipitation du ministère de la justice, désireux d'obtenir l'arrestation de toutes les personnes présentes.

Forte animosité

«Don est journaliste depuis trente ans, et son travail à Minneapolis, protégé par la Constitution, n'était pas différent de ce qu'il a toujours fait», a expliqué son avocat, Abbe Lowell. Le journaliste se trouvait avec les manifestants sur un parking, avant leur arrivée à l'église. Il qualifiait leur projet d'«opération clandestine». Une fois à l'intérieur, pendant la diffusion en direct, il a interrogé plusieurs participants ainsi que des paroissiens. Dans ses propres commentaires, il semblait valider ce mode d'intervention, en concluant que «chacun doit être prêt à sacrifier quelque chose».

Don Lemon avait quitté la chaîne CNN en 2023, après dix-sept ans à l'antenne, dans des conditions controversées. Il était accusé d'avoir tenu des propos sexistes en plateau. Donald Trump nourrit une forte animo-

sité à son égard, de très longue date. Les attaques visant ces derniers temps à le décrédibiliser comme journaliste et à le présenter comme un militant soulignent la difficulté aujourd'hui aux Etats-Unis à distinguer les registres, avec l'essor des «journalistes citoyens» et des influenceurs. Mais ces attaques seraient plus audaces si elles ne provenaient pas du monde MAGA (Make America Great Again), qui est au cœur de cette confusion, ou de la Maison Blanche, qui a introduit dans la salle de presse des représentants de la droite populiste sans crédibilité professionnelle.

Donald Trump a évoqué, vendredi, «des insurgés payés», au sujet des manifestants de Minneapolis. «Nous avons une majorité silencieuse», a-t-il assuré, en dépit de sondages unanimes qui attestent l'inverse. Le ministère de la justice a, pour sa part, changé d'avis : sa division des droits civils a finalement ouvert une enquête sur la mort d'Alex Pretti. Mais les autorités locales sont tenues à l'écart des investigations fédérales. ■

PIOTR SMOLAR



Dans un tunnel situé autour de positions de tir, dans la région de Zaporijia, en Ukraine, le 27 janvier. JEDRZEJ NOWICKI POUR « LE MONDE »

Ukraine : une fragile « ligne Maginot » face aux Russes

Malgré les efforts d’unités ukrainiennes du génie aux moyens humains et techniques limités, l’armée russe progresse, lentement

REPORTAGE

ZALIZNYTCHNE (UKRAINE) -
envoyé spécial

La nouvelle ligne de défense du Donbass défigure le paysage rural enneigé à perte de vue, telle une balafre. De multiples rangées de barbelés, de pièges anti-infanterie et de fossés antichars se succèdent sur une largeur de 120 mètres. Quelques dizaines de mètres à l’arrière, dissimulée sous une haie d’arbres, se trouve une seconde ligne de tranchées et de fortifications enterrées, de laquelle les militaires ukrainiens se préparent à tenir l’envahisseur russe sous leur feu.

Construite dans la région de Dnipropetrovsk, désormais située à 35 kilomètres des positions russes avancées, cette section fait partie d’un réseau en expansion de plusieurs centaines de kilomètres de lignes échelonnées en profondeur, destinée à contenir la poussée de l’armée russe vers l’ouest, en direction du Dniepr. Un chantier colossal témoignant de la conviction, au sein de l’état-major ukrainien, que l’agression des troupes de Moscou n’est pas près de s’arrêter. « On est parti pour cinq ou dix ans de guerre, jusqu’à ce que les Russes se trouvent un autre os à ronger, confie sombrement Oleksandr, un officier de presse du DSST, l’une des deux branches du génie militaire ukrainien. Ce qui va arrêter Poutine, ce n’est pas un prétendu accord de paix ou un cessez-le-feu, c’est une contrainte brutale. Une désintégration de la Russie ou une chute du régime. »

La construction de solides lignes de défense successives apparaît pragmatique dans un contexte de conflit d’attrition s’enlisant depuis presque quatre ans. La « guerre éclair » décidée par Vladimir Poutine a muté en son exact contraire. « Après avoir pris l’initiative en 2024, les forces russes ont progressé à un rythme moyen de 15 à 70 mètres par jour lors de leurs offensives les plus importantes, plus lentes que presque toutes les grandes campagnes offensives des guerres du XX^e siècle », constate un rapport du Center for Strategic and International Stu-

dies (CSIS) publié le 27 janvier, intitulé « Russia’s Grinding War in Ukraine » (La guerre d’usure menée par la Russie en Ukraine). Le cercle de réflexion, basé à Washington, note encore que « les forces russes ont conquis moins de 1,5 % du territoire ukrainien depuis le début de 2024 ».

Le coût de cette stratégie côté russe est extrêmement élevé, avec, toujours selon le CSIS, 1,2 million de pertes (tués, blessés et disparus) de février 2022 à décembre 2025 : « Aucune grande puissance n’a subi un nombre comparable de pertes [dans un conflit] depuis la seconde guerre mondiale. » De leur côté, les forces ukrainiennes auraient perdu entre 500 000 et 600 000 soldats (tués, blessés et disparus), selon ce même rapport.

« Les drones achèvent le travail »
Les avancées de l’armée russe ont beau être laborieuses, les Forces armées ukrainiennes (FAU) ne parviennent pas à bloquer sa progression. « Les Russes utilisent une méthode contre laquelle aucune fortification ne peut résister, analyse Viatcheslav Volodine, colonel et porte-parole du groupement Sud des FAU. Avant de passer à l’assaut, l’aviation écrase méthodiquement nos positions [à l’aide de] bombes guidées planantes [en ukrainien KAB, des bombes de très grande puissance, pesant entre une demi-tonne et trois tonnes]. Les drones achèvent le travail de démolition avec des frappes de précision, pendant que de petits groupes d’infanterie s’infiltrèrent derrière nos lignes ; puis viennent les assauts appuyés par l’artillerie et par les drones FPV [d’attaque-suicide]. »

Faute de défense aérienne de longue portée sur le front, les FAU ne peuvent pas empêcher que leurs positions renforcées soient ainsi affaiblies depuis le ciel. Et, faute de personnel suffisant dans l’infanterie, il est impossible d’assurer « l’étanchéité » des lignes. « La défense est une armure de mailles, et non un mur solide », remarquait déjà, en 1827, le théoricien militaire Carl von Clausewitz. « Notre réponse est de construire des positions de plus en plus pro-

Les Ukrainiens ne peuvent pas empêcher que leurs positions renforcées soient affaiblies depuis le ciel

fondément enterrées, de mieux en mieux camouflées », explique Volodymyr, 23 ans, chef du génie d’un poste de commandement avancé. Ce lieutenant major, qui a démarré sa carrière militaire en pleine guerre, a déjà construit des dizaines de positions dans divers secteurs du front. « A Soumy [nord-est de l’Ukraine], nous avons testé un nouveau type d’obstacle consistant à abattre des arbres et à dérouler des barbelés dans cette végétation. Ça s’est révélé efficace non seulement contre l’infanterie, mais aussi contre les drones à fibre optique, qui volent très bas et se prennent dans les barbelés », note le jeune officier, qui se fait appeler par son nom de guerre, « Kareï ».

En inspectant une ligne de défense à proximité de la route E50, vers Pokrovsk, Kareï désigne un nouveau piège à infanterie baptisé « MPP », l’acronyme ukrainien pour « obstacle peu visible ». Posé avant les barbelés, il consiste en une sorte de tapis tissé d’un enchevêtrement de fils métalliques partiellement recouvert de neige. « Une fois qu’on a mis le pied dedans, il est impossible de s’en déprendre », détaille froidement l’ingénieur militaire. Enfin, une fois que les FAU se sont retirées derrière la ligne d’obstacles, celle-ci est renforcée de mines antipersonnel et antichars.

Derrière la large bande constituée d’obstacles en série se trouve le second élément du dispositif de défense, la position occupée par l’infanterie ukrainienne : une galerie souterraine en chicane, camouflée sous la végétation, labyrinthique, longue de près d’un kilomètre. On y descend en ouvrant deux battants métalliques dissimulant un escalier descendant plusieurs mètres sous terre.

Au sol, des planches. Sur les parois, maintenu par un grillage, un géotextile hydrofuge bloque l’humidité. Au plafond, des plaques de métal supportant une épaisse couche de terre et de branchages. « C’est la principale évolution depuis le début de l’invasion, explique Kareï. Le danger des drones oblige à couvrir toutes les tranchées, c’est la condition pour survivre ».

A intervalles réguliers dans la galerie, des escaliers latéraux descendent encore plus profondément vers des pièces de vie (cantines et dortoirs dotés de poêles et de ventilation, de toilettes sèches), toutes renforcées par des parois en béton armé. Tout est fait pour limiter autant que possible l’exposition du défenseur à un ciel infesté de drones. « La position de défense doit aussi impérativement être placée sur une voie de ravitaillement protégée par la végétation », précise l’officier.

Creuser, une tâche dangereuse

Le génie militaire ukrainien observe avec inquiétude deux tendances se dessiner. « La profondeur de la “zone de mort” – où une énorme quantité de drones russes frappent continuellement nos ingénieurs et leurs engins de terrassement –, s’élargit rapidement et dépasse 20 kilomètres [à partir du front], constate Vladislav Seleznev, un réserviste. En outre, la tactique d’infiltration des Russes donne à la ligne de front un profil de plus en plus accidenté qui nous force à construire sans répit de nouvelles lignes dans la “zone de mort” ».

Creuser à 15, 10, voire seulement 5 kilomètres des positions ennemies est une tâche dangereuse à laquelle sont astreintes les unités de cette arme. « Nous n’avons que le dixième des ressources humaines et matérielles pour construire correctement les positions de repli », admet Oleksandr. Le génie militaire se retrouve en première ligne pour colmater les brèches et stabiliser le front, comme actuellement dans les secteurs les plus problématiques de Houliaïpole et de Stepnohirsik (région de Zaporijia). Un travail devenu aussi dangereux que celui de l’infanterie. ■

EMMANUEL GRYNISPAN

Au Brésil, l’escalade des violences contre les femmes

Le nombre des féminicides est passé en dix ans de 535 à un niveau record de 1 470 en 2025

RIO DE JANEIRO (BRÉSIL) -
correspondante

Vêtues de noir et de tee-shirts maculés de peinture rouge, des dizaines de personnes se sont rassemblées, mardi 27 janvier à 13 heures, sur le parvis en pierre de la mairie de Volta Redonda, municipalité de 280 000 habitants située dans le sud-ouest de l’Etat de Rio de Janeiro. Malgré les nuages gris qui annoncent un déluge imminent, elles tenaient à exprimer leur sidération face à la tentative d’assassinat, quelques jours plus tôt, de Daiane Menezes. Le 21 janvier, cette femme de 36 ans a été criblée de balles par son ancien conjoint, un policier, alors qu’elle se rendait chez lui pour récupérer leurs deux enfants. Grièvement blessée, elle a été opérée en urgence et demeure hospitalisée en soins intensifs.

D’après les données du ministère de la justice et de la sécurité publique, publiées le 20 janvier, ces tragédies se multiplient au Brésil. Alors que le nombre total d’homicides recule dans le pays, les féminicides ont, à l’inverse, pratiquement triplé depuis la reconnaissance de ce crime, en 2015 : le nombre de femmes tuées est passé de 535 à un niveau record de 1 470 en 2025, soit une moyenne de quatre féminicides par jour.

Les droits des femmes ont pourtant connu d’importantes avancées. Lors de son premier mandat, le président Luiz Inacio Lula da Silva a créé le ministère des femmes et promulgué la loi Maria da Penha, qui a permis de multiplier tribunaux spécialisés, commissariats et centres d’accueil pour les femmes victimes de violences à travers le pays. Plus récemment, le président, de retour au pouvoir depuis janvier 2023, a renforcé la répression des féminicides : le 10 octobre 2024, il a porté la peine maximale encourue par les auteurs de ces crimes de trente à quarante ans de prison. Il a également instauré, le 9 janvier, une journée nationale de deuil en hommage aux victimes de féminicides, célébrée désormais chaque 17 octobre.

Politiques publiques défailtantes

Si la hausse des féminicides s’explique en partie par une meilleure comptabilisation de ces crimes, pour Regina Barbosa, vice-présidente de l’Institut Maria da Penha, engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes, l’intensification du phénomène résulte surtout de défailtances dans la mise en œuvre des politiques publiques.

« Pendant la pandémie, les ressources consacrées à la lutte contre les violences faites aux femmes ont été réduites pour être réaffectées à la santé, explique-t-elle. Par la suite, nous n’avons pas constaté de rétablissement significatif du budget attribué à la sécurité des femmes, ce qui a fragilisé les dispositifs d’accueil et de prévention. » Selon une étude réalisée en mars 2025 par le Sénat, seuls 16 % du budget prévu pour la lutte contre les violences faites aux femmes ont effectivement été dépensés.

En 2024, Lula a porté la peine maximale encourue par les auteurs de ces crimes de trente à quarante ans de prison

Les droits des femmes ont pourtant connu d’importantes avancées dans le pays

Dans le cas de Daiane Menezes, les mesures censées la protéger ont échoué. Son ancien conjoint avait été incarcéré en juillet 2024 pendant cinq mois, après avoir enfreint des ordonnances de protection obtenues par la jeune femme à la suite de violences qu’il lui avait infligées. « Nous pensions que, lorsqu’il serait libéré, il n’aurait plus le droit de porter une arme, mais comme il est policier, cela n’a pas été le cas », regrette Leticia de Oliveira, 21 ans, la sœur de Daiane, venue au rassemblement accompagnée de sa tante. « Les féminicides ne sont toujours pas pris au sérieux », déplore-t-elle, tentant de contenir son émotion.

Mariana Nobrega, criminologue et politiste formée à l’Université pontificale catholique de Rio Grande do Sul, note que la violence envers les femmes est même parfois célébrée sur les réseaux sociaux. « Les femmes sont de plus en plus engagées et politisées, elles réagissent davantage aux violences, ce qui a provoqué une réaction culturelle se traduisant par une montée de l’agressivité à leur encontre », s’inquiète la chercheuse, précisant que « ce phénomène est mondial ».

Le 29 novembre, Thiago Schutz, influenceur qui se réclame du courant « red pill », né aux Etats-Unis, qui prétend « éveiller » les hommes face à « la menace » que représenterait le féminisme, a été incarcéré dans l’Etat de Sao Paulo à la suite d’accusations de violences domestiques et sexuelles portées par sa compagne. Agé de 36 ans, ce « coach de masculinité » avait séduit 400 000 abonnés sur Instagram en prodiguant des conseils aux hommes pour « se donner de la valeur » : ne choisir que des partenaires de moins de 30 ans et sans enfant, « parler d’une voix grave » ou encore « donner des ordres ».

Sur le parvis de Volta Redonda, Juliana Montes, déléguée du commissariat de police de la ville chargée des femmes, estime que la propagation de la misogynie complique son travail. Au-delà de l’action des forces de l’ordre, « la société a un rôle essentiel à jouer » dans la lutte contre les féminicides, affirme la policière, qui porte fièrement son insigne au cou. « Beaucoup de personnes qui voient une femme être maltraitée ou harcelée en pleine rue détournent encore le regard », déplore-t-elle.

A quelques mètres de là, Regina Afonso, 66 ans, institutrice dans une école maternelle, assure se battre au quotidien pour sensibiliser les nouvelles générations aux violences domestiques. « Dans la classe, nous avons une sorte de mini-maison où les enfants jouent et reproduisent souvent ce qu’ils vivent chez eux », explique l’enseignante.

« Parfois, certains petits garçons jettent des casseroles par terre ou désignent des camarades [filles] en les insultant », déplore-t-elle, avant d’ajouter, emplie d’espoir : « Quand nous assistons à ces situations, nous prenons le temps d’expliquer à cet enfant que ce n’est pas une bonne attitude. C’est difficile, mais nous réussissons parfois à corriger leur comportement. » ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

PFAS : deux industriels assignés par 192 riverains

Près de Lyon, des particuliers demandent 36 millions d’euros de réparation à Arkema et à Daikin Chemicals

Zoé (le prénom a été changé), 12 ans, souffre de retards de développement. Pierre, 28 ans, a été diagnostiqué en 2023 avec un mélanome extrêmement agressif. Ariane, 65 ans, est atteinte d’un cancer du sein depuis 2025. Zoé, Pierre et Ariane ont deux points communs : ils vivent à proximité de la « vallée de la chimie », au sud de Lyon, et se demandent si leurs pathologies sont liées aux quantités importantes de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) retrouvées dans leur corps.

Avec 189 autres riverains de la plateforme chimique d’Oullins-Pierre-Bénite (Métropole de Lyon), ils ont décidé de demander des comptes à Arkema et Daikin Chemicals, les deux groupes suspectés d’être à l’origine de la plus importante zone de pollution aux PFAS identifiée à ce jour en France et où résident plus de 200 000 personnes.

Selon *Le Monde*, les deux industriels ont été assignés devant le tribunal judiciaire de Lyon, jeudi 29 janvier. Les 192 requérants (dont 25 mineurs) sont accompagnés dans leur démarche par quatre associations (Notre affaire à tous, Eau bien commun Lyon-Métropole, Sauvegarde des coteaux du Lyonnais et Sauvegarde de la vallée de Francheville) également parties au recours.

Dans l’assignation, ils sollicitent la condamnation des deux entreprises à « réparer leurs préjudices ». Le cabinet Kaizen Avocats Environnement, qui a élaboré le dossier juridique (données médicales, analyses sanguines, d’eau et de sols...), réclame 190 000 euros par requérant pour l’ensemble des préjudices identifiés, soit près de 36,5 millions d’euros.

Préjudices de jouissance

Outre les préjudices physiques et moraux liés directement aux problèmes de santé ou au choc psychologique de la découverte de la contamination, à l’anxiété et aux coûts de prise en charge médicale, l’assignation liste aussi les préjudices dits « de jouissance » : sur les recommandations des autorités sanitaires, de nombreux requérants ont dû renoncer à la consommation des fruits et légumes de leur potager ou encore des œufs de leurs poulaillers.

Les coûts de la dépollution dans la vallée de la chimie sont estimés



Claudie Grizard, membre du collectif PFAS contre Terre, à Oullins-Pierre-Bénite (Métropole de Lyon). Eric Maître, plaignant du recours mené par l’association Notre affaire à tous, à Marcy-l’Étoile (Métropole der Lyon). BRUNO ANSELLEM/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Les coûts de la dépollution dans la vallée de la chimie sont estimés à près de 2 milliards d’euros d’ici à 2045

à près de 2 milliards d’euros d’ici à 2045 : 1,7 milliard d’euros pour traiter les sols contaminés et 107 millions pour les eaux rejetées sur la plateforme. Cette pollution généralisée des sols, de l’air, de l’eau du robinet, des aliments (œufs, légumes) et jusqu’au corps des riverains (sang, lait maternel) est documentée dans une douzaine de rapports (Agence nationale de sécurité sanitaire, agence

régionale de santé, direction régionale de l’environnement...).

Elle a déjà valu à Arkema et Daikin Chemicals une plainte au pénal pour mise en danger d’autrui dès 2022 de la commune d’Oullins-Pierre-Bénite et en 2024, la justice, saisie cette fois par la Métropole de Lyon, a ordonné une expertise pour établir les responsabilités historiques des deux groupes dans la pollution. Arkema et Daikin Chemicals produisent des PFAS dans la vallée de la chimie depuis respectivement la fin des années 1950 et 2003.

« Il est temps désormais, au travers du plus grand procès civil d’Europe contre les PFAS, de donner corps au principe du pollueur-payeur », commente Jérémie Suissa, délégué général de Notre affaire à tous.

En juin 2025, la justice italienne a condamné les dirigeants d’une usine qui avait contaminé d’importantes ressources



en eau potable dans le nord de la péninsule, mais c’était au pénal. « A la différence des procédures pénales, l’assignation permet de mettre les victimes au centre de la procédure et d’avoir la garantie d’un procès », explique Louise Tschanz, l’avocate des requérants.

Contacté par *Le Monde*, Arkema ne « commente pas une procédure en cours ». De son côté, Daikin Chemical France indique qu’elle « défendra ses intérêts dans le cadre de cette procédure » et assure qu’elle « met tout en œuvre depuis plusieurs années pour produire de manière responsable et maîtriser son impact sur l’environnement, à travers des actions concrètes ».

« L’impunité doit s’arrêter », estime pour sa part Eric Maître, un des 192 requérants. Installé à Marcy-l’Étoile, dans les Monts lyonnais, à environ 25 kilomètres des usines, ce retraité de 65 ans pensait vivre à l’abri de la pollution.

Jusqu’à ce qu’il apprenne en 2024 que l’eau du robinet de sa commune était fortement contaminée. Depuis, il est passé à l’eau en bouteille, a réalisé des analyses sanguines (près de 20 microgrammes de PFAS par litre de sang, soit trois fois la valeur guide de l’Autorité européenne de sécurité des aliments et dix fois le seuil de l’Académie nationale des sciences américaine) et ne cultive plus de tubercules dans son jardin.

Eric Maître souffre d’hypertension et d’hypercholestérolémie, et son épouse a été opérée d’une maladie thyroïdienne : « On se demande dans quelle mesure nos pathologies sont liées à l’exposition aux PFAS et on vit en permanence avec l’angoisse du cancer ».

Parmi les 192 requérants, six cancers du sein et un cancer du testicule chez un mineur ont été recensés. Vingt-cinq présentent des maladies thyroïdiennes et une

« On vit en permanence avec l’angoisse du cancer »

ÉRIC MAÎTRE
retraité et l’un des
192 requérants

quinzaine des pathologies en lien avec un dysfonctionnement des hormones thyroïdiennes. Une vingtaine souffre d’anomalies lipidiques, une dizaine de maladies hypertensives et une autre dizaine de colite ulcéreuse (inflammation de l’intestin). Or, selon l’état des connaissances scientifiques, l’exposition aux PFAS peut provoquer une longue liste de pathologies en cours de constitution : cancers (foie, sein, testicule...), hypertension artérielle, dysfonctionnements hormonaux (thyroïde), inflammations de l’intestin...

Il y a un an et demi, on a diagnostiqué un « foie gras » à Claudie Grizard. « Comme les canards, mon foie est engorgé comme si j’avais été gavé alors que je ne mange plus de viande ou de gras », dit la retraitée de 66 ans. C’est typique des maladies associées aux PFAS », Claudie Grizard, 17,5 µg/l de PFAS dans le sang, habite à Oullins-Pierre-Bénite depuis quarante-trois ans, « à 700 mètres » de l’usine Arkema. En 2023, elle a fondé avec d’autres riverains le collectif PFAS contre Terre, qui porte aujourd’hui l’action contre les deux industriels avec Notre affaire à tous.

Depuis les révélations de l’émission « Vert de rage », en 2022, sur la pollution à Oullins-Pierre-Bénite, sa vie a « basculé » et son salon est devenu une « salle de réunion » : « Je ne pensais pas que j’allais consacrer ma retraite à ce combat. » M^{me} Grizard vit dans une ancienne ferme maraîchère. Elle n’imaginait pas non plus qu’elle devrait renoncer à la jouissance de son jardin : « J’ai arrêté de manger mes cerises, j’ai arrêté de manger mes kiwis, j’ai arrêté de manger mes raisins. » Pour autant, elle n’envisage pas de déménager. Elle ne demande pas non plus aux usines de partir : « Notre objectif n’est pas qu’elles aillent polluer ailleurs, mais qu’elles produisent propre et arrêtent de nous intoxiquer. » ■

STÉPHANE MANDARD

L’Australie confrontée à une vague de chaleur extrême

Depuis le 23 janvier, les températures approchent des 50 °C dans le sud du pays, provoquant des incendies et des mises en garde sanitaires

SYDNEY - correspondance

Sur les cartes météorologiques de l’île continent, dominées en cette dernière semaine de janvier par des couleurs allant de l’orange au rouge cramoisi, les services de prévision ont dû ajouter une teinte violette pour signaler une vaste zone où le mercure dépassait 45 °C. La vague de chaleur exceptionnelle qui balaie, depuis le 23 janvier, le sud de l’Australie, provoquant incendies et mises en garde sanitaires, ne devait se dissiper qu’au cours du week-end du 31 janvier.

« Dans de nombreuses localités du Sud-Est, où les températures se sont même approchées des 50 °C pendant plusieurs jours d’affilée, c’est la vague de chaleur la plus intense jamais enregistrée. Mais ce qui rend cet épisode particulièrement exceptionnel, c’est sa durée : une semaine entière de chaleur extrême ! », s’exclame Dean Narramore, météorologue au Bureau australien de météorologie.

Dès le début du mois de janvier, les habitants du sud-est du pays avaient suffoqué sous des températures exceptionnellement élevées. En l’absence de fronts froids capables d’évacuer cette masse d’air chaud originaire de l’ouest, celle-ci est repartie vers l’Australie-Occidentale et le centre du continent, avant de revenir dans le Sud quelques jours plus tard.

L’état de catastrophe

Mardi 27 janvier, à Melbourne, capitale de l’Etat du Victoria, où se joue l’Open d’Australie du 12 janvier au 1^{er} février et où la maximale a dépassé 43 °C, les organisateurs ont dû activer les protocoles de chaleur extrême, fermant les toits et reportant certains matchs. Dans les villes de Hoptoun et de Walpeup, plus à l’ouest, la population a préféré se terrer chez elle en attendant que le thermomètre, monté jusqu’à 48,9 °C (le record de l’Etat), redescende à des niveaux plus raisonnables.

Ailleurs, certains se sont réfugiés dans des centres commerciaux, des bibliothèques municipales ou des piscines. D’autres ont illustré de manière très concrète les conséquences de telles températures en postant sur les réseaux sociaux des vidéos d’œufs cuisant sur le bitume.

A Canberra, les autorités ont exhorté la population à bien s’hydrater et à éviter l’exposition au soleil. « Lorsque l’on se déshydrate, on perd la capacité de transpirer », a expliqué, mercredi, Mark Molloy, l’un des responsables du service d’ambulances du territoire de la capitale australienne. « La respiration s’accélère, le cœur peut s’emballer, et des troubles comme la confusion ou une perte de coordination peuvent apparaître », a-t-il précisé, en appelant chacun à prendre soin des personnes les plus vulnérables. « Pour calculer le stress thermique, on ne se contente pas de prendre en compte la température de l’air : on intègre aussi l’humidité, la vitesse du vent

et le rayonnement solaire, explique Andrew Hall, climatologue à l’université Charles-Sturt. Cet événement a très clairement placé des individus en situation de risque pour leur santé. »

Un stress thermique important peut être mortel de 27 façons différentes, selon une étude menée à l’université d’Hawaï et publiée en 2018 : en provoquant une insuffisance rénale, une insuffisance respiratoire, des lésions cérébrales... Parmi ces causes, les événements cardio-vasculaires

Dans l’Etat de Victoria, l’incendie le plus important s’est étendu sur près de 150 000 hectares de zones forestières

représentent la principale source de mortalité. Mais, pour beaucoup, le principal danger pendant cet épisode extrême est venu des incendies qui se sont propagés dans l’Etat de Victoria, où le gouvernement avait déjà déclaré l’état de catastrophe, le 10 janvier, face à l’ampleur des feux de brousse. Le plus important d’entre eux s’est étendu sur près de 150 000 hectares de zones forestières.

« L’été est loin d’être terminé »

Jeudi, deux incendies restaient hors de contrôle dans le nord-est du territoire, où la végétation était très sèche et les températures dépassaient, une nouvelle fois, 40 °C. « Nous avons encore trois jours de vague de chaleur à affronter ici », a averti ce jour-là, Tim Wiebusch, le commissaire à la gestion des situations d’urgence du Victoria. L’été est loin d’être terminé. »

A Mildura, l’une des villes les plus chaudes de l’Etat, située à en-

viron 540 kilomètres au nord-ouest de Melbourne, au cœur d’une région semi-aride, le thermomètre a dépassé 45 °C à au moins quatre reprises entre le 1^{er} janvier et le 29 janvier – atteignant jusqu’à 48,4 °C – alors que cela ne s’était produit que six fois entre 1946 et 2000.

« Les vagues de chaleur ne sont pas inhabituelles en Australie mais, à cause du changement climatique, les températures extrêmes sont plus élevées et plus fréquentes », détaille le météorologue Dean Narramore, qui a noté que, dans certaines localités du sud-est, les occurrences de températures supérieures à 45 °C étaient quatre à cinq fois plus nombreuses depuis le début des années 2000 qu’au cours du siècle précédent. « Dans les prochaines décennies, certaines zones du continent pourraient devenir trop chaudes pour y vivre pendant une partie de l’année », avertit le scientifique. ■

ISABELLE DELLERBA

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Jeunes maires et mères, elles font bouger les lignes municipales

Concilier début de carrière, maternité et premier mandat, faire sa place dans un paysage municipal dominé par des hommes âgés sont autant de défis qui se posent aux jeunes femmes maires de petites communes

TÉMOIGNAGES

BERVILLER-EN-MOSELLE, BOUZONVILLE (MOSELLE), GELLIN ET LA PLANÉE (DOUBS) - envoyée spéciale

Laurine Gillot jette des coups d'œil nerveux à sa montre. Les enfants sont enfin à la sieste, son beau-frère ne devrait pas tarder à rentrer de l'usine pour prendre la relève. Après ses sept heures au Lidl de Bouzonville (Moselle), cette trentenaire, mère de deux enfants, s'apprête à troquer son tee-shirt de cheffe de caisse pour son écharpe de maire (sans étiquette) de Berviller-en-Moselle, 460 habitants et cinq éoliennes, à la frontière franco-allemande.

Même gymnastique à Gellin (Doubs), un village de 267 habitants à la frontière franco-suisse: aidée par sa secrétaire de mairie, Emilie Cessin, 36 ans, jongle entre les appels pour les canalisations gelées, la clôture du budget 2025, la préparation de ses vœux et l'attention que lui réclame Téa, 2 ans, dont les jeux tapissent le carrelage. Coup d'œil à l'horloge: «*Faudra pas qu'on oublie Lina au car à 12 h 10.*»

Ni Laurine Gillot ni Emilie Cessin n'avaient prévu de passer l'écharpe de premier magistrat. Encore moins à cette période charnière où il leur faut concilier entrée dans la vie active et entrée dans la vie de famille. Leurs profils tranchent avec la figure traditionnelle du maire dont l'écrasante majorité sont des hommes, de 60 ans, pour beaucoup retraités (selon une étude de l'Association des maires de France-Cevipof-Sciences Po datant de 2023). En 2020, seules 41 femmes de moins de 30 ans ont été élues maires, dont 35 en milieu rural. Soit 0,1 % de l'ensemble des 34 885 maires de France, selon une enquête inédite conduite par le géographe Achille Warnant pour un programme de

recherche public (L'Europe des projets architecturaux et urbains).

Une population très minoritaire au sein du paysage municipal. Mais qui «*mérite une attention particulière dans un contexte où les femmes, comme les jeunes, restent largement sous-représentées parmi les élus municipaux*», estime le géographe. *La crise des vocations municipales réclame aussi de comprendre pourquoi certaines catégories d'élus sont encore plus exposées aux contraintes du mandat.*

« TU NE VOUDRAIS PAS REPRENDRE ? »

Le Monde a interrogé une dizaine d'entre elles, de milieux et de trajectoires pluriels. A l'origine, ni attrait pour la politique partisane, ni ambition, mais un fort attachement à leur territoire – que la plupart n'ont jamais quitté. Loin d'être spontanée, leur candidature résulte en général d'une sollicitation extérieure. «*On ne peut pas laisser la commune comme ça*», s'est dit Annabelle Parent, maire (sans étiquette) de Luzé (276 habitants, Indre-et-Loire), lorsque sa prédécesseure a annoncé raccrocher l'écharpe. Elle avait tout juste 30 ans, deux enfants en bas âge, un travail à temps plein de préparatrice en pharmacie...

«*L'ancienne maire était usée. Sauf que personne ne voulait y aller. Elle m'a dit "toi, tu es jeune, tu ne voudrais pas reprendre?"*», raconte Laurine Gillot, 30 ans. Elle était alors deuxième adjointe. Et toute jeune mère. *On risquait d'être rattachés à une autre commune. Et de voir le projet de café-épicerie tomber à l'eau.*» Chez les Gillot, la chose publique est affaire de famille: le père est conseiller municipal depuis 1998; la tante, Maryse, secrétaire de mairie depuis 1987.

«*Je ne voulais pas laisser tomber le village, ni qu'on soit mis sous tutelle*», se remémore à son tour Emilie Cessin, élue (sans étiquette) à

« JE SUIS RENTRÉE DE LA MATERNITÉ LE VENDREDI ET, LE LUNDI, J'ÉTAIS À LA MAIRIE. PAS LE CHOIX, C'ÉTAIT LE BUDGET »

LAURINE GILLOT
maire (sans étiquette)
de Berviller-en-Moselle
(Moselle)



la suite d'un conflit interne au conseil municipal. *Je me suis dit qu'il fallait prendre ses responsabilités.*» Son mari, producteur de comté et natif de Gellin, l'a encouragée.

Toutes étaient déjà investies dans la vie associative, notamment au comité des fêtes. «*Je ne suis jamais partie d'ici, sauf deux ans dans le village d'à côté quand j'étais intérimaire*», rit Laurine. Toutes ont découvert la fonction de maire «*sur le tas*» sans expérience préalable ni formation. L'étendue de ses missions, aussi. Et la complexité croissante des procédures. «*L'urbanisme, les finances publiques... On est censé tout connaître*», dit Laurine. «*Il faut penser à tout, tout le temps. Je suis toujours un souci*», dit Emilie. Pour ses administrés, qui la sollicitent «*à toute heure du jour et de la nuit*». Pour ses filles, qui lui reprochent ses absences le soir. «*Les nuits sont courtes.*» Et les semaines chronométrées: elle cumule avec un mi-temps de secrétaire comptable.

Un quotidien d'ajustements permanents pouvant monter jusqu'à soixante-dix heu-

res semaine pour celles travaillant à temps plein. «*Devenir maire quand on est une femme, c'est un choix qui devient familial et collectif*», considère Annabelle Parent. *Sans ce soutien, je n'aurais pas tenu.*» «*Heureusement, j'ai du monde derrière moi*», abonde Laurine Gillot, qui partage une maison avec ses parents. *Je pars à 5 h 20, ma mère est là pour garder les petits. Il y aurait une nounou à payer, on ne pourrait pas.*»

Pour que sa famille et son compagnon, ouvrier, puissent suivre, elle partage ses horaires sur l'application Family Space. Un coup d'œil à la montre: l'heure d'aller récupérer la grande. Lexa, 6 ans, a l'habitude de faire ses devoirs à la mairie, sous l'œil de tata Maryse. Nounous informelles, les secrétaires de mairie jouent un rôle essentiel de formation et d'accompagnement des jeunes élues. «*On ne pourrait rien sans ces bonnes fées*», dit Laurine. Nouveau coup d'œil à la montre: «*Trop juste pour la gym.*»

«*J'aimerais bien faire une heure de sport pour ma santé, mais cette heure-là je ne l'ai*

Au Cendre, Margaux Fourtin, 26 ans, affrontera le maire élu en 1995

La conseillère d'opposition veut ravir la mairie de cette petite ville du Puy-de-Dôme à Hervé Prononce, qui espère faire un sixième mandat

CLERMONT-FERRAND - correspondance

Dans la commune du Cendre (5 500 habitants, Puy-de-Dôme), voisine de Clermont-Ferrand, les élections municipales de mars auront un caractère inédit. Margaux Fourtin, âgée de 26 ans, défiera le maire sortant Hervé Prononce, 59 ans, élu depuis 1995. Margaux Fourtin prend la suite de Jean-François Razavet, candidat socialiste malheureux de 2020, qui n'a pas souhaité se représenter. Encarté chez Horizons, Hervé Prononce mène, lui, une liste sans étiquette et se pose en «*rassembleur*» pour

remporter un sixième mandat. «*J'ai toujours gagné au premier tour, face à une ou deux listes, avec 53 % des voix, puis 59 %, 69 %, 74 % et, enfin, 78 % en 2020 [77,25 %]!*», égrène l'élue.

Pour Hervé Prononce, la politique est une affaire de famille. Son arrière-grand-père était maire de la ville dans les années 1880, et son grand-père adjoint au maire. «*Petit, je regardais souvent les débats politiques télévisés avec ma mémé et j'adorais ça. A 7 ans, je lui ai dit: "Plus tard, je serai paysan politique", et c'est ce que je suis devenu!* A 28 ans, j'ai pris la mairie aux communistes, qui avaient mis la commune en faillite. J'ai, depuis, fait cinq man-

ats et je pense que je n'en suis qu'à la moitié!», poursuit-il. Vice-président de Clermont Auvergne Métropole, chargé des finances, il est également conseiller départemental du canton de Cournon-d'Auvergne.

Favoriser la place des femmes

Un CV qui n'effraie pas Margaux Fourtin, sa seule rivale pour ces élections, qui mènera une liste de gauche citoyenne. «*Il gagne car sur les listes d'opposition, jusqu'en 2020, il y avait toujours des élus d'avant 1995. Je pense que ça faisait peur aux habitants, traumatisés par la faillite de leur commune*», analyse-t-elle. Elle reconnaît également qu'en 2020, en

raison de la pandémie du Covid-19, la liste de Jean-François Razavet sur laquelle elle était deuxième, n'avait que très peu fait campagne.

Cette fois-ci, il en est autrement, affirme-t-elle. En novembre et décembre 2025, elle a organisé des réunions publiques dans les différents quartiers pour se faire connaître et interroger les habitants du Cendre sur ce qui va bien et moins bien dans leur ville. L'équipe a aussi investi les réseaux sociaux et une campagne de tractage va bientôt commencer.

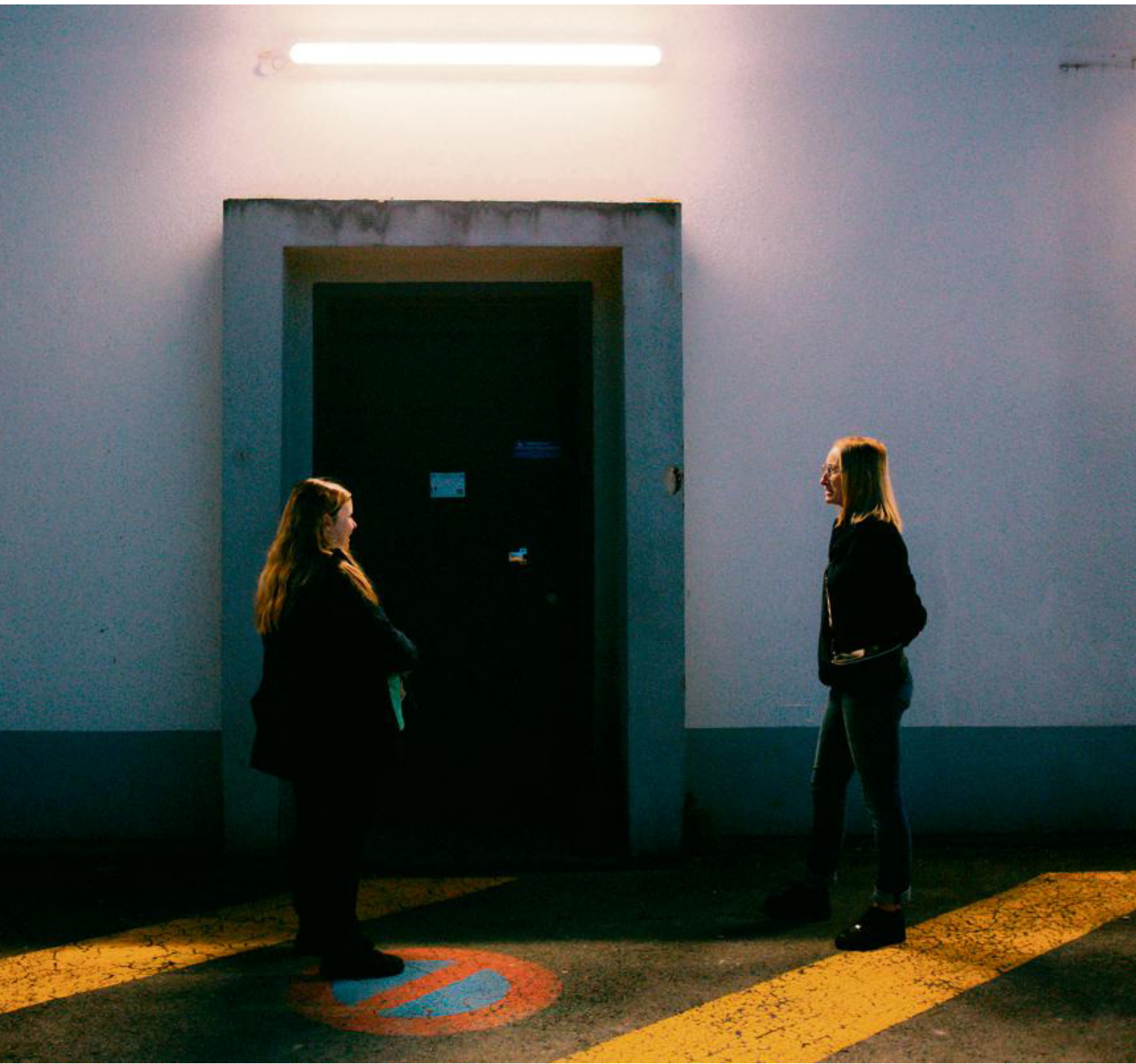
Surtout, durant ce premier mandat en tant que conseillère d'opposition, elle a appris à s'affir-

mer. Initialement dans la commission affaires sociales et petite enfance, elle a démissionné à mi-mandat pour intégrer la commission travaux, finances et urbanisme. «*Non pas que les sujets sociaux ne m'intéressent pas, mais j'ai fait des études de droit et je travaille désormais à la mairie de Courmon [d'Auvergne, la ville voisine] en tant que responsable du service autorisations du droit des sols. C'est dans cette commission que je me sens la plus compétente. Il faut que les femmes osent sortir des rôles qu'on leur attribue d'office*», insiste-t-elle.

Encartée au Parti socialiste sur un coup de tête à 19 ans, elle affirme aujourd'hui son militan-

tisme au sein du parti à la rose. Elle est ainsi devenue, en 2025, coanimatrice fédérale des Jeunes socialistes du Puy-de-Dôme, où des engagements forts pour favoriser la place des femmes ont été pris, affirme celle qui dit être devenue féministe avec son entrée en politique. «*Si je suis élue, je ne pourrai pas instaurer la même règle au conseil municipal qu'au bureau des Jeunes socialistes. Je n'ai pas le droit*», reconnaît-elle. *Mais je serai très attentive à ce que chaque élu puisse s'exprimer et j'instaurerai un maximum de démocratie participative pour associer les habitants aux décisions.*» ■

GÉRALDINE HOUOT



même pas», confie Laetitia Calendreau, 36 ans. Maire (sans étiquette) de Saint-Brice-sur-Vienne (1700 habitants, Haute-Vienne) depuis 2020, elle est aussi conseillère principale d'éducation à mi-temps, à Limoges. Si son compagnon et elle ne désirent pas d'enfant, elle ne voit pas moins dans le mandat un sacrifice pour la vie sociale et culturelle: «C'est frustrant de ne pas avoir la main sur son agenda, de ne jamais être dispo le samedi soir.»

DIMENSION SACRIFICIELLE

Une triple charge mentale – familiale, professionnelle et communale – aggravée par le manque de moyens humains et financiers dans les petites communes, dans un contexte de multiplication des crises (budgétaire, climatique, politique...). Les néo-élues se retrouvent en première ligne pour décrypter des textes techniques, sans toujours disposer de l'expertise. «Je n'ai pas de services techniques ni de DGS [direction générale des services]. Je n'ai que Cécile [la secrétaire], à cheval sur deux mairies, et qui passe aussi bien de l'état civil à l'urba, rappelle la maire de Gellin, affairée à vérifier chaque chapitre du budget. Qu'on nous forme vraiment, voilà ce qu'il faudrait.» Annabelle Parent a pour sa part bénéficié d'une formation à l'école des maires d'Indre-et-Loire, la première de France.

Toutes partagent le même souci de «bien gérer l'argent public». «Finis l'époque des arrangements sur un coin de table autour d'un verre», estime Emilie Cessin. Une droiture qui bouscule parfois les anciens. «Le budget, il faut que ce soit carré, au centime près, on doit la transparence», abonde Laurine Gillot. De quoi être agacées devant la «débandade» de l'Etat sur le budget 2026. «Nous, on n'a pas le droit à l'erreur», rappelle Laurine.

A ces multiples contraintes s'ajoute le poids des stéréotypes liés à leur genre et à leur âge, dans un univers municipal encore très masculin et marqué par les hiérarchies générationnelles. «Il m'est arrivé qu'on me prenne pour la secrétaire», raconte Barbara Neto, 36 ans, maire de Vic-Fezensac (Gers). L'enfant du pays sent parfois chez ses interlocuteurs une difficulté à se positionner. Rien de malveillant, mais il y a encore du chemin.»

C'est particulièrement notable dans les réunions intercommunales. «Sur 37 communes, on est deux femmes», dit Laurine Gillot.

A gauche : Laurine Gillot, avec son fils, chez eux à Berviller-en-Moselle (Moselle), le 28 avril 2025. Au-dessous, Emilie Cessin et sa fille, à la mairie de Gellin (Doubs), le 6 janvier. Au centre : Laurine Gillot et une de ses collègues devant le Lidl où elles travaillent, avant d'embaucher, à 6 heures. A droite : Emilie Cessin, dans son bureau, puis chez elle avec ses deux filles, le 6 janvier.

OPHÉLIE LOUBAT POUR «LE MONDE»

Elle est la plus jeune. «Tu arrives, tu as moins de 30 ans, tu es une femme, tu es enceinte... On te regarde bizarrement.» Pas de remarques frontales, mais des attitudes un brin condescendantes, une présomption d'incompétence. «Quand on parle, il faut être sûr de ne pas dire une connerie.»

La capacité à s'imposer dans ces arènes varie selon les trajectoires, les diplômes, l'expérience de la représentation publique... «Aucune des huit femmes maires de notre "com com" [communauté de communes] n'occupe de vice-présidence», regrette Emilie Cessin, à qui il a fallu du temps pour «oser prendre [sa] place». Laetitia Calendreau est pour sa part vice-présidente du social et porte des actions sur l'égalité femmes-hommes. Mais remarque qu'on ne lui a pas proposé «le sport ou la voirie».

Une distribution genrée des responsabilités que refusent Marion Houetz, 34 ans, première femme maire de Jaujac (1199 habitants, Ardèche), encartée au Parti socialiste (PS), et Barbara Neto, également première femme maire, à Vic-Fezensac (3600 habitants), encartée Les Républicains. Des couleurs différentes, mais des chemins proches: cursus de sciences politiques, collaboration auprès d'élus, retour au pays, désir de servir leur territoire. Des caractères bien trempés aussi. La première a hérité son goût pour la politique de son grand-père. La seconde, «pas prédestinée», issue d'un milieu peu politisé, est «tombée dedans» au lycée grâce au fils du maire, qui cherchait une jeune femme pour compléter sa liste.

Barbara Neto est aujourd'hui présidente de son intercommunalité. Marion Houetz vice-présidente agriculture-environnement-santé de la sienne. «Ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on ne peut pas aller à des réunions de chantier parler réseau d'eau. A force, je commence à maîtriser les réflexions de bâtiment, l'assainissement etc.» Elle travaille également comme DGS d'une autre commune.

A Luzé, Annabelle Parent n'hésite pas à «mettre les mains dans le cambouis» s'agissant de rénover les logements communaux ou de reboucher les routes. «Le jour où on devient maire, on devient aussi patronne», dit-elle, évoquant les dizaines d'agents communaux que managent les maires de communes plus denses. Les plus investies es-suaient parfois des procès en professionnali-

sation. «Soit on est trop discrètes, soit trop directives», soupire Marion Houetz. Ni elle ni Barbara Neto n'excluent d'autres mandats, plus tard. Pour l'heure, elles se réalisent dans cette fonction «aussi épuisante que gratifiante», leur permettant de sentir les «effets concrets» de leur engagement.

Reste que l'usure n'est jamais loin. Opportunités professionnelles manquées, pertes financières, projet de maternité différé: toutes évoquent la dimension sacrificielle du mandat. Un épuisement qui a poussé la première femme maire de Pibrac (Haute-Garonne), Camille Poupponneau, à raccrocher son écharpe avant la fin de son mandat. A 35 ans.

«TU N'AS PAS LE DROIT DE NOUS LAISSER» Laurine Gillot et Emilie Cessin ont eu leur deuxième enfant en plein mandat. «Je suis rentrée de la maternité le vendredi, et le lundi, j'étais à la mairie. Pas le choix, c'était le budget», dit la première. Son fils a vécu ses premiers mois à la mairie, à son sein. La seconde, hospitalisée, a géré les affaires courantes alitée. «Pour ma part, j'ai envie d'être pleinement engagée pour mon territoire et ma carrière. Or, je ne suis pas sûre que j'arriverai à tout faire correctement», confie Barbara Neto.

Maire (sans étiquette) de La Planée (Doubs), Laurette Pagnier, 33 ans, a repoussé son désir d'enfant à la fin de son mandat, «sans quoi cela aurait été ingérable». Quelle ne fut pas sa stupeur en découvrant le vide juridique autour du congé maternité des élues! «On est dans l'administration publique et ce n'est pas prévu qu'une femme jeune soit enceinte.»

Ces dernières avaient jusqu'à récemment l'obligation de cesser toute fonction liée à leur mandat pendant leur congé, avec suspension de l'indemnité de maire. Celles ayant stoppé leur travail pour être maires à plein temps ne pouvaient donc compter que sur les indemnités journalières de l'Assurance-maladie. Une situation corrigée par le projet de loi créant un statut de l' élu, adopté en décembre 2025.

Censée lever un certain nombre de freins à l'engagement et diversifier les profils des candidats à l'approche des municipales, cette loi laisse les jeunes élues sur leur faim. «Une première pierre, certes. Mais qui de-

meure symbolique», estime Laetitia Calendreau. Principale mesure: la revalorisation du montant maximal des indemnités de fonction des maires et adjoints dans les communes de moins de 20 000 habitants. Cette indemnité étant financée par la commune, la plupart des maires interrogées déclarent ne pas la prendre en totalité, ou la partager avec les membres de leur conseil, pour ne pas grever leur budget.

La nouvelle loi élargit aussi le périmètre de la dotation particulière élu local financée par l'Etat (qui compense les dépenses du mandat: frais de garde d'enfant, de formation, autorisations d'absence...) aux communes de moins de 3 500 habitants (contre moins de 1 000 habitants aujourd'hui). Les maires se sont également vu promettre une prime de 500 euros au titre des missions remplies en tant qu'«agents de l'Etat» – un geste loin de répondre à leurs attentes de moyens concrets.

«Je ne vois pas en quoi ça soulagera notre santé mentale», dit Laetitia Calendreau. Quant à Annabelle Parent, elle doute que les dispositions visant à faire mieux reconnaître la fonction d' élu au sein du monde professionnel suffisent: «Nos absences peuvent être très mal perçues par les patrons et collègues.»

A l'exception de Laurette Pagnier, toutes les édiles rencontrées ont décidé de rempiler en mars. «J'hésitais, reconnaît Emilie Cessin. Mais des habitants m'ont dit "tu n'as pas le droit de nous laisser"». Le scrutin paritaire désormais étendu aux petites communes, les voilà confrontées à la difficulté de convaincre d'autres femmes de venir grossir les rangs municipaux. «Elles sont sur la réserve, par crainte de manquer de temps ou de ne pas être capables», constate Laurine Gillot.

Celles qui ont ouvert la voie espèrent faire bouger les lignes. Dans les têtes, mais aussi dans la loi. «Plus nos profils seront variés, plus la société se sentira représentée», considère Marion Houetz. Le temps presse. Même dans les Monts d'Ardèche, territoire très à gauche, le Rassemblement national a réussi à percer aux élections européennes. Barbara Neto émet un souhait: «Que les petites Gersoises puissent se dire "moi aussi, si j'ai envie d'être maire, je le peux"». ■

CAMILLE BORDENET

Antoine Valentin, le « maire rural » préféré de l'extrême droite

A la tête d'un bourg de la Haute-Savoie depuis 2020, le jeune élu de l'Union des droites pour la République brigue un siège de député

Antoine Valentin avait tant envie d'être maire. « *Le plus beau des mandats* », loin de « *la politique partisane, très futile, assez cynique* ». C'était il y a trois ans, dans un long entretien à *Valeurs actuelles*, au mitan de son mandat. Il la désirait si ardemment, cette mairie de la petite ville de Saint-Jeoire (Haute-Savoie), qu'il avait, dans une manœuvre rare, comploté en 2020 pour écarter la tête de liste portée à la mairie par les électeurs : dans les deux mois séparant le scrutin du premier conseil municipal, sur fond de confinement lié au Covid-19, le troisième de liste avait retourné une majorité de ses colistiers et, le jour de l'installation du maire, celui pressenti était pris à revers. Antoine Valentin enfilait l'écharpe tricolore.

Mais la vallée de l'Arve est trop étroite pour qui voit si loin : Paris attend Antoine Valentin, qui tente pour la deuxième fois de se défaire de ce mandat pris à la hussarde. Après avoir échoué aux élections législatives de 2024, l'aspirant député, qui n'a pas répondu au *Monde*, semble bien parti pour faire son entrée à l'Assemblée nationale à l'issue de l'élection partielle dans la 3^e circonscription de Haute-Savoie, dimanche 1^{er} février.

Avec 45 % des suffrages de la circonscription au premier tour, porté par sa double étiquette UDR-RN (Union des droites pour la République, le parti d'Eric Ciotti, et Rassemblement national), il a 30 points d'avance sur le candidat soutenu par Les Républicains (LR), Christophe Fournier. A 33 ans, celui qui se présente comme « *le candidat de la droite* » et « *entrepreneur et jeune papa* », mettant en avant son bébé de 4 mois, rejoind-

rait le contingent réduit de l'UDR, dont il est délégué général. Son troisième parti depuis 2017, après ceux des souverainistes Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) et Julien Aubert (Oser la France), ce qui ne dénote pas une aversion pour la « *politique partisane* ». Lors de l'élection présidentielle de 2022, il avait préféré Eric Zemmour, un candidat plus conforme à ses aspirations, si l'on en croit ses « centres d'intérêt » sur Facebook (entre autres : la section marseillaise de l'Action française, les chroniqueurs identitaires...).

« Discours délirant »

Dans un contexte de forte abstention (69 %), le candidat d'extrême droite fait fructifier son étiquette, sa notoriété personnelle et le rejet des partis de gouvernement dans cette terre de modération, où l'on parle moins d'immigration que de problèmes de logement et des excès de vitesse des travailleurs frontaliers. Saint-Jeoire l'a plébiscité : les trois quarts de ses administrés ayant voté au premier tour ont mis son bulletin dans l'urne.

« *Il est abordable et a saisi ce que les partis républicains ici n'ont pas compris, qu'il suffisait d'être un élu de terrain efficace pour faire passer plus facilement ses idées* », constate Guillaume Gibouin, ex-référent départemental d'En marche ! (l'ancien nom de Renaissance), maraîcher dans la ville voisine.

Dans un bourg où l'insécurité est marginale, le jeune maire a armé sa police municipale, embauché des agents pour qu'elle soit disponible jour et nuit, et truffé les rues de 50 caméras de vidéosurveillance avec l'aide du département : soit un ratio très élevé d'une caméra pour 70 habitants.

Ses réseaux parisiens lui ont donné accès au « FigaroVox » et au « Journal du dimanche » de Vincent Bolloré

Dans un courrier glissé dans les boîtes de ses concitoyens, consulté par *Le Monde*, Antoine Valentin a promis de rester maire de facto, malgré l'interdiction de cumul des mandats : il demandera à son successeur une « *délégation générale – identique à celle de maire* ». Peu importe si cela n'existe pas : les possibilités de délégation à un parlementaire sont restreintes, se limitent aux « *activités exercées au nom de l'Etat* » (par exemple l'état civil, ou l'exécution des mesures de sûreté générale), sous la surveillance du préfet.

Son activité de député ne l'occupera, dit-il, que « *deux jours par semaine* ». Comme celle qui le fait se rendre dans la capitale deux jours par semaine depuis 2024 : la co-gestion d'un institut de formation baptisé « Politicæ », visant à aider des candidats de droite et d'extrême droite à remporter des maieries lors des élections municipales de mars. Présenté comme un institut apolitique, Politicæ est pourtant l'un des chantiers majeurs de Périclès, le projet d'influence métapolitique de l'homme d'affaires ultraconservateur Pierre-Edouard Stérin. L'émission « Cash Investigation » s'était glissée dans une de leurs réunions de formation, où Antoine Valentin décrivait les can-

didats de gauche aux élections municipales en des termes choisis : « *C'est des menteurs, des voleurs, ils sont nuls, ils ont des saourels, ils ressemblent à rien !* »

Le cadre ciottiste, lui, n'est pas un maire rural comme les autres, bien qu'il prétende régulièrement parler en leur nom. Ses réseaux parisiens, tissés notamment à l'Institut de formation politique – une école des futurs cadres des droites –, lui ont donné accès au *FigaroVox*, où il a publié en deux ans pas moins de six tribunes sur l'insécurité, l'islamisme ou l'immigration, et au *Journal du dimanche* de Vincent Bolloré. On l'entend aussi sur Sud Radio et RMC, fustiger toujours l'abandon présumé de l'Etat et diviser la France en deux, d'un côté celle rurale, « *enracinée* », de l'autre celle des élites parisiennes et des banlieues choyées par la République, un tableau démenti par les chiffres.

« *Son discours sur l'abandon de l'Etat est délirant par rapport à la réalité, s'étonne Loïc Hervé, sénateur (Les Centristes) de Haute-Savoie. Il dénonce la politique professionnelle en se présentant comme un entrepreneur qu'il n'est pas. La vérité, c'est qu'il injecte dans la vie politique de Haute-Savoie des manières beaucoup plus professionnelles et partisanes que les parlementaires en place.* »

Le trentenaire maîtrise les codes de la communication moderne, faite de vidéos dans lesquelles l'aspirant député se met en scène et moque les « *castors* » appelant au barrage républicain. Si ce dernier cède, il entrera à l'Assemblée. Pour le connaître, Guillaume Gibouin a une certitude : « *Son ambition n'est pas de s'arrêter là.* » ■

CLÉMENT GUILLOU

Le Medef exhume le smic-jeunes et le contrat première embauche

Les propositions du mouvement patronal sont proches de projets de réforme écartés il y a vingt ou trente ans sous la pression de la rue

Des idées anciennes pour faciliter le recrutement des jeunes. Mercredi 28 janvier, le Medef a dévoilé des propositions sur l'emploi de cette catégorie de la population lors d'une rencontre qui a eu lieu dans son siège national, avenue Bosquet, à Paris, avec deux autres organisations patronales – la Confédération des petites et moyennes entreprises, l'Union des entreprises de proximité – et les cinq principaux syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO). Révélées par l'agence de presse AEF, certaines de ces pistes comportent de grandes similitudes avec des projets controversés de réforme défendus, il y a deux à trois décennies, par des gouvernements de droite : le contrat première embauche (CPE) et le contrat d'insertion professionnelle (CIP) – aussi appelé « smic-jeunes ».

La réunion de mercredi obéit à la volonté des acteurs sociaux de se doter d'un « agenda autonome », c'est-à-dire un programme de négociations élaboré à leur initiative et conduit sans immixtion de l'Etat. Début juin 2025, ils avaient déjà eu un temps d'échange dans cette optique et avaient commencé à inventorier des thèmes possibles de réflexion collective, dont l'emploi des jeunes. Le président du Medef, Patrick Martin, tient beaucoup à ce que ce sujet soit abordé. Il en parle presque systématiquement, à l'occasion d'interventions médiatiques ou, plus récemment, lors de ses vœux pour 2026 présentés, le 12 janvier.

D'après lui, il s'agit d'une problématique trop peu présente dans le débat public alors qu'elle est décisive pour l'avenir du pays et requiert des actions énergiques, l'insertion professionnelle des vingtenaires étant moins bonne dans l'Hexagone que chez plusieurs de nos voisins.

« Certains verrous »

C'est dans cet état d'esprit qu'il a remis, mercredi, à ses homologues patronaux et aux responsables syndicaux une note de dix pages qui vise à favoriser l'embauche de cette tranche d'âge. Plusieurs options sont mises en avant pour « *créer un cadre de relation de travail adapté à tous les jeunes entrant sur le marché de [l'emploi]* », en particulier ceux qui ne sont ni dans le système éducatif, ni en formation, ni en activité.

Parmi les solutions évoquées, il y a l'« *allongement de la période d'essai* » – ce laps de temps durant lequel l'entreprise (ainsi que le salarié) peut mettre un terme à la relation de travail. Le document cite l'exemple italien du « *contrat à droits progressifs* », qu'il est possible de rompre « *sans motif pendant les trois premières années* ». Une logique assez comparable à celle du CPE : portée en 2006 par le gouvernement de Dominique de Villepin, cette réforme avait suscité une forte contestation sociale, avant d'être abandonnée.

L'argumentaire du Medef précise que, en cas de séparation des deux parties, le dispositif prévoirait « *une indemnisation croissante en lien avec l'ancienneté du salarié* ». L'employeur serait, en outre, soumis à une « *obligation de formation spécifique* » de sa recrue. Selon le Medef, un tel mécanisme permettrait d'inciter les dirigeants de société à « *embaucher des jeunes sans craindre les contentieux* », dans l'hypothèse d'une rupture, « *et en ayant une certaine visibilité sur le coût de celle-ci* ». Le bilan en Italie de cette mesure serait positif, selon l'organisation de M. Martin.

Le premier mouvement patronal suggère également de s'attaquer à « *certains verrous* » en vigueur pour pouvoir signer des contrats à durée limitée (CDD, intérim). Ainsi, le recours à ces formes d'emploi n'aurait plus, comme aujourd'hui, à être justifié pour les moins de 30 ans. Le délai de carence, qui s'impose actuellement entre deux contrats, serait, par ailleurs, supprimé. Autres scénarios envisagés : aller « *au-delà de la durée légale de droit commun de dix-huit mois* » pour ce type d'emploi et autoriser plus de deux renouvellements.

Enfin, le Medef pense qu'il convient de poser la question de la rémunération de ceux qui pénètrent pour la première fois dans le monde du travail. Soulignant que l'embauche de cette catégorie peut « *parfois* » être freinée « *par le niveau du smic* », il préconise d'envisager « *la possibilité d'adapter* » le montant du salaire minimum « *pour un public cible, sur une durée limitée et, potentiellement, par la négociation collective* ». Un schéma qui ressemble au CIP : défendu en 1994 par le gouvernement d'Edouard Balladur, ce projet avait, là aussi, été écarté sous la pression de la rue.

Ces préconisations n'ont pas été débattues mercredi, les protagonistes consacrant l'essentiel de la réunion à l'assurance-chômage, aux retraites complémentaires du privé Agirc-Arrco et à la conférence « Travail, emploi, retraites » qui s'est déroulée vendredi à Paris. Cependant, les premiers commentaires, du côté syndical, s'avèrent, sans surprise, très négatifs. François Hommeril, le président de la CFE-CGC, estime que de telles pistes constituent des « *poncifs éculés et populistes* ». Il dit être d'accord avec M. Martin quand celui-ci affirme que l'emploi des jeunes doit être une grande cause nationale, mais ce dossier doit, selon le numéro un de la centrale des cadres, « *être traité sérieusement* », et non pas sous le prisme d'une « *gamberge néolibérale* ».

Au Medef, on explique que le document distribué mercredi a un caractère « *plus que préparatoire* ». « *Ce sont des points qu'il nous semble utile de placer dans la réflexion, mais ils ne présagent en rien de la suite des discussions* », complète la direction de l'organisation. ■

BERTRAND BISSUEL

Budget 2026 : le redressement des comptes finalement lié, à 75 %, à la hausse des impôts

La façon de parvenir à l'amélioration des comptes publics a évolué à la suite d'un cafouillage

Une ultime péripétie dans le laborieux processus d'élaboration du budget de la France pour 2026. Alors que Sébastien Lecornu a une dernière fois engagé la responsabilité de son gouvernement, vendredi 30 janvier, pour faire adopter ce texte crucial, le cadrage financier du projet vient d'être modifié, mais en dehors de la procédure normale.

« *A la suite d'une erreur matérielle* », l'amendement préparé par l'exécutif visant à actualiser les grands équilibres du budget en fonction des derniers arbitrages de Matignon « *n'a pu être enregistré à l'Assemblée nationale* », a indiqué l'exécutif, vendredi. Cet amendement essentiel avait pourtant « *été préparé concomitamment et fait l'objet d'échanges pour en permettre le dépôt en amont de l'engagement de la responsabilité du gouvernement* », a précisé ce dernier.

Résultat de ce cafouillage, la version sur laquelle les députés sont amenés à statuer lundi, et qui devrait devenir le budget définitif de la France, ne correspond pas à la réalité. L'article liminaire est « *faux* », a reconnu, vendredi, Philippe Juvin (Les Républicains, LR), le rapporteur général du budget à l'Assemblée. Cela « *entache la sincérité du texte au regard des principes constitutionnels* », juge également son homologue du

Sénat, Jean-François Husson (LR). De quoi nourrir les recours qui ne manqueront pas d'être déposés auprès du Conseil constitutionnel une fois le budget considéré comme adopté par le Parlement, après l'échec attendu des motions de censure déposées par l'extrême droite et par la gauche non socialiste.

Sur le fond, les ajustements que le gouvernement a effectués trop tard pour être pris en compte demeurent « *limités* » et « *ne modifient pas l'équilibre général* » du texte, affirme l'exécutif. Le déficit public prévu en 2026, qui constitue le chiffre-clé du budget, reste en particulier fixé à 5 % du produit intérieur brut (PIB), contre 5,4 % en 2025. Mais la façon de parvenir à cette légère amélioration des comptes publics, elle, évolue. Ces derniers jours, Bercy assurait que le redressement espéré en 2026 tiendrait pour moitié à des écono-

mies sur les dépenses, pour moitié à une augmentation des prélèvements obligatoires. Une sorte d'équilibre entre les priorités de la droite et de la gauche.

L'« amendement fantôme » du gouvernement remet en cause ce dosage politiquement très sensible. Il montre que, après les dernières concessions de Sébastien Lecornu, la réduction de 0,4 point du déficit public sera liée pour 75 % à l'alourdissement de la fiscalité (0,3 point), et pour 25 % seulement à un effort sur les dépenses publiques (0,1 point).

Dosage très sensible

« *Le levier fiscal a été privilégié en 2025, où la quasi-totalité de l'effort de réduction du déficit aura été acquise par des hausses d'impôts*, soulignait, jeudi, Carine Camby, première présidente par intérim de la Cour des comptes, pour la rentrée solennelle de cette vigie des finances publiques. Cette année, même si un effort en dépenses est prévu, l'augmentation des recettes fiscales resterait encore très majoritaire dans l'amélioration du déficit. »

Dans la dernière ligne droite, le premier ministre a lâché du lest aux partis ayant accepté de ne pas le censurer. Il a en particulier accepté de relever la prime d'activité, destinée à soutenir le pouvoir d'achat des ménages, tout en

intégrant quelques « *économies supplémentaires sur les dépenses de l'Etat* », entraînées par la loi de finances spéciale en vigueur depuis le 1^{er} janvier.

Au total, les dépenses publiques devraient augmenter de 38 milliards d'euros en 2026, pour atteindre 1735 milliards. Cela représente une hausse de 0,9 % hors inflation, au lieu du 0,3 % visé dans la version initiale d'octobre et du 0,8 % affiché dans le texte du budget soumis aux députés. Compte tenu de la croissance économique, le poids des dépenses publiques ne devrait fléchir que marginalement, passant de 56,8 % à 56,7 % du PIB. Les impôts, taxes et cotisations obligatoires en tout genre, eux, devraient passer dans le même temps de 43,6 % à 43,9 % du PIB, comme prévu dès le départ.

Autre retouche limitée, mais non négligeable pour autant : l'endettement public de la France devrait finalement monter à 118,3 % du PIB en fin d'année, à la place des 117,9 % qui étaient prévus en octobre et des 118,2 % inclus dans le texte officiel. « *Il est urgent d'agir, de réduire vigoureusement notre déficit public, de maîtriser nos dépenses et de stabiliser notre dette publique* », répétait, jeudi, la patronne de la Cour des comptes. Ce ne sera clairement pas le cas en 2026. ■

DENIS COSNARD

AGRICULTURE L'Etat veut imposer des produits européens dans les cantines

Le premier ministre, Sébastien Lecornu, a émis, vendredi 30 janvier, le souhait que la restauration collective gérée par l'Etat, qui représente de 900 millions à 1 milliard d'euros, recoure uniquement à des produits agricoles et alimentaires issus de l'Union européenne.

« *Personne ne peut comprendre (...) que l'argent du contribuable puisse permettre encore d'acheter de la nourriture (...) qui vient de l'autre bout du monde* », a-t-il regretté. « *Cela va nous amener à reprendre complètement la commande publique* », a-t-il précisé, en visite dans une ferme de l'Eure-et-Loir, promettant d'inscrire cette obligation dans « *les lois à venir* ». – (AFP)

A Metz, le projet de grande mosquée divise

Une association de défense de la laïcité a fait annuler une subvention municipale. Un appel est en cours

REPORTAGE

METZ - envoyée spéciale

Dans le froid mordant de ce mois de janvier lorrain, deux ouvriers s'affairent sur le chantier de la future grande mosquée de Metz. L'un est en bas, près de la machine servant à hisser les briques, tandis que l'autre les réceptionne et les installe, une par une, au-dessus du haut mur qu'il s'échine à élever de quelques mètres supplémentaires. Les deux hommes travaillent à l'enceinte qui va abriter, sous un dôme, une énorme salle de prière capable de recevoir près de 2 500 personnes. A droite du demi-cercle encore en construction, on peut déjà distinguer les colonnes formant un péristyle, vouées à entourer un jardin dans le style des riads marocains. «*Nous avons l'espoir de terminer la partie religieuse et culturelle d'ici 2027*», explique Omar Sidi, vice président de l'association de la grande mosquée, en faisant visiter le chantier. Une mosquée, un musée, des salles de cours devraient voir le jour. Un restaurant et une salle de sport sont aussi prévus pour, à terme, financer le fonctionnement du lieu. Aujourd'hui, l'association le répète, chaque centime compte. Quinze millions d'euros sont d'ailleurs nécessaires pour la construction du centre. Pour se lancer, le groupe qui a fait poser la première pierre en 2020 a levé des fonds auprès des fidèles musulmans et a reçu un don de 1 million d'euros issus de la fortune personnelle du roi du Maroc. En juillet 2024, la municipalité a aussi décidé de verser sa dîme, sous la forme d'un financement public de 490 000 euros. Un geste de soutien qui n'a pas plu à tout le



Le chantier de la grande mosquée de Metz, le 21 janvier. NICOLAS LEBLANC POUR « LE MONDE »

« Nous n'avons pas eu la démonstration que la grande mosquée était nécessaire »

MATTHIEU GATIPON-BACHETTE
Union des familles laïques

monde. En septembre 2024, des membres de l'association locale de France (UFAL) ont saisi le tribunal administratif de Strasbourg pour contester le versement de cette subvention, soulevant les questions du respect de la laïcité et de l'intérêt public local, dont ils estiment qu'il n'a pas été démontré pour l'érection d'une grande mosquée dans la ville de Metz. En décembre 2025, ils ont obtenu gain de cause sur ce dernier motif.

légalement, il l'est de plus en plus dans les faits, avec des municipalités qui aident matériellement des lieux de culte. Pourtant, même ici, construire une mosquée, comme ailleurs dans une France sécularisée et particulièrement attachée au principe de laïcité, et où les crispations autour de l'islam sont nombreuses, est une gageure.

C'est pourtant en vertu de ce principe d'égalité que la municipalité de Metz a accompagné le projet de la grande mosquée à partir de 2008, accordant quelques années plus tard, en 2014, aux cadres musulmans locaux qui se sont organisés dans une unique association, un bail emphytéotique à quelques encablures de la technopole de la ville. Puis, en 2024, la subvention a été votée. Assis près d'une maquette de la future grande mosquée, dans les locaux du siège de l'association porteuse du projet qu'il préside, Mohamed Hicham Joudat veut mettre l'accent sur la nécessité de rendre visible la communauté musulmane. Pour lui, construire un édifice de ce type, autant cultuel que culturel, avec un mu-

sée de l'immigration, peut aussi parler à certains jeunes tentés par un islam rigoriste, mal encadré, défiant à l'égard des valeurs de la République. «*Il y a des jeunes avec un problème d'identité qui parfois apprennent l'islam sur TikTok ou Instagram. Ici, on contrôlerait l'enseignement. Nous voulons qu'il y ait un sentiment d'appartenance à la France, avec l'idée que nous sommes une partie de son histoire, notamment lors des guerres mondiales*», explique-t-il avant de préciser que le minaret de la mosquée, tout habillé de fer, devrait rendre hommage au patrimoine local, car fabriqué dans les hauts fourneaux où nombre d'immigrés d'origine maghrébine ont travaillé.

« Les mosquées sont saturées » Pour lui, la mosquée est d'autant plus nécessaire que les lieux de culte musulmans manquent à Metz. «*Il y en a huit qu'on peut plutôt qualifier de salles de prière, car ils n'ont pas été construits à dessein mais ont été convertis*, précise-t-il. Les musulmans veulent juste prier de façon digne. Ne pas être à touche-touche tête contre tête, ne pas être dans un endroit dangereux. Les anciens magasins et les anciens dépôts ont aidé la première génération. Mais aujourd'hui, ce n'est plus acceptable. » Un discours similaire à celui tenu par les membres de l'association Amitié, qui gère une mosquée située rue du Général-Metman, en bordure du quartier défavorisé de Borny. Prévue pour 200 personnes, la mosquée en reçoit souvent plus du double lors de la prière du vendredi, avec

à la clé des problèmes de sécurité. «*Il suffit de venir le vendredi, quand on entre ici et qu'on voit les gens faire la prière sur les escaliers, dans le couloir ou dans le parking entre deux voitures, regrette Brik Merawza, 74 ans, et membre fondateur du lieu. Nous respectons toutes les normes de sécurité, mais nous ne pouvons pas leur interdire de venir*. » Lui, comme d'autres, dit craindre pour la sécurité, rappelant qu'un incendie qu'ils pensent d'origine criminelle a été déclenché quelques semaines après l'ouverture de la mosquée, en 1992. A la mairie de Metz, ces arguments ont fait mouche. François Grosdidier, maire de droite, ex-membre du parti Les Républicains (LR) de la ville, estime lui aussi que, contrairement à la décision du tribunal administratif, une grande mosquée est nécessaire. L'édile, qui réfute tout procès en clientélisme, concédant des divisions au sein même de sa majorité sur le sujet, estime qu'une grande mosquée avec un grand parking et de la place seront aussi vecteurs de calme et de paix sociale. «*Nous savons que toutes les mosquées sont saturées, il y a des problèmes de sécurité, de stationnement, ça crée des conflits avec les riverains. Je rappelle régulièrement à l'ordre les associations qui les tiennent*», avance-t-il. Le maire estime ainsi que le tribunal administratif qui ne voyait pas d'intérêt public à ce projet s'est trompé. «*Cette jurisprudence, regrette-t-il, fait passer la décision du juge du domaine de la légalité à celui de l'opportunité*.

« Quand je fais des travaux dans les églises, personne ne vient me dire que ça ne sert à rien »

FRANÇOIS GROSDDIDIER
maire (Les Républicains) de Metz

Désormais, je vais devoir démontrer au juge le besoin de faire, plutôt que de le voter en conseil municipal... » Et d'ajouter : «*Quand je fais des travaux dans les églises, personne ne vient me dire que ça ne sert à rien car elle est vide et qu'il y a trois autres églises à côté*. » François Grosdidier estime qu'il s'agit là «*d'une jurisprudence qui crée une forme de discrimination* ». «*On ne peut être ferme sur la sécurité et la pratique du culte, poursuit le maire de Metz, que si on est juste par ailleurs. La fermeté et l'autorité sans l'iniquité n'apportent pas la concorde* ».

« Escalade de demandes » M^e Redouane Saoudi, l'un des avocats de l'association, rappelle qu'il s'agit là d'ailleurs de «*la première fois qu'il va y avoir un financement pour les musulmans à Metz* ». Or, veut-il croire, «*pour le reste, l'UFAL n'a rien attaqué* ». Dans les faits, estime-t-il, «*c'est aux musulmans qu'ils s'en prennent. Ils n'ont fait de sorties que sur nous, ils auraient pu symboliquement attaquer aussi les autres religions* ». Les conseils de la mosquée font d'ailleurs état de nombre de menaces explicites contre l'édifice, sur les réseaux sociaux, à la suite, pensent-ils, des prises de position de l'UFAL. Matthieu Gatipon-Bachette, lui, réfute toutes ces accusations. «*Ils m'expliquent que parce que je demande à ce qu'ils respectent leur responsabilité devant un tribunal, ils subissent des discours de haine, répond-il. Nous condamnons les discours de haine sans états d'âme et nous militons pour la liberté de culte*. » L'UFAL est, dit-il, «*opposée au financement de tous les cultes et au principe du Concordat* », et milite pour que la loi de 1905 s'applique partout. Démentant que les attaques soient uniquement dirigées contre l'islam, le militant indique que son antenne locale est jeune et qu'elle a aussi fait un signalement au procureur demandant les comptes de la Fabrique d'église Sainte-Thérèse, une institution catholique. Mais, précise-t-il, «*si on finance l'islam aussi, il peut y avoir une escalade de demandes. Qui a droit à quoi ?* ». La mairie et l'association de la grande mosquée ont fait appel de la décision du tribunal administratif. Elles se préparent à faire constater par des huissiers la fréquentation, toujours plus nombreuse, des salles de prière. ■

SARAH BELOUEZZANE

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
JULIEN NÉNY



Naïma Moutchou,
ministre des Outre-mer



franceinfo:
TV canal 16

avec Alix Bouilhaguet
et Abel Mestre

Le Monde

Au procès en appel de l'assassinat de Samuel Paty, deux pères de famille pas si tranquilles

La première semaine d'audience a mis Brahim Chnina et Abdelhakim Sefrioui, deux des quatre accusés, devant leurs contradictions

L'un est accablé, l'autre combatif. Brahim Chnina et Abdelhakim Sefrioui ont beau n'être séparés que par quelques mètres dans le box des accusés, à la cour d'assises d'appel spéciale de Paris, leur attitude à l'audience est aux antipodes. Du 26 au 30 janvier, la première semaine du procès en appel de l'assassinat du professeur Samuel Paty en 2020 par un jeune djihadiste d'origine tchétchène à la suite des critiques envers l'enseignant sur les réseaux sociaux, a été consacrée à étudier le parcours et la personnalité des quatre accusés.

Alors que les CV de Naïm Boudaoud et d'Azim Epsirkhanov, les deux complices présumés d'Abdoullakh Anzorov, le terroriste tué par les forces de l'ordre immédiatement après le meurtre, n'ont pas révélé grand-chose tant ils sont jeunes, les parcours de Brahim Chnina et d'Abdelhakim Sefrioui,

condamnés respectivement à treize et quinze ans de réclusion pour « association de malfaiteurs terroriste », ont été plus riches d'enseignements, étant donné leur âge. Si le premier a 53 ans et le second 66, Brahim Chnina, très affecté par son rôle dans le drame et par la détention, affaibli par la maladie, semble nettement plus âgé qu'Abdelhakim Sefrioui.

Brahim Chnina est l'homme par qui tout est arrivé. Induit en erreur par sa fille, qui n'avait pas assisté au cours de Samuel Paty, c'est lui qui a relayé sur les réseaux sociaux les accusations de discrimination à l'égard des élèves musulmans contre le professeur d'histoire-géographie, dont l'accusation estime qu'elles ont conduit à son assassinat. Né en Algérie, il a grandi au Maroc puis en France, où il est arrivé à l'âge de 10 ans. Lorsque son père se remarie avec une femme plus jeune et renvoie au Maroc son ex-femme avec son

petit frère lourdement handicapé, Brahim Chnina se met en tête d'aller les chercher afin d'offrir des soins adaptés à son cadet. « Il m'a appris beaucoup de choses », dit-il de son frère Rachid, décédé en 2012. *Je croyais que c'était moi qui l'aidais, en fait c'était lui qui m'aidait.*

Cette expérience d'aidant pour son frère est devenue une vocation pour Brahim Chnina, qui a fondé une association consacrée au transport des malades handicapés pour des vacances ou des pèlerinages, notamment à La Mecque, où il avait emmené

Abdelhakim Sefrioui est décrit par sa fille aînée comme « le gourou d'une secte »

son frère. Au fil des années, fait remarquer une des avocates générales, son association connaît une dérive « communautaire ». Il est tellement dévoué aux malades que sa femme et ses six filles lui reprochent d'être souvent absent. Le couple se sépare régulièrement avant de se réconcilier. Au moment de l'affaire Paty, Brahim Chnina loge chez sa sœur.

Long passé de harcèlement

Ses proches le décrivent comme un homme « dévoué », « généreux », « timide » et « naïf ». Un « papa poule » à la maison. « Pas très autoritaire », de son propre aveu, il confirme que « c'est madame qui portait la culotte à la maison ». Mais la lecture de ses antécédents judiciaires dévoile un autre visage : irascible, menaçant, machiste. Une assistante sociale lui refuse un colis alimentaire ? « Je vais me venger, je vais te retrouver un jour ou l'autre et tous vous tuer », promet-il. Une contrôleuse de train le verbalise ? « Tu n'es qu'une femme juste bonne à reproduire », lui jette-t-il. Un conflit de voisinage ? « Je vais te rouler dessus, je vais sortir tes boyaux », lance-t-il aux voisins. Drôle d'altruiste, à l'indignation rageuse.

Brahim Chnina et Abdelhakim Sefrioui ne se connaissaient pas avant l'affaire Paty. Alerté par le récit médiatisé de Brahim Chnina, Abdelhakim Sefrioui, militant islamiste chevronné, le rejoint pour rendre une visite menaçante à la directrice du collège où enseignait Samuel Paty. Il tourne des vidéos contre Samuel Paty. Cet agitateur a un long passé de coups d'éclat et de harcèlement en faveur des filles voilées à l'école ou contre l'imam de Drancy (Seine-Saint-Denis), Hassen Chalghoumi.

L'examen de la personnalité des accusés exclut d'aborder leur radi-

Les proches de Brahim Chnina le dépeignent en « papa poule », mais ses antécédents dévoilent un tout autre visage

calisation religieuse ou leur militantisme politique, constitutifs des faits qui leur sont reprochés, mais, dans le cas d'Abdelhakim Sefrioui, ils affleurent en permanence. Quand on évoque son amitié avec l'ancien premier ministre (2011-2017) marocain Abdelilah Benkirane, Abdelhakim Sefrioui nie, contre toute évidence, que le chef du Parti de la justice et du développement est un islamiste proche des Frères musulmans. « Notre seule allégeance va au roi du Maroc », assure-t-il, un brin sophiste.

Abdelhakim Sefrioui se présente comme le fils d'un militant pour l'indépendance du Maroc, « torturé », dit-il, par les Français, sans qu'il en apporte la preuve. Arrivé en France au début des années 1980 pour y poursuivre des études supérieures, il se marie rapidement avec Nelly, convertie à l'islam après leur rencontre. Maître auxiliaire (contractuel de l'éducation nationale) pendant dix ans, il ouvre ensuite une librairie rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le 11^e arrondissement de Paris. « On diffusait des livres de littérature et de culture arabe en général ; dedans, il y a de l'islam aussi », convient Abdelhakim Sefrioui, insistant sur les ouvrages « de poésie ». En fait, le quartier est réputé pour être l'épicentre de la

diffusion de livres religieux rigoristes dans la capitale.

Il fonde en 2004 le collectif Cheikh Yassine, en hommage au fondateur palestinien du Hamas, assassiné par Israël la même année. Abdelhakim Sefrioui le présente comme « une idole de la rue dans le monde arabe, un homme tétraplégique emprisonné, torturé, devenu le symbole de la résistance », jamais comme un islamiste, encore moins comme le chef d'une organisation terroriste. Les convictions de l'accusé émergent aussi lorsque l'on aborde sa vie privée. Sa femme, Nelly, s'arrête ainsi de travailler après la naissance du premier de leurs trois enfants pour s'occuper de les former à domicile, après leur retrait du système scolaire. « Le niveau de leurs collègues était nul, ils suivaient le programme du CNED [Centre national d'enseignement à distance] », justifie Abdelhakim Sefrioui.

Sa fille aînée, venue pour la première fois témoigner à huis clos, mercredi 28 janvier, assure que son père avait obligé sa mère à arrêter d'enseigner parce qu'elle ne pouvait le faire en portant le voile. Elle le décrit, selon les mots cités par la présidente et une avocate générale, comme « le gourou d'une secte », auteur de « violences physiques » et « verbales », l'obligeant à « porter le voile à l'âge de 9 ans ». Le père de famille réclame en bloc : « Ce qu'elle a dit, c'est aux antipodes de ce que disent tous les gens qui m'ont rencontré ». Selon lui, sa fille lui en veut encore de la séparation avec sa mère au milieu des années 2010 pour pouvoir épouser une femme de vingt-cinq ans sa cadette. Avant le divorce demandé par Nelly, il lui avait proposé d'accepter une expérience polygame. ■

CHRISTOPHE AYAD

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/26

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

Autres formats : nous consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

TRECA PARIS

SOLDES

Soldes du 07-01 au 03-02. Photo non contractuelle.

LES PLUS GRANDES MARQUES AU MEILLEUR PRIX :

André Renault, BulTex, Dunlopillo, Emma, Epeda, Simmons, Tempur, Trecia...

EspaceTopper® 100 ans

Maison familiale depuis 1926

Literie fixe ou électrique, sommier coffre :

plus de 50 modèles dans le plus grand espace literie à Paris

Livraison IDF sous 48 h suivant les stocks

Paris 12 • M° Nation **Paris 15 • M° Charles Michels**

56-60 cours de Vincennes 66 rue de la Convention

01 43 41 80 93 • 7J/7 01 40 59 02 10 • 7J/7

SOLDES

Soldes du 07-01 au 03-02. Photo non contractuelle.

LES PLUS GRANDES MARQUES AU MEILLEUR PRIX :

Akante, Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Kartell, Mobilier de France, Mobliberica...

EspaceTopper® 100 ans

Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace tables et chaises de repas à Paris

Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels

145-147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

POURBUREAUX, COUTURES, POUILLARDS ET COUTURES DE MARQUE

BIJOUX ET STYLOS ANCIENS

COUTURES ET STYLOS ANCIENS

ARTS DE LA TABLE

ORFÈVRES ANCIENS ET AFRICAINS

DIAMANT, LAQUE, CAMEE...

SACS À MAINS (MÈME USAGE)

BILLES, BILLES EN CUIR ET FLIPPERS

PEINTURES, LITRES, GRAVURES...

MOBILIERS DE TOUTES ÉPOQUES

TROPHÉES DE CHASSE

TOUTE HORLOGERIE

TOUTES ÉPOQUES

SACS ET CUIR DE GOLF

PIANOS À QUEUE ET PIANOS DROITS

LA MAISON RECHERCHE ÉGALEMENT BIEN D'AUTRES PRODUITS

Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28

email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr

Tobogan Antiques

14, avenue Matignon, Paris 8^e

Antiquaire/Expert achète bronzes, lustres, mobilier, sculptures, tableaux, bijoux...

Successions. Partages.

06.09.47.13.74 - tobogan.antiques@wanadoo.fr

CAP CORSE - BEAU VILLAGE

Dans site inscrit, belle maison en pierres, très belle vue mer et montagnes 140 m² : 3 chambres, 2 salons, cheminée, 2 salles de bain + 2 wc (possibilité 2 appartements). Surface totale 210 m² : terrasses, jardins (dont agrumes) et four à bois. Assainissement collectif. Située à 300 m d'altitude et 10 minutes plage, port de plaisance et toutes commodités. Prix : 520 000 € (expertisé 620 000 €) négociable après visite.

Particulier : capcorse.maisonartiste@gmail.com

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER

sophie.chet@mpublicite.fr

Famille décimée : la piste du narcotrafic privilégiée

Après la mort de cinq personnes dans un incendie près de Nancy, l'enquête s'oriente vers un règlement de compte

ENQUÊTE

NEUVES-MAISONS [MEURTHE-ET-MOSELLE] - envoyée spéciale

Sur la première tombe, côté église, sont gravés trois prénoms pour un même nom de famille : «*Diego L.* », 16 ans, et ses parents de 59 et 60 ans, «*Didier* » et «*Catherine* ». Sur une autre, creusée à l'autre bout du cimetière, côté funérarium, sont posés un hippopotame en peluche et le portrait d'une jeune femme de 20 ans : «*Morgane J.* »

Une plaque vient rappeler que son cousin de 16 ans, Alonzo C., est mort la même nuit du 29 au 30 novembre 2025, dans le même incendie à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), petite ville de la périphérie de Nancy. Avec une thèse privilégiée par les enquêteurs : celle d'un règlement de comptes, sur fond de trafic de stupéfiants, qui aurait raté sa cible et emporté avec lui cinq victimes collatérales.

Au-delà de la tragédie familiale, l'affaire illustre le visage ultraviolent du narcotrafic aujourd'hui, où des commanditaires présumés emploient directement, depuis leur lieu d'incarcération, une main-d'œuvre jeune et précaire qui bien souvent ne sait pas qui elle vise, ni pourquoi, et frappe partout sur le territoire, avec des craintes de représailles.

«*Omerta.* » Le maire de Neuves-Maisons n'en revient pas de prononcer ce mot. Dans son bureau vitré de l'hôtel de ville, Pascal Schneider ne peut pas rater la «*verrue dans le paysage* », comme il l'appelle. L'édile socialiste a en effet une vue privilégiée sur le toit ravagé par les flammes et sur les barrières installées autour de ce petit immeuble devenu scène de crime.

Suspectées d'avoir commandité l'incendie meurtrier ou d'y avoir participé, six personnes ont été mises en examen pour meurtres et tentative de meurtre en bande organisée, risquant la réclusion criminelle à perpétuité, a précisé le procureur de la République de Nancy, François Capin-Dulhoste, dans un communiqué diffusé le 9 janvier.

Seul survivant

Gendarmérie, bureau de poste, supérette, église, café, mairie... La rue centrale de Neuves-Maisons concentre sur quelques centaines de mètres les institutions qui font une ville. Depuis cette fameuse nuit s'en est ajoutée une autre : cet immeuble brûlé mettant en lumière l'impact du narcotrafic jusque dans cette commune de moins de 7 000 habitants. Le maire n'est «*pas dupe* », il sait bien que le «*stup'* » s'est implanté partout, que Neuves-Maisons n'a aucune raison d'être épargnée. «*Mais nous, on n'est pas face à une pègre organisée, on n'est pas Marseille. Ce niveau de violence ici, c'est effrayant, jamais je n'aurais imaginé.* »

«*Oui, bonjour, il y a un feu près du Carrefour City.* » L'appel enregistré par les pompiers, à 3 h 17 le 30 novembre 2025, dure 58 secondes. «*Il y a une personne qui est sur le toit. (...) Il faut venir très très rapidement.* » Le même numéro rappelle quelques minutes plus tard, et la voix se fait plus pressante. «*Faut vraiment qu'ils se dépêchent. Il y a une famille, apparemment il y a une femme et il y a des enfants avec. (...) Il faut faire vraiment vite, on entend des "crac" de la maison. Il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de fumées qui sortent.* »

A l'adjudante qui recueille son témoignage quelques jours plus tard, l'étudiante de 27 ans qui a passé l'appel précise qu'elle rentrerait de soirée en voiture lorsqu'elle a senti une odeur de fumée, baissé sa vitre et entendu



La maison incendiée à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), où cinq personnes sont mortes et une a été blessée, le 30 novembre 2025. ALEXANDRE MARCHI/MAXPPP

L'incendiaire et ses complices présumés, âgés de 17 et 15 ans, ont été identifiés très facilement

un «*au secours* » depuis le toit d'un immeuble de deux étages d'où s'échappait une fumée noire. Elle avait alors aperçu un jeune homme «*accroché de tout son corps à l'antenne* », «*tétanisé* », qui «*criait de détresse* » en répétant : «*Appelez les pompiers, ma famille est à l'intérieur, je n'ai pas pu les faire sortir.* »

Le jeune homme sur le toit est le seul à avoir survécu à l'incendie. Surnommé «*Brasco* », il a perdu cette nuit-là son petit frère, Diego, ses parents et deux amis venus passer la soirée du samedi chez lui : Morgane et Alonzo. Le lendemain matin, le rescapé de 21 ans remonte le fil de la soirée auprès des gendarmes qui l'auditionnent. Quand le feu se déclare, son ami Alonzo s'est assoupi, et lui s'apprête à ramener Morgane chez elle, à pied. «*J'étais en train de tuber des cigarettes pour y aller* », précise-t-il. Sa mère passe une tête dans sa chambre, troublée par une odeur d'essence. Il lui répond que «*oui* », ça sent «*un petit peu* ». Sans s'inquiéter pour autant, car «*il y avait le scooter de mon petit frère garé dans le hall d'entrée* ».

«*D'un coup, j'ai entendu un gros bruit ressemblant aux flammes qui se prennent dans le vent* », poursuit-il. La situation dégénère en quelques minutes. «*Trente secondes après que ma mère a fermé la porte de ma chambre, il y a de la fumée qui est arrivée de partout.* » Il réveille Alonzo, ouvre le Velux de sa chambre et intime à Morgane de grimper sur le toit. Elle n'y parvient pas. «*Brasco* » monte donc le premier.

«*J'ai tendu la main à Morgane et à Alonzo pour qu'ils me rejoignent, (...) mais ça commençait déjà à chauffer et je sentais que la fumée commençait à me brûler la main. J'ai dû l'enlever.* » Les corps de ses parents seront retrouvés au pied de leur lit, celui de son petit frère, dans le canapé, et ceux des deux amis, dans sa chambre ravagée par les flammes. Les messages de condoléances pleuvent sur son téléphone.

Dès leur intervention nocturne, les pompiers doutent du caractère accidentel de l'incendie. Un expert confirme : des traces d'«*accélération* » – de l'essence – ont été retrouvées sur plusieurs mètres dans le couloir qui mène à l'appartement de la famille. Les caméras de vidéosurveillance de la ville révèlent, quant à elles, une silhouette suspecte, qui pénètre dans l'immeuble à 3 h 04, en sort à 3 h 11 en trébuchant sur le trottoir, avant de rouvrir la porte de l'immeuble, d'où une épaisse fumée se dégage, puis de filer d'un bon pas, à 3 h 12.

La position de «*Brasco* » dans le dossier devient alors «*plus que compliquée* », résume son avocat, qui est aussi celle de la famille qu'il lui reste, M^e Sahra Amm, rappelant qu'il est «*d'abord une victime* » et invitant au respect du deuil de ses clients. Car les «*on-dit* » sur les réseaux sociaux font rapidement de lui la cible de cet incendie criminel, au point d'être l'objet du ressentiment de certains proches de victimes.

En direct sur Snapchat

Parmi les hypothèses des gendarmes, celle d'un contrat mis sur la tête de «*Brasco* » est en effet rapidement privilégiée. «*Nourrice* » dans un trafic d'héroïne et de cocaïne, pour lequel il est toujours placé sous contrôle judiciaire dans l'attente de son jugement, le jeune homme aurait profité de l'incarcération de son «*patron* » pour le voler. Des menaces de représailles se seraient alors abattues sur sa famille, et lui-même aurait été séquestré quelques heures sous la menace d'un 9 mm, en avril 2024. Cette dette de 11 000 euros, il affirme l'avoir intégralement remboursée en travaillant à l'usine. La dette financière, du moins.

L'incendiaire et ses complices présumés n'ont, de prime abord, aucun lien avec «*Brasco* » ou son affaire de stupéfiants. Agés de 17 et 15 ans, les trois adolescents venus cette nuit-là de Châlons-en-Champagne ont été identifiés très facilement. Les caméras de surveillance des stations-service, des aires de repos et des villes qu'ils ont traversées permettent même de les suivre tout au long de leur périple de plus de 150 kilomètres. Sans compter leurs téléphones, qui borborent à chaque étape, ou encore les stigmates laissés par un retour de flamme sur le visage et les mains de

l'incendiaire présumé de 17 ans, qui lui ont valu un passage aux urgences le matin même de l'incendie et des bandages importants, permettant aux gendarmes de le repérer immédiatement lors d'une ronde, quelques jours plus tard, à Châlons-en-Champagne.

Les procès-verbaux détaillant les investigations de la section de recherches de Nancy saisie de l'enquête permettent de comprendre le reste. Le premier garçon, un lycéen de 17 ans surnommé «*le H* », aurait reçu pour «*mission* » de brûler une voiture ou un scooter pour quelques centaines d'euros, via une «*connaissance* » sur Snapchat. Sa mère explique avoir peu de prise sur son benjamin, qui a «*beaucoup d'amis* », ne «*va pas beaucoup à l'école* » et «*joue beaucoup à la console* ». Elle a bien essayé de l'appeler plusieurs fois cette nuit-là, «*jusqu'à 1 heure du matin* ». Il ne lui a jamais répondu.

Le deuxième mineur de 17 ans – baptisé «*Lupin* » pour sa propension à conduire des voitures volées – l'aurait emmené à bord de la voiture de sa mère. «*Je suis arrangeant* », dit-il à l'adjutant et au major qui l'interrogent en garde à vue, le 15 décembre 2025, ajoutant être «*une personne qui dit oui à tout* ». Avant de s'effondrer en larmes : «*J'ai rendu service, mais, si j'avais su à l'avance ce que ça allait engendrer, je n'y serais jamais allé.* » Le troisième, un collégien de 15 ans, aurait dormi pendant tout le trajet ou presque, cuvant drogue ou alcool, selon les versions.

Une fois arrivé à l'adresse entrée dans leur GPS, «*le H* » aurait reçu une nouvelle instruction, en direct sur Snapchat, avec le «*donneur d'ordre* » : entrer dans l'immeuble et brûler le couloir. «*J'avais acheté un petit bidon d'essence. J'ai allumé un mouchoir que j'ai jeté dans l'essence que j'avais répandue* », relate l'adolescent. Le feu prend rapidement, le scooter entreposé dans le couloir du rez-

de-chaussée explose, la fumée se répand. Après avoir tenté de filer pour envoyer une «*preuve* » au commanditaire – «*je ne suis pas certain d'avoir réussi, je n'arrivais pas à sortir et j'étais brûlé* » –, «*le H* » grimpe dans la voiture où l'attendent ses deux acolytes, et le trio repart en trombe. Aucun n'appellera les secours.

Ils découvriront le lendemain que leur virée nocturne a coûté la vie à cinq personnes. De «*je ne pensais pas* » en «*si j'avais su* », «*le H* » reconnaît avoir aperçu quelques boîtes aux lettres laissant penser que l'immeuble pourrait être habité. «*La personne qui m'a confié la mission m'a assuré que non. Je lui ai fait confiance* », ajoute-t-il. «*Comment expliquez-vous une telle violence?* », tente un gendarme, lors des dernières minutes de garde à vue de «*Lupin* », avant sa mise en examen. «*Je ne sais pas, rétorque-t-il. Nous, au départ, c'était juste pour que ["le H"] gagne 400 euros pour brûler une voiture.* »

«*Le H* », lui, aurait finalement reçu 2 000 euros, récupérés «*via Snap dans le parc où il y a le terrain de foot* », à Châlons, et avec lesquels il a «*acheté à manger et des trucs pour les gens* ». Lupin, lui, aurait touché 900 euros en billets de 20 et 50 euros, planqués dans des buissons de son quartier, qu'il affirme avoir intégralement brûlés dans un champ, pris de remords. «*Je ne sais pas si c'est pour se taire ou pour les avocats* », précise un autre mis en examen.

Aucun des adolescents n'a d'attache avec Neuves-Maisons, avec le rescapé ou avec l'affaire de stupéfiants qui le concerne. La connexion se fera par casiers judiciaires entremêlés. Deux des mineurs mis en examen ont en effet été condamnés avec un certain Malcolm G. pour une rixe, en janvier 2023. Le trafiquant auprès de qui «*Brasco* » aurait contracté sa dette, lui, se nommerait Otman S. Les deux hommes se retrouvent justement réunis dans la même cellule de la prison de Metz, à partir du 10 novembre 2025, soit trois semaines avant les faits.

A 21 ans, Malcolm G., dit «*le Nain* », est déjà connu pour plusieurs affaires de vols et de violences aggravées, dont la dernière lui a valu une condamnation à cinq ans de prison, en mars 2025. Cette fois, affirme-t-il au juge d'instruction le 23 janvier, «*quelqu'un sur Snapchat* », dont il taira le nom «*par peur des*

Depuis sa cellule, un homme aurait dirigé l'opération en direct, multipliant les appels vidéo

représailles », lui aurait promis 200 euros «*juste pour trouver les petits qui allaient brûler la voiture* ». Depuis sa cellule de la maison d'arrêt de Metz, il aurait donc dirigé l'opération en direct, multipliant les appels vidéo avec «*le H* », tout en recevant lui-même des instructions du «*monsieur sur Snapchat* ». «*Oui* », son codétenu était présent dans leur cellule cette nuit-là ; «*non* », cela n'aurait rien à voir avec lui.

Une fois les «*petits* » arrivés à Neuves-Maisons, la «*mission* » aurait changé de tournure, en l'absence de voiture sur le parking. «*Le monsieur m'a dit qu'il y avait une moto dans la maison, dans le couloir. J'ai dit [au "H"] d'ouvrir la porte, de prendre la moto, de la mettre devant et d'y mettre le feu. Finalement, ["le H"] a mis le feu à la moto sans la sortir.* » Une trace d'essence a été retrouvée jusque sur le mur jouxtant la porte d'entrée de l'appartement de la famille de «*Brasco* ». Pas à sa demande, assure Malcolm G., ajoutant que «*le monsieur* » lui avait assuré que l'immeuble était vide.

«*Ne trouvez-vous pas étrange d'avoir été contacté via Snapchat pour des représailles concernant un individu avec lequel votre codétenu a un litige?* », l'interroge le juge d'instruction. «*Brasco* » pourrait avoir «*d'autres ennemis* », suggère «*le Nain* », en répétant que «*non* », il n'a pas peur d'Otman S.

Menaces de représailles

Extrait de sa cellule où il purge une peine de cinq ans de prison pour violences avec arme dans une autre histoire de règlement de comptes sur fond de trafic de stupéfiants – au cours de laquelle un mineur avait été enlevé et roué de coups, et la voiture de son oncle, mitraillée au 9 mm –, Otman S., 23 ans, nie pendant sa garde à vue, le 6 janvier, tout lien avec l'incendie.

Face aux «*coïncidences* » remontant à lui, pointées par les gendarmes, il plaide le «*coup monté* » avant de garder le silence. Son conseil, M^e Tarek Koraitem, dénonce des «*déductions très hâtives de la part des enquêteurs et du juge d'instruction* », ajoutant que son client «*nie intégralement et farouchement les faits qui lui sont reprochés* ». Contactés, les avocats des autres mis en examen n'ont pas donné suite ou souhaité faire de commentaire.

L'instruction, elle, se poursuit. Avec, glissées au milieu des milliers de pages d'une enquête déjà bien ficelée, des témoignages inquiétants relatant les menaces et craintes de représailles omniprésentes dans cette affaire, du côté des proches des victimes comme du côté des mis en examen.

Le maire de Neuves-Maisons, lui, ne cache pas sa hâte que l'enquête soit close et «*toute cette histoire derrière nous* », notamment pour chasser ces bribes de paranoïa qui ont gagné nombre de Néodomains depuis le drame. Comme lorsqu'un nouveau feu s'est déclaré, à la veille de Noël, poussant à évacuer près de 80 personnes d'un autre immeuble de la ville. Difficile de ne pas envisager un lien possible. «*Mais rien à voir, c'était accidentel. Une histoire de batterie électrique de voiture...* », défend Pascal Schneider. Ce qui n'a pas empêché une petite frayeur dans la ville. ■

LUCIE SOULLIER

Biogaran cédé au fonds étranger BC Partners

La filiale du groupe pharmaceutique Servier réalise 30 % des ventes de médicaments génériques en France

C'est le début d'une nouvelle vie pour Biogaran. Le leader français des médicaments génériques s'apprête à quitter officiellement le giron du laboratoire Servier, sa maison mère depuis sa création en 1996. Vendredi 30 janvier, Bercy a donné son feu vert à la cession du groupe, qui représente plus d'une boîte de médicament sur huit délivrées dans les pharmacies de l'Hexagone, au fonds d'investissement BC Partners, dont le siège social est installé à Londres.

L'opération était soumise à l'approbation de l'Etat dans le cadre de la procédure de contrôle des investissements étrangers en France. Afin de garantir un ancrage français à l'entreprise, l'Etat deviendra actionnaire minoritaire de la société à hauteur de 15 % par l'intermédiaire de l'établissement public Bpifrance.

Fin octobre 2025, les représentants du personnel de Biogaran, par le biais du comité social et économique de l'entreprise, avaient déjà rendu un avis favorable à cette acquisition. Le 13 novembre 2025, Servier avait décroché l'aval de la Commission européenne, qui avait étudié la conformité de l'opération en vertu du règlement de l'Union européenne sur les concentrations. Il ne lui restait donc plus qu'à obtenir le consentement du gouvernement français pour mener à bien son projet de vente à BC Partners.

Compte tenu du caractère stratégique de Biogaran, qui réalise 30 % des ventes de médicaments génériques dans l'Hexagone et y dénombre une quarantaine de sous-traitants produisant ses traitements, Bercy avait promis que son assentiment serait conditionné à un niveau particulièrement élevé d'exigences afin de préserver la souveraineté sanitaire de la France. Ces dernières devaient notamment assurer le maintien de la disponibilité des médicaments, en particulier des produits considérés comme d'intérêt thérapeutique majeur pour les malades, commercialisés sur le territoire national par Biogaran, mais aussi, entre autres, garantir la préservation des emplois liés à la fabrication de ces traitements.

Aujourd'hui, 89 % des produits vendus par Biogaran sont fabriqués en Europe, dont près de 50 % sur le sol tricolore, et plus de 8 000 emplois indirects dépendent de l'entreprise. « BC Partners a apporté des garanties auprès des autorités françaises, parmi lesquelles : le maintien du siège et des activités en France, la sauvegarde

des emplois, la préservation du modèle de sous-traitance de l'entreprise, ainsi que la continuité industrielle, logistique et commerciale au bénéfice des patients et des partenaires », a précisé, vendredi, le fonds d'investissement dans un communiqué.

Vives réactions en 2024

De son côté, Bercy a indiqué que les conditions imposées garantiront « la poursuite de l'exploitation de l'ensemble des spécialités jugées essentielles », mais aussi « l'approvisionnement continu, sécurisé et approprié du marché français » ainsi que le maintien de l'emploi, de la production et de l'empreinte industrielle en France. L'arrivée de Bpifrance au capital, qui disposera d'un siège au conseil d'administration de l'entreprise, doit concourir à assurer la tenue de ces engagements.

Cette annonce marque l'épilogue d'un dossier qui aura suscité de vives réactions. En 2024, le pro-

jet de cession de Biogaran avait provoqué une levée de boucliers, de nombreuses personnalités du monde politique s'opposant à la vente de ce poids lourd des génériques à un acteur étranger. Celles-ci, à l'instar de plusieurs façoniers fabriquant des médicaments pour Biogaran, craignaient qu'une telle vente ne soit le prélude à une délocalisation, à moyen terme, de la production faite dans l'Hexagone, et redoutaient qu'elle n'aboutisse à l'arrêt de certains médicaments essentiels qui ne seraient pas jugés assez rentables.

A l'époque, trois candidats, BC Partners et les laboratoires pharmaceutiques indiens Torrent et Aurobindo, figuraient parmi les principaux prétendants. Face à la polémique, Servier avait renoncé, en septembre 2024, à poursuivre les discussions, sans pour autant mettre un terme définitif à ses intentions de se séparer de sa filiale.

Le 30 juillet 2025, il avait ainsi annoncé être entré en négociations

L'Etat devient actionnaire minoritaire de la société à hauteur de 15 % par l'intermédiaire de Bpifrance

exclusives avec BC Partners. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé, mais, selon une source proche du dossier, l'offre de BC Partners serait comprise entre 800 millions et 1 milliard d'euros.

Lancé en 1996 sur un marché des génériques encore balbutiant, Biogaran, qui compte plus de 1 070 références de médicaments à son catalogue, dont de nombreux médicaments essentiels, et réalise plus de 90 % de ses ventes en France, est parvenu à se tailler une place de choix en France. Lors

de la présentation des résultats annuels de Servier (6,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires), mardi 27 janvier, la division regroupant les ventes de médicaments génériques du groupe, à laquelle est entre autres rattachée Biogaran, enregistrait une croissance de 10,3 %, avec 1,55 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

En dépit de ce palmarès, cette activité ne cadrerait plus avec les ambitions de Servier. Désireux de concentrer ses efforts sur la recherche et le développement de médicaments innovants, plus lucratifs, le groupe souhaitait se délester de cette filiale.

En volant de ses propres ailes, sous la houlette de BC Partners, un fonds d'investissement implanté de longue date en France et déjà fort de plusieurs acquisitions dans la santé, Biogaran espère pouvoir davantage se déployer et accélérer la cadence sur des marchés à fort potentiel. D'abord sur les médicaments génériques, son

cœur de métier qui représente actuellement 92 % de ses ventes.

En parallèle, Biogaran accentuera aussi son développement sur d'autres segments en croissance, notamment les médicaments biosimilaires (seulement 3 % des ventes aujourd'hui), qui correspondent aux copies quasi identiques de médicaments biologiques (fabriqués à partir d'organismes vivants) dont le brevet est tombé dans le domaine public, mais aussi « les produits de santé grand public », destinés à soigner les maux du quotidien et accessibles sans ordonnance.

Pour présider à cette nouvelle étape de la vie de Biogaran, la société a fait appel à un ancien de la maison, Erick Roche. Ce dernier, qui avait officié comme directeur général des opérations de Biogaran pendant quinze ans lors de sa création, rejoindra la société en qualité de président-directeur général d'ici à fin mars. ■

ZELIHA CHAFFIN



Dans une pharmacie de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), le 11 décembre 2023. STÉPHANIE PARA/LA MONTAGNE/MAXPPP

L'Etat affirme son contrôle stratégique sur l'opérateur Eutelsat

Premier actionnaire du groupe, Bercy a bloqué son projet de vente de ses stations au sol au fonds d'investissement suédois EQT

Critiqué, depuis mercredi 28 janvier, pour avoir autorisé la vente de l'équipementier de défense LMB Aerospace à l'américain Loar Group, le gouvernement s'évite le même genre de polémique avec Eutelsat. Le ministre de l'économie, Roland Lescure, a confirmé, vendredi, avoir bloqué le projet de cession des infrastructures terrestres (bâtiments, infrastructures de support, antennes et circuits de connectivité) de l'opérateur de satellites au fonds d'investissement suédois EQT.

« Les antennes au sol permettent de communiquer avec les satellites, pour des communications civiles et aussi militaires » et Eutelsat, grâce à sa constellation en or-

bite basse OneWeb, « est le seul concurrent européen de Starlink. C'est évidemment un actif stratégique », a expliqué le ministre sur TF1. Bercy invoque des « raisons souveraines à la France », liées au « caractère critique de l'activité ».

Les infrastructures sanctuarisées par l'Etat sont réparties dans six téléports, dont le principal à côté de Rambouillet (Yvelines), qui compte plus de 200 antennes. Deux autres sont situés en Italie, deux supplémentaires au Mexique et un à Madère. Ces téléports communiquent avec les satellites en orbite géostationnaire (à 36 000 kilomètres de la Terre), utilisés pour la diffusion des chaînes de télévision, la géolocalisation ou les communica-

tions. D'autres antennes sont localisées dans un réseau mondial d'une cinquantaine de sites pour connecter la constellation OneWeb avec la Terre.

Contexte géopolitique tendu

Si les activités d'Eutelsat sont surtout civiles, l'opérateur réalise 17 % de son chiffre d'affaires pour des gouvernements. Il répond « aux besoins en connexions satellitaires des militaires, des systèmes de renseignement, de surveillance, de sécurité et de reconnaissance, en particulier de l'administration américaine, qui représente indirectement la majorité du chiffre d'affaires de cette application », dit Eutelsat sur son site Internet.

L'opérateur a signé, en juin 2025, un accord avec le ministère des armées français. D'une durée de dix ans et d'un montant maximal de 1 milliard d'euros, ce contrat porte sur « la fourniture de ressources spatiales à accès prioritaire, notamment celles de la constellation OneWeb, ainsi que la réalisation d'évolutions et de sécurisation de cette constellation à des fins militaires », notait le ministère des armées au moment de sa signature.

La sécurisation de l'accès à OneWeb, dans un contexte géopolitique tendu, est l'une des raisons du veto. La guerre avec la Russie a montré la dépendance des troupes ukrainiennes à la constellation Starlink d'Elon Musk.

Signe du caractère stratégique d'Eutelsat, l'Etat a augmenté sa part au capital, à la fin de 2025, à l'occasion d'une recapitalisation de 1,5 milliard d'euros. Depuis, il est son premier actionnaire, avec 29,13 % détenus par l'Agence des participations de l'Etat.

Annoncé en août 2024, pour un produit net de 550 millions d'euros, le projet de vente à EQT devait contribuer à désendetter Eutelsat. Après ce veto, son endettement, à l'issue de l'exercice 2025-2026, représentera 2,7 fois son excédent brut d'exploitation. Cet échec « ne remet pas en cause la capacité [du groupe] à financer [ses] investissements », a réagi l'opérateur. Ce type de veto est « extrêmement rare », précise Bercy. Les pré-

cédents concernaient l'équipementier de défense Segault, en mai 2023, et Photonis, un fabricant de lunettes de vision nocturne, fin 2020. Bien que le veto sur Eutelsat ne constitue pas une réponse à la polémique autour de LMB Aerospace – la décision a été prise quelques jours avant les premières critiques –, c'est une façon de démentir tout laxisme de l'Etat.

Bercy a assuré que ce veto n'était « aucunement lié à la qualité d'EQT en tant qu'investisseur et actionnaire ». Celui-ci détient des parts dans 19 entreprises françaises. Dans un communiqué, EQT a fait savoir qu'il entend poursuivre ses ambitions dans les infrastructures spatiales. ■

OLIVIER PINAUD

Les parcs d’attractions dans la course aux investissements

Les gros acteurs créent des animations et des hôtels dans un secteur très concurrentiel

Des plaines de la Vienne aux champs de Seine-et-Marne, il est un monde où les millions d’euros pleuvent et où la croissance surpasse largement celle d’autres industries : les parcs d’attractions. Dans ce secteur très concentré, les gros acteurs se sont lancés, au tournant des années 2020, dans des stratégies de développement rapides, avec la bénédiction, voire le soutien financier des collectivités locales, qui voient dans ces sites des locomotives pour leurs territoires. *« Pour attirer du monde, il faut sans cesse proposer chaque année des nouveautés, car la majorité des clients ne sont pas des primo visiteurs »,* explique François Fassier, président du Syndicat des parcs d’attractions (Snelac), et directeur de la division parcs de loisirs de la Compagnie des Alpes.

Symbole de cette nouvelle ère, le Futuroscope, implanté à Chasse-neuil-du-Poitou (Vienne), a dépensé, entre 2020 et 2026, quelque 300 millions d’euros pour créer un parc aquatique en intérieur avec une dizaine de toboggans, deux nouveaux hôtels et deux attractions à sensation, comme une montagne russe sur l’eau à 25 millions d’euros, Mission Bermudes, inaugurée en 2025.

Le 7 février, le parc de la Compagnie des Alpes va ouvrir ses portes avec une poignée de nouveautés, comme La Serre des mondes, un parcours immersif en quatre salles, avec des images numériques de « végétation lumineuse fantastique ». Ou encore un film à sensations sur les dinosaures, diffusé à l’Omnimax, un écran dôme hémisphérique de 900 mètres carrés. *« Nous allons poursuivre dans les prochaines années, avec encore d’autres développements »,* affirme Rodolphe Bouin, directeur du parc, qui évoque, pour 2028, encore un nouvel hôtel et plus d’attractions aquatiques.

A Disneyland, un plan de 2 milliards d’euros, annoncé en 2018, s’est traduit par une nouvelle zone consacrée à *La Reine des neiges*, qui sera inaugurée en mars, avec un vaste espace *Roi Lion* en cours de construction. Fin 2025, le Parc Astérix a obtenu un chèque de 250 millions d’euros de la Compagnie des Alpes pour créer un quatrième hôtel ainsi que cinq nouvelles attractions, et, in fine, augmenter de 20 % la capacité du parc. Même trajectoire au Puy du Fou, qui va investir 50 millions d’euros en 2026 pour un nouveau show, et qui peaufine le lancement de son « train spectacle » façon Belle Epoque, qui parcourra la France.

Plus gros, plus chers

Même les sociétés plus petites entrent dans cette danse : au Parc d’attractions et animalier (PAL), dans l’Allier, le directeur, Charles Bennet, explique qu’il investit désormais *« 10 millions d’euros par an »* pour des nouveautés. Avec 700 000 visiteurs en 2025, sa fréquentation a bondi de 50 % en quinze ans. Comme ses concurrents, le PAL s’est mis à construire ses propres hôtels thématiques (des « lodges safaris ») afin d’allonger les séjours et inciter à davantage de dépenses sur place, notamment dans les restaurants. Au Futuroscope, un quart du chiffre d’affaires est désormais issu de la restauration.

Si les parcs sont plus gros, ils sont aussi de plus en plus chers. Pour entrer au Parc Astérix, il faut payer 59 euros pour un billet daté, contre 39 euros en 2015, soit une hausse de 50 % en dix ans. Pour autant, les fréquentations continuent de progresser – amortis

Dans un contexte de tensions sur le pouvoir d’achat, tout se passe comme si les sorties restaient sacralisées dans les budgets des Français

par les partenariats tissés avec les comités d’entreprise. En cinq ans, les fréquentations ont augmenté de 23 % au Parc Astérix, 26 % à Walibi Rhône Alpes, 22 % au Puy du Fou, 18 % à Nigloland (Aube), selon les décomptes réalisés par la revue *Espaces*.

Aussi, dans un contexte de tensions sur le pouvoir d’achat, tout se passe comme si les sorties restaient sacralisées dans les budgets des Français. *« A une époque où les loisirs se fragmentent, ils sont des rares lieux de l’expérience collective, familiale, pour toutes les générations »,* décrypte ainsi Thierry Coltier, expert en économie du tourisme.

Ces lieux de divertissements et de consommation se positionnent de plus en plus comme des destinations de vacances. *« Dans un contexte de budget plus serré, les gens se disent qu’ils vont partir moins longtemps, mais qu’ils vont maximiser leurs vacances en passant deux jours dans un parc. Ce sont des lieux certes très artificiels, mais qui créent une forme d’ailleurs, d’utopie, de déconnexion : c’est l’un des ressorts de leur succès »,* décrypte Jean-Baptiste Tréboul, directeur d’*Espaces*.

Des vulnérabilités

Aussi, à mesure que ces parcs grossissent et se développent, ils créent des emplois – même si ceux-ci sont en majorité précaires, car saisonniers, avec des salaires peu élevés. Au Futuroscope, sur les 3 000 personnes qui ont travaillé au parc en 2025, seules 550 sont en CDI. Toutefois, le nombre de CDI tend à augmenter, à mesure que ces parcs grossissent, et surtout, qu’ils étendent leurs périodes d’ouverture.

Toutefois, ce secteur en croissance – estimée à 6 % par an pour les prochaines années par une étude Xerfi – présente de multiples vulnérabilités. *« La concurrence est forte avec les loisirs “indoor” [escape games, laser games, jeux en intérieur...] qui se développent très vite, et qui peuvent être un peu moins chers que nous »,* souligne Alexis de Chevron, dirigeant de Looping (Terra Botanica, Mer de sable, Parc Saint Paul...). Sur le long terme, les tensions sur le pouvoir d’achat, le recul de la natalité, mais aussi la multiplication des canicules ou des épisodes de pluies intenses fragilisent ce secteur très « météo sensible ».

Beaucoup misent, comme le Parc Astérix, sur le développement des attractions en intérieur, comme des parcours immersifs, ou bien les spectacles (comédies musicales, cirque, son et lumière), qui permettent d’accueillir le public en cas de pluie ou de fortes chaleurs. *« Une attraction, c’est trois minutes. Un spectacle, ça peut aller jusqu’à trente minutes : pendant ce temps, les gens ne sont pas dans des files d’attente »,* explique Hervé Bruneau, concepteur de spectacles pour des parcs. *Et puis cela rassemble toute la famille, même les seniors, qui seront de plus en plus nombreux dans les parcs. »* ■

JESSICA GOURDON

PÉKIN - correspondant

C’est un revers pour la Chine et une victoire pour le président américain, Donald Trump. Jeudi 29 janvier, la plus haute cour du Panama a jugé illégaux les contrats d’exploitation des deux ports situés aux extrémités de son célèbre canal par un groupe de Hongkong. Saisie en 2025 par les auditeurs publics, qui estimaient que le renouvellement de la concession ne s’était pas fait dans les règles, la Cour suprême panaméenne a donc annulé les contrats sur les deux ports, Cristobal à l’ouest et Balboa à l’est, qui devront faire l’objet de nouveaux appels d’offres.

Le canal de 82 kilomètres entre la mer des Caraïbes et l’océan Pacifique – inauguré en 1914 et contrôlé par les Etats-Unis jusqu’en 1977, à la signature d’un accord transférant progressivement sa souveraineté au Panama – est au centre de l’attention depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025. Celui-ci, en effet, a promis de le « reprendre » et de faire reculer la poussée chinoise dans cette partie du monde.

Dans un contexte de fortes pressions américaines, le conglomérat CK Hutchison, qui exploite les deux ports depuis 1997, avait soudainement accepté, en mars 2025, de les céder, ainsi que ses activités portuaires mondiales, à un consortium mené notamment par le plus gros gestionnaire d’actifs de la planète, l’américain BlackRock, désireux de s’attirer les

faveurs de la nouvelle administration, pour près de 23 milliards de dollars (19,2 milliards d’euros).

La Chine, déterminée à résister aux velléités américaines d’expulser ses acteurs de cette partie du monde, avait dénoncé ce projet, le présentant comme une « trahison de tout le peuple chinois » par le groupe de Hongkong, qui a fait la fortune de son fondateur, Li Ka-shing. Pékin avait aussi pesé de tout son poids pour qu’un acteur chinois étatique, le géant du fret maritime Cosco, soit intégré à l’opération, afin de préserver les intérêts chinois.

Manceuvre politique

Dans le même temps, les auditeurs publics panaméens se sont replongés dans les conditions du renouvellement, en 2021, des deux contrats entre l’Etat et CK Hutchison, pour vingt-cinq ans, et constaté qu’il n’avait pas fait l’objet d’appel d’offres. Ils accusent également le groupe de ne pas avoir versé 1,2 milliard de dollars de taxes dues à l’Etat panaméen. La Chine a vu dans ces dénonciations une manœuvre politique pour évincer le groupe du pays, d’autant que l’audit a été rendu public en avril 2025, dans les heures précédant une visite du secrétaire à la défense des Etats-Unis, Pete Hegseth, dans ce petit pays d’Amérique centrale.

Le contrôleur général des finances du Panama avait amené l’affaire devant la justice, en juillet 2025. Le ministre des finances du Panama, Felipe Chapman, a expliqué avoir insisté auprès de

En attendant un nouvel appel d’offres, Panama va recourir temporairement à une filiale du danois Maersk

la Chine sur le fait que l’exécutif de son pays n’avait pas de prise sur la décision à venir et qu’il faudrait l’accepter.

Après l’annonce de l’arrêt de la Cour suprême, jeudi, le président, José Raul Mulino, a fait savoir que son gouvernement entendait, pour maintenir la continuité des opérations dans les deux ports, faire temporairement appel à APM Terminals, filiale du groupe danois Maersk, avant de nouvelles procédures d’appel d’offres.

Tout en s’inquiétant des menaces sur la souveraineté de son pays dans la rhétorique de Donald Trump, José Raul Mulino s’est montré sensible aux préoccupations américaines. En 2025, il a notamment retiré le Panama du programme chinois de construction d’infrastructures et d’approfondissement des échanges des « nouvelles routes de la soie ».

La décision de la Cour suprême panaméenne ne peut faire l’objet d’un appel, mais CK Hutchison pourrait tout de même demander des clarifications susceptibles de faire traîner son retrait. Le groupe a dénoncé, vendredi, une « campa-

gne de l’Etat panaméen contre son propre cadre légal et contractuel ». Le ministère des affaires étrangères chinois prévient, de son côté, que Pékin « prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre vigoureusement les droits et intérêts légitimes et légaux des entreprises chinoises ». La ville de Hongkong, bien que disposant d’une monnaie et d’un statut spécial, est sous souveraineté chinoise.

L’expulsion de CK Hutchison des ports du Panama constitue une réussite pour l’administration américaine, qui a fait de la lutte contre les avancées chinoises en Amérique latine l’une de ses priorités. Le combat contre la présence de puissances « non hémisphériques » dans ce que Washington qualifie d’« hémisphère occidental » est au cœur de la stratégie de sécurité nationale de l’administration Trump, présentée au début de décembre 2025.

Celle-ci s’est traduite, dès le 3 janvier, par l’enlèvement à Caracas, par les forces spéciales américaines, du président vénézuélien, Nicolas Maduro, et de son épouse, Cilia Flores, accusés par Washington d’être liés au trafic de drogue, mais aussi d’être trop proches de Pékin et de Moscou. Les Etats-unis n’ont, en revanche, pas détaillé comment ils pourraient contrer l’interdépendance économique qui s’est déjà installée entre l’Amérique latine et la Chine, devenue, au fil des deux dernières décennies, le partenaire commercial le plus important de la plupart des pays de la région. ■

HAROLD THIBAUT

En 2025, la croissance économique européenne s’est améliorée

En dépit des droits de douane de 15 % imposés par Trump, l’activité a résisté dans la zone euro

L’économie européenne confirme sa résilience. En 2025, la croissance de la zone euro s’est élevée à 1,5 %, contre 0,9 % l’année précédente, selon les données publiées, vendredi 30 janvier, par Eurostat, l’institut européen des statistiques. L’Espagne, l’Italie et même l’Allemagne, dont l’économie stagnait depuis trois ans, ont dépassé les attentes des prévisionnistes au quatrième trimestre. Et le taux de chômage de 6,2 %, en baisse de 0,1 point sur un mois, revient à son plus bas niveau de l’histoire de la zone euro.

Ces statistiques sont en partie en trompe-l’œil. Une fois encore, il faut compter l’Irlande à part. En la retirant, la croissance de la zone euro n’est que de 1 % pour 2025, un chiffre qui reflète mieux la réalité. Le petit pays abrite de très nombreuses multinationales américaines, présentes notamment pour des raisons fiscales. Les flux financiers qui y sont enregistrés sont énormes par rapport à la taille de l’économie, et en partie sans lien avec des échanges économiques réels, au point de largement déformer l’ensemble de la croissance européenne.

Il n’en demeure pas moins que les données économiques sont étonnamment robustes. A l’été 2025, le président américain, Donald Trump, a imposé des droits de douane historiques, qui s’élèvent à 15 % sur les biens de l’Union européenne (avec des exemptions notables, dont la

pharmacie et l’aéronautique). Et malgré ces tensions commerciales et géopolitiques, la croissance tourne à peu près à son potentiel, c’est-à-dire le rythme de croisière hors effets de conjoncture. Rien de spectaculaire, mais loin de tout effondrement.

Cette solidité a longtemps caché une Europe à deux vitesses : les pays périphériques, Espagne en tête, étaient en forme ces dernières années, tandis que ceux du « cœur » de l’Europe, en particulier la France et l’Allemagne, l’étaient beaucoup moins. Désormais, des signes de reprises apparaissent là aussi. L’Allemagne a connu une croissance de 0,3 % au quatrième trimestre (pour l’ensemble de 2025, celle-ci est aussi de 0,3 %). *« On n’a pas encore beaucoup de détails mais la demande intérieure est probablement le principal moteur de la croissance du quatrième trimestre, avec de la consommation du secteur privé et du gouvernement »,* explique Tomas Dvorak, du cabinet Oxford Economics.

1,5%

C’est la croissance enregistrée, en 2025, dans l’union monétaire selon les données publiées, vendredi 30 janvier, par Eurostat. Si l’on retire l’Irlande, qui abrite de nombreuses multinationales américaines, en partie présentes pour des raisons fiscales, ce chiffre tombe à 1 %. Dans le détail, le produit intérieur brut français a progressé de 0,9 %, celui de l’Italie de 0,7 %, et celui de l’Allemagne de 0,3 %. En partie portée par le tourisme, l’économie espagnole a, elle, crû de 2,8 %.

Le fameux plan de relance de l’Allemagne, voté en 2025 et qui pourrait dépasser 700 milliards d’euros sur dix ans, s’est longtemps fait attendre. Annoncé par le chancelier conservateur Friedrich Merz dès son élection, en mars, mais adopté formellement seulement en septembre, il ne se déploie que très lentement. Si l’amélioration de la croissance semble indiquer que ses effets ont commencé à se faire sentir, Tomas Dvorak met en garde *« contre une interprétation trop optimiste »,* et estime au contraire que le stimulus restera lent et graduel encore en 2026.

Bonne santé de l’Espagne

Quant à la France, avec 0,9 % de croissance en 2025 (et 0,2 % au quatrième trimestre), elle maintient un rythme médiocre mais réel. Les Français retrouveraient-ils même le moral ? Après deux trimestres de quasi-stagnation, la consommation des ménages a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre. Enfin, l’Italie aussi

montre des signes d’accélération. Sa croissance au quatrième trimestre a atteint 0,3 %, portant l’ensemble de 2025 à 0,7 %.

Du côté des pays périphériques, la bonne santé de l’Espagne continue, avec une croissance de 2,8 % en 2025. Son chômage, qui dépassait 20 % il y a une décennie, a été réduit de moitié. Le pays profite notamment d’une forte immigration d’Amérique latine, qui augmente la force de travail et donc la production totale du pays. Le gouvernement vient d’annoncer un grand plan de régularisation des sans-papiers, qui pourrait concerner entre 500 000 et 840 000 personnes, selon les estimations.

Les autres pays autrefois victimes de la crise de la zone euro affichent également de bons résultats économiques. Le Portugal a connu une croissance de 1,9 % en 2025, et la Grèce – qui reste beaucoup plus pauvre qu’avant la crise commencée en 2009 – devrait être à 2 % (les chiffres définitifs ne sont pas connus).

« Cela étant, la croissance est restée très faible en 2025 », modère Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN Amro Investment Solutions. Il souligne que le secteur manufacturier reste en récession, frappé de plein fouet par les taxes douanières, la forte hausse de l’euro et, auparavant, l’envolée des prix de l’énergie. L’économie européenne est plus résiliente que prévu, pas pour autant dynamique. ■

ÉRIC ALBERT

Les petits patrons déplorent des élus hors-sol

Les petites entreprises reprochent aux organisations patronales de ne pas les défendre et aux dirigeants politiques d'ignorer leur quotidien

Pascal Campourcy est un patron en colère. En 2019, ce chef d'entreprise de 57 ans a relancé la société Laura Todd, une marque de cookies artisanaux créée aux États-Unis au début du XX^e siècle et qui a disparu outre-Atlantique. Son entreprise, qui compte aujourd'hui une centaine de personnes et au chiffre d'affaires proche de 9 millions d'euros en 2025, a ouvert 32 boutiques en France et en Belgique dans un secteur fortement concurrentiel.

« Je suis ce qu'on appelle un petit patron qui se bat tous les jours avec les banques, l'administration, les clients, explique-t-il de sa voix grave à l'accent du Sud-Ouest. Je travaille douze heures par jour, souvent sept jours sur sept. Alors quand j'entends, depuis des mois, les débats sur les impôts des patrons qui profiteraient de la crise, je me dis qu'on est chez les

dingues. Moi, je paie mes impôts comme n'importe qui, je n'ai jamais fait d'optimisation fiscale, et je voudrais simplement pouvoir faire mon métier sans me faire cracher au visage. »

Son ressentiment personnel fait écho à celui, plus large, de nombreux chefs d'entreprise, excédés, depuis 2024, par le ton des débats budgétaires concentrés sur les « ultrariches ». Ces « petits » patrons, essentiels à la santé économique de la France, sont moins visibles et audibles que les « grands » comme Bernard Arnault (LVMH), Patrick Pouyanné (TotalEnergies) ou Carlos Tavares (ancien PDG de Stellantis). Les dirigeants des petites et moyennes entreprises (PME), des très petites entreprises (TPE) ou des entreprises de taille intermédiaire (ETI) forment 99 % du tissu économique tricolore. Un poids considérable avec quelque 3 millions

de TPE (moins de 10 salariés), qui regroupent plus de 5 millions d'emplois, soit davantage que les 4,5 millions de salariés des 250 grands groupes. Les 150 000 PME (entre 10 et 250 salariés) représentent, elles, 4,5 millions d'emplois. Et 3,5 millions d'emplois sont créés par les ETI (entre 250 et 5 000 salariés).

« Il y a une déconnexion des élus, mais aussi du Medef [Mouvement

des entreprises de France], qui ne parlent que de fiscalité à longueur de journée alors que la vie d'un petit patron est occupée par bien d'autres sujets comme l'accès au crédit, le coût de l'énergie, la paperasse administrative », explique Marc Lieutaud, dirigeant de Matrex, une PME de 40 salariés installée dans l'Yonne depuis 1961, qui fabrique des systèmes industriels de convoyage pour l'aéroportuaire, l'agroalimentaire ou l'e-commerce.

Ces entrepreneurs ne se sentent guère concernés, par exemple, par la surtaxe d'impôt sur les sociétés inscrite dans le projet de loi de finances pour 2026 : en effet, elle ne vise que les grands groupes. « La charge de travail liée à l'administratif ou la facture électrique pèsent beaucoup plus lourd dans mon quotidien que [ne va peser pour les grandes entreprises] cette surtaxe », explique Bertrand Brunet, dirigeant de Still-Laser, une tôlerie qui emploie 25 salariés dans les Yvelines.

Climat de défiance
Au-delà de telle ou telle mesure budgétaire, ils reprochent surtout à l'exécutif et aux parlementaires d'avoir installé un climat d'incertitude néfaste pour leurs affaires. « Depuis la dissolution [de l'Assemblée nationale, en juin 2024], Macron nous a mis dans la panade », estime Marc Lieutaud, qui précise avoir « pourtant voté deux fois pour lui, en 2017 et 2022 ». La décision du chef de l'État a eu des conséquences directes sur l'activité de son entreprise. « Notre prise de commandes a chuté de 50 % sur le second semestre de 2024. Et on a connu une année 2025 en dents de scie avec des mois très durs », détaille-t-il.

« J'ai perdu plusieurs clients tombés en cessation d'activité, en particulier dans le secteur automobile très touché parmi les sous-traitants », ajoute Bertrand Brunet. L'année 2025 a été noire pour les défaillances d'entreprises : 68 057 d'entre elles sont entrées en procédure judiciaire, en hausse de 3,5 % par rapport à 2024, qui était déjà une année record.

Ce climat de défiance se mesure dans les enquêtes d'opinion. Le baromètre sur la confiance des PME et ETI, réalisé par le cabinet de conseil Grant Thornton France et publié le 22 janvier, indique que cette confiance a atteint en 2025 « son plus bas niveau depuis mars 2022 ».

« Cet indicateur se retrouve pénalisé par l'accumulation des incertitudes, en particulier l'instabilité gouvernementale et l'absence de visibilité budgétaire. Cela se traduit par un climat d'attentisme pesant durablement sur les

« Depuis la dissolution [de l'Assemblée nationale, en juin 2024], Macron nous a mis dans la panade »
MARC LIEUTAUD
dirigeant de Matrex

décisions des ETI et des PME », souligne l'étude.

Derrière cette colère, de nombreuses petites entreprises estiment qu'elles ne sont pas suffisamment représentées par les organisations patronales, à commencer par le Medef, accusé de ne défendre que les grands groupes. En octobre 2025, celui-ci a dû abandonner son projet d'organiser un grand meeting à Paris contre les mesures fiscales prévues dans le budget, après le refus d'y participer de la Confédération des PME (CPME) et de l'Union des entreprises de proximité (U2P).

« Je ne vois pas pourquoi nous aurions donné un coup de main au Medef, nous ne défendons pas les mêmes intérêts. Le Medef ne se mobilise que pour les grands groupes et pas pour les milliers de TPE », explique Michel Picon, le président de l'U2P.

Une accusation que réfute l'organisation patronale. « Le Medef a des capteurs uniques à travers les 240 000 entreprises [pour environ 12 millions de salariés] qu'il regroupe et pas seulement les 40 du CAC 40. Les grandes entreprises, bien sûr, sont adhérentes, mais on compte également des cohortes de PME et de TPE, et cela absolument dans tous les métiers. C'est une force qui nous donne en temps réel une compréhension à la fois de la conjoncture et du moral des troupes, qui est inégalée », répond son président Patrick Martin.

Dans ce paysage patronal divisé, un collectif nouveau-né donne de la voix depuis la parution, le 6 novembre 2025 dans *L'Express*, d'une tribune signée par plus de 2 000 patrons. Ce mouvement contestataire, intitulé « Trop c'est trop », fédère des dirigeants de PME et d'ETI, avec l'intention de « se faire entendre » des futurs candidats à l'élection présidentielle de 2027, explique son cofondateur Eric Maumy, PDG du groupe de courtage en assurance April (3 000 salariés et 860 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024). « On veut faire entendre la voix des entreprises en complément des autres organisations pa-

tronales », explique l'entrepreneur, qui précise que « "Trop c'est trop" veut défendre tous les chefs d'entreprise qui ont le sentiment d'être des boucs émissaires, et pas seulement les grands patrons les plus riches ».

Le cofondateur du collectif estime que leur mobilisation a permis que « les ETI [aient été] sorties, dans le projet de loi de finance, de la surtaxe d'impôt sur les sociétés ». A quinze mois de la présidentielle, le mouvement a l'intention de « mettre en place des porte-paroles dans les territoires pour continuer à interpeller et alerter les élus locaux et nationaux ».

Et ce sans exclusive politique, alors que l'électorat des petits patrons est de plus en plus sollicité par les partis, à commencer par l'extrême droite et le Rassemblement national (RN). « Nous ne traçons aucune ligne rouge partisane, nous sommes prêts à discuter avec tout le monde. Si demain le RN devait se retrouver aux affaires, il aurait été élu démocratiquement, et les chefs d'entreprise ne pourraient pas l'ignorer », précise Eric Maumy.

Sollicités par LFI
Les petits patrons sont aussi sollicités à gauche, y compris par La France insoumise (LFI), pourtant honnie par une partie du monde entrepreneurial. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon a organisé, samedi 24 janvier à Paris, un colloque réunissant plusieurs organisations patronales dont l'U2P et la CPME, mais aussi la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment et la Confédération nationale de l'artisanat des métiers de service et de fabrication.

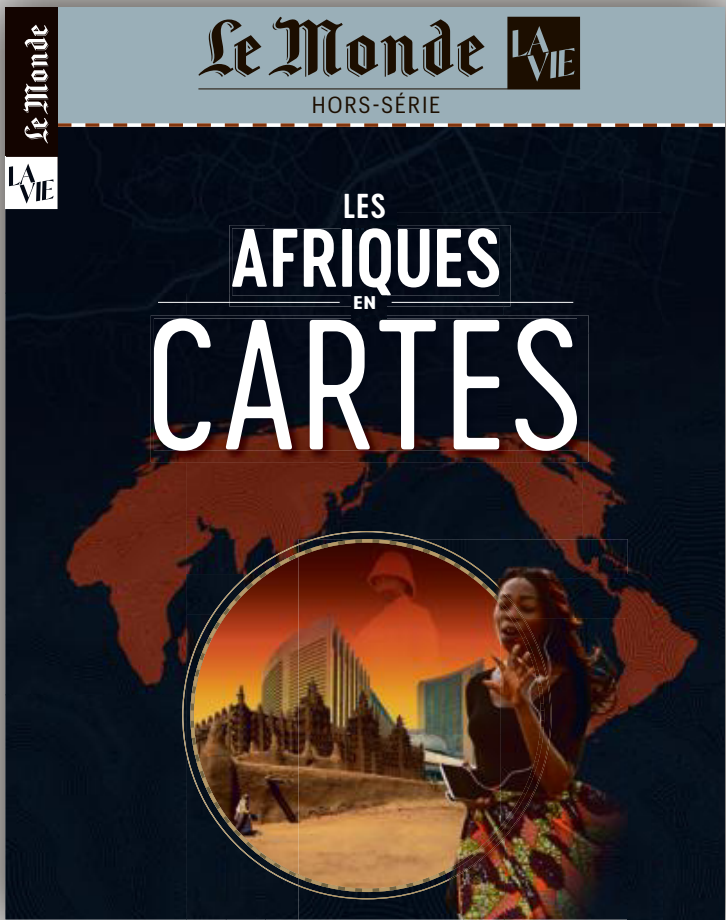
Objectif de cette rencontre inédite : associer les petites entreprises au futur « pacte productif pour la France » que LFI veut présenter à la présidentielle. « Les patrons des petites entreprises sont essentiels à l'économie. Donc, comme on se prépare à gouverner, il est normal qu'on cherche à discuter avec eux », a déclaré à l'occasion Jean-Luc Mélenchon.

Si les divergences entre les parties sont nombreuses – sur le coût du travail ou les nationalisations, par exemple – et les craintes élevées sur le programme économique du parti, les participants ont été alignés sur un sujet : la représentativité patronale dans le dialogue social est jugée trop favorable au Medef. Au point que le groupe parlementaire des « insoumis » à l'Assemblée nationale s'est engagé à porter, en 2026, un texte transpartisan pour changer la loi sur la représentativité patronale. ■

BASTIEN BONNEFOUS



UN HORS-SÉRIE | Le Monde



L'AFRIQUE SANS MASQUE

Elle a porté les premiers pas de l'humanité, vu naître la civilisation pharaonique, de riches royaumes médiévaux... Pourtant, la longue et brillante histoire de l'Afrique est souvent réduite aux temps tragiques de l'esclavage et de la colonisation, ou à ses fléaux : la faim, la guerre, le sous-développement... Balayant les préjugés, cette édition synthétisée privilégiant la cartographie en offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis politiques, économiques, sanitaires, climatiques, démographiques... auquel il est confronté.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 124 PAGES - 14,90 €

C'est une maison mythique dans la bande dessinée: Les Humanoïdes associés, fondés en décembre 1974 par Moebius, Philippe Druillet, Jean-Pierre Dionnet et Bernard Farkas, ont décollé grâce à la revue *Métal hurlant*. Cette comète dans le ciel de la BD a défendu les couleurs de l'expérimentation, de la pop culture et surtout de la science-fiction. Des générations de lecteurs ont collectionné avec dévotion les albums d'artistes parmi les plus influents de leur génération – Jacques Tardi, Enki Bilal, René Pétillon, Alejandro Jodorowsky, Frank Margerin, Chantal Montellier ou François Schuiten.

Ce groupe dirigé par Fabrice Giger, implanté à la fois aux États-Unis et en France, a fêté en 2024 ses 50 ans mais, depuis, les nuages se sont sérieusement accumulés. Qu'on en juge: trois faillites ont été enregistrées, dont une liquidation en France, le 10 juillet 2025, et deux autres, le 13 octobre 2025, aux États-Unis. Un transfert du catalogue et des actifs a été effectué en Suisse dans une nouvelle structure, Humanoids Studios SA, créée le 9 octobre. Pour repartir comme si rien ne s'était passé. *Métal hurlant* a ainsi pu poursuivre sans encombre sa parution trimestrielle.

Comment, malgré ce feuilleton à rebondissements des deux côtés de l'Atlantique, l'empire peut-il renaître de ses cendres? Dans ce dossier, les principaux intéressés ne peuvent pas prendre la parole ouvertement puisque des procédures judiciaires sont toujours en cours. Il faut s'en tenir aux écrits. Fabrice Giger, dans un e-mail du 17 octobre 2025, a voulu rassurer les auteurs de *Métal hurlant*: la revue trimestrielle reste bel et bien « notre centre de gravité et notre laboratoire d'expérimentation », affirme-t-il. Six salariés ont été réembauchés par Fiction Labs, une société basée à Paris, qui est « devenue prestataire de la société suisse Humanoids Studios », précise Adrien Vinay, éditeur et rédacteur en chef adjoint Les Humanoïdes Associés-*Métal hurlant*. La cadence de publication des albums est restée identique, entre 20 et 30 nouveautés par an, avec de beaux succès comme la série *Carthago*, écrite par Christophe Bec.

NOMBREUX DÉGÂTS FINANCIERS

Tout n'est peut-être pas réglé pour autant. « On est un peu dans une confusion générale », commente Isabelle Giraud, directrice de Moebius Production, veuve de Jean Giraud (Moebius, 1938-2012), l'un des fondateurs historiques et auteurs stars des Humanoïdes associés. « Le transfert de la société s'est effectué sans que nous soyons prévenus. La preuve de la vente effective de l'ensemble du catalogue et des actifs est difficile à appréhender », déplore-t-elle.

A ses yeux, cette opération « pose un vrai souci de défense du droit des auteurs ». Alors même que Moebius Production avait rétabli des liens avec *Métal hurlant* pour les 50 ans de la revue en acceptant de céder des droits anglais non exclusifs de dessins de Moebius en 2024, elle aurait « probablement suspendu ces nouveaux accords contractuels » si elle avait « su ce qui se préparait, ou du moins demandé des garanties supplémentaires ».

De fait, ces faillites, des deux côtés de l'Atlantique, ont fait, en cascade, de nombreux dégâts financiers. Aux États-Unis, la société Humanoids Corp, située pour des raisons fiscales dans le Delaware, et sa filiale à 100 % Humanoids Inc, basée en Californie, ont toutes deux été placées



Lors de l'exposition « Métal Hurlant. Embarquement immédiat », au Musée de la bande dessinée de Bruxelles, le 27 novembre 2025. MAX LOHEST/BELGA/ICONSPO

PLEIN CADRE

BD : la triple faillite des Humanoïdes associés

Malgré des liquidations judiciaires en France et aux États-Unis, « Métal hurlant » devrait continuer à paraître. Dans le même temps, les créanciers espèrent toujours être remboursés

Le copropriétaire d'Humanoids Corp demande une réparation du dommage de 10 millions de dollars

sous chapitre VII de la loi américaine sur les faillites – ce qui correspond à une liquidation en droit français. Humanoids Corp avait été créée pour développer des adaptations audiovisuelles et cinématographiques d'albums de bande dessinée à Hollywood. Elle était codétenue depuis 2019 par Primer Entertainment, une société dirigée par David Jourdan, un Français installé à Los Angeles.

Tout était censé marcher sur des roulettes. En novembre 2021, le magazine américain *Deadline* avait annoncé en fanfare la prochaine adaptation cinématographique de *L'Incal*, dessiné par Moebius et scénarisé par Alejandro Jodorowsky. Un projet alors confié au scénariste néo-

zélandais Taika Waititi – qui avait remporté l'Oscar du meilleur scénario adapté en 2020 pour *Jojo Rabbit*. Cette initiative – les rocambolesques aventures du minable détective privé John Difool qui sauve deux galaxies – n'a pourtant jamais réussi à voir le jour.

Les deux associés, Fabrice Giger et David Jourdan, ont financé de multiples développements de projets mais se sont heurtés d'abord à la pandémie de Covid-19 puis à la grève des scénaristes d'Hollywood. De quoi sérieusement freiner leurs ambitions. Les choses se sont envenimées, chacun accusant l'autre de ne pas avoir respecté ses obligations. Au point où, quitte à tout perdre, Primer Entertainment a demandé,

en 2024, une procédure d'arbitrage au cabinet californien Judicial Arbitration and Mediation Services pour trancher le conflit qui l'opposait à Humanoids Corp.

David Jourdan aurait reproché à Fabrice Giger de négocier dans son dos un contrat d'adaptation cinématographique. Le temps de démêler ce différend, le cabinet d'arbitrage a interdit à Humanoids Corp de signer tout accord avec les studios ou les plateformes de streaming. Ce gel total des affaires a précipité la faillite. Selon la cour des faillites du Delaware, les créances d'Humanoids Corp – qui ont été dévoilées par *Actualité* – s'élevaient, fin novembre 2025, à 18 millions de dollars (15,45 millions d'euros) pour des actifs

inexistants. Sur ce total, Primer Entertainment demande la réparation du dommage le plus important, de 10 millions de dollars.

Le constat est assez similaire pour l'autre société américaine dans la tourmente, Humanoids Inc: ses actifs déclarés sont inexistant, ils ne pèsent que 100,95 dollars alors que son passif s'élève à 23 millions de dollars. Ce qui inquiète le juge américain. Il a contesté l'absence d'actifs au sein d'Humanoids Inc en novembre 2025 et tente d'en récupérer pour dédommager les créanciers.

MARCHÉ AMÉRICAIN EN REPLI

La chute d'Humanoids Inc a été précipitée par les difficultés financières du distributeur de bande dessinée américain Diamond Comic Distributors Inc, placé en redressement judiciaire en janvier 2025. Cette entreprise détenait le monopole de la distribution des points de vente spécialisés en bande dessinée aux États-Unis. Ses déboires ont pénalisé plus d'une trentaine d'éditeurs, d'autant plus que les stocks d'albums consignés dans un entrepôt du Mississippi auraient disparu. Humanoids Inc a ainsi perdu 43 000 exemplaires d'albums. Après des années florissantes, le marché de la bande dessinée s'est également contracté aux États-Unis et, comme partout dans le monde, le nombre d'exemplaires vendus de chaque album a tendance à s'étioler.

Parmi ces derniers figurent des imprimeurs français comme Polina, Roto France, Aubin ou l'espagnol Estellaprint, mais aussi le Bureau international de l'édition française (rebaptisé « France Livre »), le groupe d'édition Humensis, les Editions Mosquito ou encore l'entreprise de restauration parisienne La Chope. Soit plus de 131 000 dollars de créances au total. Dans cette faillite d'Humanoids Inc, Fabrice Giger – qui possède aussi sa société holding au Luxembourg – a préservé ses intérêts: ses dettes et celles de sa mère (496 000 dollars au total) sont sécurisées, contrairement à celles des autres créanciers. Ce qui n'a pas échappé au juge américain. ■

N. V.

NICOLE VULSER

La maison d'édition La Boîte à bulles, victime collatérale

CERTAINS RACHATS se révèlent de vrais flops. Vincent Henry, créateur de la maison d'édition La Boîte à bulles en 2003, a publié au fil des années plusieurs centaines d'albums de BD. En 2017, il cède l'entreprise à laquelle il a voué sa vie à Humanoids Inc, présidé par Fabrice Giger, en espérant se développer, arriver sur le marché américain et diversifier ses albums dans l'audiovisuel. Le prix, presque inespéré pour le vendeur, est fixé à 557 000 euros. Aujourd'hui, Vincent Henry est ruiné.

Son erreur? Avoir vendu à crédit son entreprise, basée à Tours (Indre-et-Loire). Fabrice Giger n'a versé que 41 000 euros lors de l'acquisition. Les 516 000 euros restants ne seront jamais payés. Un sérieux différend a opposé les deux hommes, chacun s'accusant de tous les maux.

Tout commence au moment où La Boîte à bulles, peu ou prou bénéficiaire depuis sa création, commence à perdre de l'argent en 2022. L'année suivante, selon *Libération*, Fabrice Giger reproche à Vincent Henry de ne pas avoir atteint l'objectif qu'il lui avait fixé: doubler son chiffre d'affaires pour parvenir au seuil de 1 million d'euros. Il lui fait aussi porter l'échec de l'opération commerciale des vingt ans de La Boîte à bulles.

Sous procédure de sauvegarde

En janvier 2025, Vincent Henry n'est plus, à sa demande, président de La Boîte à bulles. Il travaille, en effet, de plus en plus pour les autres sociétés du groupe, Métal Hurlant et Humanoïdes associés, en signant par exemple de nouveaux auteurs comme Chabouté ou Lewis Trondheim.

Toutefois l'état financier de La Boîte à bulles empire. A tel point que l'entreprise est placée sous procédure de sauvegarde le 22 avril 2025. Et toutes les dettes accumulées auprès de la société Sparkling SAS, présidée par Fabrice Giger, sont dans la foulée converties en capital.

En septembre 2025, le comité de restructuration d'Humanoids Inc propose à Vincent Henry de reprendre La Boîte à bulles en lui donnant neuf jours de réflexion. Faute d'accès aux documents financiers nécessaires pour se décider, il ne donne pas suite. A cinq ans de la retraite, Vincent Henry, licencié avec son accord en août 2025, estime avoir tout perdu, sa maison d'édition et le fruit de la vente. Un goût particulièrement amer. ■

Liban-Syrie

La quête d'un nouveau départ

Beyrouth cherche à construire une relation sur un pied d'égalité avec le nouveau pouvoir en place à Damas. Si le rapprochement est enclenché, il reste lent. Les contentieux du passé nourrissent une méfiance que les deux voisins s'efforcent de dépasser

BEYROUTH - correspondance

Le Haut Conseil de coopération syro-libanais est un vestige du passé. Une incarnation de la tutelle qu'a exercée la Syrie sur le Liban pendant quinze ans, de 1990, année de la fin de la guerre civile au pays du Cèdre, jusqu'au retrait des troupes de Damas, en 2005. Malgré l'ouverture d'ambassades dans les deux pays, en 2008, l'ancien régime syrien n'avait jamais voulu dissoudre cette instance, basée à Damas. Les nouvelles autorités syriennes ont reconnu la mort clinique de cette institution devenue une coquille vide, mais elles n'ont pas pour autant enterré ce symbole douloureux, comme le souhaite pourtant le gouvernement de Beyrouth.

Plus d'un an après la chute du régime de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, les relations entre le Liban et la Syrie sont un peu à l'image de ce dossier : des sujets sensibles sont enfin abordés, mais les progrès restent lents. Le Liban a fait du dialogue amorcé avec son voisin une priorité. Après plus d'un demi-siècle de relations «*problématiques*» avec la Syrie sous le règne des Al-Assad (1970-2024) – une formule pudique de Tarek Mitri, vice-premier ministre libanais chargé des liens avec Damas –, Beyrouth veut ouvrir une nouvelle page et développer une relation sur un pied d'égalité.

Quand bien même la phase post-Assad reste incertaine, les autorités libanaises font le pari que le temps des ingérences mortifères de la Syrie est révolu. Damas a exercé une longue hégémonie dans le pays du Cèdre, en montant les communautés les unes contre les autres, notamment durant la guerre civile, à partir de 1976.

M. Mitri, qui entretient des contacts officiels et officieux avec l'équipe d'Ahmed Al-Charaa, le président syrien de transition, décrit une atmosphère d'«*amitié réelle*» avec les nouveaux dirigeants au pouvoir à Damas. Selon lui, ces derniers sont, eux aussi, «*désireux d'établir une nouvelle relation syro-libanaise basée sur la confiance et le respect mutuel*». Ils conservent toutefois une profonde animosité envers le Hezbollah, en raison du soutien militaire crucial qu'il a apporté au régime Al-Assad, de 2012 à sa chute, en 2024. Le mouvement a participé à certaines des pages les plus noires du conflit syrien, comme le siège de Daraya et Mouadamiyat Al-Cham, des banlieues de Damas, entre 2012 et 2016.

Malgré les bonnes intentions affichées de part et d'autre de la frontière, de nombreux obstacles persistent. Il faut apurer les contentieux du passé, désamorcer les méfiances encore présentes, et déjouer les risques de rivalité futurs. C'est dans cette perspective que le premier ministre libanais, Nawaf Salam, s'est rendu à Damas en avril 2025, et qu'Assad Hassan Al-Chibani, le chef de la diplomatie syrienne, fidèle d'Ahmed Al-Charaa, a visité Beyrouth en octobre 2025. Un rapprochement guidé par le pragmatisme davantage que par les sentiments. Si le Liban et la Syrie, outre leur proximité géographique, ont en commun de vivre un moment de très fragile transition, deux régimes politiques fort différents y sont installés.

« UN TREMBLEMENT DE TERRE RÉGIONAL »

En Syrie, Ahmed Al-Charaa, ancien chef djihadiste, centralise le pouvoir avec sa garde rapprochée, formée dans ce qui fut l'enclave rebelle d'Idlib, dans le coin nord-ouest du pays. Tout est à reconstruire : l'Etat, ses institutions, le tissu économique et les relations entre les communautés religieuses. Au Liban, une direction à deux têtes a émergé simultanément. D'un côté, le président, Joseph Aoun, l'ancien chef de l'armée, celle-là même qui, pendant la décennie 2010, a combattu les in-

filtrations du Front Al-Nosra, le groupe armé dirigé par Ahmed Al-Charaa (sous le nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani) qui fut affilié à Al-Qaida, avant de rompre avec la nébuleuse djihadiste et de prendre le nom de Hayat Tahrir Al-Cham.

De l'autre côté, le chef du gouvernement, Nawaf Salam, juriste international aux ambitions réformatrices. Leur intronisation, début 2025, a été rendue possible par l'affaiblissement du Hezbollah, symbolisé par l'assassinat de son chef, Hassan Nasrallah. Un stratège et orateur de premier plan, mort le 27 septembre 2024, dans les gigantesques frappes sur son bunker de la banlieue sud de Beyrouth, en ouverture d'une offensive israélienne de deux mois.

Nombre d'observateurs le soulignent : le coup porté durant cette guerre au Hezbollah, dont le rôle fut prépondérant pendant plus de quinze ans, a constitué un véritable séisme politique dans le pays, avant d'avoir un effet domino sur la région. Mis K.-O. par les bombardements israéliens, le mouvement chiite libanais n'a pas pu réagir à l'offensive éclair des rebelles islamistes en Syrie, commencée le 27 novembre 2024, premier jour du cessez-le-feu au Liban – un arrêt des combats à sens unique, puisque l'Etat hébreu n'a jamais cessé ses frappes. Alors que Bachar Al-Assad s'enfuyait en catastrophe vers Moscou, et qu'Ahmed Al-Charaa entrait dans Damas, le Hezbollah était contraint de rapatrier ses forces déployées depuis plus d'une décennie en Syrie.

«*La mort d'Hassan Nasrallah a causé un tremblement de terre régional, dont Bachar Al-Assad a payé le prix*», explique l'analyste politique libanais Khaldoun El-Charif. *Sa chute a mis fin à l'axe pro-iranien, en coupant les liaisons entre Téhéran et ses alliés au Moyen-Orient.* » Le couloir syrien, qui permettait au Hezbollah de s'approvisionner en armes, est désormais coupé. L'Arabie saoudite, parrain historique du Liban, qui s'était désengagée du pays depuis dix ans, en signe de protestation contre l'omnipotence du parti-milice chiite, est redevenue le principal acteur étranger sur la scène politique locale, de concert avec les Etats-Unis. L'Iran continue d'exercer une influence, mais amoindrie.

Le changement de pouvoir en Syrie n'a pas eu d'impact majeur au Liban : depuis les années 2013-2015, phase de montée en puissance de la rébellion anti-Assad, le poids de Damas dans les affaires du pays du Cèdre avait considérablement réduit, au profit du Hezbollah. Nul n'a trouvé à redire au fait que, à l'été 2025, l'autoroute reliant Beyrouth à son aéroport a été débaptisée, perdant le nom de Hafez Al-Assad, le père de Bachar Al-Assad, pour celui de l'artiste libanais Ziad Rahbani, décédé juste avant. Bien peu se rappelaient, du reste, que cet axe portait le nom de l'ancien dictateur syrien.

La transition en Syrie a aussi enclenché un «*processus de relance de la vie politique sunnite, après une longue période de marginalisation*», note Joseph Bahout, directeur de l'Institut Issam Farès à l'Université américaine de Beyrouth. Cette période avait débuté avec l'assassinat, en février 2005, de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, imputé au Hezbollah et à son protecteur syrien. Mais ce réveil ne s'est pas encore traduit par l'émergence d'un nouveau leader sunnite au Liban.

De nombreux Libanais ont éprouvé de la joie, en voyant disparaître, en décembre 2024, un régime honni, qui avait mis leur pays en coupe réglée. Mais ce soulagement a vite été rattrapé par des lectures communautaires. Certains se demandent si le pouvoir syrien, jadis monopolisé par la minorité alaouite et désormais acquis à la majorité sunnite, se montrera à son tour sectaire. L'appartenance confessionnelle et politique des interlocuteurs pèse souvent sur leur approche.

COOPÉRATION SÉCURITAIRE

Ainsi, à la chute de Bachar Al-Assad, des scènes de liesse se sont déroulées dans des zones à majorité sunnite, comme la ville de Tripoli. «*De nombreux sunnites sont doublement contents : pour eux, Bachar Al-Assad était l'oppressur de leurs coreligionnaires en Syrie, et Ahmed Al-Charaa est hostile au Hezbollah, qu'ils détestent en raison de son hégémonie passée*», résume un analyste politique. *Beau-coup de chiïtes, de chiïtes, de chrétiens ou de Druzes ont peur, en revanche, que le pouvoir aux mains de la majorité sunnite à Damas se transforme en menace.* »

Cette inquiétude est renforcée par le caractère islamiste de la nouvelle direction syrienne, et par les affrontements et les massacres qui ont eu lieu dans les régions alaouites, en mars 2025, et druzes, à l'été 2025. Le cardinal Béchara Rai, le patriarche maronite, à la tête de la plus grande communauté chrétienne au Liban, a affirmé que «*la nouvelle Syrie s'est révélée être un Etat islamiste, alors qu'avant elle ne l'était pas. Les non-musulmans n'y ont pas de place*». Un responsable libanais précise : «*Même les partis chrétiens qui étaient anti-Assad, comme les Forces libanaises de Samir Geagea, ne peuvent pas pavoiser : ils savent que les chrétiens ne sont pas très à l'aise face à l'attitude douteuse du nouveau régime envers les minorités.* »

Le chef druze Walid Joumblatt est le seul membre de l'ancien front «*antisyrrien*» – une coalition hétéroclite d'ex-alliés et d'opposants du régime Assad formée en 2005 – à s'être rendu à Damas depuis le changement de pouvoir. Il y a rencontré Ahmed Al-Charaa et a tendu la main à la majorité sunnite. Il s'agissait pour lui de rejeter le concept d'«*alliance des minorités*», sur lequel s'est appuyé Hafez Al-Assad, et que promeut aujourd'hui le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou. «*Par le passé, cette alliance a coûté très cher au Liban : exclusion d'une partie de la société, domination, assassinats*», expliquait le chef druze au Monde fin 2025, déplorant que «*des Libanais refusent de voir que la fin des Al-Assad a signifié la fin de plus de cinquante ans d'oppression en Syrie*». Lui parie sur la «*nécessité de bâtir des relations positives avec le nouveau régime syrien*». Mais sa ligne ne fait pas consensus parmi les Druzes.

Joseph Bahout pointe, parmi les motifs d'incompréhension, le fait que «*beaucoup de Libanais ne savent pas vraiment ce qui se passe sur le terrain en Syrie et n'ont pas le désir de comprendre ce qu'est la société syrienne aujourd'hui*». D'où des lectures assez figées. «*Certains affichent une admiration sans bornes pour Al-Charaa. D'autres sont dans l'excès inverse, ne voyant dans les nouvelles autorités que des barbus qui ont du sang sur les mains*», ajoute-t-il, assis dans un café de Badaro, un quartier de Beyrouth dont l'essor a com-

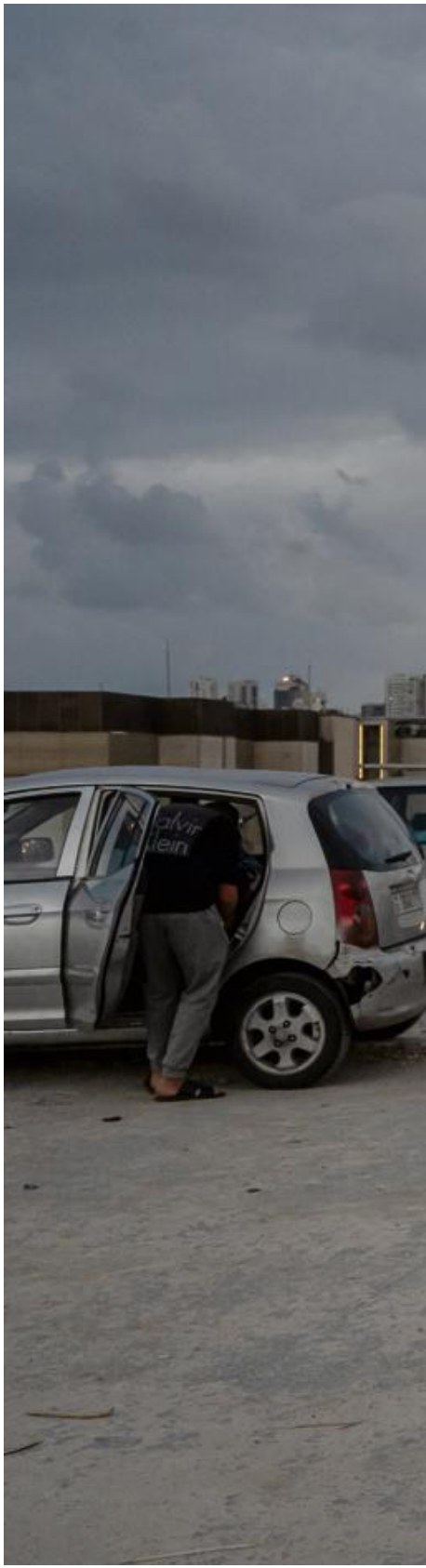
mené dans les années 1960, à l'arrivée d'une bourgeoisie syrienne fuyant les nationalisations des débuts de l'ère baassiste. Un rappel de l'histoire entrelacée, bien que divergente, des deux peuples.

Le passé pèse aussi. C'est ce que Tarek Mitri, le vice-premier ministre, appelle l'héritage d'une «*mémoire blessée*». «*Des Libanais sont persuadés que, quel que soit le régime à Damas, ses visées ne changeront pas beaucoup, parce que, dans la mémoire syrienne, le Liban [l'Etat du Grand Liban a été créé par la France en 1920] est né d'une amputation de la Syrie. Mais je ne pense pas que cette mémoire soit toujours vive en Syrie*», souligne-t-il. Hafez Al-Assad avait eu une formule restée célèbre : «*Un même peuple, deux Etats.* »

Toutes ces méfiances n'ont pas empêché le gouvernement libanais d'aller de l'avant. L'ouverture de canaux de communication a déjà produit quelques résultats tangibles. La coopération sécuritaire s'est intensifiée le long de la frontière syro-libanaise, qui fut pendant longtemps le théâtre de multiples trafics. Les contacts ont permis une désescalade lors des affrontements qui s'y sont produits, quand bien même l'armée libanaise n'est pas très à l'aise avec ses nouveaux homologues, en raison des combats qui l'ont opposée aux islamistes syriens au Liban, notamment en 2014.

Le retour des réfugiés syriens, un sujet qui empoisonne le débat politique libanais depuis des années, et qui représente un défi structurel pour le pays, s'est amorcé : sur le 1,5 million de déplacés que recensait Beyrouth avant la chute de Bachar Al-Assad, 500 000 ont repris la route de la Syrie. «*Dès le début, nos interlocuteurs syriens ont manifesté le désir de voir revenir la diaspora, pour qu'elle participe à la reconstruction du pays*», indique Tarek Mitri. Beyrouth facilite ces départs avec l'appui des Nations unies.

Mais, sur d'autres dossiers, les priorités divergent. Sans le formuler aussi directement, les autorités de Damas font du transfert de plusieurs centaines de prisonniers islamistes syriens incarcérés au Liban un préalable à d'autres avancées. Le dossier est éminemment sensible : certains de ces détenus ont





Des familles de déplacés syriens, installées près de la plage de Ramlet El-Baïda, à Beyrouth, en octobre 2024.

ADRIENNE SURPRENANT/
MYOP POUR « LE MONDE »

été condamnés pour avoir combattu l’armée libanaise, l’une des rares institutions jouissant d’un soutien populaire.

Le président libanais, Joseph Aoun, ancien chef de l’armée, partage toutefois la volonté du premier ministre, Nawaf Salam, de trouver une entente avec Damas. Les deux pays pourraient signer une convention judiciaire début février. Elle ouvrirait la voie au transfert de 300 prisonniers syriens, qui ont déjà été jugés et ont passé dix ans derrière les barreaux.

FIXER LA FRONTIÈRE

La démarcation officielle de la frontière est l’une des fortes attentes de Beyrouth. Le régime des Al-Assad avait toujours refusé de clarifier le tracé, resté flou depuis l’époque du mandat français (1920-1943 pour le Liban ; 1920-1946 pour la Syrie) : une façon de maintenir l’ambiguïté sur la souveraineté libanaise. La partie syrienne s’est montrée ouverte, mais sans empressement. Elle a signifié à ses interlocuteurs libanais, à qui la France a remis des cartes de la période mandataire, qu’elle souhaitait que ce travail soit mené en tête à tête, sans l’implication d’autres pays, et particulièrement sans celle de la France. Cette réticence s’explique sans doute par l’histoire : la façon dont Paris a participé au démembrement du territoire syrien. En plus du Liban, la puissance mandataire française a amputé la Syrie du sandjak d’Alexandrette, offert à la Turquie à la fin des années 1930.

Le règlement doit d’abord aborder quelques points litigieux, dans la zone du nord-est du Liban. Celui du statut des « fermes de Chebaa », un territoire à l’extrémité sud, à la souveraineté disputée et occupé depuis 1967 par Israël, viendra plus tard. Ce sont des militaires, côté libanais, qui planchent aujourd’hui sur les cartes.

Beyrouth mise aussi sur un rapprochement économique, dans l’espoir que l’afflux d’investissements espéré en Syrie, pour financer la reconstruction, profite également aux entrepreneurs libanais. Il faudra pour cela que les restrictions à la frontière (obligation, notamment, de produire un justificatif de séjour) s’assouplissent : en rétorsion à cel-

les prises en 2015 par le Liban – qui devaient permettre de contrôler l’afflux de réfugiés, mais furent considérées comme humiliantes par de nombreux Syriens –, Damas a imposé, dès la fin de l’année 2024, des mesures similaires. Le pari fait par Beyrouth est logique. Les deux pays ont souvent été décrits comme le poumon l’un de l’autre.

Coupé de la Syrie, le Liban est isolé, puisqu’il n’entretient aucune relation avec son seul autre voisin, Israël. Le pouvoir libanais avait d’ailleurs planché, dès 2018, sur un réengagement en Syrie dans la perspective de la reconstruction du pays. Mais ces plans étaient restés lettre morte, en raison de l’hostilité d’une partie des formations politiques libanaises à toute reprise du dialogue avec le régime de Bachar Al-Assad, et des pressions américaines pour maintenir ce dernier dans l’isolement.

Ce rapprochement s’inscrit dans un mouvement plus vaste de désenclavement de la Syrie. Ahmed Al-Charaa a obtenu la levée des sanctions tant européennes qu’américaines qui pesaient sur le pays depuis des décennies. Pour le Liban, aller à l’encontre de cette dynamique signifierait s’isoler à son tour. En outre, « tant les Etats-Unis que l’Arabie saoudite ou le Qatar souhaitent que des relations d’Etat à Etat se consolident entre Beyrouth et Damas », explique un responsable libanais. Riyad, à qui la nouvelle donne dans les deux capitales a offert un plus grand rôle politique et économique sur la scène régionale, souhaite stabiliser la Syrie. Le Qatar a promis d’aider au rapatriement de 100 000 réfugiés syriens depuis le Liban, sujet qu’il sait sensible pour le pays du Cèdre.

Dans l’attention portée par la communauté internationale à la Syrie depuis décembre 2024, il y a une forme de renversement historique : le Liban a longtemps été le chouchou des bailleurs de fonds et des chancelleries occidentales et arabes, en particulier dans les années 1990-2010, période durant laquelle la Syrie des Al-Assad était mise à l’index. Mais, depuis son accession au pouvoir, Ahmed Al-Charaa a engrangé des résultats impressionnants en politique étrangère, en obtenant une reconnaissance internationale,

« BEAUCOUP DE LIBANAIS NE SAVENT PAS VRAIMENT CE QUI SE PASSE SUR LE TERRAIN EN SYRIE »

JOSEPH BAHOUT
directeur de l’Institut
Issam Farès, à l’Université
américaine de Beyrouth

la suspension ou la levée des sanctions et des promesses d’investissement massif en provenance des pays du Golfe. Le Liban, lui, reste sous forte pression occidentale et arabe pour désarmer le Hezbollah. Cette dynamique inversée ne va pas sans provoquer des jalousies au pays du Cèdre.

Certains analystes craignent que le pouvoir syrien, fort du soutien des Etats-Unis, ne s’estime en position de force vis-à-vis de Beyrouth. Plusieurs déclarations tonitruantes de l’envoyé spécial américain, Tom Barrack, ont suscité un tollé au Liban. Comme lorsqu’il a déclaré, à l’été 2025, que, si Beyrouth n’entreprenait pas de changement majeur – une référence probable à la mise au pas du Hezbollah et à l’ouverture de négociations politiques avec Israël souhaitées par les Etats-Unis, qui parrainent déjà des discussions sécuritaires directes entre l’Etat hébreu et la Syrie –, le pays risquait de « retourne[r] au Bilad Al-Cham ». L’appellation historique de la grande Syrie, espace politico-culturel qui englobait, outre le territoire de la Syrie actuelle, celui du Liban, de la Palestine et de la Jordanie. « Les Syriens disent que le Liban est leur station balnéaire. Il faut donc agir », a ajouté M. Barrack, laissant planer l’hypothèse d’une nouvelle tutelle et le spectre d’une réouverture des plaies du passé.

ANKARA POUR DÉSAMORCER LES TENSIONS

Le nouveau pouvoir syrien, lui, ne manifeste pas de visées expansionnistes sur le Liban : il est soucieux de sa survie politique, de l’extension de son autorité sur l’ensemble du territoire, et de l’établissement d’une stabilité interne. Il est accaparé, depuis début janvier, par l’offensive qu’il a lancée contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie.

Néanmoins, de part et d’autre, la vigilance reste de mise. Le changement de régime puis les violences meurtrières dans la région côtière alaouite ont entraîné un afflux au Liban de nouveaux réfugiés syriens – environ 115 000. « Si les problèmes confessionnels devaient s’aggraver en Syrie, cela risquerait d’influer sur le Liban », estime le responsable libanais cité plus haut. Pour sa part, Damas ne veut pas que le pays du Cèdre devienne la

base de lancement d’opérations de subversion. Le pouvoir syrien a annoncé, fin décembre 2025, avoir arrêté d’anciens officiers de l’époque Al-Assad, qui tentaient de rentrer clandestinement en Syrie depuis le Liban. La présence de *fouloul* (partisans de l’ancien régime) sur le territoire libanais fait l’objet de discussions entre les services de sécurité des deux pays.

A travers la Turquie, autre soutien important de Damas, des canaux de discussion ont été ouverts entre les nouvelles autorités syriennes et le Hezbollah. Les deux parties se craignent mutuellement, et Ankara aurait cherché à désamorcer les tensions. Le Hezbollah avance comme une justification au maintien de ses armes la nécessité de faire face à un potentiel front syrien.

Damas, pour sa part, lie les difficultés sur le dossier du transfert des détenus à une influence du Hezbollah, ce que dément le gouvernement libanais. Son autre sujet de préoccupation est que le mouvement chiite puisse participer à des manœuvres de déstabilisation. Selon une source proche du Hezbollah, la communication à travers la Turquie est restée à un stade très limité, et la suite dépend d’Ankara.

Bien d’autres inconnues, liées au contexte régional et international, pèsent sur le devenir des relations syro-libanaises. Parmi ces facteurs figure l’hypothèse d’une offensive américaine contre l’Iran et d’un vaste conflit régional, ainsi que l’interventionnisme de l’Etat hébreu, qui poursuit ses bombardements au Liban, disant y viser le Hezbollah. Côté syrien, des soldats israéliens sont toujours déployés dans la zone démilitarisée du Golan, au-delà de la ligne de démarcation de 1974, entre la partie de ce territoire syrien occupé et le reste de la Syrie.

L’Etat hébreu regarde avec scepticisme les deux pouvoirs, celui de Beyrouth parce qu’il le juge faible, celui de Damas parce qu’il craint qu’il devienne fort et se méfie de sa matrice islamiste. Dans ce cadre incertain et périlleux, les autorités syriennes et libanaises poursuivent un exercice difficile : apprendre à se connaître. ■

LAURE STEPHAN

1 1923 | Le partage mandataire

Carte du Mandat Français pour la Syrie et le Liban. La carte illustre les frontières du mandat, qui s'étendait de la Méditerranée jusqu'au plateau du Golan et à l'Émirat de Transjordanie. Les villes principales indiquées sont Damas, Nabatyé, Tyr, Naqoura, Acre, Haïfa, Nazareth et Doigt de Gallée. Les régions géographiques marquées sont le Plateau du Golan, le Lac de Tibériade, et la région de Doigt de Gallée. La carte est divisée en zones colorées : orange pour le mandat français, vert pour le mandat britannique de Palestine, et rose pour l'Émirat de Transjordanie. Des fleuves comme le Litani et le Jourdain sont également représentés.

2 1978 | L'invasion israélienne

3 1982 | Le début de l'occupation israélienne

Exil de l'OLP et de son leader, Yasser Arafat, vers Tunisie

LIBAN

Beyrouth

Sabra

Chatila

Salda

1983

Marjayoun

Nabatieh

Tyr

Naqoura

Israël

Plateau du Golan

Damas

SYRIE

Acre

Litani

2000 | Le retrait et la « ligne bleue »

5 2006 | La « guerre des 33 jours »

Carte de la région du Liban et du Golan, montrant les zones de conflit et les positions militaires. La carte est divisée en trois zones principales : le Liban (vert), Israël (bleu) et la Syrie (jaune). La zone de conflit est indiquée par une zone hachurée le long de la frontière libano-Israélienne. Les positions militaires sont marquées par des symboles : des triangles blancs pour les positions israéliennes et des triangles noirs pour les positions libanaises. Les lieux mentionnés sont : Nabatieh, Tyr, Naqoura, Bint Jbeil, Kiryat Shmona, Kuneitra, et le Plateau du Golan. La mer Méditerranée est représentée à l'ouest, avec l'étiquette "Blocus maritime". Le fleuve Litani est également visible.

7 Aujourd'hui : l'« occupation technologique »

Drones

Entrave

à la reconstruction

Destruction des engins de chantier déployés par

Missions de

reconnaissance

Opérations

psychologiques

Diffusion de tracts
ou de messages par

Collecte

de renseignements
Interception des fréquences
des appareils à proximité (GPS,

« **Ligne bleue** »
Délimitation établie par
l'ONU en 2000, fait office
de frontière entre les
deux pays

**Position militaire
israélienne**
Maintenue après le retrait,
en violation
du cessez-le-feu.

Village libanais détruit, zone tampon de facto
Accès interdit aux résidents, démolition systématique des infrastructures civiles (routières, hydriques...)

Localité
israélienne

Finul (ONU)
e force, avec l'armée
anaise, autorisée
u sud du Litani,
on le cessez-le-feu

LIBAN, sud du Litani

Sources : Amnesty International, 2025 ; P. Blanc, « L'enjeu hydropolitique au cœur des relations israélo-libanaises », *Liban, une guerre de 33 jours*, La Découverte, 2007 ; D. Meier, « Au Sud-Liban, la Blue Line comme marqueur du post-conflit ? », *L'Espace politique*, 2017 ; « An Automated Occupation in South Lebanon », Carnegie Endowment for International Peace, 2025 ; PASSIA ; Alma Research and Education Center ; rapports de la Finil : données sur les destructions au Liban, d'après l'analyse des données satellitaires par C. Scher (CUNY Graduate Center) et J. Van Den Hoek (Oregon State University) ; Aclé : ISW ; AFP ; *Le Monde*

Infographie Le Monde : Francesca Fattori, Victoria Denys et Xemartin Laborde

ENTRETIEN

Professeure d'histoire contemporaine à Sciences Po, Sabine Dullin est spécialiste de la Russie et de l'Union soviétique. Elle a notamment publié *L'ronie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire (1853-1991)* (Payot, 2021). Son dernier ouvrage, *Réflexions sur le despotisme impérial de la Russie* (Payot), est paru en 2025.

L'une des constantes de l'impérialisme russe, au fil des âges, est de se présenter comme un anti-impérialisme. Comment peut-on expliquer ce paradoxe ?

Je réfléchis dans mon livre à ce paradoxe d'un Empire anti-impérialiste. Sous les tsars [du XVI^e siècle au début du XX^e siècle], la Russie est certes une puissance, mais périphérique, pauvre et dominée par les Européens. L'impérialisme est alors considéré comme occidental. C'est surtout à l'époque soviétique [1917-1991] que domine le discours anti-impérialiste, né de l'idéologie marxiste et de la révolution russe. Lénine fait de la politique, et il sait qu'il faut mettre de son côté les nationalités de l'Empire qui vient de s'effondrer. Son discours est presque postcolonial, avec la volonté de corriger la domination des Russes, en faisant de la discrimination positive en faveur des nations anciennement dominées.

L'anti-impérialisme constitue une matrice du XX^e siècle soviétique. Il est à usage interne et externe. En interne, la promesse est de construire une amitié entre les peuples, une égalité entre les nations dans le cadre de la nouvelle fédération. En externe, il faut soutenir les mouvements indépendantistes contre les empires coloniaux occidentaux, jusqu'à la guerre d'Afghanistan (1979-1989), un Vietnam soviétique qui dessille les yeux.

Pourtant, les Russes ont bien été des colonisateurs...

Oui, mais sans jamais revendiquer de faire du colonialisme. La conquête relève d'une mission divine, comme si les Russes étaient par avance les maîtres prédestinés de l'Eurasie et de ses populations, qui doivent payer tribut. Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls à raisonner comme cela. A la fin du XIX^e siècle, l'historien américain Frederick Jackson Turner [1861-1932] avait élaboré l'idée de « destinée manifeste » pour les Etats-Unis, légitimant ainsi la conquête de l'Ouest. Les Russes ont commencé plus tôt, dès le XVI^e siècle, en Sibérie.

Contrairement aux colonisateurs européens, l'armée russe ne traverse pas les océans, et l'Empire ne se situe pas outre-mer. L'Empire est continental, d'un seul tenant. Mais est-ce si différent ? La steppe nomade est comme un océan au cœur de l'Eurasie et, avant le Transsibérien, les distances à franchir étaient plus longues qu'en bateau par la mer. La conquête, notamment au Caucase et en Asie centrale, ressemblait à la conquête coloniale en Afrique et en Asie.

Quand les Russes combattent les Tchétchènes dans le nord du Caucase, au milieu du XIX^e siècle, leurs méthodes d'une grande violence s'inspirent de la conquête de l'Algérie française. Il y a un partage d'expérience, une circulation des savoir-faire militaires entre les armées coloniales. D'ailleurs, l'armée impériale russe est ouverte aux militaires issus des différents Etats européens, notamment français. De même, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand les Russes font la conquête du Turkestan, ensuite appelé « Asie centrale », bien des similitudes existent avec ce qu'il se passe de l'autre côté de la frontière, en Afghanistan et en Perse, alors sous domination britannique. Les historiens s'intéressent à ces croisements et à ces similarités.

Tout en mettant en œuvre des méthodes coloniales, le pouvoir russe représente rarement, sauf peut-être au Caucase du Nord, ses propres conquêtes sous cet angle. C'est d'autant plus vrai si l'on pense aux conquêtes en direction de l'ouest et du sud-ouest. Là, on ne fait pas de l'impérialisme, mais du « panslavisme ». La conquête vise à libérer et à protéger les chrétiens orientaux et les petits frères slaves. Sur le plus long terme, elle vise aussi à restaurer des entités politiques anciennes. Ce serait ainsi la mission de

la Russie que de rassembler les terres perdues de l'ancienne Rus' de Kiev [882-1240], première principauté à avoir adopté la religion orthodoxe. On sait combien [le président russe Vladimir] Poutine inscrit son entreprise de reconquête de l'Ukraine dans cette trajectoire ancienne. Mais c'est un fantasme ahistorique qui fait fi des discontinuités de l'histoire. Si la Moscovie est devenue la Russie, c'est plutôt en mettant ses pas conquérants dans ceux de l'Empire mongol, qui l'a immédiatement précédée...

Poutine croit-il à ce discours ?

Impossible d'évaluer le degré de conviction de Poutine ! On sait qu'il veut se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible et marquer l'histoire de son nom. Sa capacité à manipuler la loi, la Constitution, à contrôler la parole, à faire peur font de lui un vrai despote. Dans sa popularité, la crainte joue son rôle, comme pour Staline en son temps, que beaucoup ont pleuré quand il est mort en 1953. Quand Poutine a développé son idée de « démocratie souveraine », la démocratie comptait moins que l'affirmation d'une souveraineté très impériale. Il faut mentionner aussi sa volonté de considérer la Russie comme un espace spécifique, doté d'une vocation messianique, qui aurait quelque chose à enseigner au monde.

Ce discours peut séduire. Il réussit, en tout cas, à influencer tous azimuts. La dénonciation de l'impérialisme américain fonctionne très bien dans les pays du Sud, mais aussi en Europe, parmi les différentes variantes de souverainisme. Le récit de Poutine séduit aussi les milieux conservateurs, qui adhèrent à sa défense des valeurs traditionnelles, alors même que la société russe n'est pas particulièrement traditionaliste : l'Eglise orthodoxe sert le pouvoir en place, mais les Russes, s'ils se disent orthodoxes, fréquentent peu les églises. De même, la vision très patriarcale mise en avant par Poutine ne colle pas avec la réalité de la société, où l'émancipation des femmes reste ancrée depuis la période soviétique.

L'argument qui, dans le discours de Poutine, fait sans doute mouche dans une majorité de l'opinion russe, c'est l'anti-occidentalisme et le sentiment anti-OTAN, qui renvoient à la guerre froide. Cet anti-occidentalisme s'est affiché lors du discours qu'il a



Sabine Dullin.
AUGUSTIN DULLIN GUIAS

« More Than Us », de Katya Muromtseva (2017). ALEXANDER ANURFIEV/ COLLECTION DU MUSÉE M HKA
Née en Russie en 1990, Katya Muromtseva est une artiste visuelle installée à New York, dont le travail se situe à la croisée de la peinture, du dessin et de l'art conceptuel. Après avoir étudié la philosophie, elle s'est formée aux arts. La mémoire, l'identité et la résistance constituent des thèmes centraux de ses œuvres. Sa série d'aquarelles, intitulée « More Than Us », témoigne ainsi des manifestations anti-Poutine qui ont agité la capitale russe en 2017. Dans l'aquarelle bleue, Katya Muromtseva fait référence à une scène dont elle a été témoin dans les rues de Moscou – des policiers arrêtant une jeune manifestante. En 2024, l'artiste a présenté à la galerie NIKA Project Space, à Dubaï, un ensemble de grands formats sur les trajectoires des femmes immigrées dans le monde.

prononcé, en 2007, à la Conférence de Munich sur la sécurité. Un an plus tard, la Russie intervenait militairement en Géorgie. En 2014, la Crimée était annexée, et la guerre commençait dans le Donbass.

Lorsque Poutine donne l'ordre de bombarder Kiev, juste après le début de l'invasion russe, en février 2022, il est persuadé qu'il va pouvoir faire tomber le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le remplacer par un dirigeant prorusse. Un peu comme le pouvoir soviétique avait pu le faire en Hongrie en 1956, ou à Prague en 1968, avec l'idée qu'il suffit d'envoyer des chars pour destituer le dirigeant d'un pays dans une perspective de souveraineté vraiment limitée. Mais Poutine a fait l'erreur de sous-estimer la capacité de résistance des Ukrainiens, qui ont fait corps avec leur président. Sans doute a-t-il été pris au piège de ses propres fantasmes, convaincu que l'Ukraine était un pays divisé et que les russophones d'Ukraine se voyaient comme discriminés par les Ukrainiens.

L'identité russe n'est-elle qu'impérialisme ?

On aimerait que non, et suivre celles et ceux qui ont cherché à redéfinir autrement ce qu'est la Russie. Les frontières de l'actuelle Fédération de Russie sont encore celles d'un empire. Même Saint-Pétersbourg, qui fut fondée en 1703 par Pierre le Grand, est une ville coloniale sur les terres des Ingriens ! La Sibérie et le Caucase du Nord ont été conquis sur d'autres peuples. Il y a d'abord la nécessité de reconnaître cette histoire coloniale, de sortir de la fiction de l'Empire anti-impérialiste, de renouer peut-être avec les réflexions fédéralistes et confédéralistes des Géorgiens, des Ukrainiens, des juifs et des *narodniki* [« populistes »] de Sibérie, qui animaient les mouvements politiques contestataires de l'Empire russe, du début du XX^e siècle jusqu'à la révolution de 1917. Dans mon livre, je présente un discours d'Elisée Reclus [1830-1905], un géographe français anarchiste, qui s'en fit l'écho. La plupart des populations de l'Empire, les Russes compris, considéraient qu'ils vivaient dans une prison des peuples et qu'il fallait changer cela.

Aujourd'hui, le même type de réflexion revient à bas bruit dans les diasporas, notamment des nations non russes de la Fédéra-

tion. Des cartes imaginaires, qui dessinent une post-Russie confédérale, circulent. On est loin de la géopolitique brutale du retour des empires. Cela dessine une alternative. Après tout, qui aurait pu imaginer, au début de la première guerre mondiale, l'effondrement de l'Empire russe ? Et qui aurait parié, en 1917, sur l'apparition de nouveaux Etats, comme l'Estonie et la Lettonie ?

Dans votre livre, vous évoquez l'existence de mouvements indépendantistes parmi les peuples non russes, à l'instar des « Asiates de Russie ». Qui sont-ils ?

Quand il s'est agi de mobiliser des soldats pour les envoyer au front en Ukraine, les premiers ciblés ont été les Touvains, les Iakoutes, les Bouriates, mais aussi les Bachkirs, les Daghestanais et les Tchétchènes. Si ce n'est pas de la discrimination de type colonial ! Les « Asiates de Russie » regroupent des activistes parmi les peuples non russes de Sibérie, de langue turcique et mongole. En janvier 2023, ils ont dénoncé auprès de l'ONU un ethnocide en cours et veulent la décolonisation de la Russie.

Il est bien difficile aujourd'hui de suivre l'impact de ces diverses organisations sur l'opinion au sein de la Fédération de Russie. Les réseaux sociaux sont de plus en plus pros crits, et on peut être poursuivi au pénal pour l'utilisation d'un VPN. Pour ma part, j'ai pu interviewer une jeune femme de père iakoute et de mère evenk qui vit à Vancouver [Canada]. Son fils, qui commençait à 18 ans son parcours universitaire à Iakoutsk [Sibérie centrale], a reçu son ordre de mobilisation en juin 2025, ainsi que toute sa classe. Elle a réussi in extremis à le faire sortir de Russie, mais les autres sont partis combattre. Iakoutsk est à 8 000 kilomètres de Moscou.

A Vancouver, beaucoup d'hommes appartenant à ces petits peuples non russes de Sibérie ont fui la guerre, mais ils ne veulent pas parler. Quant aux « Asiates de Russie » et aux autres, qui sont sur la liste des organisations terroristes du Kremlin, ils se protègent des risques d'infiltration par le FSB. Il n'est pas facile de prendre contact avec eux. Il y a obligation de clandestinité, comme à la fin de l'Empire tsariste. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE JÉGO ET THOMAS WIEDER

LES ARTISTES CONTRE TRUMP

Le chantre du « protest folk » est sur TikTok

Le chanteur de l'Arkansas Jesse Welles est nommé quatre fois aux Grammy Awards, dimanche 1^{er} février

PORTRAIT

Il a une gueule taillée dans le roc à la Mick Jagger, une voix du Sud qui marmonne par le nez, des yeux graves en accents circonflexes, et une tignasse d'adolescent qui tombe en cascade – en résumé, une dégaine de rock star. Mais, avec sa guitare à quat'sous, jaune, achetée 80 dollars sur Facebook, Jesse Welles chante ses chansons seul devant son téléphone, sous les lignes à haute tension qui traversent la forêt près de chez lui, en Arkansas.

« Si tu cherches un but dans le cirque actuel/Si tu attends respect et attention/Si tu es en manque d'un truc pour te sentir fort/Viens avec moi arrêter quelques gars/La semaine dernière, c'était du solide/J'ai mis des menottes à un gosse/J'ai attaché une femme à un van/On peut traîner à travers la ville/Traquer les gars qui bossent/J'ai entendu qu'ils avaient un super deal » : sur Instagram, sa chanson *Join ICE*, ironique référence à la police de l'immigration, comptabilise 7,7 millions de vue. Un tube.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, ses dérapages tous azimuts et les événements meurtriers de Minneapolis ont poussé, ces dernières semaines, les grands noms du rock, de U2 à Pink Floyd, à transformer leurs concerts en happenings politiques, et leurs chansons en manifestes : ainsi *Streets of Minneapolis*, par Bruce Springsteen, paru mercredi 28 janvier. Ou, côté rap, *Donald Trump Diss*, d'Eminem, avec la crème du genre : 50 Cent, Snoop Dogg, Lil Wayne, Ice Cube, Dr. Dre, Kendrick Lamar...

PROSES ENFLAMMÉES

Les événements récents ont aussi, comme à chaque grande crise de la démocratie américaine – la Grande Dépression, le macarthysme, la guerre du Vietnam... –, réveillé une tradition populaire de la musique américaine : le *protest song*. Il suffit de se balader sur les réseaux sociaux pour découvrir les proses enflammées d'un Zach Schmidt dans son garage à Nashville (Tennessee), d'un Odin Scott Coleman et son banjo à Los Angeles, d'une Caitlin Cook dans son salon...

Au milieu de cette floraison, il y a Jesse Welles, 33 ans. L'émergence de ce songwriter prolifique, révélé il y a deux ans sur la scène musicale et déjà auteur de huit albums (deux en 2024, six en 2025), fait de lui une comète difficile à attraper. L'industrie musicale ne s'y est pas

trompée, qui vient de le nommer dans quatre sections des Grammy Awards qui se tiennent, dimanche 1^{er} février, à Los Angeles : meilleur album folk, meilleur album et meilleure performance dans la catégorie « Americana », et meilleure chanson dans la catégorie « racines américaines ».

Jesse Allen Breckenridge Wells est né à Ozark, dans l'Arkansas, le 22 novembre 1992. Hormis les enregistrements des Beatles que lui a légués son grand-père, sa culture musicale, ce sont les standards de country et de folk que sa mère écoute à la radio, en voiture. A 11 ans, le gamin achète sa première guitare chez Walmart, le supermarché du coin, fleuron mondial de la grande distribution. Pendant un an et demi, il ne saura même pas l'accorder, confiera-t-il plus tard, jusqu'à ce qu'un voisin, « un peu plus loin sur la route », lui donne quelques leçons.

Une enfance américaine, entre l'équipe de football du collège, des boulots pour gagner sa croûte

dans une épicerie ou un restaurant chinois, et sa guitare. Dans les rayons de la bibliothèque publique de Fayetteville, et grâce à des extraits de vingt secondes que propose un CD de l'*Encyclopedia Britannica*, il découvre le blues de Lightnin' Hopkins (1912-1982), les chansons engagées de Leadbelly (1888-1949), de Pete Seeger (1919-2014) et de Woody Guthrie (1912-1967).

La musique l'a happé. A 20 ans, sous un premier pseudonyme, Jeh Sea Wells, il est à la tête de petits groupes qui marchent à l'échelle régionale : Dead Indian, Cosmic American. Il est sous influence grunge. A 26 ans, il sort son premier album, *Red Trees and White Trashes*. Le gamin d'Ozark a quitté le nid pour Nashville, la ville des faiseurs de stars. Il y rencontre une petite notoriété qui lui fait enchaîner les concerts ; pas encore la gloire, mais déjà sur la route. Mirroir aux alouettes ? Crise existentielle ? Il sent qu'il tourne en rond. Après deux ans dans la grande in-

DÉJÀ, ICI ET LÀ,
COMME DANS
LE « NEW YORK TIMES »,
ON COMPARE LE
MUSICIEN À BOB DYLAN
OU À WOODY GUTHRIE

dustrie musicale, il plaque tout et rentre chez lui.

C'est là que naît Jesse Welles, celui qui est en train d'exploser aujourd'hui. Dans les bois silencieux des monts Ozark. Pendant des mois, en rupture de ban, il lit beaucoup, marche, plonge.

Et puis, un jour, au début de l'année 2024, son père fait une crise cardiaque. « J'étais assis à côté de lui, on ne savait pas trop s'il allait s'en sortir, racontera-t-il à Jeffrey Pepper Rodgers, le fondateur d'*Acoustic Guitar Magazine*. Et j'ai eu l'impression qu'il avait été là à peine un instant, comme un batte-

ment de cils. Je n'avais pas eu le temps de le connaître vraiment, trop peu. J'ai pensé : combien de temps dure la vie ? Il me reste tant à faire. Alors j'ai commencé à écrire comme un malade. J'ai décidé que je n'arrêterais pas de chanter tant que je ne serais pas, comme lui, cloué au lit. Et ça ne me laissait pas forcément beaucoup de temps. »

Cela va aller très vite. Le jeune homme a mis en pratique sa résolution. Dans la tradition des songwriters américains du XX^e siècle, il passe son temps à chroniquer à la fois le monde qui l'entoure et les émotions intimes dans lesquelles chacun peut se reconnaître.

VÉRITÉ DE L'INSTANT

Jesse Welles écrit comme il respire, et, comme nous sommes au temps des réseaux sociaux, il publie immédiatement sur TikTok, Instagram ou YouTube les chansons qu'il vient de créer, brutes de décoffrage. Sans s'inquiéter de la manière dont elles pourraient être reçues. S'en remettant aux goûts de ses auditeurs, à la vérité de l'instant, dans une forme de concert permanent et improvisé sur la Toile. L'important étant de rester dans le processus créatif : peu importe si ce n'est pas parfait, le tout est d'avancer. Et ça plaît : 2,1 millions d'abonnés sur son compte Instagram, 1,4 million sur TikTok, 400 000 abonnés sur YouTube.

« La façon dont Jesse Welles a émergé est unique dans ce milieu, témoigne Jeffrey Pepper Rodgers, également songwriter et guitariste émérite. Il a un style qui peut parler aussi bien aux baby-boomers qu'à la jeune génération. Ce n'est pas un produit marketing, juste le résultat de ce qu'il produit, et qu'il livre ainsi, en direct. J'ai beaucoup travaillé sur Woody Guthrie, j'ai eu accès à ses archives notamment. Les deux hommes ont en commun cette prodigalité. Paroles, musiques, dessins, Woody Guthrie produisait tout le temps. Ce qu'on connaît de lui n'est que la partie émergée de l'iceberg. Jesse Welles a cette même énergie créa-

tive, cette même façon d'être entièrement dévoué à son art. »

C'est ainsi qu'on le retrouve sur la chaîne ABC, invité par Jimmy Kimmel, le présentateur vedette dont Donald Trump obtiendra la suspension pour quelques semaines, six mois plus tard ; ou interprétant *Join ICE* sur fond de drapeaux américains chez Stephen Colbert, dont la fin du populaire « Late Show » sur CBS a été obtenue, depuis, par la Maison Blanche. A la différence d'Eminem, Jesse Welles et son discours progressiste ont les attributs et les racines musicales du redneck du Sud, l'homme de l'Amérique profonde, celle qu'on identifie traditionnellement au mouvement Make America Great Again.

Déjà, ici et là, comme dans le *New York Times*, on le compare à Bob Dylan ou à Woody Guthrie, ce fils de cow-boy qui écrivait sur ses guitares « *This machine kills fascists* » (« cette machine tue les fascistes »). Comme Bob Dylan, Jesse Welles a dévoré l'autobiographie de Woody Guthrie de 1943, *Bound for Glory* (En route pour la gloire, publié en France en 1973 chez Albin Michel). Comme chez le Bob Dylan des premières années, les mots viennent avant la musique, le dénuement instrumental fait figure de revendication de sincérité.

Le 5 novembre 2025, sur la scène du Fillmore, salle mythique de San Francisco, alors que Jesse Welles joue à guichets fermés avec sa guitare et son harmonica devant 3 000 personnes, Joan Baez monte sur scène pour interpréter avec lui *No Kings*, que le chanteur a écrite quinze jours plus tôt : « No lies, no bullets/No bombs and no need/But no kings, no kings, no kings... » (« pas de mensonges, de balles/de bombes, et de misère. Pas de rois, pas de rois, pas de rois... »). Difficile, en les regardant emplir la salle de leurs deux voix, de ne pas voir la filiation. « *The times they are a-changin'* », comme dirait Bob Dylan, mais les guitares restent des machines puissantes. ■

LAURENT CARPENTIER



Jesse Welles, dans le métro de New York, en février 2025. SACHA LECCA/ROLLING STONE VIA GETTY IMAGES

L'hommage de Bruce Springsteen aux habitants de Minneapolis

BILLIE EILISH EN A RÊVE, Bruce Springsteen l'a fait. Sur ses réseaux sociaux, la chanteuse californienne a interpellé d'autres célébrités, leur demandant de prendre position contre la police fédérale de l'immigration (ICE), après la mort d'Alex Prett, abattu par un agent fédéral à Minneapolis, le 24 janvier. La réponse est venue, mercredi 28 janvier, sous la forme d'un *protest song*, *Streets of Minneapolis*, écrite par Bruce Springsteen. Sur les réseaux sociaux, le « Boss » précise : « J'ai écrit cette chanson samedi, l'ai enregistrée hier et l'ai publiée pour vous en réponse à la terreur d'État infligée à la ville de Minneapolis. Elle est dédiée aux habitants de Minneapolis, à nos voisins immigrés innocents et à la mémoire d'Alex Prett et de Renee Good [une mère de famille tuée par un agent le 7 janvier]. Restez libres. »

Dans les paroles de *Streets of Minneapolis* il évoque comment « une ville en flammes a combattu le feu et la glace [ice en anglais, comme l'acronyme de la police de l'immi-

gration] sous les bottes d'un occupant », qualifiant le département de la sécurité intérieure d'« armée privée du roi Trump ».

Le titre, qui commence par une guitare acoustique et une voix, se termine sur des chants d'« ICE Out ! », et fait écho à *Streets of Philadelphia*, une chanson de Springsteen utilisée pour le film *Philadelphia*, en 1993.

« Envoyez un message à ce président »

La Maison Blanche a réagi par la voix d'une des porte-parole du président, Abigail Jackson : « L'administration Trump s'efforce d'encourager les démocrates au niveau des Etats et des collectivités locales à coopérer avec les agents fédéraux afin d'éloigner de leurs communautés les étrangers en situation irrégulière dangereux et criminels, et non de se préoccuper sur de chansons aléatoires aux opinions sans pertinence et aux informations inexactes. »

Le 18 janvier, Bruce Springsteen avait fait une apparition surprise au concert de charité Light of Day à Red Bank, dans le New

Jersey. Il avait dénoncé le meurtre de Renee Good, en interprétant sa chanson *The Promised Land* : « Si vous croyez au pouvoir de la loi et au fait que personne n'est au-dessus d'elle, si vous vous opposez à l'invasion d'une ville américaine par des troupes fédérales masquées et lourdement armées utilisant des tactiques de la Gestapo contre nos concitoyens, si vous croyez que vous ne méritez pas d'être assassiné pour avoir exercé votre droit à manifester, alors envoyez un message à ce président, comme l'a dit le maire de la ville : l'ICE n'a qu'à foutre le camp de Minneapolis. » Bruce Springsteen est depuis longtemps une critique du président, qui l'a, de son côté, qualifié de « rockeur desséché comme un pruneau ».

Ce n'est pas la première fois que Springsteen réagit à une injustice. En 2000, il avait enregistré le titre *American Skin* (41 Shots), à la mémoire d'Amadou Diallo, vendeur de rue guinéen criblé de 41 balles par des policiers new-yorkais. ■

PIERRE BOUVIER

Le plasticien Titus Kaphar : « La neutralité n’est pas acceptable »

L’artiste, auquel la galerie Gagosian, à Paris, consacre une exposition, refuse d’être freiné dans sa création par la peur

ENTRETIEN

La galerie Gagosian expose pour la première fois à Paris le travail très politique de l’Américain Titus Kaphar, 49 ans, révélé au grand public depuis qu’une de ses œuvres a fait la couverture du magazine *Time*, après la mort de George Floyd le 25 mai 2020, tué par un policier à Minneapolis (Minnesota). L’artiste met en regard l’effacement des figures noires dans la peinture occidentale et les inégalités structurelles subies par les Afro-Américains depuis la fondation des Etats-Unis.

Vous êtes d’une génération qui s’empare de l’histoire de l’art pour réinscrire des figures noires effacées. Quel rapport entretenez-vous avec les artistes anciens qui vous ont précédé ?

L’histoire de l’art est terriblement imparfaite, problématique en ce sens. Il n’y a pas beaucoup de place pour les personnes qui me ressemblent. Mais j’aime la peinture et l’histoire de l’art. Et l’histoire de l’art m’inspire. Je pense à [l’Argentin] Lucio Fontana quand je fais des découpes dans mes tableaux. Ce qui compte, c’est de mettre tout cela de côté pour laisser l’œuvre être elle-même.

Quelle est l’origine de vos sculptures récentes ?

J’ai voulu expérimenter un médium que je n’avais jamais pratiqué pour rendre hommage aux personnes qui m’inspirent, mes saints à moi. Je me suis mis à sculpter. Cette dimension physique est très importante. C’est comme une offrande. Je cisele, je martèle, et j’en éprouve un grand bonheur. C’est une manière de me couper du monde extérieur. Et puis j’ai participé à une exposition collective à la National Portrait Gallery, à Washington.

L’administration américaine a commencé à qualifier les artistes de cette exposition d’« antipatriotiques ». Mais moi, j’étais dans mon atelier, à faire une œuvre autour de la joie. Puis l’organisation à but non lucratif NXLTVL, que j’ai cofondée à New Haven [Connecticut], s’est vu retirer une subvention publique de 40 000 dollars destinée à une bourse, au motif que nous serions trop « woke ». Mais nous avons récolté d’autres fonds. Heureusement, il existe des gens préoccupés par les divisions qui traversent les Etats-Unis et qui s’engagent à aider les jeunes à s’épanouir grâce aux arts et à l’éducation.

Avez-vous le sentiment que l’air se raréfie pour les artistes noirs aux Etats-Unis ?

J’ai abordé cette année en pensant qu’elle serait mauvaise pour plein de raisons, mais, malgré tout, j’ai eu envie de réfléchir à l’idée de la joie. Je pensais à quel point la situation devait être traumatisante pour les jeunes artistes que nous accueillons à NXLTVL. Et puis, une artiste a présenté son travail, et elle a dit : « Ce qui compte pour moi, c’est la joie. » Je n’avais jamais pris au sérieux la joie en tant qu’horizon artistique.

A défaut de la joie, quel avait été votre moteur ? La colère ?

Non, mais la confusion. La plupart du temps, je suis motivé par des choses qui me perturbent et que je veux comprendre. Toute une série d’œuvres passent au cri-

« LA PLUPART DU TEMPS, JE SUIS MOTIVÉ PAR DES CHOSES QUI ME PERTURBENT ET QUE JE VEUX COMPRENDRE »

ble l’héritage de George Washington, le premier président des Etats-Unis. Je l’ai réalisée après avoir entendu ma grand-mère raconter que nos aïeux avaient été esclaves dans sa plantation. Je n’y croyais pas. J’ai voulu vérifier. Et dans le registre de ses esclaves, j’ai retrouvé des noms de notre famille.

Mais ce qui importait, ce n’est pas d’avoir retrouvé ma famille, mais que j’aie vu qu’il y avait 300 esclaves dans cette plantation. Il y avait un écart entre nos discours sur la liberté et nos actes en son nom. Tant que nous refusons d’admettre que nous avons toujours évolué au cœur de cette contradiction, il nous est impossible de progresser.

L’administration Trump vient de retirer une exposition sur l’esclavage au parc national historique de l’Indépendance, à Philadelphie, en réponse au décret présidentiel visant à « rétablir la vérité et la raison dans l’histoire américaine »...

Regardez [il montre une œuvre d’après Scourged Back, une photo de 1863 représentant un esclave au dos flagellé, dont l’administration américaine a ordonné le retrait d’un parc national en Virginie]. Vous la reconnaissez ? C’était une image extrêmement importante, difficile à regarder, mais elle sert à nous rappeler de ne pas revenir en arrière. L’ignorer revient à ouvrir la voie à une réécriture de l’histoire et à la création de faux récits.

Vous ne mentionnez jamais le nom de Trump. Avez-vous peur de le critiquer frontalement ?

Mon ami Jason Stanley, qui était professeur à Yale et a critiqué l’administration actuelle – il a écrit un essai formidable, *Erasing History. How Fascists Rewrite the Past to Control the Future* [« effacer l’histoire. comment les fascistes réécrivent le passé pour contrôler le futur », 2024, Footnote Press, non traduit] –, a choisi de quitter les Etats-Unis pour le Canada.

Au vu de ce que montrent les médias, il serait déraisonnable de ne pas avoir peur. Regardez ce qui se passe : la population immigrée est prise pour cible, et cela s’étend à d’autres communautés noires et métisses. Et regardez ces citoyens patriotes, blancs ou de toute autre origine, qui résistent et en paient le prix en recevant des balles. Le risque est réel, il faut être prudent. Mais la peur ne peut pas dicter mes actions, et la neutralité n’est pas acceptable. J’ai participé aux manifestations « No Kings » [organisées à l’automne 2025 pour dénoncer les dérives autoritaires de Trump]. Je sais aussi que je viens d’une communauté de résistance. Mes ancêtres ont résisté, et c’est grâce à eux je suis ici. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ROXANA AZIMI

« Titus Kaphar. *The Fire This Time* », jusqu’au 7 mars, galerie Gagosian, 4, rue de Ponthieu, Paris 8^e.

FESTIVAL BRUXELLES

Je me dis parfois que j’ai la plus grande famille du monde », s’amuse Lee Shulman. Impossible, en effet, d’en dénombrer les membres : il y a la petite qui louché derrière ses lunettes papillon, la mamie au fourneau, la belle de sortie en jupe crayon, le père assoupi dans le salon... Et des dizaines de milliers d’autres, aussi anonymes, aussi singuliers. Depuis 2017, l’artiste Lee Shulman s’est lancé dans une drôle de collection, baptisée « The Anonymous Project » : il amasse les diapositives de photographes amateurs après-guerre. Et met en scène cet album de famille démesuré dans des installations. Le festival PhotoBrussels ne pouvait trouver meilleur ambassadeur pour célébrer ses dix ans. De la cinquantaine d’expositions proposées, qui investissent galeries, hôters particuliers, lieux alternatifs, « The House », de Lee Shulman, déployée au Hangar, est la plus riche.

Et la plus représentative sans doute de l’esprit de l’événement, qui propose un paysage extrêmement varié de la photographie : le collectif de photojournalistes Géopolis met en lumière l’Ukrainien Oleksandr Glyadyelov, l’atelier de portrait virtuel Studio Baxton célèbre Dolorès Marat, l’association d’artistes La Nombreuse dévoile l’atelier participatif mené avec des adolescents placés dans des institutions judiciaires.

« Comme veut l’être cette maison qu’est le Hangar, comme ce festival qui cherche à rassembler la scène photographique belge, “The House” est une célébration de la joie d’être ensemble, un hymne à l’amour, à l’intimité », clame Delphine Dumont, initiatrice de ce Mois de la photo version belge, et directrice du Hangar qui en est le cœur battant. Famille, je vous aime, je vous hais... Les expositions à l’étage de ce centre dévolu à la photographie dévoilent leur lot de drames, de deuils et de traumatismes sous l’œil d’une jeune génération d’artistes venus du Mexique, du Brésil ou d’Allemagne.

Mobilier vintage

Mais celle de Lee Shulman tient plutôt du « coin de cheminée » réconfortant où l’on se love, avec ses étincelles. « Pour moi, tout a commencé avec les soirées diapo de mon enfance, se souvient l’artiste britannique, installé à Paris depuis vingt ans. Mon père plongeait le salon dans le noir, il mettait de la musique : un home cinéma avant l’heure. » Fasciné par « la relation intime, intense, que le photographe amateur entretient avec son sujet », l’artiste restreint sa passion à un type d’images : les diapositives Kodachrome, qui ont connu leur âge d’or durant les « trente glorieuses », « ces petits carrés aux couleurs extraordinaires, très stables grâce aux 14 bains qu’exigeait leur développement, décrit-il. A l’époque, il fallait envoyer les bobines dans les laboratoires de Rochester, aux Etats-

A PhotoBrussels, l’hymne à l’intimité de Lee Shulman

Une exposition de l’artiste britannique, baptisée « The House », réunit des diapositives Kodachrome d’anonymes glanées à travers le monde

« Pour moi, tout a commencé avec les soirées diapo de mon enfance »

LEE SHULMAN photographe

Unis. On attendait parfois trois mois qu’elles reviennent ! »

Certaines, mal acheminées, ne parvenaient jamais au destinataire. Des orphelines qui atterrissent désormais parfois dans l’atelier de Lee Shulman, autour de qui un réseau de dénicheurs s’est constitué. « Les gens qui aiment le projet font maintenant famille, et m’envoient leurs trouvailles », venues essentiellement des Etats-Unis et du Royaume-Uni parfois de France. Il les met en scène dans le décor d’un foyer 100 % fifties-sixties, truffé de mobilier vintage. A l’instar de cette caravane qu’il trimballe d’exposition en exposition, « sans doute le mobil-home qui a le plus voyagé sans rouler », déclare-t-il, amusé. Il avait dévoilé une première version de cette maison qui fait machine à remonter le temps aux Rencontres de la photographie d’Arles en 2019. Celle-ci est plus vaste, enrichie de nouvelles pièces. Dans la cuisine de lino jaune, des photos surgissent du four, du frigo, rétroéclairées. Sur des assiettes, des bouilles d’anniversaire sont imprimées, joues gonflées devant les bougies.

Dans la chambre, des dormeurs vulnérables se succèdent, projetés. Dans la salle à manger, un lot dont il a hérité, composé de prises de vues rituelles : toujours la même table, le même point de vue ; au premier plan, le même bambin au sourire trop grand. Et les années qui passent. « Ce genre de routine familiale me fascine, on en a tous. Tout le monde se reconnaît dans ces images. Moi, j’ai grandi dans une maison avec du papier peint aussi flashy. Cet enfant qui écoute la radio près de sa mère, ça pourrait être moi. Ou vous ? »

En huit ans, 1 million de photographies sont passées entre ses mains. Il en exploite environ 50 000. Pourquoi choisir certaines, en rejeter d’autres ? « Je suis aussi documentariste, et je regarde ces diapos avec mon cerveau de réalisateur : je vois l’histoire derrière, les scènes coupées. J’ai une relation cinématique, instinctive, très émotionnelle à l’image. J’aime les imperfections dans la composition, ce qui fait que la vie semble vraie. » Qu’est-ce que la « belle image » ? C’est une question qu’il s’est beaucoup posée avec le photographe Martin Parr, mort en décembre 2025, dont il était proche et à qui il dédie « The House ». « La réponse s’imposait à nous : la belle image, c’est un acte d’amour. » ■

EMMANUELLE LEQUEUX

PhotoBrussels, 10^e édition jusqu’au 22 février. The House, par Lee Shulman/The Anonymous Project, au Hangar, Bruxelles, jusqu’au 17 mai.

Nicolas Daubanes aimante la mémoire

Au Panthéon, avec ses saisissants dessins en poudre de fer en suspens, l’artiste convoque des sites nationaux chargés des conflits contemporains devenus des mémoriaux

ARTS

Un artiste, un monument », ce programme du Centre des monuments nationaux a déjà convié par le passé JR au Panthéon, Christo et Jeanne-Claude à l’Arc de triomphe, Bob Wilson (1941-2025) à la Sainte-Chapelle ou Eva Jospin à l’abbaye de Montmajour (Bouches-du-Rhône). La combinaison entre le Panthéon et Nicolas Daubanes s’est, cette fois, amorcée par le truchement d’une prison : l’ancienne prison militaire de Montluc, à Lyon. Propriété du ministère des armées, l’établissement est devenu, en 2010, un mémorial au titre de l’internement par le régime de Vichy et les autorités allemandes pendant l’Occupation.

Féru d’histoire, l’artiste s’intéressait au monument pour son rôle pendant la seconde guerre mondiale, mais aussi comme lieu où ont été exécutés des condamnés à mort pendant la guerre d’Algérie. Alors qu’il travaille sur les lieux de détention, le ministère des armées lui propose de poser son regard sur les 10 hauts lieux de la mémoire nationale, tous liés à des moments de conflits contemporains.

Si ce travail en cours dans chacun des sites a attiré l’attention du Panthéon, qui a proposé à l’artiste de rassembler ce travail en un seul lieu pour une exposition, le Musée de l’armée a décidé de l’inviter parallèlement pour un dialogue entre ses œuvres et les collections. L’artiste s’est vu confier un doublé, à Paris, entre le Panthéon

civil, consacré à la mémoire des grandes figures de la nation, et le Panthéon militaire, tandis qu’il était pensionnaire à la Villa Médicis, à Rome, en 2024-2025.

Malgré la solennité de ces lieux, rien de pompeux ni de racoleur ne caractérise l’approche de Nicolas Daubanes. De son immersion dans ces environnements lors de résidences successives, il a tiré des fragments de paysages et d’architectures, dont il révèle ici des visions à la forte puissance d’évocation, réalisés selon sa technique de la poudre d’acier aimantée.

Cette limaille de fer, qui est sa palette depuis une quinzaine d’années, l’artiste la ramasse dans des usines, avec des nuances de couleurs – du noir à l’argenté en passant par le rouille – et des calibres différents. Il compose avec, sur ses dessins, découpés au cutter façon pochoir inversé sur des plaques magnétiques où la poudre glisse sur les vides, et adhère aux pleins une fois que l’ensemble des plaques contrecollées sur des panneaux en bois est peint en blanc. Il verse généralement des tas de poudre à plat, puis relève les panneaux à l’envers pour faire des traînées.

Il crée enfin des effets fantomatiques ou lumineux, jouant sur la densité et l’intensité de la matière en utilisant des brosses douces ou en donnant des coups à l’arrière pour faire tomber du grain ou, au contraire, en ajouter par poignées.

Les visiteurs découvrent d’abord deux dessins monumentaux de

4 mètres par 11 mètres. L’un montre la forêt de Struthof, en Alsace, sur le site de l’ancien camp de concentration Natzweiler, où étaient enfermés des résistants de toute l’Europe. Parmi les arbres, la vision d’un des miradors, dominant le camp, suffit à invoquer l’esprit chargé du lieu.

En face, le Mont-Valérien, où les résistants parisiens étaient fusillés par les nazis dans une clairière – dont le militant communiste et poète arménien réfugié en France, Missak Manouchian, panthéonisé en 2024 –, est traité de manière encore plus distanciée. Nicolas Daubanes a représenté une voûte – en référence à celle, sur place, où les corps étaient déposés après les exécutions – empruntée à Piranèse, graveur italien du XVIII^e siècle qui a dessiné les ruines de Rome. Une manière de rester sobre, mais aussi libre dans la commande.

Volées d’étincelles

Le troisième lieu où l’artiste a déjà effectué une résidence est la prison de Montluc, par laquelle Jean Moulin (1899-1943) et Marc Bloch (1886-1944), deux figures ayant aussi rejoint le Panthéon, ont transité. Aux panoramas succèdent la perspective et la verticalité, avec un dessin, à l’échelle 1 sur 11 mètres de haut, donnant à voir chaque niveau de la prison, le tout tenu par des échafaudages pour donner une sensation d’immersion dans l’édifice.

Dans une autre structure, Nicolas Daubanes a rassemblé des travaux qui explorent autre-

ment la limaille de fer : des dessins réalisés sur plaque de verre par des étincelles produites par une disqueuse sur une barre de fer, c’est-à-dire des grains d’acier incandescents se déposant à travers un dessin au pochoir. Autre étonnante expérimentation : le photogramme, soit une version photographique du processus, où la lumière mouvante des étincelles vient révéler les dessins sur un papier photosensible, les volées d’étincelles créant des atmosphères de champ de bataille ou de crépusculaires pluies de météorites.

L’exposition s’achève par une curiosité dans la salle de la maquette du Panthéon, où l’artiste a glissé une version incongrue du monument : son ossature miniature, de 20 centimètres de haut, en céramique dentaire, qui le montre du temps où s’y découpaient des baies lumineuses, avant de devenir un monument républicain à la Révolution, et coiffé d’un drapeau blanc au sommet, en souvenir du drapeau rouge que les communards étaient parvenus à y hisser. Comme la poudre d’acier, la résine dentaire est un matériau à la fois dur et insaisissable. L’artiste en fait de délicats véhicules de la mémoire. ■

EMMANUELLE JARDONNET

Ombre est lumière. Mémoire des lieux, Panthéon, Paris 5^e, jusqu’au 8 mars. Nicolas Daubanes. Un artiste contemporain, Musée de l’Armée, Paris 7^e, jusqu’au 17 mai.



LAURENCE MEKHITARIAN
Sentiers de traverse
Kurtag, Schumann, Janacek.
Avec des passerelles entre les œuvres, cet album se présente comme un puzzle en 35 pièces : 23 de György Kurtag (dont trois non encore publiées), neuf de Robert Schumann et trois de Leos Janacek. Leur agencement donne lieu à un parcours cohérent mais ouvert. Les *Jatekok* (« jeux ») de Kurtag sont des panneaux indicateurs à double sens. Ils annoncent – souvent, par leur titre – la nature des étapes principales du programme, mais trouvent leur origine (spirituelle et matérielle) dans des références au passé. Schumann semble avoir écrit les *Scènes de la forêt* pour qu’elles accueillent ultérieurement l’expression du Hongrois qui le vénère. Janacek sert moins, avec *Sur un sentier recouvert*, à lier les pièces des autres compositeurs qu’à les mettre en perspective. Sensible aux variations de lumière et d’étoffe régissant la musique de Schumann et celle de Janacek, Laurence Mekhitarian flatte et frappe l’oreille dans le cycle de Kurtag avec un respect qui n’exclut pas le vécu personnel. ■ **PIERRE GERVASONI**
Cypres/Outhere Music.



COLLECTIF ACTESIX
Musiques interdites
Berg, Holländer, Dessau, Hindemith, Eisler, Schulhoff, Ullmann, Klein, Schul, I. Weber, Laks, Schreker, Schoenberg, Krenek, S. Rossi, Rosenmüller, Del Buono.
Ce panorama des musiques interdites par le régime nazi car dites « dégénérées » (*Entartete Musik*) présente un florilège de compositeurs mis au ban de l’art par le III^e Reich, dont certains ont été assassinés dans les camps nazis. Dégénéré ? Le jazz, la musique atonale ou dodécaphonique, et des musiques baroques comme celle de Salomone Rossi (1570-1630), rétrospectivement mise sur la liste noire car écrite sur des textes en hébreu. En trois albums thématiques – *Allein* (« seul »), *Herbst* (« automne »), *Traum* (« rêve ») –, la réhabilitation faite par le collectif ActeSix sous la direction de Samuel Hengebaert évoque la solitude de ces artistes de l’avant-garde peu à peu stigmatisés, puis la montée de l’idéologie antisémite et ses mesures d’exclusion, enfin la déportation et la mort. Réunis dans une sorte de cabaret imaginaire, neuf interprètes de haut vol ont lié leur destin. Les chanteurs (les mezzos Lucile Richardot et Eléonore Pancrazi, la basse Edwin Crossley-Mercer), les pianistes (Adam Laloum et Alexis Gournel) et les musiciens du collectif ActeSix, se sont engagés avec la même énergie dans un combat aussi esthétique que moral. ■ **MARIE-AUDE ROUX**
Oktav Records.



TYLER BALLGAME
For the First Time Again
Impossible de ne pas succomber à cette voix qui semble nous accompagner depuis des décennies. Tyler Ballgame est pourtant un parfait inconnu trentenaire, et le bien nommé *For the First Time Again* (« comme la première fois ») est son premier album. Auteur, compositeur et interprète originaire de l’Etat de Rhode Island (Etats-Unis), ce lauréat du Berklee College of Music se fait repérer lors d’une scène ouverte à Los Angeles (Californie). Difficile, en effet, de passer à côté de ce falsetto divin placé sous la bénédiction de Roy Orbison (1936-1988) et de Harry Nilsson (1941-1994). Enregistré en analogique par Jonathan Rado et Ryan Pollie, *For the First Time Again* fait honneur à un songwriting de première classe, à la croisée de l’indie pop, de la soul et de l’américana des années 1970. Son timbre ultrasensible subjugue dès la soyeuse ballade *I Believe in Love*, en mode folk rock solaire sur *Matter of Taste*, sur l’impérial *Got a New Car* lové de cuivres, ou encore l’habité *Sing How I Feel*. Assurément notre coup de cœur de ce début d’année. ■ **FRANCK COLOMBANI**
Rough Trade/Beggars.



YIN YIN
Yatta !
Six ans après avoir été découvert par le label suisse Bongo Joe, Yin Yin sort son quatrième album, *Yatta !* Un disque influencé par le funk thaï, le disco et le rock psychédélique des années 1960-1970. Si on n’y retrouve pas la ferveur du premier opus, l’excellent *The Rabbit That Hunts Tigers* (2019), *Yatta !* dévoile un visage plus mature du quartet de Maastricht (Pays-Bas). *In Search of Yang* évoque ainsi la bande-son d’un western à paillettes, *Spirit Adapter* confirme cette nostalgie du disco, tandis que les synthés mystérieux de *Kasumi’s Quest* ou de *Slow Burner* renvoient aux sons de vieux jeux vidéo. Les influences asiatiques des Néerlandais restent fièrement affichées. On voyage en Thaïlande et à Taïwan avec *Pattaya Wrangler* et *Night in Taipei*, jusqu’aux sonorités japonisantes de *Lecker Song*. La rayonnante ligne de basse de *Golden Lion* ne laisse pas de place aux doutes : Yin Yin invite à l’exploration. ■ **ROMAIN GEOFFROY**
Glitterbeat/Modulor Records.



THE MOLOTOVS
Wasted On Youth
Si, ces dernières années, la scène rock anglaise s’est nourrie d’influences post-punk, le charme explosif des Molotovs reproduit jusqu’au mimétisme la vigueur originelle de The Jam, le groupe mené par Paul Weller à la fin des années 1970, en contemporains des Sex Pistols et des Clash. Même format trio, mêmes cavalcades échevelées de *power chords* (« accords de puissance ») et chant rageur célébrant l’énergie et les espoirs contrariés de la jeunesse, dans un style vestimentaire emprunté au mouvement mod des années 1960... A respectivement 17 et 19 ans, les photogéniques Londoniens Mathew (chanteur et guitariste) et Issey (bassiste) Cartlidge ont construit sur scène (près de 600 concerts depuis 2020) une réputation d’incandescente ferveur qui domine ce premier album. Exaltés par cette intensité, le frère et la sœur peuvent délivrer d’efficaces brûlots (*Get a Life, Daydreaming, More More More, Newsflash...*), mais pêcher aussi par monolithisme, les chansons misant plus sur la communion que sur les mélodies. Weller n’avait-il pas attendu la troisième album des Jam (*All Mod Cons*, en 1978) pour épanouir son talent d’auteur-compositeur ? ■ **STÉPHANE DAVET**
Marshall Records.

Sam Sauvage, l’électron libre de la pop française

Le chanteur à la plume aussi touchante qu’acérbe, nommé aux Victoires de la musique, sort un premier album aux sonorités new wave

RENCONTRE

Le garçon ne passe pas inaperçu avec sa tignasse brune échevelée et son costard-cravate de dandy. Sam Sauvage pourrait incarner un personnage des soirées parisiennes filmé dans *Les Nuits de la pleine lune* (1984), d’Eric Rohmer. Agé de 25 ans, Hugo Brebion de son vrai nom est, en ce début d’année, au centre des sollicitations médiatiques. Pour la sortie, vendredi 30 janvier, de son premier album, *Mesdames, messieurs !*, et pour sa nomination aux Victoires de la musique, catégorie « révélation masculine », où il sera en concurrence avec le populaire trio rap L2B et le chanteur Ino Casablanca. Vendredi 13 février, sur le plateau de La Seine musicale, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le charismatique Boulonnais interprétera, en direct avec son groupe de scène, *Les Gens qui dansent (j’adore)*, irrésistible ritournelle pop aux sonorités new wave qui l’a révélé il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Le grand brun au charmant sourire enfantin a conscience que cette exposition aux Victoires vient un peu vite. « *Sans faire de la fausse modestie, je l’ai vraiment appris de manière abrupte, soupèse-t-il dans les bureaux de son label parisien, Cinq7. Si jamais, un jour, j’ai dix albums derrière moi et une grosse carrière, je comprendrais et je serais fier. Pour l’instant, j’ai juste un EP et un album à paraître, donc je vois plutôt cette nomination comme une reconnaissance par rapport aux dix ans de musique que j’ai déjà passés dans les bars, les restos et les petits concerts.* »

Sens de la dérision
Depuis le printemps 2025, on a pu croiser son visage dans l’émission « Taratata », en première partie de Zaho de Sagazan ou des légendaires Sparks à la salle Pleyel (l’invitation des frères Mael s’est faite par leur messagerie Instagram). Pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de regarder son compte YouTube et ses premières vidéos diffusées il y a six ans : le jeune homme au costume sombre arbore déjà le même look, mais son identité musicale se cherche encore, dans une veine plutôt pop folk à la Bob Dylan, son modèle.

Le déclic artistique vient d’une chanson, *Pas bourré*, né d’une trouvaille de nappe synthétique qui servira ensuite de trame sonore à son deuxième EP, paru en 2025. La personnalité s’affirme dans sa façon de poser son timbre grave et dans son interprétation : « *J’ai commencé à chanter du ventre et à arrêter de forcer ma voix pour ressembler à quelqu’un. Et puis, la plupart de mes premiers textes étaient plutôt ennuyeux. J’ai commencé à ouvrir un peu mon regard, à écrire sur les gens, à prendre un peu plus de recul. C’est ça qui a sans doute ouvert la voie, même si je pense qu’il y a encore beaucoup à trouver.* » Quitte à trouver, *Mesdames, messieurs !* ne manque pourtant pas d’atouts séduction et d’ambition. Jusqu’ici, le chanteur di-

Le disque, intitulé « Mesdames, messieurs ! », fruit d’un effort collectif, ne manque pas d’ambition



Sam Sauvage, à Paris, le 20 janvier. JOËL SAGET/AFP

Dans « Un cri dans le métro », le musicien se glisse dans la peau d’un homme qui fait la manche

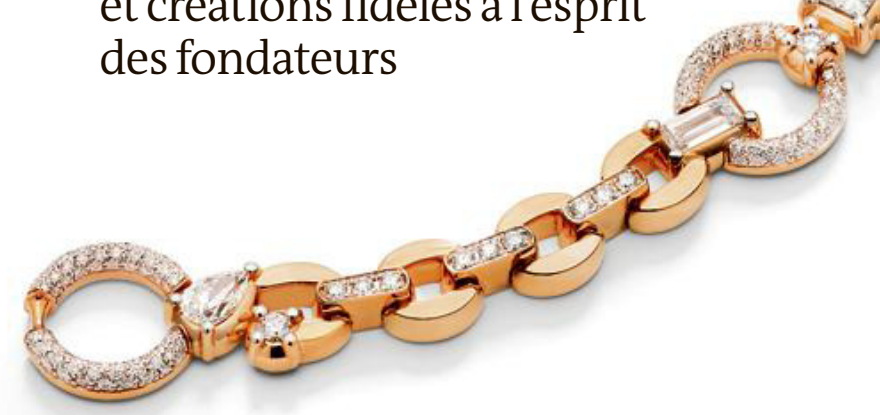
mal-être adolescent des années collège – on peut y trouver un lointain écho au *Allô maman bobo* (1977), d’Alain Souchon. Plus cruel, le single *Je ne t’aime plus* n’en demeure pas moins touchant dans sa manière de brosser la rupture sentimentale. Des thèmes d’actualité sont parallèlement abordés, à l’instar du poignant *Il pleut des femmes*. Sur un piano délicat rehaussé du violoncelle de Cécile Lacharme, la chanson s’inspire d’un drame personnel, une amie victime de féminicide, assassinée à 23 ans. La tragédie, survenue en décembre 2024, lui a « *tué toute [sa] part d’insouciance* ». Le brumeux *Boulogne*, hommage à sa ville portuaire natale de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), évoque le courage des marins qui partent sauver les migrants dans la Manche. Dans *Un cri dans le métro*, il se glisse dans la peau d’un homme

qui fait la manche, à bout de nerfs contre l’indifférence des passagers. « *Mesdames, messieurs !* », interpelle-t-il, désespéré. L’injonction, qui donne son titre à l’album, réapparaît sur *Avis de tempête*, morceau introductif où Sam Sauvage campe un présentateur météo sarcastique sur fond de réchauffement climatique. « *L’expression orale m’intéresse beaucoup, développe le chanteur. J’aime bien ce truc-là, parler, convaincre, ça me fait rire. J’aurais bien aimé avoir plusieurs vies, faire de la politique, être avocat...* » En bout de piste de l’album, *La Fin du monde* conclut sur une note d’espoir, en dépit de son titre apocalyptique. « *J’y parle justement d’un nouveau monde, qui va éclore un jour, argumente-t-il. Il y a toute une jeunesse qui se bat pour ça, qui est en train de le créer. Peut-être avec beaucoup de violence et de maladresse, mais peu importe, elle le fait.* » Refusant néanmoins d’endosser le rôle de porte-parole de sa génération, Sam Sauvage reflète tout simplement son temps. L’avenir lui sourit, la fin du monde attendra. ■ **FRANCK COLOMBANI**

Mesdames, messieurs !, de Sam Sauvage, Wagram/Cinq7. En tournée en France, en Suisse et en Belgique : à La Cigale, Paris 18^e, le 31 mars.

Quand la haute joaillerie s'inspire de son passé

Colliers du XIX^e revisités chez Boucheron, retour aux années 1970 chez Pomellato... Les dernières collections, présentées à Paris du 26 au 29 janvier, mêlent réinterprétations de classiques et créations fidèles à l'esprit des fondateurs



Bracelet Scala di Luce, Pomellato.
POMELLATO



Collier Belle Dior Galons Printemps, Dior.
DIOR



Collier Vimini, Bulgari.
BULGARI

Les défis stylistiques des joailliers britanniques

DANS LE PAYSAGE de la haute joaillerie, les maisons britanniques avancent sur un fil : les joailliers de Londres sont réputés à la fois pour leur service d'excellence destiné à une clientèle internationale et pour leurs gemmes de haute volée, mais ils ne s'avèrent pas forcément les plus créatifs esthétiquement. Du 26 au 29 janvier, en parallèle des défilés de haute couture, trois noms d'outre-Manche ont présenté à Paris leurs dernières collections, qui donnent à mesurer la pertinence de leur offre et les défis à relever pour peser, à l'avenir.

Le conglomérat diamantaire sud-africain De Beers profite de l'occasion pour repositionner sa marque. Renommée «De Beers London», elle a inauguré en janvier, avec un fastueux cocktail-dîner mondain, une boutique rue de la Paix. Le choix et le coût locatif de ce lieu, dans le prolongement de la place Vendôme, juste en face du leader Cartier, donnent une idée des ambitions que l'état-major s'impose. Mais y a-t-il un style De Beers London ? Cela reste à prouver. Le dévoilement d'une nouvelle parure, centrée sur un collier

transformable en rangs souples, rassemble plusieurs éléments distinctifs. En son centre, un diamant bleu en provenance d'une mine namibienne illustre sa capacité à proposer à ses clients des pierres très rares ; l'alternance entre diamants facetés et diamants laisés bruts (moins brillants et aux contours imparfaits) est une particularité visuelle remarquable. Mais, pour vraiment s'imposer comme un joaillier, et ne pas rester perçu comme un pur diamantaire, De Beers va devoir développer un vocabulaire plus clair, en faisant, par exemple, confiance à un directeur artistique capable d'avoir une vision articulée.

Émeraude menthe à l'eau

Diamants jaunes acidulés, saphirs bleu égyptien... Graff reste incontestablement un pourvoyeur de gemmes qui épatent, mais il demeure irrémédiablement classique. Cette saison, la maison indépendante se donne tout de même un petit coup de fouet, avec des boucles d'oreilles rigoureuses en diamants baguettes, mouchetées de saphirs taillés en poire, ou bien des

La maison est-elle toujours hantée par l'esprit du fondateur ? La question se pose à chaque directeur artistique du luxe. Omniprésente dans la mode, cette interrogation occupe aussi les joailliers. Le secteur, promis à 4,1 % de croissance d'ici à 2028 selon le cabinet d'études McKinsey, soit quatre fois plus que le prêt-à-porter, pioche allègrement dans son héritage, quitte à peu innover. Du 26 au 29 janvier, les dernières collections de haute joaillerie, révélées à une clientèle fortunée à Paris, en parallèle des défilés haute couture, ont encore accentué ce phénomène. A travers leurs pièces empierrées, les designers ont adopté un même impératif : s'en remettre à une figure passée de la marque pour espérer perpétuer son esprit.

« Ces dernières années, j'avais déjà éclairé plusieurs facettes de l'esthétique [du fondateur] Frédéric Boucheron. Mais je n'avais jamais raconté son histoire », souligne ainsi Claire Choisine, la directrice des créations de Boucheron. Pour cela, elle s'est imposé une rigueur : « Résumer l'essentiel de son legs en très peu de bijoux, comme si je devais donner une synthèse claire à ma mère. » Quatre pièces-clés résultent de cette réflexion. D'abord, un collier enrubanné surligné de laque noire et lesté d'un volumineux diamant taillé en émeraude, en écho à la forme octogonale de la place Vendôme, où s'installa en 1893 Frédéric Boucheron (1830-1902). Ensuite, deux épaulettes d'où des rangs

de diamants se déploient comme des ondes : un clin d'œil à une manche tulipe bordée de perles, signée dans les années 1880 par le fondateur, qui était fils de drapier.

Enfin, Claire Choisine ressuscite trait pour trait deux colliers dits « Point d'interrogation », reconnaissables à leur lame ressort flexible qui enserrait le cou. L'un, abstrait, de 1884, repose sur une enfilade de diamants. L'autre, dessiné en 1879, mais jamais réalisé, rappelle le goût du joaillier pour le végétal : il imite une branche de lierre en cascade, à laquelle la designer ajoute des baies givrées figurées par des cabochons de cristal de roche. Un dialogue limpide à plus d'un siècle d'écart et modulable : chacun des quatre bijoux peut se transformer de trois à sept manières différentes (en broche, bijou de cheveux, bague, bracelet...).

Des losanges d'or jaune
Chez Dior, Victoire de Castellane, à la tête de la joaillerie depuis 1998, connaît tout ou presque de Christian Dior (1905-1957). Un savoir biographique déployé dans ses 57 nouvelles pièces. De « Monsieur Dior », comme l'appellent toujours sentencieusement les salariés, elle croque la passion sans limite pour les jardins (un plastron peuplé d'une multitude de fleurettes, égayé par deux opales), les forêts (des bagues ou des boucles d'oreilles touffues de tsavorites et d'émeraudes comme un buisson), l'usage de rubans ou de galons (un collier en demi-cercle en saphirs et turquoise) ou la superstition astrologique (une parure en or finement perlée, diamants jaunes et demi-lunes d'opale)... La partition délicate est sans surprise, sauf pour l'emploi inédit de rubellite ou tanzanite taillées en pain de sucre (une pyramide arrondie).

La maison romaine Bulgari rouvre aussi les placards et met à nouveau à sa carte des colliers en maille souple tubogus ou sertis de pièces de monnaie antiques (entre 150 et 338 avant notre ère, selon les spécimens), deux de ses spécialités, en y ajoutant un plastron souple très réussi, inspiré d'une archive de 1942. Des losanges d'or jaune, parfois pavés, s'y agrent et se déploient comme des rayons de soleil. La griffe milanaise Pomellato, elle, puise dans les années 1970, époque où son fondateur, Pino Rabolini (1936-2018), dirigeait les affaires. La forme d'une chaîne vintage de ses débuts donne naissance à un collier inspiré par le théâtre de la Scala de Milan, enfilade chaotique de diamants variés (poire, brillant, baguette, etc.).

Chez le turinois Repossi, l'héritière Gaia Repossi avait peu joué avec la couleur depuis son arrivée à la direction artistique en 2007. Un domaine que son grand-père, Costantino Repossi (1920-2010), qui a lancé la mai-

V. PÉ.



Diadème Envol, transformable en masque, Chaumet.
CHAUMET



Collier Parcae, collection « En Equilibre », Cartier.
CARTIER

Chez Cartier, un collier en cascade de diamants adonné de trois généreux saphirs voisine avec une broche créée avec les mêmes gemmes, mais en 1913

son en 1957, embrassait pourtant sur tous les tons. Elle commence à se confronter à cet héritage en constellant ses colliers torques, manchettes ou bagues d'or strié de saphirs, tourmalines pêche ou indicolites, grenats mandarins, topazes ou citrines.

Enfin, Cartier et Chaumet font un choix similaire : révéler leurs nouveautés en parallèle d'archives. Le premier fait venir de Genève (Suisse) quelques trésors de sa fastueuse collection Cartier historique jusqu'à la rue de la Paix. Ce qui lui autorise des correspondances. Un collier en cascade de diamants adonné de trois généreux saphirs voisine avec une broche créée avec les mêmes gemmes, mais en 1913 et sous l'autorité de Louis Cartier (1875-1942) ; une boîte à cigares en bois verni, fermoir panthère et incrustations d'onyx, fait écho à un nécessaire de 1928 où le félin de profil est encadré par deux arbres en émeraude gravées.

Chez Chaumet, quelques archives du début du XX^e siècle ont été débaltées, toutes en forme d'aile, un motif présent dès 1810. Parmi eux, un diadème se distingue, en platine, diamant et émail bleu, créé par Joseph Chaumet (1852-1928). « Ici, l'émail n'est pas une simple pellicule en technique plique-à-jour [comme un vitrail plat], mais il est sculpté avec des variations d'épaisseur qui créent des jeux de lumière. La mondaine et sculptrice américaine Gertrude Vanderbilt Whitney a acquis ce diadème à Londres, le 2 mai 1910 », raconte Bertrand Bonnet Besse, ambassadeur du patrimoine.

De cette création, le studio actuel donne sa réinterprétation : neuf pièces ailées assez proches, dont l'émail grand feu (une technique à partir d'une poudre chauffée à haute température) offre, lui, un dégradé, du bleu Klein au turquoise. Enrichies de saphirs indigo, elles s'avèrent transformables. Les ailes se détachent en broche, s'assemblent sur un diadème ou, fixées à un bâtonnet d'or, deviennent un masque de bal vénitien. Une capsule modeste et juste qui rend hommage à la grandeur d'hier, en évitant l'écueil du pur passéisme. ■

VALENTIN PÉREZ

Gabriella Papadakis

« J’ai pu grandir dans une voie féministe parce que j’ai été athlète »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. La patineuse revient sur son enfance pleine de contraintes pour réussir

ENTRETIEN

Médaillée d’or aux Jeux olympiques de Pékin en 2022 et quintuple championne du monde de danse sur glace en duo, Gabriella Papadakis a atteint le sommet de sa discipline à 26 ans. La Française, qui a fait ses adieux à la compétition en 2024, retrace sa carrière d’athlète et son parcours de femme dans un livre, *Pour ne pas disparaître* (Robert Laffont, 272 pages, 19,90 euros). Elle y brosse notamment un portrait peu amène de son ancien partenaire Guillaume Cizeron, sacré champion d’Europe le 17 janvier avec son nouveau binôme, Laurence Fournier Beaudry. Avant la parution de l’ouvrage, le danseur sur glace l’a dénoncé, estimant que celui-ci « *contient des informations fausses, [lui] attribuant entre autres des propos [qu’il n’a] jamais tenus et [qu’il] juge graves* ».

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si ma mère n’avait pas été une entraîneuse de patinage artistique, à Clermont-Ferrand. Elle a perdu les eaux sur la glace et m’a mise sur des patins à l’âge de 4 ans. Je patinais par mimétisme, même dans le bain avec les boîtes de savon. C’est du moins ce qu’on m’a raconté. Dans mes tout premiers souvenirs de vie, je suis déjà patineuse. Puis j’ai côtoyé les patinoires comme on va à l’école. C’était une donnée, je ne la questionnais pas.

Quel a été le rôle exact de votre mère ?

C’était mon entraîneur. Tout le temps. Elle est la « *drive* », comme on dit au Canada, la motivation pure, la volonté. Elle a construit sa propre vie en faisant du patin, contre l’avis de ses parents, qui l’avaient emmenée un beau jour à la patinoire. Mais elle a commencé tard, et est devenue coach très jeune, à 19 ans. Nous n’avions pas beaucoup d’argent, elle a voulu me donner toutes les chances de réussir. Elle se formait auprès d’autres coachs, cherchait de nouvelles figures, étudiait les chorégraphies, m’envoyait suivre les meilleurs stages. A la maison, le plaisir de lire le soir était souvent interrompu par une phrase de la coach : « Tu vas être fatiguée à l’entraînement, demain. »

Comment l’entraînement se déroulait-il ?

Elle me sortait du lit entre 5 heures et 5 h 20. On vivait à quinze minutes de la patinoire en voiture. Elle ouvrait les lieux avec la première clé, la deuxième clé, puis on entrait dans le froid glacial de la patinoire de Clermont. A 6 heures, j’étais sur la glace. Elle me criait : « Allez, on se réveille ! » Cet entraînement durait une heure trente, puis j’allais à l’école. A la pause de midi, je retournais à la patinoire avec un sandwich dans la voiture pour un nouvel entraînement, puis de nouveau retour à l’école. Et le soir, tous les jours, conservatoire de musique. Le violon, le solfège, la chorale...

Était-ce une enfance heureuse ?

C’était l’inverse de l’insouciance. J’associe plutôt l’enfance à un passage difficile, j’étais heureuse d’en sortir, de prendre mon envol. J’étais une enfant timide, anxieuse, je relaçais mes patins, inlassablement, sur la glace... Être aussi timide quand on pratique un sport de spectacle, c’est particulier ! Il y avait aussi des moments plus doux et positifs, comme la lecture, de longues heures passées à la bibliothèque le week-end.

Où était votre père ?

Mon père ne m’a pas élevée, mais il faisait partie de ma vie. Il était très affectueux. Il est

grec et est venu en France peu avant ma naissance. Le couple de mes parents n’a pas fonctionné, il est parti aux Etats-Unis. Lui, c’est à la fois l’instabilité et la débrouille, il a été prof d’aérobic, DJ, chef d’un food truck à Austin, au Texas, chauffeur Uber... Mes parents ont voulu me donner les occasions qu’ils n’ont pas eues, et la fédération a financé mes entraînements : une chance incroyable que je n’aurais jamais pu obtenir ailleurs qu’en France. Moi, j’étais avant tout reconnaissante.

Vous patinez, dès l’âge de 9 ans, avec un garçon (Guillaume Cizeron), qui vous choisit pour partenaire. Vous formez un duo durant vingt ans...

Nous étions, enfants, meilleurs amis, avec une complicité extraordinaire. On se construit dès le plus jeune âge sur la patinoire, dans le milieu de la compétition. On grandit influencé par ce milieu. Je voulais absolument gagner, tout le temps. « L’important, c’est de participer » était pour moi une mentalité de perdant. Ma mère m’avait transformée en petit soldat qui se laissait guider par les décisions des autres, pour réussir à tout prix. Dans un monde où les filles sont remplaçables, car très nombreuses, et les garçons traités comme des rois, qui imposent le rythme et le mouvement, il se crée un déséquilibre, un ascendant sur les femmes au fur et à mesure du temps. Avec mon partenaire, j’étais habituée à suivre, à me couler dans ses gestes depuis toujours, ses décisions, son humeur. Mais j’aimais tellement le patinage que je ne le voyais pas.

Vous vouliez la médaille d’or à tout prix ?

Oui, il n’y avait que la compétition qui comptait, quitte à écraser les autres. Je vivais pour ça. Mais je sais aujourd’hui que les médailles, même l’or olympique, ne peuvent pas protéger de tout.

Vous et votre partenaire devenez champions du monde de danse sur glace à Shanghai, en 2015, à 19 ans. Comment vivez-vous cette arrivée si jeune au sommet ?

J’étais extatique ! Je pensais que ça allait prendre dix ans. Très vite, j’ai ressenti le vertige, il ne fallait pas perdre sa place. J’ai surtout compris que nous ne faisons pas que des pirouettes codifiées sur la glace, mais qu’on pratiquait un art de la scène où l’expression individuelle compte aussi. Pour la chorégraphie, nous avions travaillé le processus créatif avec une prof de théâtre, des rôles à habiter. J’ai adoré faire vivre des émotions au public.

Cette année-là, vous quittez Lyon pour vous installer au Canada.

Quand notre entraîneur nous annonce qu’il part pour Montréal, la décision se prend très vite. J’ai 19 ans, c’est l’aventure. Mon partenaire et moi, on n’a pas d’argent, pas de visa, pas d’appartement, et je pars pour un pays inconnu contre l’avis de ma mère. Je ne l’écoutais plus, je savais que ce centre d’entraînement était une chance pour ma carrière. Une semaine plus tard, j’avais trouvé un logement au plancher penché, tout près de la patinoire de Montréal, et on était déjà sur la glace. J’ai adoré cette vie-là.

Le Canada vous a-t-il changée ?

Oui, et j’y vis toujours depuis. C’est un pays très avancé sur les questions féministes, de bien-être, de santé mentale. Je me suis construite là-bas et, en marge du patin, j’ai découvert les milieux queer, le militantisme

Pour ne pas disparaître
de Gabriella Papadakis,
Robert Laffont,
272 pages, 19,90 euros



En 2024.
RUDY WAKS/MODDS

féministe, un autre monde. J’ai lu des autrices comme *[les écrivaines et militantes afro-américaines]* Maya Angelou *[1928-2014]*, *Je sais pourquoi chante l’oiseau en cage*, ou Audre Lorde, avec *[son discours prononcé en 1977]* « Transformer le silence en paroles et en actes ». Tandis que je patinais, que nous remportions des médailles partout dans le monde, j’évoluais dans d’autres cercles, qui m’offraient un espace de respiration, d’intimité.

Au point que vous vous dédoublez : l’athlète de haut niveau qui représente la France et la femme qui découvre sa bisexualité...

Dans ma famille comme dans le monde du patinage, la bisexualité était rejetée, moquée, moins admise que l’homosexualité. Les filles patineuses que je fréquentais craignaient l’impact sur leur carrière, nous étions tout au fond du placard. J’ai attendu quelques années, puis j’ai fait des rencontres hors de ce monde-là.

Le rapport au corps tient une place centrale dans votre vécu. Votre corps n’est pas le vôtre, comme si vous apparteniez au jury, au partenaire, à l’entraîneur, à la fédération, écrivez-vous dans votre livre.

Ce qui est insidieux, c’est que pour parvenir à de telles performances, encore plus pour gagner, il faut exercer une certaine violence contre son corps. C’était d’abord le rapport à la beauté, à la féminité, au maquillage. J’avais de longs cheveux blonds lissés, alors que je suis brune aux cheveux bouclés ! Il faut travailler son apparence féminine. Aux JO de Pyeongchang *[en Corée du Sud]* en 2018, quand mon costume se dégrafe dès le début de la première épreuve, le monde entier regarde à la télé. Tous nos efforts de sportifs s’effondrent pour un bouton. Je continue à patiner, impassible, mais le jour le plus important de ma vie devient le pire, en une seconde. Je ne suis plus qu’un corps nu, des hommes m’arrêtent dans la rue pour parler de mes seins, la vidéo se retrouve sur des sites pornographiques... J’avais 22 ans, et je réalise aujourd’hui que cette hypersexualisation contre mon gré n’était pas anodine.

Le corps, c’est aussi la gestion des blessures...

Après une chute sur la tête lors d’un entraînement, j’ai eu une commotion cérébrale. J’ai dû m’arrêter deux semaines. Je voyais flou, mais je culpabilisais, je n’avais pas le temps de retourner à l’hôpital, il fallait revenir à l’entraînement pour ne pas freiner les résultats de la fédération, la carrière de mon partenaire, qui m’avaient attendue... Plus tard, je suis tombée enceinte malgré la pilule. J’en voulais à mon corps de femme d’avoir pris le dessus sur mon corps d’athlète. C’était une honte d’avoir perdu le contrôle sur ce corps. J’ai fait une interruption volontaire de

grossesse, qui a échoué. Quelques jours après, je patinais aux championnats du monde de 2019, et j’ai fait une fausse couche sur la glace, sans que personne ne s’en aperçoive, sous l’œil des caméras. Mon amour du patinage m’a poussée à traiter mon corps comme une machine.

Faut-il en passer par là pour devenir championne du monde ?

Non, heureusement ! Dans mon expérience, je subissais de la violence, avec une capacité de dissociation qui vient de quelque part. J’ai subi des agressions sexuelles, deux viols, dans l’adolescence, en 2012 et en 2014, dont je n’ai pas mesuré la gravité sur le moment. L’un de ces viols a été commis par un entraîneur chorégraphe quand j’avais 18 ans. J’ai continué à vivre. Flancher, appeler au secours était à mes yeux une marque de faiblesse. Je ne voulais pas impacter ma capacité à m’entraîner. Mais plus tard, j’ai traversé une dépression. Il m’a fallu beaucoup de temps et de thérapie pour m’en libérer : et c’est possible, je me suis complètement reconstruite. La relation avec mon ancien partenaire était à l’image de nos tempéraments respectifs, mais aussi d’un système de compétition, d’une culture conservatrice, dont je souhaite qu’ils évoluent. Ce serait protéger les athlètes, qui se vivent comme des êtres à part, soumis à des contraintes très fortes, coupés des autres, mais qui sont aussi humains, avec des fragilités.

Vous considérez-vous toujours comme une athlète ?

Je ne fais plus de compétition depuis que j’ai décidé de quitter le patinage, il y a un an. Je veux porter des valeurs : la justice, l’égalité entre les hommes et les femmes, la prise en compte de la femme dans les sports mixtes. Et il se trouve que j’ai pu grandir dans cette voie féministe parce que j’ai été athlète.

En 2025, pour casser les codes, vous avez patiné en duo avec une femme, Madison Hubbell, ancienne athlète olympique américaine...

C’était ponctuel, mais j’en ressors convaincue que, à niveau d’entraînement égal, il n’y a pas de fatalité aux rôles attribués à l’homme et à la femme. Qui guide qui, qui porte qui ? Avec mon amie Madison, on s’en est très bien sorties !

Vous avez 30 ans, qu’allez-vous faire dans les prochaines années ?

Je n’abandonne pas le patinage artistique : je danse pour des spectacles, je participe à des formations de jeunes athlètes... J’ai des projets, mais je me demande désormais à quel point on peut être heureux en renonçant à ses valeurs. Je sais que, pour moi, le bonheur n’est plus dans les médailles. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
IVANNE TRIPPENBACH

Zaki Laïdi La théorie des sphères d'influence est moins opérante que pendant la guerre froide

L'ordre international est davantage régi par des dynamiques qui s'entrechoquent, entre une bipolarisation sino-américaine et l'essor du Sud global, que par un redécoupage du monde entre puissances impériales, analyse le politiste

Pas un jour ne passe sans que les commentateurs convergent vers cette interprétation imparable : pour comprendre le monde, il convient d'adhérer à la thèse des sphères d'influence, que se partageraient les grandes puissances. Cette interprétation contient naturellement des éléments de vérité. Mais est-elle pour autant opératoire ? Quatre facteurs essentiels en limitent la valeur heuristique.

Premièrement, en 2025, il est infiniment plus difficile de construire des sphères d'influence que trente ou cinquante ans auparavant. Pendant la guerre froide, ces sphères existaient et étaient bien admises. L'Amérique latine était sous total contrôle américain, l'Asie divisée, de même que l'Europe. C'est Michel Debré, alors ministre des affaires étrangères, qui dira, au lendemain de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968 : « *Naturellement, nous ne ferons rien.* »

La volonté de se partager le monde est au fond assez naturelle pour les Etats. Avant même la fin de la seconde guerre mondiale, le président américain Fran-

klin D. Roosevelt avait proposé aux Soviétiques aux Anglais la thèse des « quatre policiers », chargés de régenter le monde. Le quatrième n'était pour lui pas la France mais la Chine.

Avec la fin de la guerre froide et la montée en puissance de la Chine, ces zones d'influence se sont délitées. Prenons le cas de l'Amérique latine. En l'an 2000, les Etats-Unis étaient le premier partenaire commercial de toute l'Amérique latine et centrale. Aujourd'hui, c'est la Chine qui occupe ce rôle dans presque tous ces pays. Le Chili réalise 35 % de son commerce avec Pékin ; le Brésil, 25 %. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux Etats-Unis a même accru la dépendance de Brasilia envers Pékin, car la fermeture du marché américain a incité la Chine à se fournir davantage en soja brésilien. Comment, par simple volonté politique, les Etats-Unis pourraient-ils inverser cette diversification structurelle ? On pourrait étendre les exemples et parler notamment de l'Afrique. Comme l'Amérique latine, elle a pour premier partenaire commercial la Chine, mais cela doit-il nous conduire à conclure que le continent est

désormais sous total contrôle chinois ? Rien n'est moins sûr. Preuve en est : les Emirats arabes unis sont le premier investisseur sur le continent.

La deuxième raison, qui incite à se montrer prudent et réservé sur la restauration des zones d'influence, concerne l'immensité des pays et des régions où l'on peine à voir prévaloir ces règles de partage. Qui peut sérieusement penser que l'Inde va se plier à la logique des zo-

CERTAINS ACTEURS INTERMÉDIAIRES SONT BIEN DÉCIDÉS À NE PAS SE LAISSER ENFERMER DANS DES JEUX DOMINÉS PAR LES GRANDS

nes d'influence, alors que toute son action politique, depuis son indépendance en 1947, est mue par l'affirmation d'une indépendance stratégique.

Certes, les droits de douane de Trump l'ont sérieusement ébranlée – elle dont les dirigeants souvent trop sûrs d'eux se voyaient en grands bénéficiaires de l'approche transactionnelle du président américain, soucieux de négocier des « deals » en dehors des cadres traditionnels. Pour autant, l'Inde s'adapte. Elle redécouvre les bénéfices de sa coopération militaire avec Moscou, investit massivement dans la défense, tente de normaliser en partie ses rapports avec Pékin, intensifie ses relations avec le Japon, la Corée du Sud, les Emirats arabes unis, Israël et bien évidemment l'Europe. De quelle zone d'influence parle-t-on donc ici ?

Ce qui vaut pour l'Inde vaut aussi pour l'Europe. Son inféodation stratégique et économique aux Etats-Unis ne date pas de la présidence de Trump. La question n'est donc pas de savoir si l'Europe va s'enfoncer davantage dans la zone d'influence américaine, mais si, comme l'avait prédit le général de Gaulle, « *un sentiment national européen ne pourra s'affirmer que face aux Russes et aux Américains* ».

Le « moment Suez »

Historiquement, l'Europe a connu un moment comparable. Il eut lieu en 1956 quand les Etats-Unis et les Soviétiques exigèrent de la France et du Royaume-Uni qu'ils se retirent d'Egypte, où ils intervenaient alors militairement après la nationalisation du canal de Suez par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Ce « moment Suez » incita alors le chancelier allemand, Konrad Adenauer, à dire au président du conseil des ministres français, Guy Mollet, que l'alternative était de faire l'Europe : « *L'Europe sera votre revanche.* » Le sera-t-elle cette fois ? La question est ouverte.

La troisième objection est encore plus fondamentale. Dans les théories du système international, on a coutume de considérer qu'une superpuissance ne peut conserver son statut qu'à deux conditions : contrôler son propre espace régional et dénier à toute autre puissance le contrôle de sa région. Ce qui veut dire que si les Etats-Unis veulent continuer à dominer le monde, ils doivent impérati-

vement consolider leur position dans l'hémisphère occidental, tout en déniaut à la Chine le contrôle de l'Asie.

Or, un tel objectif est en parfaite contradiction avec la thèse des sphères d'influence, qui supposerait que Washington laisse Pékin dominer l'Asie. S'ils faisaient un tel choix, les Etats-Unis perdraient immédiatement leur statut de superpuissance au profit de la Chine. Consistent de ce risque, Trump a finalement accepté de conserver intact le réseau d'alliances du pays en Asie (Japon, Corée du Sud et Australie). Et rien n'indique une inflexion américaine sur Taïwan, qui demeure un enjeu géopolitique majeur.

Il y a enfin un dernier facteur. Il vient de l'existence d'un certain nombre d'acteurs intermédiaires, bel et bien décidés à ne pas se laisser enfermer dans des jeux dominés par les grands. Non intégrés à des alliances, ils veulent profiter des tensions internationales pour accroître leur marge de manœuvre, pas simplement à travers des discours, mais grâce à des ressources financières colossales – à travers notamment les fonds souverains – et une capacité à se rendre indispensables à tous. C'est le cas des pays du Golfe (les négociations sur l'Ukraine ont lieu à Abou Dhabi), de la Turquie, qui veut créer sa propre zone d'influence et non s'insérer à celle d'une grande puissance, de l'Indonésie ou du Vietnam. Ils veulent jouer sur tous les tableaux sans avoir à s'aligner. C'est en cela que le Sud global a du sens.

Dans un système international hybride, où rebipolarisation sino-américaine et multipolarité croissante s'entrechoquent, ce qui prévaut avant tout, c'est une extrême fluidité des situations dans un monde sans arbitre. Raison de plus pour ne pas céder aux interprétations trop simples. ■

Zaki Laïdi est politiste et professeur à Sciences Po Paris. Il copublie en février « *The Hedgers. How Global South Navigates Sino American Competition* » (« *les puissances furtives. Comment le Sud global navigue dans la compétition sino-américaine* », Cambridge University Press, non traduit)

Luuk van Middelaar Avec Trump, l'Europe encaisse une attaque idéologique de la part de son protecteur historique

Alors que la Russie s'est reconstruite autour de l'idée de patrie assiégée, que la Chine articule son ascension autour d'une conception confucéenne de l'Etat et que les Etats-unis abandonnent leur allié stratégique, l'Europe doit réaffirmer la force de sa civilisation, estime le philosophe

Pour l'Europe, le second mandat de Trump ne prête guère à la célébration. Le président des Etats-Unis concrétise désormais à marche forcée l'offensive impériale et idéologique annoncée dans sa stratégie de sécurité nationale. L'Europe n'y apparaissait plus comme un allié, mais comme une terre affaiblie, aussi dépendante que cadavérique. Pour se défendre, face à la menace sérieuse d'une annexion du Groenland, l'Europe n'aura d'autre choix que de réapprendre le langage de la puissance. Mais elle devra aussi reprendre à son compte la puissance du langage. C'est que la crise que traverse notre continent n'est pas seulement stratégique ou militaire. Elle est aussi, et peut-être d'abord, narrative.

Depuis leur indépendance, et plus encore depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis, eux, ont construit un récit singulier et exportable. Là où d'autres puissances se sont définies par la continuité territoriale ou la permanence étatique, l'Amérique s'est pensée comme une promesse – un récit fondé moins sur l'enracinement que sur l'adhésion, des usines à rêves d'Hollywood au soft power feutré de [l'ex-président] Barack Obama. La Russie, s'est reconstruite autour de l'idée de patrie assiégée, de continuité historique et de sacrifice ; la Chine articule son ascension

autour d'une conception de l'Etat profondément marquée par l'héritage confucéen. Chaque grande puissance contemporaine s'appuie ainsi sur un récit civilisationnel cohérent, sans laquelle elle ne saurait soutenir la projection de sa puissance dans un monde multipolaire. L'Europe, elle, a longtemps cru pouvoir se dispenser d'un tel récit, protégée par le parapluie américain et vaccinée par les catastrophes du XX^e siècle contre toute affirmation civilisationnelle – au profit d'un ancrage dans des valeurs dites « universelles ».

Avec Trump, l'Europe encaisse bien sûr un abandon stratégique de la part de son protecteur historique. Mais elle encaisse surtout une attaque idéologique. Pour le premier, même si on peut toujours reprocher la lenteur du processus, les chefs de gouvernement s'accordent sur une réponse militaire, économique et technologique. Face au second, en revanche, l'Europe reste sans voix. Quand en février 2025, à Munich, le vice-président américain, J. D. Vance, accusait les démocraties européennes et soutenait l'extrême droite allemande, l'indignation régnait sans que personne ne propose un contre-récit crédible. Le danger, c'est la

fragmentation intérieure : une Europe morcelée en récits nationaux concurrents, incapable de produire un horizon commun, au-delà de la nation, en deçà de l'universel. Or, l'absence de récit n'est plus une neutralité. C'est une vulnérabilité. Cela suppose de rouvrir un débat que l'Europe a trop longtemps évité par confort moral : celui de qui elle est.

A cet égard, un mot a été progressivement abandonné jusqu'à devenir suspect : celui de civilisation. L'extrême droite s'en est emparée en le réduisant à une essence ethnique ou religieuse, fi-

UNE CIVILISATION NE CHOISIT PAS SON PASSÉ : ELLE EN HÉRITE. ET L'ASSUMER, C'EST RECONNAÎTRE DES FAUTES, VOIRE S'EXCUSER

gée et excluante. En réaction, les démocraties libérales ont préféré l'éviter, laissant le terrain symbolique à leurs adversaires. Cette abdication est une faute stratégique. Car une civilisation n'est pas nécessairement une identité fermée ; elle peut être un héritage politique et culturel, transmis, discuté, transformé. Tout comme le président Macron revendiquait la « *souveraineté européenne* » face au souverainisme version Brexit, la « civilisation européenne » doit désormais répondre aux offensives des MAGA [Make America Great Again].

Défendre les libertés

Parler de civilisation européenne suppose cependant une lucidité sans concession sur son histoire. Cette notion a été mise à mal par l'expérience coloniale, trop souvent justifiée au nom d'une prétendue mission civilisatrice. Il ne s'agit ni de nier cet héritage ni de le revendiquer avec fierté, comme le font aujourd'hui les courants réactionnaires. Une civilisation ne choisit pas son passé : elle en hérite. Et l'assumer, c'est parfois reconnaître des fautes, voire s'excuser. Cette capacité à se regarder en face, à interroger ses propres aveuglements et à inté-

grer ses fractures dans un récit commun, fait partie intégrante de l'héritage européen. Loin d'affaiblir la notion de civilisation, cette réflexivité en est l'un des traits constitutifs. Elle exprime une culture du doute, de la responsabilité et de la limitation du pouvoir qui nous définit.

La civilisation européenne ainsi entendue n'est ni ethnique ni religieuse. Elle est politique et culturelle. Elle se reconnaît dans la pluralité des Etats, des cultures et des langues sur notre petit continent ; dans l'Etat de droit, la liberté de critique, l'égalité entre les femmes et les hommes ; dans la raison, la science et la critique ; dans le refus de la peine de mort, la séparation du politique et du religieux, et une culture du compromis. Une civilisation façonnée par les tragédies du XX^e siècle, consciente de ses fautes passées, mais décidée à défendre les libertés qu'elle a péniblement conquises. Cette clarification est d'autant plus nécessaire que la notion même de « Occident » se délite. Longtemps, l'Europe a pu s'abriter derrière un horizon transatlantique. Or, cet horizon est aujourd'hui rompu. Le second mandat de Donald Trump consacre la fin d'un récit commun. L'Amérique ne se pense plus

comme garante d'un ordre libéral partagé, mais comme une puissance civilisationnelle rivale, prête à soutenir en Europe des partis frères du mouvement MAGA – tout comme le Kremlin le faisait jadis avec les forces d'extrême gauche. Dans ce contexte, continuer à se définir comme simple composante d'un « Occident » abstrait relève de l'illusion et nous renvoie, compte tenu du rapport de force, sous le joug de Trump.

L'Europe, qui est déjà plus qu'un espace de normes ou un marché, ne saura vraiment se manifester sur la scène mondiale comme une puissance si elle n'accomplit pas son émancipation narrative. L'Ukraine et le Groenland posent cette question avec une brutalité nouvelle : qu'est-ce que l'Europe est prête à défendre ? Dans un monde structuré par des récits concurrents, renoncer à raconter sa propre histoire, y compris à venir, c'est accepter qu'elle soit racontée par d'autres – en des termes moins favorables. Ne laissons pas une certaine classe politique s'approprier le terme de civilisation. ■

Luuk van Middelaar est historien et théoricien politique, cofondateur et directeur du Brussels Institute for Geopolitics

LES CONSÉQUENCES DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La natalité baisse, et la proportion de retraités dans la société va continuer d’augmenter, nous dit l’Insee. Le déclin démographique est-il si mauvais pour l’environnement, la croissance, l’emploi et les finances publiques ?

La baisse de la natalité peut aider à résoudre quelques difficultés que connaît la France

La chute du nombre de naissances peut aider à réduire le chômage, apaiser les tensions sur le logement et élever la qualité du système éducatif, estime l’ancien rédacteur en chef d’« Alternatives économiques » **Guillaume Duval**

Le contexte

Le 13 janvier 2026, l’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié son bilan démographique et annoncé que le solde naturel de la France était désormais négatif : il y a plus de décès que de naissances. Au 1^{er} janvier, les personnes de plus de 65 ans sont presque aussi nombreuses que les moins de 20 ans (22,3 % contre 22,5 %), souligne l’Insee. Le vieillissement devrait s’accélérer à partir de 2030 pour culminer en 2050 : les plus de 65 ans représenteraient alors près d’un tiers (27,5 %) de la population. Cette évolution transforme en profondeur l’équilibre entre populations active et inactive, les finances publiques, le marché du travail et la structure de la consommation. Si le vieillissement peut freiner la croissance potentielle et accroître les dépenses de retraite et de santé, il génère aussi de nouvelles occasions dans les secteurs des services, du soin ou de la « silver économie ».

Le bilan démographique de la France pour l’année 2025, que l’Insee a publié le 13 janvier, fait apparaître pour la première fois un solde naturel négatif. Le nombre des morts, en nette augmentation, a excédé celui des naissances. Cette publication a suscité une énième poussée de discours déclinistes et les appels au « réarmement démographique », selon la formule utilisée par le président de la République, Emmanuel Macron, en 2024, se sont multipliés. Pourtant il s’agit d’une évolution qui n’est pas aussi négative qu’on le dit pour la France elle-même : elle peut nous aider à résoudre quelques-unes des plus graves difficultés que le pays rencontre aujourd’hui, même si elle en pose d’autres aussi.

Cette évolution n’est pas spécifiquement française : c’est plutôt la situation antérieure qui constituait une exception avec une fertilité des femmes qui restait singulièrement élevée dans notre pays. On observe la même tendance chez tous nos voisins européens. Le niveau de fécondité est le même aux Etats-Unis qu’en France et la décroissance démographique est beaucoup plus marquée en Chine, en Corée du Sud ou au Japon. On observe en fait la même tendance sur toute la planète, sauf en Afrique subsaharienne (pour l’instant).

Cela implique que les discours qui tentent en avant la perte de compétitivité économique ou la perte de poids politique qu’une baisse de la population impliquerait n’ont pas de sens : la Chine elle-

même, la grande puissance qui monte actuellement, devrait être beaucoup plus handicapée que la France et l’Europe par son évolution démographique au cours des prochaines décennies.

Pourquoi fait-on moins de bébés ? Les causes sont multiples : difficultés à se loger, à combiner éducation des jeunes enfants et activité professionnelle, désir de profiter davantage de sa vie et de son temps, inquiétude pour l’avenir du pays et de la planète... sans qu’il soit possible de quantifier précisément chacun de ces facteurs. On sait aussi que partout les politiques publiques natalistes, même très volontaristes, n’ont en réalité qu’un effet marginal sur ces tendances lourdes. Cette évolution est par ailleurs très positive sur le plan écologique. Quand je suis

né, en 1957, il y avait 2,7 milliards d’êtres humains sur la Terre. Aujourd’hui, il y en a 8,1, exactement trois fois plus. Et ils rêvent tous – et c’est tout à fait normal – de pouvoir un jour consommer autant que nous. Même s’il y a encore de très fortes inégalités à ce niveau, la croissance démographique massive des dernières décennies entretient clairement un rapport étroit avec la forte dégradation de l’environnement qu’on a observée parallèlement à l’explosion des émissions de gaz à effet de serre, l’effondrement de la biodiversité, la déforestation, la dégradation des sols, la raréfaction de l’eau douce, la pollution plastique et chimique... qui menacent de rendre la planète inhabitable.

Bousculer nos manières de penser

Les arbres ne montent pas jusqu’au ciel et si cette croissance démographique doit s’arrêter, mieux vaut que cela passe par une diminution du nombre des naissances plutôt que par les guerres et les épidémies qui ne manqueraient pas de se multiplier sur une planète qui ne peut plus supporter des humains trop nombreux qui la détruisent.

Par ailleurs, sur le plan national, cette évolution devrait aider à détendre assez rapidement la situation du marché du logement, ce qui est un des principaux problèmes que connaît aujourd’hui le pays. C’est à la fois un problème social – pour la jeunesse – et économique puisque le coût trop élevé du foncier, qui résulte de ces tensions, affecte la compétitivité des entreprises du pays. Cette situation peut se dénouer sans qu’on ait à artificialiser davantage encore le territoire. La baisse de la démographie devrait aussi nous aider à résoudre une autre des plus graves diffi-

cultés que connaît le pays actuellement : la mauvaise qualité et le caractère profondément inégalitaire de notre système éducatif. Avec la baisse du nombre d’enfants, on va pouvoir s’attaquer à ce problème sans avoir besoin d’accroître les dépenses publiques dans un contexte très tendu sur ce plan.

Certes, il nous faudra aussi vivre durablement avec une proportion importante de personnes âgées dans la population, tant qu’un nouvel équilibre démographique ne sera pas atteint. Il faudra subvenir à leurs besoins et s’occuper d’elles, notamment quand elles deviennent dépendantes.

Mais, outre que le vieillissement de la population va contribuer à régler notre problème chronique de chômage pour un long moment, tous les pays de la planète vont connaître une situation similaire, comme on l’a vu précédemment. Un système social dont le financement ne pourrait reposer que sur une croissance démographique infinie, cela porte un nom : une pyramide de Ponzi.

La nouvelle transition démographique implique des bouleversements sociaux et sociétaux majeurs qui bousculent nos habitudes et nos manières de penser. Mais il vaut mieux faire avec que de rêver d’un retour, probablement impossible et de toute façon non souhaitable, à une croissance démographique supposée infinie. ■

Guillaume Duval est essayiste, ancien rédacteur en chef d’« Alternatives économiques », coprésident du Club Maison commune

Moins de naissances, plus de pression fiscale sur les actifs

Les deux économistes du Rexecode **Denis Ferrand** et **Olivier Redoulès** appellent à augmenter le taux d’emploi des seniors et des jeunes

En 2025, la France a compté pour la première fois depuis 1945 moins de naissances que de décès, sous l’effet d’une chute de la natalité. Le basculement vers un solde naturel négatif a lieu dix ans plus tôt que ce qui était prévu par les dernières projections de l’Insee datant de... 2021. La population croît encore, du fait du solde migratoire positif, mais, d’après les projections de l’INED [Institut national d’études démographiques] actualisées en 2025, elle pourrait baisser après 2040. La France se dirige vers une attrition démographique qui soulève d’importants défis macroéconomiques et sociétaux.

A court terme, la baisse de la natalité n’est pas forcément une mauvaise nouvelle. Cela fait au fond moins de bouches à nourrir, au moment où le pays doit mobiliser des ressources pour se désendetter, se réarmer et se décarboner. La baisse d’un quart des naissances depuis 2010 va alléger la pression sur nos services publics, à commencer par les écoles. Mais ne nous y trompons pas : moins de naissances aujourd’hui, c’est moins de bras demain. Or la production de richesses dépend de la

quantité de travail, c’est-à-dire du nombre total d’heures travaillées. Cette circonstance est d’autant plus cruciale que le vieillissement de la population induit une hausse de la demande de services (santé, soins personnels...) intensifs en main-d’œuvre, au moment précis où celle-ci se trouve progressivement amputée par le départ à la retraite des générations aujourd’hui les plus nombreuses.

Avec la part des plus de 65 ans qui devrait passer de 22 % en 2025 à 29 % en 2070, la dépense publique s’alourdirait de 4 points de PIB d’après la Cour des comptes, du fait des dépenses de retraites et de maladie, et ce malgré les éco-

nomies induites par la baisse des naissances. La pression fiscale et sociale s’exerçant sur les actifs va s’amplifier, à défaut de penser des recettes alternatives.

La France travaille moins d’heures par habitant en âge de travailler que de nombreux pays ayant un niveau de richesse comparable. Elle dispose donc d’un gisement de travail à mobiliser. Dans une étude de Rexecode publiée en mars 2025, nous estimions que 4 millions d’emplois seraient créés si nous étions aussi nombreux à travailler que dans des pays comme la Suède.

Ici réside la véritable justification du report de l’âge de départ à la retraite : augmenter le taux d’emploi des seniors, qui a déjà plus que doublé en vingt-cinq ans mais reste bas en comparaison européenne. Il y a aussi beaucoup d’emplois à créer chez les jeunes, dont 1,4 million d’entre eux ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Ce serait certes pour partie des emplois à temps partiel, mais les salariés à temps complet pourraient aussi travailler plus d’heures pour s’aligner avec leurs collègues européens. Augmenter l’emploi des

seniors suppose de maintenir les personnes capables de travailler, tant sur le plan physique et cognitif que sur celui de l’employabilité et des compétences.

La hausse récente de l’emploi des seniors en France et ailleurs montre qu’il est possible de rester actif de plus en plus longtemps. Le Fonds monétaire international (FMI) observe que « the 70s are the new 50s » (« les septuagénaires sont les nouveaux quinquagénaires ») sur le plan cognitif, avec des perspectives d’allongement de la vie active à hauteur des gains d’espérance de vie. Vieillir en bonne santé devient ainsi un impératif autant économique que social.

Impact de l’immigration

Contrairement à d’autres pays comme le Japon, l’Allemagne ou les Pays-Bas, la France ne dispose pas d’un patrimoine net à l’international qui pourrait lui procurer un peu de grain à moudre. C’est plutôt l’inverse : elle est endettée vis-à-vis du reste du monde (de 670 milliards d’euros fin 2024). La charge de la dette externe va donc peser sur notre revenu national, alors même que les effets du vieillissement se feront sentir,

là où le Japon ou l’Allemagne tirent des ressources nettes de leurs investissements à l’étrangers et se muent en véritables rentiers. Il est encore temps d’anticiper ce trou d’air en constituant un fonds de capitalisation collectif investi dans la croissance mondiale. Les retraités actuels, qui ont épargné l’essentiel des revalorisations récentes de pensions, selon l’Insee, pourraient contribuer à cet effort collectif à l’égard des générations futures. Ce serait un geste de solidarité intergénérationnelle, pour éviter que le niveau de vie des retraités futurs ne décroche trop par rapport au reste de la population.

Ce fonds pourrait aussi financer des investissements dans la robotisation et l’automatisation en France, qui sont des leviers pour augmenter la productivité nationale. Naturellement un tel fonds devrait être protégé de la tentation naturelle des gouvernements futurs de le dilapider pour des objectifs politiques de court terme.

L’immigration est souvent mentionnée comme une réponse évidente au ralentissement démographique. Pourtant, son impact positif sur la démographie ne se

traduit pas systématiquement par un gain économique pour la nation. Celui-ci dépend du niveau d’intégration sur le marché du travail mais aussi de la productivité des travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs déjà présents

Pour la France, en particulier, la Cour des comptes souligne [dans un rapport de décembre 2025] que l’impact de l’immigration sur les finances publiques est neutre ou légèrement négatif, en raison notamment du taux d’emploi plus faible des immigrés. Leur contribution aux recettes publiques serait en moyenne inférieure de 15 % à 20 % à celle des autochtones, pour un recours aux services publics jugé équivalent. Ces constats invitent à mieux prendre en compte, dans l’élaboration et le pilotage de notre politique migratoire, ses effets nets sur l’économie et les finances publiques. ■

Denis Ferrand est directeur général de Rexecode ; **Olivier Redoulès** est directeur des études de Rexecode

Mathilde Muñoz « Le vieillissement contribue à la réduction des inégalités spatiales en France »

ENTRETIEN

Mathilde Muñoz est professeure d'économie à l'université de Californie à Berkeley, aux États-Unis. Ses recherches portent sur les tensions que la mondialisation exerce sur les systèmes fiscaux nationaux.

Selon l'Insee, la part des plus de 65 ans continue d'augmenter rapidement, sous l'effet conjugué de l'allongement de l'espérance de vie et de l'arrivée des générations du baby-boom à des âges élevés. Quelles sont les conséquences de cette évolution sur les finances publiques ?

Le débat et la littérature économique se focalisent généralement sur l'impact du vieillissement sur les dépenses sociales et sur les déficits des régimes de protection sociale, à commencer par les retraites et l'assurance-maladie. Un autre effet, en revanche, est le plus souvent ignoré : celui qui porte sur la fiscalité.

Les retraités représentent une part croissante de la base fiscale, à la fois parce qu'ils sont de plus en plus nombreux et parce qu'ils disposent, en moyenne, de revenus et de patrimoines plus élevés que ceux des actifs – aux États-Unis, par exemple, les plus de 65 ans représentaient, en 2021, 16 % de la population, mais près d'un quart des recettes fédérales de l'impôt sur le revenu. Dans ce contexte, les gouvernants doivent se poser deux questions : où habitent les retraités et où payent-ils leurs impôts ?

Les retraités ont-ils une forte mobilité géographique ?

Oui. En France, entre 2012 et 2017, 12 % des personnes prenant leur retraite ont déménagé l'année de leur départ, un an plus tôt ou un an plus tard, selon l'Insee. La fin de la vie active s'accompagne alors d'un changement de cadre de vie. Les retraités s'installent en moyenne dans des territoires plus ruraux, moins denses et moins productifs, à l'inverse des actifs plus jeunes, attirés par les bassins d'emploi dynamiques. Certains seniors privilégient le littoral, la nature ou des territoires agréables, où ils ont accès à des loisirs ; d'autres recherchent surtout des zones où, du fait de prix inférieurs – du logement, notamment –, leur pouvoir d'achat sera plus élevé.

Attirer les seniors est-il bénéfique pour une économie locale ?

Oui. C'est ce que nous avons montré avec mes collègues économistes Marco Badilla Maroto, Benjamin Faber et Antoine Levy. Nous avons analysé, sur les soixante dernières années, l'impact de la migration des retraités sur les marchés du travail et les économies locales à l'échelle des cantons français. Une hausse de 1 % de la migration nette de retraités dans la

Une partie des retraités s'installent dans des territoires ruraux, ce qui renforce le tissu local de nombreuses communes, mais également à l'étranger, ce qui génère une concurrence fiscale, explique l'économiste

population cantonale se traduit, à l'horizon de dix ans, par une augmentation de 7 % des recettes fiscales locales.

Plus largement, l'économie locale est dynamisée. L'emploi local augmente de 2,7 %, porté par le secteur des services – santé, restauration, commerces – qui bénéficie directement de la consommation des retraités. La population progresse, quant à elle, de 2,2 %, sous l'effet conjugué de l'arrivée des seniors et de l'augmentation du nombre de personnes en âge de travailler, venues saisir les nouvelles opportunités professionnelles.

Théoriquement, on pourrait craindre que les cantons qui attirent de nombreux retraités deviennent moins productifs à long terme, en se spécialisant dans les services, au détriment de l'industrie manufacturière. Nos travaux montrent qu'il n'en est rien : l'emploi manufacturier reste stable. Sur dix ans, dans ces cantons où l'arrivée de retraités augmente de 1 %, le produit intérieur brut (PIB) local croît de 3 %, et le salaire moyen augmente de 2 %. Enfin, le départ des retraités des zones plus denses et productives – les grandes agglomérations – contribue indirectement à atténuer certaines tensions, en libérant des logements dans des territoires où l'immobilier est cher, la construction insuffisante et où les jeunes actifs peinent à se loger.

Le vieillissement et la migration des retraités ont-ils ainsi contribué à la réduction des inégalités spatiales en France ces dernières décennies ?

Oui. En particulier parce que l'effet positif des flux de retraités sur l'économie est plus fort dans les zones rurales et peu productives : un village du Gers tire proportionnellement plus de retombées économiques de l'installation de retraités qu'une zone périurbaine dense.

Cette dynamique redistributive va à contre-courant de la plupart des forces économiques contemporaines, qui tendent, elles, à amplifier les inégalités spatiales. Le commerce international et la

désindustrialisation dévitalisent en effet les territoires ruraux, tout en concentrant les salaires et les gains de productivité dans les villes denses et les grandes métropoles, qui bénéficient d'effets d'agglomération.

Quelles politiques publiques pourraient favoriser ces mobilités géographiques ?

Plusieurs leviers peuvent être envisagés – la « carotte » et le « bâton ». Des campagnes d'information pourraient mieux faire connaître aux retraités les opportunités résidentielles, qui correspondent à leurs besoins et à leurs envies. Les investissements en infrastructures de santé, résidences médicalisées ou équipements de loisirs – clubs de golf, clubs de bridge, etc. – peuvent également renforcer l'attractivité de certains territoires. Dans l'autre sens, certaines mesures pourraient inciter les retraités à quitter les zones denses et productives, comme l'élévation de la taxe foncière.

Au-delà des migrations au sein d'un même pays, existe-t-il également des migrations de retraités d'un pays à un autre ?

En 2023, 7 % des retraités français vivaient à l'étranger, selon la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) : 47 % en Europe et 42 % en Afrique. Le Portugal est le pays d'Europe qui en attire le plus (près de 164 000), juste devant l'Espagne (157 000) ; suivent l'Italie (66 000), la Belgique (52 000), l'Allemagne (47 000) et la Suisse (21 000).

Lorsqu'un retraité se déplace à l'intérieur d'un pays, les enjeux fiscaux restent limités : en France, la majorité des impôts sont nationaux : impôts sur le revenu, TVA, prélèvements sociaux. En revanche, un retraité qui s'installe à l'étranger voit généralement ses pensions imposées dans son nouveau pays de résidence – sous réserve des conventions fiscales en vigueur.

Près de 70 pays dans le monde cherchent donc à attirer des retraités étrangers par des régimes fiscaux avantageux ou des dispositifs d'immigration spécifiques. Au sein de l'Union européenne (UE), la concurrence fiscale entre États membres est particulièrement intense. L'architecture européenne est propice à un tel phénomène : elle garantit une portabilité totale à la fois des pensions de retraite – leur versement n'est pas conditionné au lieu de résidence – et des droits à l'assurance-maladie – un retraité a le droit de consommer des services de santé, pris en charge par la France, où qu'il se trouve en Europe. Et ce, sans qu'existe pour autant de système fédéral européen de financement de la santé ou des retraites.

En Europe, les pays d'accueil de retraités étrangers que vous avez cités ont-ils volontairement cherché à attirer ces derniers ?

Plusieurs pays, comme le Portugal, l'Italie, Malte ou Chypre, ont mis en place des régimes agressifs pour séduire des retraités étrangers, généralement plus riches que leurs nationaux. Le Portugal est un exemple emblématique : après la crise de l'euro [2008-2009], ce pays a instauré, en 2013, une exonération totale de taxation des pensions pour les étrangers vivant sur place au moins la moitié de l'année, accordée pour une durée de dix ans ; les retraités qui s'y sont installés n'ont ainsi eu à payer aucun impôt sur le revenu.

Les effets sont significatifs, comme nous l'avons décrit dans nos travaux avec les économistes Salla Kalin et Antoine Levy : le nombre de seniors au Portugal a augmenté de 1 % – et celui des retraités français a été multiplié par huit. Or, si les pensions ne sont initialement pas imposées, les retraités étrangers paient d'autres taxes, comme les taxes foncières ou la TVA. En outre, ils ont des revenus en moyenne cinq fois plus élevés que les nationaux, et leur consommation locale stimule l'emploi, ce qui génère des retombées fiscales indirectes. Enfin, environ 60 % d'entre eux restent au Portugal, même après la fin de leur avantage fiscal.

Face aux critiques des autres États membres, le Portugal a toutefois dû revoir sa copie. Les contribuables étrangers qui sont devenus résidents après le 1^{er} avril 2020 doivent s'acquitter d'une imposition forfaitaire de 10 % sur leurs retraites. Ceux arrivés après le 1^{er} janvier 2024 sont, quant à eux, soumis au barème portugais classique.

Quelles politiques publiques pourraient être menées en Europe pour limiter cette concurrence fiscale ?

Un mécanisme de taxation à la source pourrait être envisagé : si un retraité quitte son pays, il continuerait alors de payer l'impôt sur le revenu dans le pays qui verse sa pension. La Suède et la Finlande se sont ainsi retirées des accords fiscaux avec le Portugal – respectivement en 2018 et en 2022 –, afin de ne pas perdre les recettes fiscales de leurs citoyens âgés. Développer de tels dispositifs est crucial : à défaut, une partie des retraités européens pourraient continuer à payer peu ou pas d'impôts sur le revenu... Ce qui serait d'autant plus injuste que leurs pensions sont essentiellement issues des prélèvements obligatoires sur les actifs de leurs pays d'origine (tous les pays de l'UE ont adopté un système de retraite qui repose sur un régime de base par répartition) : le pacte générationnel entre les actifs et les retraités serait alors compromis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ARIANE FERRAND



LA CHRONIQUE
DE THOMAS PIKETTY

L'Europe, puissance sociale-démocrate

Pour s'affirmer dans le monde, l'Europe doit d'abord être fière de ce qu'elle est devenue depuis 1945 : une puissance démocratique, sociale et transnationale. Après avoir longtemps été des puissances coloniales rivaless et féroces, après avoir connu l'abîme, les pays européens se sont unis et ont développé au sein de cette union un modèle social et démocratique nouveau. L'Europe est ainsi devenue une puissance sociale-démocrate. Dire cela, ce n'est pas enfermer l'Europe dans un camp politique. C'est simplement constater qu'il existe un très large consensus sur le continent autour du modèle social européen.

Les termes peuvent varier : les conservateurs allemands parlent d'« économie sociale de marché », certains préfèrent la notion d'« Etat social », d'autres de « social-démocratie écologique » ou d'« éco-socialisme ». Ces débats sont légitimes, mais le fait est qu'aucune force politique significative en Europe ne propose de ramener le poids de l'Etat à son niveau de 1914 – moins de 10 % du produit intérieur brut (PIB) dans tous les pays, principalement des dépenses régaliennes et militaires. Les pays nordiques les plus prospères (Danemark, Suède, Norvège) ont des dépenses publiques avoisinant 45 % à 50 % du PIB, proches à l'échelle historique des niveaux observés en Allemagne et en France. Le débat de l'avenir consiste à savoir s'il faut s'arrêter là (c'est le scénario de la social-démocratie conservatrice, largement partagé à droite et parfois jusqu'au centre gauche) ou s'il faut poursuivre le mouvement face aux nouveaux défis (c'est la thèse de la social-démocratie écologique et de l'éco-socialisme, plus ambitieuse mais aussi plus complexe à mettre en œuvre). Dans tous les cas, l'Europe est une puissance sociale-démocrate et le restera.

Indicateurs hors d'âge

Si l'on avait dit aux élites européennes et aux économistes libéraux de 1914 que la socialisation des richesses allait un jour atteindre la moitié du revenu national, ils auraient dénoncé en cœur la folie collectiviste et prédit la ruine du continent. En réalité, les pays européens ont atteint un niveau de prospérité et de bien-être social inconnu dans l'histoire, en grande partie grâce aux investissements collectifs dans la santé, la formation et les infrastructures publiques. Pour gagner la bataille culturelle et intellectuelle, il est temps que l'Europe affirme ses valeurs et défende haut et fort son modèle de développement, opposé en tous points au modèle nationaliste-extractiviste des trumpistes et des poutiniens. Pour mener ce combat, un enjeu crucial est celui des indicateurs utilisés pour mesurer le progrès humain. La question est tout sauf technique : elle est politique et concerne tous les citoyens. Trop souvent, le débat européen s'abîme dans des indicateurs hors d'âge et totalement inadaptés pour penser l'avenir et le bien-être social à l'heure du réchauffement climatique.

L'erreurs la plus grossière consiste à comparer les PIB par habitant exprimés aux taux de change de marché. Cela revient à oublier l'envolée des prix aux États-Unis : c'est comme si l'on examinait l'évolution des salaires en oubliant l'inflation. En 2025, le taux de change était en moyenne de 1,10 dollar par

LES PAYS
EUROPÉENS ONT
ATTEINT UN NIVEAU
DE PROSPÉRITÉ ET
DE BIEN-ÊTRE
SOCIAL INCONNU
DANS L'HISTOIRE

euro (1,05 en début d'année, 1,15 à la fin). Mais, pour égaliser le niveau des prix, il faudrait que le taux de change soit d'environ 1,50 dollar par euro. En oubliant de raisonner en parité de pouvoir d'achat, qui est pourtant la seule façon de comparer les pouvoirs d'achat et les niveaux réels de biens et services produits ici et là, on exagère donc de près de 40 % la richesse états-unienne par comparaison à la richesse européenne.

La seconde erreur consiste à oublier les écarts de temps de travail.

Or l'Europe a fait le choix de semaines de travail plus courtes et de congés plus longs, ce qui lui a permis d'augmenter le bien-être social et de réduire son empreinte matérielle. Si l'on prend en compte ces deux facteurs, alors on constate que la productivité horaire, c'est-à-dire le PIB par heure travaillée exprimé en parité en pouvoir d'achat, est plus élevée en Europe du Nord qu'aux États-Unis, dont l'avance dans certains secteurs et territoires est plus que compensée par les retards observés ailleurs. L'Allemagne et la France, qui étaient également au-dessus des États-Unis il y a vingt ans, sont passées légèrement au-dessous depuis, conséquence des politiques malthusiennes menées en Europe depuis la crise de 2008. La dépense réelle par étudiant a ainsi chuté de plus de 20 % en France depuis quinze ans, ce qui est la pire façon de préparer l'avenir. Compte tenu des sommes gigantesques investies dans l'enseignement supérieur outre-Atlantique, il est miraculeux que l'on soit encore au coude-à-coude. La troisième erreur, plus grave encore, consiste à se focaliser sur le PIB marchand, en oubliant les indicateurs sociaux (comme l'espérance de vie) ou écologiques. Si l'on prend en compte les externalités négatives liées aux émissions carbone, alors le PIB corrigé de ces effets externes s'effondre aux États-Unis comparativement à l'Europe. Ce n'est pas en couvrant la planète de centres de données – nouveau fantasme en vogue à Washington et parfois à Bruxelles – que l'on va résoudre les problèmes du monde.

Tôt ou tard, l'Europe devra sortir des ambiguïtés et défendre des règles économiques et commerciales cohérentes avec un modèle de développement véritablement équitable et soutenable. Par exemple, dans la mesure où l'accord ne fait que renforcer la déforestation latino-américaine en cours, il est logique de s'opposer au Mercosur. Mais ce serait encore mieux de soutenir la proposition brésilienne d'impôt mondial sur les milliardaires et les multinationales, dont les recettes pourraient être une compensation pour les pays qui restreignent volontairement les productions les plus nocives. C'est à ce prix que l'Europe deviendra une puissance sociale-démocrate à l'échelle mondiale. ■

Thomas Piketty
est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris



HUMANITÉS | CHRONIQUE
PAR PHILIPPE BERNARD

De la lepénisation à la trumpisation

Au secours! La droite revient! En 1985, le Parti socialiste, alors au pouvoir, avait couvert la France d'immenses photos de personnages horrifiés hurlant ce slogan. Disruptive, comme on ne disait pas encore, cette campagne a marqué l'histoire de la publicité politique. Mais elle n'avait pas empêché la droite de «revivre» lors des législatives de 1986.

Celles-ci, la proportionnelle promue par François Mitterrand aidant, avaient même permis à Jean-Marie Le Pen de revenir à l'Assemblée nationale avec 34 autres élus d'extrême droite. Quarante ans plus tard, tout se passe comme si une panique comparable s'était emparée de bien des milieux intellectuels et médiatiques. *«Au secours! L'extrême droite arrive!»*, entend-on en substance de toutes parts, comme si l'arrivée au pouvoir exécutif du Rassemblement national (RN) en 2027 relevait de l'évidence. Comme si crier au loup suffisait à le faire déguerpir.

Se mobiliser efficacement contre les démagogues qui misent sur la xénophobie pour démanteler la démocratie en France paraît d'autant plus impérieux et compliqué qu'ils disposent, avec Donald Trump, d'un allié surpuissant. Encore faut-il le faire sans céder à la panique de type *«Au secours!»* L'emprise croissante du locataire de la Maison Blanche sur la géopolitique, en particulier son dessein explicite de favoriser l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, notamment en France, pour hâter l'implosion de l'Union européenne, offre justement de nouveaux angles d'attaque.

Éviter les pièges

Il s'agit d'abord de rappeler que les dirigeants du RN ont longtemps applaudi Donald Trump (qui reste perçu positivement par 40 % des sympathisants du parti d'extrême droite) avant leur récent rétropédalage. Son élection n'a-t-elle pas été accueillie, en février 2025, par Jordan Bardella comme un *«message extrêmement positif pour tout le monde occidental»* faisant souffler un *«vent de liberté»*? Sans oublier le récent *«Où est-ce qu'il trouve toute cette énergie?»*, du président du RN, à propos de l'action de Trump en... Ukraine. Ni les contacts institutionnels documentés entre son parti et la sphère MAGA (Make America Great Again). Ni même le tableau représentant Marine Le Pen encadrée par Vladimir Poutine et Donald Trump qui trônait dans le bureau de la candidate à la présidentielle de 2017. Comment peut-on prétendre défendre la souveraineté de la France quand on a révééré ceux qui rêvent d'asservir l'Europe?

Outre ces rappels compromettants, il faut avoir en tête les erreurs commises par les adversaires du président américain sur ses sujets de prédilection communs avec le RN. Pour éviter la trumpisation de la France, il faut tenter d'éviter les pièges dans lesquels sont tombés les progressistes américains. A commencer par le communautarisme, la rupture avec l'universalisme, le mépris

SE MOBILISER CONTRE LES DÉMAGOGUES PARAÎT D'AUTANT PLUS COMPLIQUÉ QU'ILS DISPOSENT, AVEC TRUMP, D'UN ALLIÉ SURPUISSANT

pour les préoccupations des électeurs de Trump (déclassement, précarité, immigration, pouvoir d'achat, logement, etc.), la légèreté à y répondre, mais aussi la méconnaissance des mécanismes qui nourrissent leur rejet des «experts» et, partant, une certaine irrationalité.

Ainsi, il paraît vain de séparer le «social» du «racial», le sentiment d'injustice généré par l'individualisation du travail, la perte des solidarités collectives de la montée de la xénophobie de type *«nous d'abord»*. Insuffisant aussi de réduire à du «racisme» le sentiment qu'*«il n'y en a que pour les autres»* généralisé par l'exacerbation de la concurrence individuelle et analysé par le sociologue Benoît Coquard dans *Ceux qui restent* (La Découverte, 2019). La lutte contre le poison raciste passe aussi par la remise en cause de l'«insécurité sociale» et du «chacun pour soi», favorisés par le règne des algorithmes.

Les humiliations nées des injustices du système scolaire sont aussi un puissant vecteur du trumpisme et du lepénisme. Dans un livre éclairant, *Du FN au RN. Les raisons d'un succès* (PUF, 240 pages, 24 euros), les politologues Patrick Lehoucq et Bernard Pudal analysent les dégâts politiques d'une démocratisation scolaire mal menée, qui conduit à la disqualification des classes populaires dans la compétition exacerbée pour des diplômes désormais tout-puissants. Aux États-Unis aussi, l'élection de Trump s'explique notamment par la fracture entre «premiers de la classe» (démocrates) et les relégués du système.

Le RN prospère sur le même fossé. Les vaincus de la sélection scolaire, expliquent les auteurs, entretiennent *«un rapport d'évitement de la culture (...) qui se traduit par une défiance vis-à-vis des porteurs de cette culture, les enseignants, et nourrit (...) un anti-intellectualisme que l'extrême droite ne manque pas d'activer»*. La colère contre l'illusion méritocratique entretenue par une école prétendument égalitaire alimente le vote d'extrême droite.

Pas plus que le FN-RN, qui a fini par devenir l'une des plus anciens partis politiques français, le trumpisme ne saurait être réduit à un cauchemar passager. Si la première année de Trump II donne une idée de ce qui nous attend en cas d'accession de l'extrême droite au pouvoir en France, son influence n'est pas près de faiblir. Après une année terriblement destructrice, la popularité du président américain n'a que peu faibli parmi ses électeurs (près des trois quarts estiment que la situation s'est améliorée depuis son arrivée).

«Je pense qu'il doit faire quelque chose de bien quand je vois tant de gens s'opposer à lui», explique l'un d'eux au *New York Times*. Un état d'esprit probablement comparable à celui de bien des partisans du RN et qui doit conduire les démocrates français à prendre la mesure de l'irrationalité de certains réflexes politiques générés par les impasses politiques et les colères sociales, et à s'atteler à la tâche d'y répondre sans démagogie ni mépris. ■

ENVIRONNEMENT : LA TENTATION DU DÉTRICOTAGE AU MÉPRIS DE LA SCIENCE

ÉDITORIAL

A Davos, mardi 20 janvier, Emmanuel Macron n'a pas seulement marqué les esprits avec ses lunettes de soleil. Il a eu aussi des mots importants sur la France et l'Europe, attachées *«à l'indépendance, aux Nations unies et à sa charte»*. Dans ce vieux pays et ce Vieux Continent, on préfère encore *«le respect aux brutes»* et la *«science au complotisme»*, a lancé le président de la République française.

Ce n'est pas la première fois que M. Macron critique implicitement les États-Unis de Donald Trump en s'érigeant en défenseur de la science. Dans le contexte actuel de montée des populismes climatosceptiques, alors que le président américain coupe les financements de la recherche,

bannit des thématiques d'études et répète que le réchauffement climatique serait un *«canular»*, le chef de l'État français a raison : les pays européens restent des refuges pour les scientifiques.

Mais l'Europe et la France, sous la pression d'extrêmes droites qui cherchent à instrumentaliser les colères d'une partie de la population contre les élites, ne sont pas à l'abri d'une dérive plus surnoise. La comparaison avec les États-Unis, flatteuse, ne saurait faire oublier les récents reculs environnementaux décidés au mépris de la vérité scientifique. Jeudi 29 janvier, une proposition de loi réautorisant la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures dans les outre-mer, *«principales victimes de la bonne conscience écologique»*, a été votée au Sénat. L'initiative est venue d'un groupe centriste proche du gouvernement et contredit à la fois la loi Hulot de 2017, les engagements d'Emmanuel Macron et les avis des scientifiques qui préconisent d'arrêter tout nouveau forage pour limiter le changement climatique.

Si cette proposition de loi aura du mal à passer à l'Assemblée nationale, le gouvernement a, mardi, préféré reporter le vote de la loi simplification. En l'état, le texte revient sur les zones à faibles émissions et amoindrit les objectifs du zéro artificialisation net, des mesures ambitieuses de la loi

Climat et résilience de 2020. Et il aura suffi de quelques centaines de tracteurs dans les rues de Paris pour que le premier ministre, Sébastien Lecornu, annonce, le 13 janvier, une loi d'urgence agricole pour *«enlever des boulets aux pieds des agriculteurs»*, selon les termes du ministère de l'agriculture. Au menu, de nouveaux affaiblissements des mesures de protection environnementale, par exemple sur le loup et la biodiversité, sans oublier un inquiétant *«moratoire des décisions sur l'eau»*, suspendant l'ensemble des évolutions réglementaires en cours. Comme lors de la crise agricole de l'hiver 2024, le gouvernement a cédé à de nombreuses demandes des syndicats agricoles sans associer les scientifiques et les associations de défense de l'environnement.

Sur tous ces sujets, le gouvernement est soit trop faible pour imposer sa ligne, soit manque de courage, soit préfère les intérêts économiques aux enjeux écologiques... Il n'a en tout cas pas compris que l'époque a changé et que l'enjeu environnemental devient de plus en plus urgent. Si le malaise agricole et les différentes tensions provoquées par les mesures vertes méritent des réponses, il est plus que jamais nécessaire de mettre tous les acteurs autour de la table : les représentants des filières, les citoyens mais aussi la science. ■



UN ORDRE MONDIAL POSTOCCIDENTAL

Le Monde

Rupture dans l'ordre international depuis le retour des impérialismes prédateurs américain, russe et chinois. L'Union européenne, cible de ces puissances qui préfèrent le recours à la force et à la dérégulation, est aussi stigmatisée pour son attachement au droit international, aux libertés et au multilatéralisme. La France, qui n'échappe pas à cette nouvelle configuration, tente de sortir de sa longue crise politique, alors que les menaces contre la paix augmentent à l'échelle d'un monde de moins en moins occidental.

Pour mieux mesurer la portée de cette peur collective, *Le Bilan du Monde* dresse l'état des lieux des 198 pays du globe après une année d'épreuves et d'événements locaux et globaux.

Chez votre marchand de journaux et sur [Boutique.lemonde.fr](https://boutique.lemonde.fr).

L'ÉLECTION DE TRUMP S'EXPLIQUE NOTAMMENT PAR LA FRACTURE ENTRE «PREMIERS DE LA CLASSE» ET RELÉGUÉS DU SYSTÈME

5

SEXOLOGIE

La virilité sur mesure

Intervention visant à allonger le sexe masculin, la pénoplastie attire des hommes en quête de confiance en soi

7

AU BESTIAIRE !

Le loup se mue en icône pop

De bête féroce des contes à star d'une publicité, le carnivore connaît un spectaculaire retournement d'image

8

UN APÉRO AVEC...

Jeanne Cherhal

Entre héritage de la chanson française et fantaisies, l'artiste se raconte à l'occasion d'une tournée pour « Jeanne », son 7^e album

Acheter un château et le restaurer : partout en France, une nouvelle génération de propriétaires relève le défi des vieilles pierres, entre rêve patrimonial, chantier permanent et nécessité de réinventer un modèle économique

2

ENQUÊTE

Donjons et gravats

La salle à manger du manoir d'Egmont (Eure-et-Loir) de Dimitri et David Petitpas, en octobre 2025. DIMITRI PETITPAS

Les seigneurs de la truelle

A travers la France, une nouvelle génération de propriétaires se lance dans de colossales rénovations de châteaux, entre idéal patrimonial, sens de la débrouille et chantiers interminables

Par Catherine Rollot

Caen, envoyée spéciale

Depuis le XVIII^e siècle, il veille en silence au cœur d'un petit village du pays d'Auge. Drapé de pierre de Caen et ceint d'un parc arboré, le « petit château », comme on l'a toujours appelé dans ce coin du Calvados, semble figé dans une élégance d'un autre temps. Mais, derrière le fronton sculpté d'armoiries, point de dorures ni de faste. A la place, un joyeux chaos de chantier... et Trévor, un golden retriever à la robe crème, gardien placide d'un royaume en rénovation. « *Il nous reste à faire le hall, le salon-salle à manger, tout le premier étage et les combles* », énumère Audrey Fouqué, en salopette de travail, zigzaguant entre outils et sacs de plâtre. En quelques minutes, la visite de cette demeure de 280 mètres carrés suffit à mesurer l'ampleur du chantier : murs décrépits, peinture au plomb, papiers peints défraîchis, fils électriques pendants, sanitaires rudimentaires.

Le contraste est saisissant avec la partie déjà rénovée. Un bureau, une chambre avec salle de bains et une cuisine chaleureuse et soignée composent leur quotidien. « *On retrouve, petit à petit, le confort*, dit Audrey Fouqué en souriant, *mais on vit encore sur 20 % de la surface*. » Le domaine, acquis pour 550 000 euros, s'étend sur 2,5 hectares et comprend une maison de gardien et 250 mètres carrés de dépendances également à restaurer.

Il y a cinq ans, la jeune femme, alors interne en médecine, et son compagnon, Samy Alexandre, ingénieur d'affaires dans les télécoms, tous deux 27 ans à l'époque, ont fait le pari d'acheter un petit château. Ces Normands, locataires d'un appartement à Rouen, ne sont ni nobles, ni héritiers, ni particulièrement riches. Mais passionnés par le patrimoine et l'histoire, et confiants dans leur capacité à manier truelle et décapeuse, ils décident de réveiller cette belle endormie, inhabité depuis trente ans, de leurs propres mains pour y vivre à l'année. Quelques économies et un prêt bancaire sur vingt-cinq ans leur permettent de financer l'achat et une première enveloppe de travaux.

« *Nous avions un rêve, mais pas le budget pour acheter un bien déjà rénové*, raconte Samy Alexandre, qui, depuis, a changé de métier, pour devenir agent immobilier spécialisé dans la vente de... châteaux ! *La seule solution, c'était de se retrouser les manches. Même si, au départ, on n'était pas spécialement bricoleurs*. » Un apprentissage accéléré, facilité par le père d'Audrey Fouqué, conducteur de travaux et électricien de formation, habitué aux rénovations lourdes.

Leur histoire n'est pas un cas isolé. Partout en France, des couples, des familles ou des propriétaires seuls se lancent dans le même pari : acheter un château, souvent en mauvais état, et le remettre sur pied par eux-mêmes. La France ne manque pas de nobles demeures, avec ses quelque 45 000 châteaux, du manoir discret à la forteresse médiévale. Chaque année, environ 1 500 propriétés changent de mains, et le marché



se porte bien : le volume des transactions a doublé en cinq ans, passant de 200 ventes annuelles en 2019 à près de 400 aujourd'hui, selon Olivier Brunet, directeur de Barnes Propriétés et Châteaux, un réseau immobilier spécialisé dans les biens d'exception.

Si les grandes propriétés classées, restaurées et affichées à plusieurs millions d'euros restent l'apanage de clients très fortunés, acheteurs français ou étrangers à parts égales, d'autres biens plus modestes tendent les bras aux néo-châtelains. « *Un petit château dans un état d'usage avancé, dans un secteur un peu reculé, peut se vendre autour de 300 000 euros*, précise Olivier Brunet. *A partir de 400 000 euros pour une gentilhommière ou une propriété avec terrain et travaux à prévoir*. »

Ces bâtiments plus ou moins fatigués, délaissés, victimes du vieillissement de leurs propriétaires, du manque d'argent ou de successions complexes, sont parfaits pour cette nouvelle génération d'acquéreurs, plus jeunes, débrouillards, attirés par la perspective d'un projet différent, ambitieux : transformer une bâtisse millénaire en maison, parfois en activité professionnelle (gîtes, chambres d'hôte, location pour mariage et ré-



ception...), et presque immanquablement en chantier de longue haleine.

C'est le cas de Damien Verhaegen et Thomas Garneau, un couple de Québécois trentenaires, qui ont quitté leur domicile de Vancouver il y a six mois pour s'installer à l'année à Val-Fouzon, dans l'Indre. Après des mois passés à éplucher annonces et visites, Damien Verhaegen trouve presque par hasard un château abandonné, prisé des amateurs d'exploration urbaine (dite «urbex»). *«En tapant "château abandonné France", je suis tombé sous le charme du château Poséidon, nommé ainsi par la communauté urbex à cause d'une sculpture du dieu des océans sur l'escalier central»*, explique-t-il.

Après avoir retrouvé les propriétaires, installés en Allemagne, le couple découvre enfin le bâtiment du XIX^e siècle, marqué par des années d'abandon. *«En remontant la grande allée, on s'est regardés. On a su que c'était celui-là»*, se souvient Damien Verhaegen. Malgré les murs fatigués et les pièces vandalisées, ils perçoivent le potentiel de cette bâtisse de près de 1 000 mètres carrés, d'inspiration néo-Renaissance, entourée de 15 hectares. *«On a eu un coup de cœur pour les magnifiques vitraux de la porte d'entrée et ceux d'une chapelle au premier étage. On s'est projetés, malgré l'état général»*, se remémore Damien Verhaegen. Le lendemain, ils déposent une offre;

quelques mois plus tard, ils deviennent châtelains... pour 500 000 euros, *«le prix d'un deux-pièces à Vancouver»*.

L'achat n'est que la première étape. *«C'est un château solide, dont la structure est saine. La charpente et la toiture sont intactes»*, se réjouit le couple. Mais tout le reste est à faire: électricité, plomberie, menuiserie... Si la rénovation était entièrement confiée à des professionnels, elle leur coûterait 1,5 million d'euros. En mettant la main à la pâte, ils peuvent diviser la facture par trois. Pour des raisons financières, ils décident donc de tout entreprendre eux-mêmes, en faisant appel ponctuellement à des artisans – tailleurs de pierre ou vitriers – pour les étapes trop techniques. *«On est assez fous pour croire qu'on peut relever ce défi, pièce par pièce»*, confient-ils en souriant.

Leur quotidien se construit désormais entre travail et chantier. Thomas Garneau a quitté la société d'assurances qu'il dirigeait au Canada pour se consacrer pleinement au domaine. Damien Verhaegen, lui, a conservé son activité à distance dans le secteur des produits de luxe de seconde main, afin de garantir au couple des revenus réguliers.

Comme chez beaucoup de néo-châtelains, l'autorénovation s'est imposée à la fois par nécessité et par conviction. Elle permet de tenir le budget, de comprendre la bâtisse, de s'approprier

« Je pensais finir la première salle de bains en deux semaines. Il m'a fallu six mois »

Grégoire Plaut, 25 ans, designer de logiciels informatiques, copropriétaire du château de la Verrerie, à Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire (Maine-et-Loire)

chaque avancée. De bricoleurs occasionnels, ils deviennent artisans sans titre. Tutoriels en ligne, forums spécialisés, manuels techniques, conseils glanés auprès de professionnels de passage: tout alimente cet apprentissage permanent.

«Passer de la rénovation d'un appartement à celle d'un château, de la perceuse au lève-plaque et au burineur, fait entrer dans une autre dimension», convient Grégoire Plaut, 25 ans. Avec sa femme, Charlotte, 28 ans, auditrice financière, actuellement en congé parental, il est devenu propriétaire, en septem-

bre 2024, du château de la Verrerie, à Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire (Maine-et-Loire), entre Angers et Nantes. Ancienne propriété de 600 mètres carrés, entourée d'un demi-hectare de terrain et dotée d'une cave de 700 mètres carrés où reposaient autrefois les mousseux, le domaine a été acquis pour 360 000 euros. *«Il n'y a que du second œuvre»*, précise-t-il, façon optimiste de dire que la structure et la charpente sont intactes.

Mais le reste est un chantier au long cours. Avec trois enfants en bas âge, une activité de designer logiciel informatique en free-lance et une maison toujours en travaux, le temps s'étire. *«Je pensais finir la première salle de bains en deux semaines. Il m'a fallu six mois»*, reconnaît-il. Il lui en reste cinq à rénover. Plus tout le reste.

A la fois bâtisseurs et habitants, ces nouveaux châtelains doivent apprendre à composer avec la poussière, le bruit et le chantier permanent. A vivre sans chauffage ni salle de bains, parfois pendant des mois, à se replier dans une seule pièce, à déjeuner sur des tréteaux au milieu des échelles, des sacs de ciment et des scies circulaires. Une existence provisoire, inconfortable, mais assumée.

Il leur faut aussi affronter les imprévus. *«Il a fallu réparer une fuite dans le toit, puis traiter un début de mэрule dans un mur»*, se rappelle Gabriel Belli, 28 ans,

tombé sous le charme du manoir de l'Etoile, une vaste demeure de style Napoléon III de 400 mètres carrés, à Saint-Ouen-du-Tilleul (Eure). Ce champignon, qui attaque charpentes et boiseries, n'avait pas été détecté lors de la vente. Des travaux urgents et trop techniques pour être réalisés sans professionnels. *«A l'échelle d'un château, tout devient XL»*, résume ce jeune administrateur de biens, familier des aléas de l'immobilier.

Parfois, le choc est brutal. *«C'est notre petit Notre-Dame»*, lâchent Dimitri et David Petitpas, 34 et 27 ans, respectivement avocat et ancien professeur de littérature franco-anglaise, en reconversion dans l'entrepreneuriat numérique. Dans la nuit du 20 au 21 novembre 2025, un violent incendie – dont l'origine reste inconnue – a ravagé la charpente et les combles de leur manoir d'Egmont (Eure-et-Loir). La bâtisse de 220 mètres carrés, entourée de 10 hectares de parc, avait été acquise pour 300 000 euros moins d'un an plus tôt. Le couple rêvait d'y célébrer son mariage à l'été suivant. *«On venait de terminer les gros travaux dans cette partie, souligne Dimitri Petitpas. Il faut tout recommencer.»* Les assurances devraient couvrir une partie des dommages. En attendant, pour faire face au sinistre, le couple a lancé une cagnotte en ligne et continue d'avancer sur les extérieurs du domaine. *«On avait le budget pour la rénovation, mais pas pour la refaire deux fois.»*

Ces aléas rappellent que la passion seule ne suffit pas. Pour tenir sur la durée, nombre de néochâtelains comprennent qu'il faut aller au-delà du simple rêve patrimonial. Gîtes, chambres d'hôte, mariages, séminaires: générer des revenus devient indispensable pour équilibrer les coûts d'entretien, de chauffage, d'assurances, du parc et des réparations urgentes, qui peuvent se chiffrer en dizaines de milliers d'euros par an.

C'est un virage entrepreneurial que prennent ainsi Christelle et Marty (qui n'ont pas souhaité donner leur nom de famille), un couple de quadragénaires qui se battent, depuis 2021, pour sauver leur manoir de 650 mètres carrés près de Carcassonne. Abandonné depuis vingt ans et lieu d'exploration urbaine, le domaine nécessite une réfection complète. *«On savait qu'on en avait pour une vie de travaux... ou du moins vingt ans»*, déclare Marty, 47 ans, ancien ingénieur du son. A plein temps sur le projet, après avoir épuisé deux ans d'économies, il leur faut impérativement finir la rénovation d'un gîte pour l'été et aménager les dépendances d'ici à 2027. *«On arrive au bout de nos ressources.»*

Face à ces chantiers hors norme, beaucoup trouvent un soutien inattendu sur les réseaux sociaux. Audrey Fouqué et Samy Alexandre ont commencé par filmer leur chantier, *«pour garder une trace pour [leur] famille et [leurs] amis»*. Rapidement, leur carnet de bord sur Instagram et YouTube a été suivi par une communauté de près de 200 000 personnes. *«On s'est rendu compte que ça intéressait beaucoup de monde»*, raconte le duo.

Avant-après spectaculaires, vidéos de décapage, journées marathon, galères techniques, moments de doute: tout est montré sans filtre sur les comptes de nombreux châtelains bricoleurs. *«Les gens se projettent et trouvent peut-être le courage de se lancer eux-mêmes un jour, analyse Grégoire Plaut, qui lui aussi documente sa rénovation. Et ça casse les clichés. Posséder un château ne se résume pas à être un riche héritier, né avec une cuillère d'argent dans la bouche: il y a aussi toute une génération d'aventuriers qui n'ont pas peur de se salir les mains.»*

Cette visibilité ouvre parfois des portes concrètes: partenariats avec des marques du bâtiment, dons d'artisans, réductions sur le matériel... Mais elle suscite surtout une générosité inattendue. Au printemps, Dimitri et Damien Petitpas recevront 40 sapins pour leur parc, offerts par un pépiniériste bordelais. Un couvreur parisien a proposé gratuitement à Christelle et Marty un lot de tuiles de toit anciennes, parfaites pour remplacer celles qui leur manquaient.

Le voisinage se montre tout aussi solidaire. *«Pas plus tard qu'aujourd'hui, une personne du coin est venue me proposer toute une batterie de cuisine en cuivre»*, s'étonne encore Damien Verhaegen, du château Poséidon. A ces dons matériels s'ajoutent les coups de main improvisés d'inconnus, de locaux ou d'internautes, venus se proposer pour débroussailler le parc ou déboucher les canalisations extérieures. En ruine, en chantier, parfois cabossé, le château continue de faire rêver, qu'on y mette la main à la truelle ou qu'on suive l'aventure sur un écran depuis son canapé.

Le château du XVIII^e siècle d'Audrey Fouqué et de Samy Alexandre, situé dans le Calvados, le 24 janvier.

JULIE PRADIER POUR «LE MONDE»



Sur ce site de locations saisonnières, il n'est jamais question de canapé convertible ni de coin kitchenette tout équipé. On y vante plus volontiers les *«18 chambres dotées de leur lit à baldaquin»*, la *«salle de garde médiévale»*, l'*«escalier gothique»* ou la *«grande cheminée d'apparat»*. La plateforme Web Votre château de famille unit 40 propriétaires de châteaux qui, le temps d'un week-end ou d'une semaine, confient les clés de leur demeure historique à qui peut se l'offrir.

L'histoire de ces châtelains coalisés remonte à l'aube du XXI^e siècle. Catherine et Hervé Gasiglia, tous deux diplômés de HEC, acquièrent alors le château ariégeois de Rive-neuve du Bosc, charmés par sa vue sur les Pyrénées enneigées. *«Nous n'avions ni particule ni capital, nous avons acheté à crédit, résume Catherine Gasiglia, 68 ans, le propos clair, la chevelure brune. Ce n'était pas très cher, mais les travaux nous ont coûté trois fois le prix. Malgré vingt-cinq ans d'expérience en finance d'entreprise, j'ai souvent senti le vent du boulet...»*

Tout en cousant des rideaux, la femme d'affaires vient à penser que son manoir du XVII^e siècle et de 800 mètres carrés pourrait, à l'occasion, servir à d'autres familles que la sienne. *«Lorsqu'on veut se réunir à 30 pour des vacances, des anniversaires, la seule offre, ce sont les maisons toscanes très chères. Les hôtels ne sont pas adaptés, les gîtes proposent des dortoirs...»*

Dès 2004, elle privatise son château pour des clients, engrange les réservations, éveille l'intérêt des châtelains alentour, tout aussi englués qu'elle dans les dépenses sans fin qu'engendre leur ancestrale bâtisse. Puis regroupe ses pairs partout en France, créant une société, un slogan (*«Un château rien que pour vous»*) et un site Internet.

Le château médiéval avec douves et pont-levis ne s'y réserve pas comme un studio en trois clics. Moyennant une commission de 18% sur les transactions, l'équipe de Votre château de famille répond aujourd'hui à 4 000 demandes par an (pour quelque 300 séjours vendus), échange au téléphone avec les clients potentiels, organise une visite, réclame caution, attestation d'assurance, paiement intégral avant l'arrivée, établit le contrat de location... Et sélectionne bien un peu, tout en se prévalant d'une charte antidiscriminations. Catherine Gasiglia entend *«détecter les gens irrespectueux qui prévoient une soirée beuverie»*.

Ceux qui n'ont éveillé aucun soupçon dépensent en moyenne 6 400 euros pour un séjour de cinq jours au château, qui est rarement la résidence principale de ses propriétaires. *«Nous recevons au moins une demande hebdomadaire de châtelain souhaitant intégrer le réseau, témoigne sa fondatrice. [Celui-ci] offre des ressources pour maintenir en état, embellir, transmettre la bâtisse sans laisser de charge financière aux enfants puisqu'une activité est mise en place.»* Ces châtelains entrepreneurs sont eux-mêmes triés sur le volet – leur demeure satisfait-elle aux normes d'accueil du public, aux exigences de confort contemporaines?

Catherine Gasiglia et son équipe les guident, suggèrent la protection des meubles en marqueterie, des fauteuils et des tapis, le retrait de la lampe de valeur posée sur un guéridon branlant dans le couloir, le remplacement des coupes à champagne en cristal taillé et des assiettes ornées d'armoiries familiales par de la vaisselle Ikea. *«Des couverts de brocante en métal argenté, une jolie nappe et des bougeoirs suffisent dans le décor de la salle à manger»*, tranche Catherine Gasiglia, qui parle d'expérience.

«Je fais le tour du château régulièrement. Je remise, je rachète de belles choses qui ne sont pas des souvenirs de famille, parce que les clients abiment un peu tout, murs, portes, serrures, pampilles pour rideaux... Et parfois le cachent. C'est très perturbant au début», admet Roseline Bonleu, du château du Bois de la Lune, à Angerville-la-Campagne (Eure), près d'Evreux.

Elle accueille les locataires en personne sachant *«les consignes moins bien suivies quand [elle] délègue à l'intendante»*. Elle s'interdit aussi de regarder les photos qu'ils publient sur Instagram, comme *«celle où ils étaient sous la serre, dans le Jacuzzi, pendant un orage, avec l'éclair qui frappait le paratonnerre...»*

Elle garde en tête, surtout, que la location intégrale est moins chronophage et plus rentable que celle de chambres d'hôte, sans compter qu'elle n'oblige pas à demeurer sur place. Geneviève Mifsud, en son château de Goudourville (Tarn-et-Garonne), est arrivée aux mêmes conclusions voilà dix ans. A 5 500 euros la semaine de basse saison, 7 500 euros celle de haute saison, la location lui rapporte 100 000 euros de chiffre d'affaires annuel, générant *«les ressources pour l'entretien du château, hors gros travaux»* et une activité bienvenue dans les environs, du boucher fournisseur de cochons de lait à la costumière médiévale, en passant par le professeur de tir à l'arc – certains occupants poussent loin l'identification aux seigneurs dans leur forteresse.

Qui sont-ils, d'ailleurs, ceux que les deux tours carrées et le donjon font rêver, ne serait-ce que le temps d'un mariage? *«Des étrangers – Américains, Canadiens, Anglais, Irlandais, Belges... – dans 40 % des cas, énumère Geneviève Mifsud. Des Français passionnés d'histoire, pour lesquels il m'arrive d'étaler les paiements. Et de belles familles qui fêtent un anniversaire de naissance ou de mariage avec une organisation incroyable sur quatre générations. Ils cuisinent à 15, la musique à fond. J'adore!»*

Sur cet «éperon du Quercy», ils *«voyagent dans le temps, sous bulle protectrice, hors du monde chaotique. Ils font une pause et resserrent les liens, d'autant que nous avons la Wi-Fi comme à la campagne. Elle marche "plutôt", s'amuse la sexagénaire. Quand les locataires arrivent, ils m'interrogent sur les visites dans le coin. Au moment du départ, ils n'en ont fait aucune, ils étaient "trop bien" au château.»* Une autre clientèle afflue: des groupes d'amis ayant saisi qu'en débarquant en nombre la vie de château est à portée de bourse.

Ainsi, depuis une douzaine d'années, Frédéric Imbert, agent immobilier nantais, loue cette forteresse médiévale un été sur deux, durant une semaine, en bande organisée de copains d'enfance. A l'été 2025, entourés de leurs familles, les quadragénaires ont investi les lieux à 37, s'offrant même les services d'un cuisinier. *«Royal!, s'enthousiasme M. Imbert. Pour ma famille de quatre, j'ai dépensé 1 200 euros tout compris. Le mobil-home dans les Landes, la semaine précédente, nous avait coûté 2 000 euros sans la nourriture...»*

Légèrement plus spacieux, le château de Goudourville, poursuit-il, *«permet de vivre sa vie, de se mettre à l'écart pour une sieste, de se retrouver quand on en a envie, aux repas, pour une pétanque, un jeu de société, autour de la piscine. Et chacun a sa salle de bains!»* Les enfants ne réclament pas la console, ils jouent au foot dans les douves. Les parents aussi ont leurs rituels, confie-t-il: *«La table de ping-pong installée dans la salle de garde, la porte trop basse qu'on se prend dans la tête au moins une fois...»*

Pour les propriétaires, l'entremise d'une plateforme spécialisée rassure. L'aventure des locations saisonnières par le biais d'Airbnb ou d'Abritel n'a pour l'instant tenté qu'une poignée d'entre eux. *«Lorsque les clients veulent spécifiquement louer un château, ils savent ce qu'est un parquet ciré, ils ne le laveront pas à grande eau»*, espère Roseline Bonleu, la châtelaine normande. Le site Web The Castle Rental Network, fondé en 1999 par des châtelains irlandais, offre une vitrine pour 52 châteaux français, sans accompagner ensuite leurs propriétaires dans la démarche de location.

La plateforme Bienvenue au château ne le fait pas davantage. Initiative du conseil régional des Pays de la Loire, en 1990, progressivement étendue à toute la France, cette association (loi 1901) réunissant 74 possesseurs de demeures historiques propose chambres d'hôte et locations intégrales (dans une quinzaine de châteaux), afin de *«vivre et partager l'art de vivre à la française»*. Confier tout son château était *«exceptionnel il y a seulement vingt ans*, note Anne Crouan, administratrice de l'association y châtelaine en Anjou. *Mais de plus en plus d'adhérents y viennent»*. Le châtelain du XXI^e siècle? Un entrepreneur.

Pascal Krémer



ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

Et si l'IA était la meilleure alliée de la flemme en entreprise ?

Nicolas Santolaria

L'intelligence artificielle prospère aussi sur notre désir très humain d'en faire le moins possible

Flemme. » Si vous hébergez un ado à la maison, vous avez sans doute entendu cette molle célébration de l'inactivité, servie sur un ton aussi consistant qu'un Chamallows. N'oubliez pas de débarrasser la table du petit déjeuner. « *Flemme*. » On est là face au refus du moindre effort érigé en mode de vie qui, s'il peut chroniquement énerver le parent, en fait le fascine – qui n'a pas envie ou besoin de lever le pied dans un monde de changements incessants et de burn-out épidémiques ? Pas étonnant que, d'après une étude menée par Censurwide auprès de 1 500 personnes, « flemme » soit le mot d'argot préféré des Français, cité par 27 % des individus interrogés.

Néanmoins, l'adulte est beaucoup plus mal placé que l'enfant pour en faire usage au quotidien, surtout dans le monde du travail. L'entreprise est cet univers où il est difficile, voire impossible, d'assumer ouvertement sa flemme, alors que celle-ci y est endémique. Et c'est là qu'arrive le point-clé de notre hypothèse : le déploiement de l'intelligence artificielle (IA), qui semble se faire ouvertement au nom d'un désir de performance, prospère en sous-main en flattant notre fibre flemmarde. Le succès de cette technologie doit s'envisager à l'aune de ce double niveau de lecture.

En effet, tous les discours qui invitent à l'adoption de l'IA promettent que cet outil miraculeux va nous débarrasser de nos propres automatismes, en fouillant à notre place les vastes ensembles de données, en performant nos routines cognitives, en automatisant des tâches répétitives. C'est comme si l'humain était un oignon dont il conviendrait d'éplucher les couches superflues en les déléguant à la machine, pour accéder à un noyau d'intensité productive, de créativité pure. Mais souvenez-vous, le GPS ne nous a pas transformés en lecteurs de cartes routières plus avertis. Et l'IA ? L'assistant intelligent ne nous configure-t-il pas de manière plus globale encore en assisté, en adepte de ce que des chercheurs ont qualifié de « paresse algorithmique » ?

Après avoir épluché l'oignon de nos consciences, on risque de s'apercevoir qu'il ne reste finalement pas grand-chose, si ce n'est une flemme monumentale. Récemment, c'est la rectrice de l'université de Gand, en Belgique, Petra De Sutter, qui a été prise en flagrant délit de moindre effort : son discours de rentrée, écrit avec ChatGPT, était truffé de citations erronées que l'ancienne députée écologiste n'avait même pas pris soin de vérifier.

Cette tentation nous concerne tous, alerte Marion Carré dans son ouvrage *Le Paradoxe du tapis roulant. Vaincre notre paresse intellectuelle face à l'IA* (JC Lattès, 2025). « *En commençant à lui confier des tâches à faible valeur ajoutée, nous montons avec légèreté sur le tapis roulant de la pensée qu'elle déroule sous nos pas. Puis, au fil du temps, à mesure que la confiance s'installe, un glissement s'opère. Ce qui relevait de l'aide ponctuelle devient un appui systématique. (...) Une fois qu'on y a goûté, il y a quelque chose de presque punitif à vouloir encore faire soi-même ce que la machine pourrait faire à notre place.* »

Il est loin le temps où le cerveau humain voulait encore se battre contre l'intelligence artificielle, tel Kasparov affrontant Deep Blue aux échecs. Aujourd'hui, chacun semble prendre acte de son obsolescence cognitive, cultivant dans son coin cette « *honte prométhéenne* » d'être dépassé par nos propres créations qu'avait si bien anticipée Günther Anders (1902-1992).

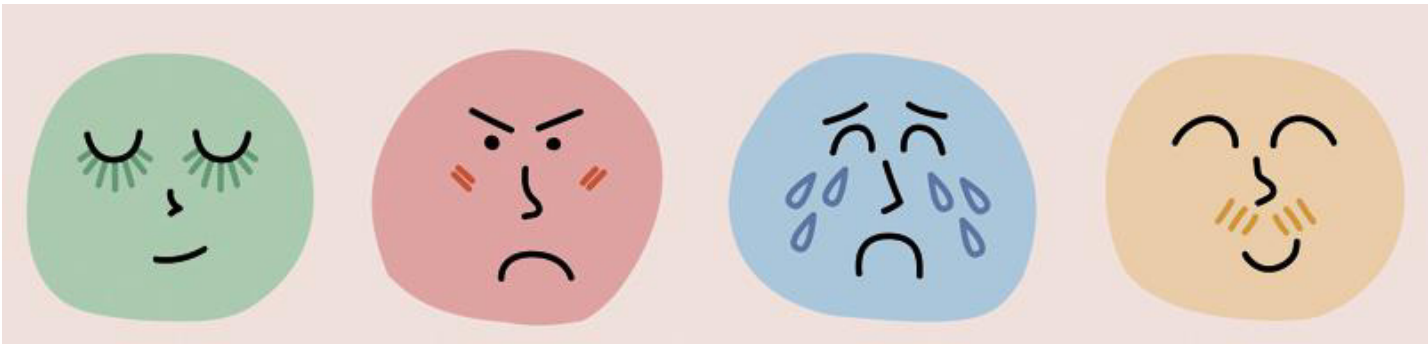
Défaitiste, tel radiologue se plaint désormais sur Instagram que l'IA produit des diagnostics plus efficaces que les siens, alors qu'il lui a fallu dix ans d'études pour en arriver là, tel traducteur regrette d'avoir été mis au rebut. Vont-ils se révolter et tout casser comme les luddites, ces ouvriers qui s'en prenaient aux machines ? Flemme.

Aujourd'hui, chacun semble prendre acte de son obsolescence cognitive

DARONS DARONNES

Parents, n'ayez pas (seulement) peur de Parcoursup !

Formuler des vœux d'orientation, c'est stressant. C'est aussi l'occasion de discuter de l'avenir avec son enfant. Mais gare aux formations qui surfent sur l'anxiété parentale, prévient Clara Georges



BENJAMIN CARROT

susceptible de croiser sous les néons d'un stand vantant les mérites d'une école de commerce. Et, pouvoir d'achat oblige, c'est aussi Christophe que cherchera en priorité (mais pas seulement) à appâter une armada de nouveaux acteurs privés qui gravitent autour de Parcoursup.

Il y a les coachs en orientation, d'abord, ceux qui facturent 600 euros pour trois séances d'accompagnement de l'enfant. Il y a, aussi et surtout, le marché tentaculaire du privé supérieur lucratif, où l'on trouve à boire et à manger, et qui surfe sur l'anxiété des parents (et leur portefeuille). Cela fait une vingtaine d'années que ces acteurs sont apparus en France. Ils revendiquent aujourd'hui 400 000 étudiants, soit un sur huit dans le pays.

La journaliste Claire Marchal a enquêté sur les méthodes de l'une de ces sociétés, Galileo, dans son livre *Le Cube*, en 2025 (Flammarion). Les directeurs des écoles rachetées par ce mastodonte du privé lucratif deviennent des « *happy student makers* ». Les élèves, des clients. Et la rentabilité est le maître mot, parfois au détriment de la qualité des enseignements.

Des profs vacataires qui changent constamment, des classes surchargées, des cours à distance pour ne pas payer les locaux ou le chauffage, des programmes peu réalistes, faits pour séduire les étudiants, et, surtout, des diplômes qui n'ont aucune valeur ou presque... Des écoles au nom prestigieux, comme Penninghen pour la direction artistique ou le Cours Florent pour l'art dramatique, sont désormais propriété de Galileo.

Or, Galileo, comme les autres grands groupes du privé lucratif, a pour actionnaires des fonds d'investissement qui procèdent par LBO (*leveraged buy-out* ou rachat d'entreprise par endettement). C'est-à-dire qu'ils empruntent pour investir, et que c'est

l'école rachetée qui va devoir rembourser la dette – donc faire des marges, et des grosses.

Je ne vous raconte pas tout cela pour vous faire peur, mais pour vous rappeler que la peur, justement, n'est pas toujours

Il ne faut pas hésiter à encourager les ados à se renseigner autour d'eux. Auprès d'un cousin, d'un conseiller d'orientation, d'un professeur secourable

bonne conseillère. Les parents inquiets de l'avenir de leur enfant peuvent être tentés de se tourner vers ces formations postbac, qui rassurent parce qu'elles garantissent une place à chacun et permettent bien souvent de contourner Parcoursup.

Avant de céder trop vite aux sirènes d'écoles chères (la plupart autour de 10 000 euros par an) qui présentent bien, renseignez-vous. Je vous recommande, par exemple, la lecture de cet entretien avec le chercheur à Sciences Po Bordeaux Mathis d'Aquino, paru sur *Lemonde.fr* : « *Méfiez-vous des établissements scolaires qui donnent le sentiment de chercher des clients plutôt que des étudiants.* »

Il existe aussi des bons conseils à suivre pour savoir si une formation est sérieuse. Parmi les critères essentiels, il faut vérifier le type de diplôme délivré.

De nombreux parents peuvent trouver ce parcours intimidant ou incompréhensible. Il ne faut pas hésiter à encourager les ados à se renseigner autour d'eux. Auprès d'un cousin, d'un conseiller d'orientation, d'un professeur secourable, comme le raconte Olfa dans l'article d'Elisabeth Pineau : « *Ma prof de spécialité gestion finance est très investie pour nous, c'est elle qui se soucie de ce qu'on veut faire, elle organise des ateliers pour qu'on se renseigne.* »

Car, et c'est l'un des points positifs de Parcoursup : la plateforme est une occasion pour les enfants de prendre en main leur parcours. De réfléchir à ce qui les attire ou non ; à leurs compétences et leurs envies. Comme me le disait une amie, c'est un bon prétexte pour engager la conversation en famille autour de grandes valeurs : qu'est-ce qui est important pour toi ? Te projettes-tu dans des études longues ? L'argent est-il ton premier critère ? Le tout de préférence autour d'une part de galette, et dans le salon de la maison plutôt que de l'orientation.

SEXOLOGIE

Sa taille, ma bataille

Que ce soit pour raison médicale ou esthétique, des hommes se tournent vers la pénoplastie, révélant une angoisse masculine persistante autour de la virilité. Un allongement du pénis qui ne va pas sans risque

Antonin Gratien

Question confiance en soi, j'ai enfin eu le déclic », pose Patrice (les personnes citées par un prénom ont requis l'anonymat), 54 ans, au moment d'évoquer les fruits de sa pénoplastie. Soit une intervention de la médecine esthétique visant à modifier – à l'appui d'une chirurgie, ou non – les proportions du pénis. Miné par le syndrome du vestiaire, soit la crainte de se déshabiller devant ses camarades, cet ouvrier a finalement décidé, après cinq ans de réflexion, de recourir à l'opération à l'été 2025. Le procédé choisi ? « La section des ligaments suspenseurs à la racine du pénis. En ôtant ces "freins", on allonge la taille du sexe au repos », détaille l'Alsacien. Bilan de l'opération, réalisée sous anesthésie générale : 2 centimètres gagnés en longueur.

Un chiffre qui compte – mais certainement pas pour sa compagne. « Elle m'a toujours répété qu'elle ne voyait aucun problème chez moi », plaisante le quinquagénaire, qui reconnaît que les mensurations de sa verge n'ont jamais affecté sa sexualité. L'embarras se situait ailleurs. « Mon travail dans la métallurgie a usé mon dos, au point de déclencher des contractions en continu au niveau de mes parties intimes. Ce qui les a fait rétrécir. Et aggravé un complexe déjà préexistant, entre moi et moi-même », déplore celui pour qui ce malaise est désormais relégué au placard. La preuve : c'est désormais sans gêne que Patrice se dénude devant les autres. Une victoire personnelle vécue comme une délivrance, vis-à-vis du « diktat social, qui pousse à percevoir les sexes modestes comme honteux ».

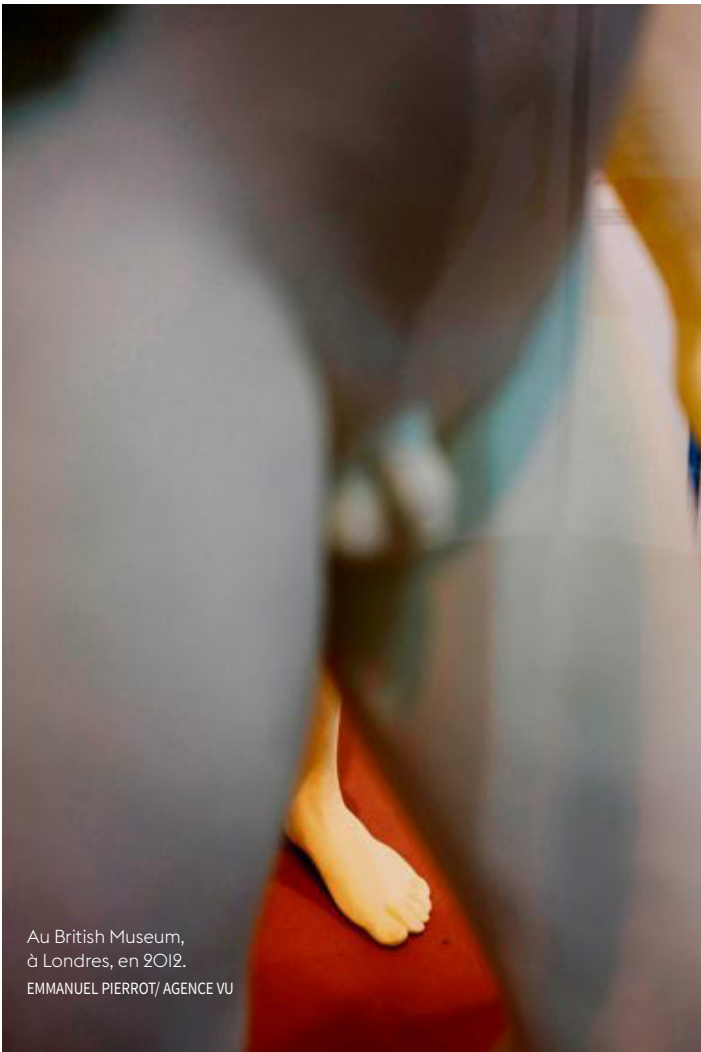
« La taille du sexe masculin est un sujet qui revient avec une régularité de métronome, à travers les âges et les territoires », cadre l'urologue Michel Schouman, coauteur d'*Histoires du pénis* (Le Rocher, 2000). Selon lui, si cette thématique est une constante culturelle, c'est parce que les généreuses dimensions de cet organe ont toujours été associées à des vertus multiples. « Entre autres références passées, le culte du dieu grec de la fertilité Priape – souvent représenté avec un phallus imposant, et érigé – atteste du couplage imaginaire entre pénis massif et force reproductrice », avance le médecin. Avant d'ajouter que le volume de la verge renvoie traditionnellement, aussi, à la puissance virile – car conquérante. Ce dont atteste l'histoire de la mode.

Ainsi, dès le Moyen Age, l'homme du commun s'inspire des protections péniennees militaires, en ajoutant une poche de tissu à son entrejambe afin de la rendre protubérante. Et, supposément, flatteuse. Cette tendance se poursuit jusqu'à la Renaissance, période durant laquelle les gentilshommes se distinguent en arborant une braguette rembourrée. Et tant pis si Montesquieu y fustige, à cette même époque et dans ses *Essais*, une « ridicule pièce (...) qui accroît [la] grandeur naturelle par fausseté et imposture ». Cinq siècles après l'invective, le commerce contemporain accueille aussi bien des sous-vêtements masculins bombés que des coques en silicone, destinées à galber l'entrejambe.

Plus décisif, peut-être : la médecine s'est, elle aussi, emparée de l'enjeu. Et séduit un nombre croissant d'hommes. « Même s'il est délicat d'obtenir des statistiques sur le sujet, depuis son apparition dans les années 1970, la pénoplastie moderne grimpe en flèche, relève l'urologue Charlotte Methorst, qui constate elle-même une hausse de la demande dans son cabinet. Qu'il s'agisse de la section des ligaments, afin d'allonger le pénis au repos, ou de l'injection de graisse et d'acide hyaluronique, pour obtenir un épaississement pénien. Cette tendance suit le bond général de la médecine et chirurgie esthétique masculine. Puisqu'il est culturellement admis que le visage masculin prend du charme avec l'âge, les sollicitations de cette gent se concentrent vers les parties génitales. Avec un focus sur le lifting du scrotum pour "remonter" les bourses. Et la pénoplastie. »

Motif de l'inflation des souhaits d'agrandissement du pénis ? « Les complexes ont toujours existé. Mais l'exposition à la pornographie aggrave le phénomène, dès lors que certains consommateurs prennent les mensurations exceptionnellement élevées des acteurs pour une norme à atteindre », suggère-t-elle. De fait, 34 % des moins de 25 ans admettent avoir déjà été gênés par la taille de leur membre en regardant des films X, selon un sondage IFOP de 2014.

Afin d'éviter toute comparaison infondée, la membre de l'Association française d'urologie rappelle les bases : une verge varie énormément de volume à l'état placide, selon les individus. Et atteint 13,12 centimètres en érection en moyenne, selon une étude publiée dans la revue d'urologie spécialisée *BJU International* en 2015. « Certains pénis s'écartent drastiquement de ces normes, et appellent à des prises en charge spécifiques, explique l'experte. Comme le micropénis, caractérisé par une érection plafonnant à 7 centimètres de longueur. Ou l'"enfouissement", qui provoque un effet iceberg : la verge est majoritairement nichée à l'intérieur du corps, au repos. »



Benoît, 45 ans, fait partie de cette minorité vivant avec un pénis enfoui. « Dès la puberté, j'ai compris que j'étais différent. Et, depuis, j'ai vécu dans la peur de me déshabiller. Comme si je risquais d'être démasqué et perçu comme un raté de la nature », confie le chauffagiste. Afin de remédier à ce qu'il en est venu à considérer comme un handicap, ce père de deux enfants écume Internet, en quête de solutions. Il finit par toquer à la porte d'un chirurgien qui prétend avoir mis au point une méthode innovante, consistant à injecter du Botox au niveau pénien afin d'empêcher toute rétraction. Malheureusement, l'expérimentation se solde par un échec.

« Cette déconvenue illustre le risque de charlatanisme, autour de pseudo-solutions "miracles" vantées par des médecins frauduleux, s'agace la chirurgienne Charlotte Methorst. Habituellement, l'enfouissement doit être traité par une perte de poids, ou bien une liposuction pubienne. » Avant d'évoquer une autre source d'inquiétude : le tourisme médical qui se développe autour de la pénoplastie, afin d'attirer les patients qui ne seraient pas prêts à payer les tarifs des cliniques privées hexagonales. « Soit environ 4 000 euros pour la section des ligaments suspenseurs, précise-t-elle. Malheureusement, les solutions bradées étrangères sont parfois non référencées en France – comme l'implant de silicone pénien – et compliquent le suivi postopératoire. »

Un manque d'accompagnement qui peut entraîner des difficultés, notamment en cas d'infections cutanées, de migration de graisse, ou tout simplement de résultats décevants. Thierry en sait quelque chose. Cet autoentrepreneur dans l'import-export a tôt eu le sentiment cuisant, dans ses relations intimes, d'être incapable de donner du plaisir. La faute aux mensurations de son pénis, estime-t-il alors. Pour retrouver confiance en lui, il fréquente la salle de sport, mais se retrouve vite accablé par la « dysharmonie » croissante entre ses muscles en pleine croissance et un sexe jugé désespérément modeste. « Le malaise avait atteint de tels sommets que je n'osais plus m'approcher des filles. De peur de m'exposer à des moqueries en étant réduit au stéréotype de l'Asiatique au petit sexe, au moment de me déshabiller », partage-t-il. En 2013, ce Francilien saute le pas de la pénoplastie. En penchant pour l'option qu'il juge la plus naturelle : celle du transfert de graisse. « Un chirurgien étranger m'avait promis monts et merveilles,

témoigne-t-il, amer. Il a fait un prélèvement à l'intérieur de mes cuisses pour l'injecter au niveau du pénis. Ce qui a fini en désastre. »

Concrètement : Thierry se réveille de l'opération ambulatoire avec des cicatrices peu esthétiques – inévitables pour ce type d'opération. Mais surtout, au bout de quatre mois, la graisse s'est totalement dissoute. Et, avec elle, les 6 000 euros qu'il venait de déboursier en vain. Résolu à ne pas rester sur un échec, le commercial bascule vers la pénoplastie médicale. Soit l'injection d'acide hyaluronique sous anesthésie locale, pour un coût variant entre 3 000 euros et 5 000 euros, afin d'augmenter la circonférence du pénis, ou bien du gland. Cette fois, l'opération est couronnée de succès. Au point qu'il réitère l'expérience. A la fois parce que des retouches sont nécessaires tous les deux ans afin d'éviter que l'acide ne se résorbe, et pour doper, encore et encore, sa circonférence. Jusqu'à atteindre un bonus de 7 centimètres, comparativement à sa mensuration d'origine. « C'est le jour et la nuit, s'enthousiasme le trentenaire. Désormais, j'arrive à satisfaire mes partenaires et à me sentir séduisant. Même si le chemin a été semé d'embûches, la pénoplastie a été la meilleure décision de ma vie. »

C'est précisément pour partager son parcours médical, et lever les tabous, que Thierry a lancé Ma-penoplastie.com. Un site où les internautes s'échangent photographies et conseils autour de l'opération. Certains y partagent leur amertume postopératoire face à une graisse jugée mal répartie, et donc inesthétique. D'autres appellent au boycott de professionnels qu'ils accusent d'avoir ruiné leur vie sexuelle, à la suite d'interventions mal menées. Ailleurs sur le forum, des curieux s'interrogent sur une alternative aux interventions médicales, afin d'augmenter par eux-mêmes leur volume pénien. Parmi les pistes envisagées figurent l'achat de « crèmes extensives » ou le *jelqing*, une pratique qui consiste à tirer quotidiennement, et parfois pendant des heures, sur son pénis en semi-érection grâce à une pompe. Autre option évoquée : attacher des poids de plusieurs kilos, graduellement de plus en plus lourds, à l'extrémité de son sexe.

« Aucune de ces approches n'a démontré d'efficacité scientifique. Le commerce de compléments alimentaires ou de produits à application cutanée, soi-disant "extenseurs", relève de l'arnaque, alerte l'urologue et sexologue Vincent Hupertan. Tandis que les méthodes de traction peuvent endommager les corps caverneux du pénis, au point de déformer irrémédiablement la verge. » Selon l'auteur de *L'Encyclo pénis* (Leduc, 2019), le recours à des méthodes aussi extrêmes témoigne du profond mal-être que peut causer un rapport anxieux au pénis. Ce qui est loin d'être un phénomène isolé. En 2006, une étude scientifique de l'Association américaine de psychologie rapportait que 85 % des femmes étaient satisfaites de la taille du sexe de leur partenaire, mais seuls 55 % des hommes l'étaient des proportions du leur.

Un nid à angoisses, en somme. « Cette souffrance psychologique est au cœur des demandes de pénoplastie, qui cachent souvent une dysmorphophobie [préoccupation obsédante autour d'un défaut du corps mineur, ou inexistant] », pose Vincent Hupertan. Pour identifier, puis désamorcer ce trouble, le sexologue appelle à la mise en place d'une thérapie, en cas de consultation pour l'opération. « Le chirurgien apporte une réponse purement technique à une problématique qui touche à l'intimité la plus profonde, considère l'expert. D'où la nécessité d'une psychoéducation qui accompagne la prise en charge médicale, avant et après l'intervention. Afin de prévenir, notamment, tout risque de cruelle désillusion postopératoire sur le résultat de la pénoplastie, qui,

dans le pire des cas, peut pousser dans une spirale dépressive. » A l'adresse de tous ceux qui songeraient à la pénoplastie, l'urologue insiste : « L'intervention n'est pas une panacée. Et d'autres pistes, moins invasives, existent pour vivre en bonne harmonie avec son pénis. » Ainsi, le rétrécissement naturel de la verge avec l'âge peut, par exemple, être freiné en adoptant plusieurs habitudes. Comme s'abstenir de fumer, manger équilibré et avoir une sexualité régulière. « Des réflexes qui permettent aussi, ajoute le docteur, d'améliorer la qualité de l'érection. » Et de cultiver, au passage, une bonne hygiène de vie globale.

« J'AI VÉCU DANS LA PEUR DE ME DÉSHABILLER. COMME SI JE RISQUAIS D'ÊTRE DÉMASQUÉ ET PERÇU COMME UN RATÉ DE LA NATURE »
Benoît, chauffagiste

EXILS

« Dans le bidonville, il y avait des toits en tôle et des gamins sans pantalon »

A 6 ans, Valdemar Francisco a débarqué à Paris. C'était en 1960, et si différent de son Portugal natal. Sa famille en a fui la misère... pour se retrouver dans un campement à Champigny-sur-Marne

Propos recueillis par Adam Lebert

Comparée à la petite gare de Pombal, au Portugal, que je venais de quitter, la gare d'Austerlitz semblait géante, du haut de mes 6 ans et demi. Le panneau immense "Paris-Austerlitz", tous ces quais, ces trains, ces passants, le vacarme des voitures dehors... J'étais ébahi. A tel point que j'en ai oublié mon petit pull marron dans le train.

Nous sommes venus en France rejoindre mon père. Je suis né au Portugal en 1953, sous la dictature de Salazar. Mon père, peintre en bâtiment, était parti en France en 1958, après avoir reçu une promesse d'embauche. Nous, ma mère, mes deux sœurs et moi, étions restés là-bas, chez ma grand-mère, dans la misère. Mon père, volage, nous envoyait très peu d'argent. Je n'avais même pas de quoi m'acheter des chaussures ou un pantalon.

C'est ma mère qui, un jour, a décidé de rejoindre mon père. Elle avait obtenu un passeport touristique de trois semaines, un simple prétexte pour ne jamais revenir. Et c'est ainsi que je suis arrivé en France, le 14 mai 1960. Je m'en souviens comme si c'était hier. On était tous heureux de prendre le train pour rejoindre la France, ce beau et grand pays dont les Portugais exilés là-bas nous parlaient tant. C'était un jour de printemps : les paysages fleuris défilaient par la fenêtre.

Mon père, comme toujours bien habillé, est venu nous chercher avec une voiture qui n'était pas la sienne. Nous étions contents de le revoir, mais moi, je le connaissais à peine, j'étais petit quand il est parti. Nous avons pris la direction de Champigny-sur-Marne [Val-de-Marne], où habitait monsieur Afonso, un Portugais qui avait accepté de nous héberger temporairement, le temps qu'on trouve une maison. En chemin, il a décidé de s'arrêter dans un café, le Paris-Madrid. Nous nous sommes installés pour boire une limonade. Et je suis tombé nez à nez avec un juke-box, une drôle de machine qui faisait de la musique ; je n'en avais jamais

vu avant. Mon père a mis une pièce, et je l'ai regardé tourner, stupéfait. Il avait choisi un fado du chanteur Fernando Farinha [1928-1988], une chanson qui parlait d'une mère tenant la main de son fils, avant que ce ne soit lui, plus tard, qui tienne la main de sa mère vieillissante. C'était émouvant. Mon père avait l'air content de nous montrer ce qu'il y avait ici, en France.

Quelques jours plus tard, je me souviens de mes premières impressions au marché de Villiers-sur-Marne [Val-de-Marne]. Il y avait tellement d'abondance, les pyramides de fruits, les poissonneries, toute cette nourriture bien rangée... Je n'avais jamais vu un marché, jusque-là. Ces images m'ont marqué. Puis la vie est devenue plus compliquée.

Après notre court séjour chez M. Afonso, nous avons emménagé dans une maison du bidonville de Champigny-sur-Marne, au 60, sentier des Pendants. Le bidonville venait à peine de pousser. Il y avait là des champs et des vergers, que certains labouraient encore avec des chevaux de trait. On y trouvait des baraques en plâtre, des toits en tôle, des matelas à même le sol, des gamins sans pantalon... Je me souviens aussi des étendoirs à linge, tendus entre deux baraques. Du haut de mes 6 ans, je regardais ça avec étonnement, comme un autre monde. C'était insalubre, certes, mais un même espoir nous animait tous : celui d'une vie meilleure.

Nous, on a eu la chance d'occuper une maison en dur, qui appartenait à un couple divorcé et que mon père avait repeinte. La salle à manger était orange vif, les chambres bleu clair. Je dormais avec mes deux sœurs dans la même pièce, mais ici, au moins,



Valdemar Francisco, 71 ans, chez lui, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), le 11 avril 2025.
LOUISA BEN POUR « LE MONDE »

j'avais un lit pour moi tout seul. Je ne le partageais plus avec mes tantes, comme chez ma grand-mère. J'étais content d'avoir enfin un vrai chez-moi.

Dans le bidonville, il y avait une grande entraide entre nous, les Portugais. Ma mère cuisinait pour certains d'entre eux et lavait leur linge pour gagner un peu d'argent. J'allais puiser de l'eau dans une fontaine et remplissais des bidons de 5 litres pour les travailleurs. Le dimanche, les adultes buvaient des bières ensemble et jouaient aux cartes. J'ai vite compris qu'ici, c'était la liberté, même celle de s'exprimer politiquement, que ce soit concernant notre pays d'origine ou celui d'accueil. Alors qu'au Portugal, tout le monde avait peur. Je me souviens avoir entendu, tout petit, qu'un voisin avait été enlevé dans la nuit, juste pour avoir manifesté son désaccord avec le régime.

Après, en tant que gamin, j'étais un peu déconsidéré. Les adultes travaillaient beaucoup, ils n'avaient pas le temps de s'occuper de nous, et je souffrais un peu de la réputation de mon père, peu assidu au boulot. C'est surtout à l'école du Plateau que j'ai pu me faire des amis. Parce que oui, très vite, il a fallu m'inscrire à l'école, car c'est obligatoire en France. Au Portugal, je n'y étais jamais allé.

« TRÈS VITE, IL A FALLU M'INSCRIRE À L'ÉCOLE, CAR C'EST OBLIGATOIRE EN FRANCE. AU PORTUGAL, JE N'Y ÉTAIS JAMAIS ALLÉ »

HÉMIPLÉVIE

Le « virage Monnin », ou ma boussole perdue

La journaliste et écrivaine Isabelle Monnin, victime d'un AVC en 2023, explique chaque semaine comment elle a apprivoisé cette nouvelle existence, avec un corps « à moitié fichu ». Au début, elle se perdait « partout, tout le temps »

Par Isabelle Monnin



FANNY MICHAËLIS

routes de ses exploits, son fan-club avait aménagé un virage dans le col du Petit Ballon [Haut-Rhin] afin d'honorer son héros à grands coups de banderoles et de fumigènes. J'aimais bien l'idée. C'est pourquoi je baptisai cette intersection de deux couloirs le « virage Monnin », m'imaginant des supporters survoltés quand je m'approchais sur le fauteuil roulant. J'inventais un enthousiasme de fête à mon passage, ma motivation à dompter l'engin en était décuplée. C'était enfantin et rigolo. J'en parlai à ma famille : mes fils fabriquèrent un panneau indicateur qu'on installa au-dessus de mon lit. Cela les faisait sourire, et j'étais émue de lire l'amusement sur leur visage. Serions-nous capables d'être heureux parfois, encore ?

Quand j'y repense aujourd'hui, le virage Monnin ne racontait pas seulement ma mégalomanie. Il témoignait aussi, et peut-être surtout, de mes difficultés à me repérer dans le temps et l'espace. Après deux ou trois mois passés à l'hôpital, l'une des « missions/objectifs » qu'on me confiait consistait à me rendre seule jusqu'au territoire des exercices quotidiens – kiné, orthophonie, ergothérapie, psychomotricité. Le chemin passait obligatoirement par le virage Monnin. Tous, parmi mes proches, pensaient m'aider en me rappelant son existence : « C'est simple, tu prends à gauche en sortant, et ensuite tu vas jusqu'au virage Monnin, puis tout droit. »

A un moment, je crois que les garçons avaient même fixé leur pancarte dans le virage, sur la rampe en bois qui doit aider celles et ceux qui reprennent la marche. C'était a priori simple, reconnaissable, je ne saurais dire combien de fois j'en avais pris, parfois poussée très vite, comme au volant d'une Formule 1. Pourtant, longtemps encore, je ne saurais pas m'y rendre seule. Je ne sais pas combien de temps cela a pris. Je me perdais. Partout, tout le temps. Même là où j'étais supposée me repérer avec des noms, des couleurs, des habitudes. Un jour, c'est l'une des professionnelles du centre expert bipolaire et dépression résistante qui m'a retrouvée, errante, quelque part dans ces couloirs où je m'étais égarée.

Petit à petit, comme avant l'accident, je me suis reconstruit un monde à partir des noms plus qu'avec des repères spatiaux : ici, la chambre de M. K, à la porte duquel on avait apposé la photographie d'une guitare pour que lui-même la retrouve ; plus loin, le bureau des internes ; là, la « pièce rouge », celle des familles ; ailleurs encore, la salle de douche. Je savais lister les pièces, mais pas toujours m'y rendre, quand bien même elles étaient dans la ligne droite de ma chambre. Et puis cela aussi a fini par revenir, timidement, progressivement, comme un brouillard se lève.

Peut-être est-ce d'abord cela, l'expérience de l'AVC : une désorientation. Aujourd'hui encore, au

Je me souviens de mon premier jour en classe. J'ai entendu des gamins hurler dans la cour. Je me suis mis à crier aussi, pour faire comme eux. Mes parents me disaient toujours : « Là où tu iras, tu feras comme tu vois. » Mais mon institutrice m'a mis une paire de baffes et m'a dit d'aller au coin, les mains sur la tête. Comme je ne comprenais rien à ce qu'elle me disait, un gamin portugais m'a traduit. Les premiers jours, j'étais avec les autres Portugais, parce que je voulais simplement être avec des gens qui me comprenaient.

Puis j'ai essayé de m'intégrer à travers le foot. J'étais meneur de jeu et je faisais partie des meilleurs. Je savais même faire la bicyclette retournée, alors ils voulaient tous être dans mon équipe. Puis, assez vite, je suis devenu le premier de la classe. Quand tu es premier, tu as la considération de tes amis, mais aussi celle des instituteurs et du directeur de l'établissement. Dans le bidonville, j'étais un moins que rien, mais à l'école, j'étais le roi.

Nous avons quitté le bidonville en 1969, trois ans avant son démantèlement, pour nous installer à Villiers-sur-Marne [Val-de-Marne]. Malgré mes bons résultats scolaires, j'ai dû travailler rapidement pour subvenir aux besoins de ma famille. J'ai fait l'essentiel de ma carrière dans la maçonnerie, avant de me mettre à mon compte, dans la promotion immobilière. Maintenant que je suis à la retraite, je profite de ma femme et de mes trois enfants, et je retourne souvent à Champigny-sur-Marne.

Le 11 juin 2016, avec l'association Les amis du Plateau, dont je suis le président, j'ai inauguré un monument, là où se trouvait le bidonville, en hommage à la France et aux Portugais qui sont passés par là.

Cet article a été publié sur « Lemonde.fr » le 4 août 2025.

La semaine prochaine Les premiers jours en France d'Annelies van der Eijk, venue des Pays-Bas : « La boulangère du village d'à côté était la seule personne à me parler – ou du moins à essayer »

réveil, il m'arrive de ne pas savoir très bien quel jour on est, ni où je suis.

« Sur une échelle de 0 à 10, à combien évaluez-vous votre douleur temporelle ? Et la douleur spatiale ? », pourraient me demander ceux qui me soignent. « A 10, répondrais-je sans hésiter, ce sont des douleurs terribles, les pires qui soient. »

Depuis toujours, je suis taraulée par la question de ma place – dans ma famille comme dans la société. J'aurais dû inventer le GPS, pour conjurer mes lacunes d'orientation. Cette torpeur étrange m'a sans doute permis de surmonter l'enfermement hospitalier, le temps sans borne de la rééducation. Dans le monde de l'après, il n'y a pas de virage à son nom, de ceux que l'on coupe à vélo avec griserie, le corps penché en confiance vers l'asphalte qui défile. Trop souvent, la vie d'après est une lande floue, sans repères ni horizon.

La semaine prochaine Pourquoi je sais que le rose est rose



Il y a, à Paris, un lieu qui porte mon nom. La plupart des gens qui y passent l'ignorent. Pour le trouver, les plus motivés se rendront au troisième étage d'un vieil hôpital, construit au XIX^e siècle. Secteur orange, ils tourneront à droite en sortant de l'ascenseur, face à la chambre 36, et, juste avant de déboucher dans le couloir menant au plateau de rééducation, ils prendront le « virage Monnin ».

Cette distinction topographique a un lien avec le tour de France de cet été 2023, lorsque j'étais hospitalisée après un AVC qui m'a laissée hémiparétique. Thibaut Pinot, le coureur cycliste franc-comtois, prenait sa retraite. Pour sa dernière danse sur les



AU BESTIAIRE !

Le loup fait peau neuve

Peluches, albums jeunesse, produits dérivés...
Le carnivore craint et chassé durant des siècles est devenu une icône pop

Marjorie Philibert



ROBIN LOPVET POUR « LE MONDE »

« Aujourd’hui, on a une population stable estimée à 1 082 individus, qui prennent la fuite dès qu’ils voient un humain »

Pierre Jouventin
éthologue

cle, et inspiré les célèbres contes de Charles Perrault : *Le Petit Chaperon rouge* et *Les Trois Petits Cochons*. Par la suite, sa population se réduit nettement sur le Vieux Continent, mais sa mauvaise image reste intacte dans la culture populaire. Au XX^e siècle, Tex Avery (1908-1980) en fait l’un de ses personnages fétiches : à ses débuts, c’est un loup lubrique qui est une caricature d’Adolf Hitler. Dans *Blitz Wolf*, un court-métrage d’animation qui sort aux Etats-Unis en 1942, le loup ne respecte pas le traité de paix qu’il a signé avec les trois petits cochons et les attaque sans pitié. En France, on retrouve la même métaphore dans la chanson interprétée par Serge Reggiani et sortie en 1967, *Les loups sont entrés dans Paris*, qui fait référence à l’entrée de l’armée allemande dans la capitale.

Autant dire que le loup revient de loin. Le paradoxe est que sa popularité actuelle semble en partie due à son retour sur le territoire, qui l’a mis au centre de la lutte pour la préservation de la biodiversité. Le loup a, en effet, fait sa réapparition en France en 1992 et se retrouve aujourd’hui au

cœur d’un débat politique virulent qui dure depuis près d’une trentaine d’années. Entre éleveurs qui craignent pour leurs bêtes et écologistes qui souhaitent le protéger, les échanges prennent souvent l’allure d’un dialogue de sourds. Pourtant, la polémique n’a pas entamé le regard positif du grand public, qui semble avoir tranché massivement en faveur du loup. Selon une étude Ipsos de novembre 2024 commandée par le média *One Voice*, 65 % des Français estiment que les représentations du loup dans les contes et légendes ne correspondent pas à la réalité, et 81 % affirment que le retour des loups en France représente un bienfait pour la biodiversité. Pierre Jouventin, éthologue et auteur du livre

Le Loup, ce mal-aimé qui nous ressemble (HumenSciences, 2021), analyse ainsi : « La publicité Intermarché est très efficace, et bien plus intelligente qu’il n’y paraît. Elle joue sur le fait que le loup mal-aimé est désormais bien-aimé. » Selon lui, cette prise de conscience vient du fait que le public a compris

que la mauvaise réputation du loup était injustifiée. « Il faut quand même rappeler qu’il n’y a pas eu d’attaque du loup sur l’homme en France depuis quarante ans, explique-t-il. Au Moyen Âge, il y avait environ 15 000 individus qui, lorsqu’ils avaient faim, pouvaient effectivement attaquer l’homme. Aujourd’hui, on a une population stable estimée à 1 082 individus, qui prennent la fuite dès qu’ils voient un humain. »

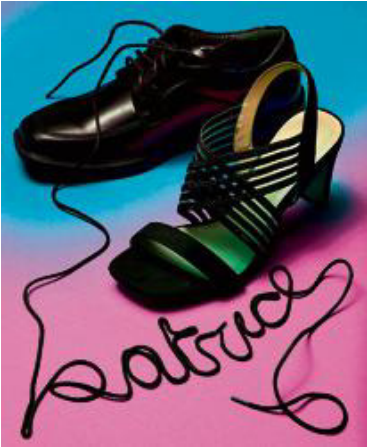
Pierre Jouventin souligne que le mythe du prédateur a souvent masqué les qualités du loup, qu’il décrit comme une espèce fondamentalement altruiste : « J’ai élevé une louve chez moi en appartement, et elle faisait vraiment partie de la famille. Quand on se disputait avec ma femme, elle venait nous séparer, et quand mon fils rentrait à la maison déprimé parce qu’il avait eu une mauvaise note, elle lui léchait le visage. »

De fait, les livres pour enfants mettant en scène des loups gentils se sont multipliés. Parmi les récents succès de librairie, on trouve ainsi pour les tout-petits la série « P’tit loup » (Auzou éveil) et, pour les plus grands, la série d’albums dessinés *Le Loup en slip*. Ses auteurs, Wilfrid Lupano, Mayana Itoiz et Paul Cauuet, ont imaginé un loup serein et philosophe, comme le présente leur éditeur Dargaud : « Sous ses airs de Drogène et du Candide de Voltaire, le Loup en slip vit la “sobriété heureuse” et ne cherche pas à posséder plus que nécessaire. Il dédabolise la figure du loup tout en faisant écho à notre société moderne. » Une dédabolisation qui prend malicieusement la forme d’une inversion des rôles, comme en témoignent les albums de jeunesse suivants : *Le Loup qui criait au garçon !* (Circonflexe, 2017) et *Les Trois Petits Loups et le grand méchant cochon* (Bayard Jeunesse, 1993).

Le Cloître-Saint-Thégonnec, petit village du Finistère, abrite le Musée du loup, le seul du genre en France. Astrid Delangle est la responsable de ce lieu précurseur qui a ouvert en 1991, avec l’objectif de redorer le blason du loup. « La collection présentée ici vise à amener le public à questionner sa représentation du loup, en montrant comment celle-ci est souvent fondée sur une image scientifiquement erronée de l’animal, précise-t-elle. Une salle du musée expose ainsi un journal illustré de la fin du XIX^e siècle, qui titre : “Une meute de vingt loups attaque un cycliste”, ce qui est hautement improbable, étant donné que les meutes de loups com-

portent en général de quatre à cinq individus. Ce genre d’exagération est typique de la psychose qui accompagne le loup. »

Depuis plusieurs années, elle a constaté une réelle évolution de l’image de l’animal : « Il y a vingt ans, c’était parfois compliqué de faire entrer les tout-petits dans le musée, certains se mettaient à pleurer. Aujourd’hui, on a un loup naturalisé dans l’entrée et les enfants veulent tous le caresser ! » Elle a également identifié un net « effet Intermarché » : « On a eu deux fois plus de visiteurs en décembre 2025 qu’en décembre 2024. Récemment, quand j’ai demandé aux enfants de me citer un conte avec un loup, plusieurs ont dit : “La pub Intermarché !” » Le grand gentil loup ne fait vraiment plus peur aux enfants.



NICOLAS POLLU POUR « LE MONDE »

Patrice P. est née en 1973 aux Abymes, en Guadeloupe. Ses parents veulent que leur fille porte des initiales doubles (« P. P. »). Ils hésitent entre Pascale et Pascaline, mais s’orientent finalement vers Patrice. « Ils ne savaient pas du tout que c’était un prénom masculin », affirme l’intéressée. Durant son enfance, Patrice est confrontée à des personnes qui ne conçoivent pas qu’une fille puisse porter un prénom de garçon. A l’église, certains fidèles tirent des conclusions hâtives du choix de ses parents : « *Patrice ? Ok, donc c’est un garçon.* » D’autres adultes pensent qu’il s’agit d’une erreur : « *Tu es sûre que ce n’est pas Patricia ?* » Au collège, un élève l’appelle par le pronom « il » durant toute une année scolaire. Ces remarques incitent Patrice à se questionner sur son identité de genre. « *Est-ce que ce prénom*

de garçon dit quelque chose de moi ? Est-ce que je ne serais pas un garçon manqué ? », se demande-t-elle au début de son adolescence. La découverte de son attirance pour les garçons dissipe ses doutes. « *Je me suis dit, puisque je ne suis pas attirée par les filles, c’est que je suis bien une fille. Je confondais orientation sexuelle et identité de genre, mais cela m’a permis de trouver une réponse à des questions que personne ne se posait à cette époque.* » Après l’obtention de son bac, en 1990, Patrice intègre une école de commerce à Montpellier. Elle cherche un stage. Pendant les entretiens d’embauche, elle subit des moqueries liées à son prénom, et sur ses origines antillaises. « *Je découvrais le racisme ambiant de base : des figures d’autorité qui se permettent de vous expliquer qui vous êtes.* » Pour ne plus avoir

LE PRÉNOM

Patrice

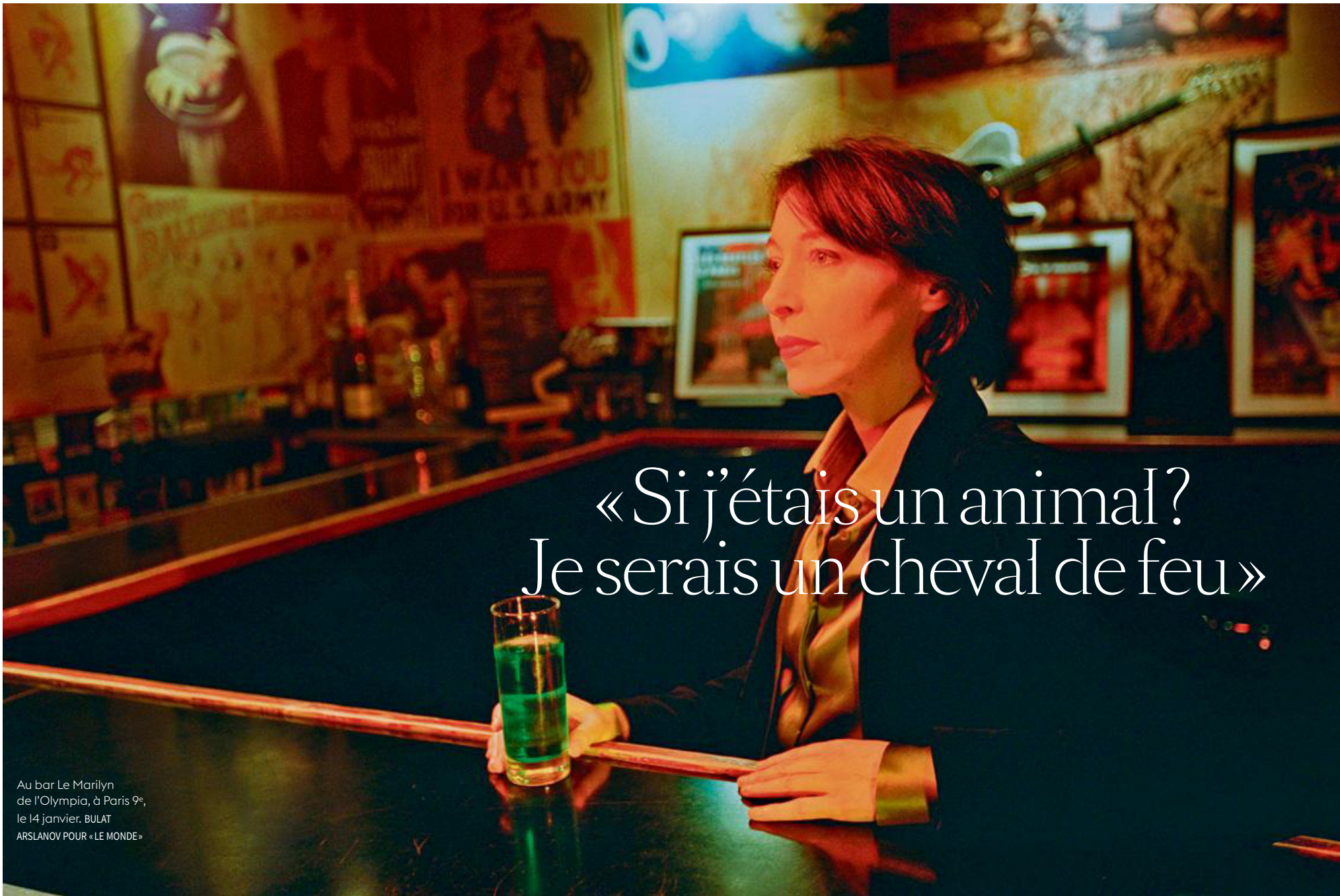
Par Djaïd Yamak

à avancer des explications, voire justifier le choix de ses parents, Patrice se rebaptise « Patriss ». Cette stratégie ne réfrène pas le dédain de ses interlocuteurs. Elle se souvient d’une visite chez un médecin généraliste, au début des années 1990. Un homme blanc du double de son âge. « *Vous savez, nous avons tous une bisexualité enfouie en nous, soutient le soignant en pleine consultation. Grâce à votre prénom masculin, vos amants peuvent vivre leur bisexualité de façon fantasmée.* » Il ajoute : « *Mais, d’un autre côté, si je suis à l’intérieur de vous et que je me mets à dire “je t’aime Patriss”, je débande direct.* » Paralisée par la violence de ces mots, la jeune femme part sans rien rétorquer. « *Je suis persuadée qu’il ne m’aurait pas dit ça si j’avais été blanche. Le fait d’être noire et de porter un prénom d’homme l’a sûrement autorisé à se projeter dans mon intimité de cette façon.* » Cette accumulation de commentaires dégradants la pousse à faire un choix radical. Pour sa recherche d’emploi, elle change de prénom. Sur son CV, elle se présente par son deuxième prénom, Eugénie. Elle décroche son premier CDI en 1995, à Paris, comme commerciale dans une société de services. Chaque matin, elle enfile son deuxième prénom comme un uniforme de travail, « *une seconde peau.* » « *C’était un métier de contact, je devais me présenter à de nouvelles personnes plusieurs fois par jour. Changer de prénom m’a permis de ne pas subir*

quotidiennement cette condescendance insupportable, même s’il était douloureux de se rabaisser à le faire. » Après sept ans dans la même entreprise, elle postule dans un laboratoire pharmaceutique américain, pour un poste dans les ressources humaines. Les entretiens se passent bien. Pour ce nouveau travail, Patriss veut récupérer son prénom. Après coup, elle se rend compte que le CV qu’elle a envoyé est au nom d’Eugénie. Elle explique son erreur au recruteur. « *Trop tard, on préfère que tu restes Eugénie* », lui répond-il sèchement. Quelques années plus tard, en 2011, Patriss profite d’un plan de licenciement pour quitter l’entreprise. Lors de l’entretien préalable, la directrice des ressources humaines lui lâche : « *De toute façon, j’ai toujours pensé que tu manquais de personnalité, tu n’as pas su affirmer ton prénom.* » L’enjeu de l’entretien – la négociation de son indemnité de départ – l’empêche de réagir. Aujourd’hui, elle ne laisse plus passer les remarques. « *Quand je dis Patriss, plus personne ne moufte.* » Elle n’a jamais reproché à ses parents de lui avoir attribué un prénom masculin. Il y a quelques années, elle a parlé de ce sujet à sa mère, qui a alors pris conscience du poids que ce choix avait représenté dans la vie de sa fille. Sans que Patriss lui en fasse la demande, elle lui a glissé d’une voix douce : « *Je te présente toutes mes excuses.* »

UN APÉRO AVEC...
JEANNE CHERHAL

Chaque semaine, L'Epoque paie son coup. En tournée pour son septième album, « Jeanne », sorte d'autoportrait joyeux et poétique, la chanteuse nous parle du féminisme, de Jean Dujardin et de son amour pour la littérature



Au bar Le Marilyn de l'Olympia, à Paris 9^e, le 14 janvier. BULAT ARSLANOV POUR « LE MONDE »

Magali Cartigny

U

DU TAC AU TAC

» LA QUALITÉ QUE VOUS ENVIEZ CHEZ LES AUTRES
« La repartie »

» VOTRE DÉFAUT
« L'inconstance »

» LE DON OU POUVOIR QUE VOUS AIMERIEZ AVOIR
« M'endormir sur commande pour la durée de mon choix »

» SI DIEU EXISTAIT, QUE LUI DEMANDERIEZ-VOUS
« L'œuf ou la poule ? J'aimerais savoir »

» LE BRUIT QUE VOUS AIMEZ
« Les craquements d'un feu de bois »

» VOTRE PERSONNAGE DE SÉRIE PRÉFÉRÉ
« Andréa Martel [Camille Cottin] dans "Dix pour cent" »

ne porcelaine dans un magasin d'éléphants. Gracieuse et pudique, Jeanne Cherhal jure un peu dans le décor saturé du bar Le Marilyn, niché dans les coulisses de l'Olympia. Dans cette enclave sans fenêtre à l'ambiance lynchienne, des affiches des années 1970 tapissent les murs du sol au plafond avec, semble-t-il, deux thématiques privilégiées : les toutous et les femmes nues. C'est dans ce lieu mythique, inaccessible au public, que se sont retrouvés, après le concert, les artistes du monde entier. Le bar doit son nom à la gouailleuse tenancière qui y a officié trente ans durant, jusqu'au début des années 1990. « *Sinatra, au moins, il filait des pourliches* », aurait-elle asséné à un jeune musicien.

Un saut dans le temps pour cette chanteuse qui s'inscrit dans l'histoire de ses pairs (Brassens, Sanson, Sheller, Souchon, Higelin...) et nous raconte la sienne, et, à travers elle, la nôtre, au fil de ses sept albums. Le dernier s'appelle *Jeanne*, sorti en avril 2025. Un autoportrait poétique et joyeux, qui pourrait être un hommage aussi bien à la couturière qui a planqué Brassens pour lui éviter le STO qu'à l'actrice Jeanne Moreau, dont une affiche orne sa cuisine. Cet album lui ressemble d'autant plus qu'elle l'a autoproduit avec son tourneur – sa maison de disques, Barclay, l'ayant remerciée après le relatif échec, crise sanitaire oblige, de son précédent opus, *L'An 40* (2019). Comme Nougaro ou tant d'autres avant elle. Il faut faire du chiffre, ma belle dame. C'est justement parce qu'elle a toujours aimé l'idée « *de ne pas forcément produire quelque chose, de faire du profit* », qu'elle avait choisi la philosophie à l'université de Nantes. C'est à cette époque que, miniclavier sous le bras, elle donnait des concerts à domicile dans la région.

C'est aussi à ce moment-là que la jeune femme, qui a appris le piano seule, à 12 ans, en reprenant William Sheller, entre dans Barbara comme on entre en religion. « *Avant, elle me faisait peur, je croyais que ce n'était pas pour moi. Un jour, j'ai emprunté un coffret à la médiathèque. Ça m'a envoûtée.* » Tout comme son autre icône, la compositrice et chanteuse américaine Meredith Monk, 83 ans aujourd'hui, qu'elle n'essaie même pas de rencontrer : « *Pour moi, c'est presque comme si elle n'existait pas, tellement je la mets haut.* »

Cette fille d'une institutrice devenue mère au foyer et d'un père plombier a poussé dans un village de 3 000 habitants près de Nantes, auprès de ses deux sœurs cadettes. Une enfance ordinaire, dit-elle. Heureuse, donc, imagine-t-on. Pendant un temps, elle a cru que son paternel était Michel Delpech, ou en tout cas l'auteur du *Loir-et-Cher*. « *Mon père chantonnait souvent "on dirait que ça te gêne de marcher dans la boue", j'étais sûre que c'était une invention à lui.* » La danse classique est alors sa grande passion, jusqu'à ce qu'elle échoue, à 11 ans,

à l'audition de l'Opéra de Paris. « *Ce n'était pas fait pour moi, mais j'avais le goût de la discipline. J'aime être cadrée. Par exemple, je déteste qu'on me donne carte blanche.* »

Jeanne Cherhal n'adore pas non plus l'alcool. Ce soir-là, elle a pris une menthe à l'eau. On lui a servi un diabolito. On avait migré peu avant au restaurant Le Petit Olympia. Entre une frite et une bouchée d'œufs mimosa, Jean Dujardin était arrivé sur le tapis – enfin, le sofa. Dans sa chanson *Jean*, elle déclare sa flamme à l'acteur (incarné par Vincent Dedienne dans un clip tout droit sorti d'OSS 117) : « *Jean, est-ce la ligne de votre cul/Jean, ou vos yeux qui m'ont convaincue/Jean, que la vie vaut d'être vécue?* » Au début, elle éludait devant les journalistes. Elle avait même cité Jean Gabin, pour faire diversion. Maintenant, elle assume. D'autant qu'il est venu la voir à l'Olympia, le 2 décembre 2025. Mais d'où est sortie cette soudaine lubie ? « *C'est depuis que je l'ai vu chanter Bambino en arabe au cinéma, j'ai trouvé ça brillant. Plus que la drôlerie, j'ai admiré la performance.* »

Pas de quoi rivaliser néanmoins avec Benjamin Biolay, son ami, sa muse. « *Ça fait vingt ans qu'on se connaît. Pour cet album, c'est lui qui m'a remis le pied à l'étrier* », et qui a fait les arrangements. On les retrouve ainsi dans *Faut plus qu'on se revioie*, un duo électrisant sur le retour d'un désir éteint. La suite, quinze ans plus tard, de *Brandt Rhapsodie*, qui racontait l'essoufflement d'un couple à travers des Post-it laissés sur le frigo au fil du temps qui rend sérieux. « *Les personnages fictifs ont fait leurs retrouvailles dans la vraie vie. Notre manière de nous aimer, c'est de faire de la musique.* »

L'amour, parlons-en. Comme l'eau, il est l'élément qui irrigue ses textes depuis ses débuts. L'érotisme, aussi. « *Si j'étais un animal? Je serais un cheval de feu.* » Dans *Cheval de feu*, elle chantait en 2014 : « *Ton murmure est comme une prière/Pour que durent nos amours de chair.* » D'ailleurs, l'année de ce signe astrologique chinois, qui promet passion et changement (voire le chaos), commence le 17 février, dix jours après son concert au Grand

Rex, à Paris. Dans son autre nouveau titre *Sahara*, adapté de son recueil de poésie *Couleurs primitives* (Gründ, 2022), l'eau est absente. Tout comme l'être aimé, qui ne devrait cependant plus tarder. « *Une attente, comme dans un désert* », dit-elle. Une soif prête à être assouvie.

Le sang s'écoule aussi. A en pleurer des rivières. Celui des règles *Douze fois par an*, dès 2004 ; celui qui ne viendra plus dorénavant, dans *La Marée*. Pour autant, hormis *La Maman et la Putain*, la maternité n'est jamais évoquée. Peut-être pour ne pas exposer son enfant. Aussi, peut-être, parce que tout a déjà été raconté. Et que s'ouvre une nouvelle ère. « *J'ai lu Nullipares et alors ?, un livre collectif dirigé par l'écrivaine Chloé Delaume [Points, 2025]. Je trouve ça génial que ce discours puisse s'entendre. A un moment où on nous pousse au réarmement démographique, on assiste à la bascule inverse. Enfanter n'est plus la priorité pour nombre de jeunes femmes.* »

Jeanne Cherhal chante aussi la violence conjugale (*Sous les toits*), la prédation sexuelle (*Le Cri des loups*), sur des mélodies virevoltantes. Des paillettes sur les bleus, histoire qu'on les voie mieux. En 2014, elle fredonnait déjà sur le consentement (*Quand c'est non, c'est non*). Lorsqu'on lui demande à quel moment lui est apparu que quelque chose était pourri au royaume des hommes, elle cite cet épisode, au collège-lycée catholique de Châteaubriant (Loire-Atlantique). « *J'étais en 4^e. Le professeur d'histoire-géo nous avait fait un cours anti-IVG, avec images de fœtus à l'appui. Mon féminisme est né ce jour-là.* » Aujourd'hui, elle se réjouit d'assister à « *ce moment de bascule, cette révolution des mentalités, de prise de conscience masculine aussi* ».

Si le doute est son moteur, la lecture reste son carburant. Sa liseuse au fond du sac, qu'elle dégage dès qu'elle a un quart d'heure de battement. « *Je peux avoir la flemme de me lancer dans une série, mais dans un livre, jamais.* » Annie Ernaux, Claire Castillon, Paul Auster, Eric Reinhardt sont des auteurs vers lesquels elle revient inlassablement. « *J'admire la démarche d'Alice Coffin, qui a banni la littérature masculine, mais je ne pourrais pas me passer de Grégoire Bouillier sous prétexte que c'est un homme.* » Et de citer *Le Dossier M* (Flammarion, 2017) et les 900 pages du *Cœur ne cède pas* (Flammarion, 2022).

Il faut dire que ce fantassin de la fantaisie aime l'humour noir. Ce n'est pas un hasard si, dans les sketches de Vincent Dedienne repris en chanson – (*Un lendemain soir de gala*), 2025 –, elle a choisi celui sur Dupont de Ligonnières. Un titre sobrement intitulé *La Terrasse*. L'artiste est d'ailleurs incolable sur les faits divers, ceux qui relèvent de l'escroquerie plutôt que des tueurs en série. « *Je suis fascinée par Bernard Madoff et Rudy Kurniawan, le faussaire du vin. Le culot et le génie sont toujours utilisés de manière négative. Sauf peut-être dans le cas Bruno Sulak...* », le braqueur surnommé « l'Arsène Lupin des bijouteries ». Ça pourrait faire une sale p'tite mélodie.

« ÇA FAIT VINGT ANS QU'ON SE CONNAÎT AVEC BENJAMIN BIOLAY. POUR "JEANNE", C'EST LUI QUI M'A REMIS LE PIED À L'ÉTRIER »